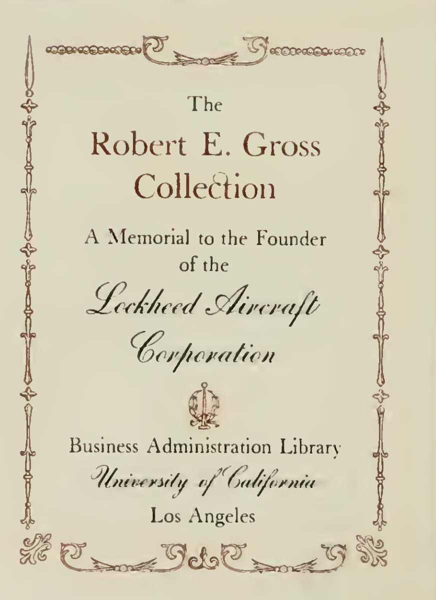

The
Robert E. Gross
Collection
A Memorial to the Founder
of the
Lockheed Aircraft
Corporation
Business Administration Library
University of California
Los Angeles

THÉORIE

DE

L'ECONOMIE POLITIQUE.

IMPRIMERIE DE LEBLANC.

Cet ouvrage se trouve aussi a LONDRES,
14, Great Marlborough Street, aux dépôts des Livres français.

LA THÉORIE
DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE,

FONDÉE SUR LES FAITS RÉSULTANS DES STATISTIQUES

DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE;

SUR L'EXPÉRIENCE DE TOUS LES PEUPLES CÉLÈBRES PAR LEURS RICHESSES; ET SUR LES LUMIÈRES DE LA RAISON.

PAR M.-CH. GANILH,

Ancien Avocat au Parlement de Paris, ex-Tribun, Auteur de l'*Essai politique sur le Revenu public,* et des *Systêmes d'Économie politique.*

Les opinions vont se succédant du pour au contre, selon qu'on a de lumières. *Pensées de Pascal.*

TOME PREMIER.

A PARIS,
CHEZ DETERVILLE, LIBRAIRE,
RUE HAUTEFEUILLE, N.° 8.

1815.

TABLE
DES MATIÈRES.

TOME PREMIER.

INTRODUCTION.

PREMIÈRE PARTIE.

De la Statistique de la France en 1789, *et de celle de l'Angleterre en* 1798.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

ARTICLE PREMIER.

ARTICLE 2.

ARTICLE 3.

CHAPITRE V.

ARTICLE PREMIER.

ARTICLE 2.

CHAPITRE II.

ARTICLE PREMIER.

ARTICLE 2.

ARTICLE 3.

ARTICLE 4.

CHAPITRE III.

LIVRE IV.

CHAPITRE UNIQUE.

LIVRE V.

LIVRE VI.

SECONDE PARTIE.

Les Théories de la Spéculation soumises à l'épreuve des Faits.

INTRODUCTION.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

TOME SECOND.

LIVRE II.

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

LIVRE III.

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X ET DERNIER.

LIVRE IV.

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

LIVRE VI.

FIN DE LA TABLE.

INTRODUCTION.

L'ÉCONOMIE politique n'a mérité d'être mise au rang des connaissances humaines que vers le milieu du dix-huitième siècle. C'était l'époque de l'influence de la philosophie sur les sciences, et de leur prédilection pour les théories rationnelles et spéculatives; époque toujours mémorable dans les annales de la littérature, et dans l'histoire de la civilisation. A ces périodes de lumière, l'esprit humain, dans sa force et dans sa puissance, s'applique moins à découvrir par l'observation des faits, la chaîne cachée qui lie les événemens entr'eux, les effets aux causes et les causes aux principes, qu'à s'élever par la force des hypothèses, des conjectures et des analogies, aux lois générales, source de toute vérité, et fondement de toutes les sciences. Par cette méthode ambitieuse, tous les phénomènes sont expliqués, tous les problèmes résolus; les sciences avancent à grands pas dans la route de la spéculation, et leur marche paraît d'autant plus assurée qu'elle est plus indépendante des faits et de l'expérience. « Il est beaucoup plus essentiel, » dit un écrivain non moins distingué par l'étendue » de ses lumières que par la sagacité et la lucidité » de son esprit, de constater la marche de l'esprit » humain qui est la plus simple, que celle qui est » la plus conforme à la réalité des faits; car, quel-

L'influence de la philosophie sur les sciences.

» que paradoxale que cette proposition puisse pa-
» raître, il est cependant vrai que la marche réelle
» n'est pas toujours la plus naturelle. Elle peut
» avoir été déterminée par des accidens qui, pro-
» bablement, n'auront pas lieu une seconde fois,
» et qui ne peuvent être considérés comme faisant
» partie des soins généreux qu'a pris la nature pour
» le perfectionnement de l'espèce (*) ».

Si cette vue philosophique, qui nous montre l'esprit changeant de marche pour en prendre une plus simple et plus naturelle, suppose qu'il a cette puissance par sa seule force intuitive, et sans aucune considération des faits et de l'expérience, elle ne nous donne pas des notions exactes de la nature et de l'étendue de ses facultés; car ce n'est que par la comparaison de la marche qu'il a suivie avec celle qu'il peut suivre, ou, en d'autres termes, par la comparaison du réel et du possible, que l'esprit peut se déterminer à préférer la marche que la spéculation lui montre la plus simple, à celle qu'il a suivie par ignorance ou par accident; mais, dans ce cas même, l'esprit n'opère pas seul, et indépendamment des faits et de l'expérience.

Doit être restreinte

Encore convient-il de remarquer que dans cette

(*) *Précis de la Vie d'Adam Smith*, par M. Dugald Stewart, trad. de M. Prévot, prof. de phil. à Genève.

préférence donnée au possible sur le réel, l'esprit ne peut faire usage de sa puissance que sur les sciences spéculatives et intellectuelles, et pour ainsi dire, dans le domaine du possible. Hors de là, dans les sciences pratiques, telles que l'économie politique, le possible ne peut lutter qu'avec désavantage contre la réalité; et la spéculation a de grands obstacles à vaincre pour l'emporter sur l'expérience. Quelle théorie spéculative pourrait, en effet, être mise en balance avec une théorie pratique éprouvée par le temps, affermie par ses succès, et garantie par l'expérience? Où seraient ses fondemens, ses moyens de persuasion, les gages et les garans de sa doctrine? Qui oserait sacrifier le réel au possible, lorsqu'il s'agit de l'aisance et du bien-être des individus, de la prospérité, de la fortune et de la puissance des peuples?

aux sciences intellectuelles et spéculatives.

Dans les sciences pratiques, et surtout en économie politique.

Lors même que la puissance du génie donnerait à la démonstration du possible une assez grande évidence pour calmer toutes les inquiétudes, dissiper toutes les craintes, et faire naître toutes les espérances, ne faudrait-il pas encore que le possible en spéculation se soumît à l'épreuve des faits, obtînt le suffrage de l'expérience et s'identifiât avec la réalité? La philosophie ne peut donc, surtout dans les sciences pratiques, éluder le concours des faits et de l'expérience; ses découvertes ont besoin d'être confirmées par l'expérience.

Ses découvertes ont besoin d'être confirmées par l'expérience

Ces réflexions rapides sur les procédés philosophiques appliqués aux sciences pratiques, n'inspirent-elles pas une juste défiance contre l'application qu'on en a faite à l'économie politique, et ne font-elles pas sentir la nécessité de soumettre leurs résultats à l'épreuve des faits et de l'expérience?

Les erreurs des empiriques ne justifient pas les spéculations de la philosophie dans la science économique

Sans doute les premiers écrivains d'économie politique accordèrent une trop grande autorité aux faits et à l'expérience, se montrèrent peu clairvoyans dans l'explication des causes, et se laissèrent égarer par des indices trompeurs et par des apparences mensongères; et si la philosophie s'était bornée à dévoiler, à réfuter leurs erreurs, à tirer des faits et de l'expérience les inductions utiles et favorables aux progrès de la science, et à fonder sur ces inductions les lois particulières et générales de l'économie politique, elle eût fait un noble usage de sa puissance, rendu un service signalé aux hommes et aux peuples, et mérité les hommages et la reconnaissance des amis de l'humanité. Mais la philosophie, quoique plus ingénieuse dans ses spéculations que les partisans des faits et de l'expérience dans leurs inductions, a-t-elle été plus éclairée, plus sage, plus réservée? a-t-elle été plus près du but? ne s'est-elle pas jetée dans une autre extrémité? Si elle a raison d'accuser les partisans de l'expérience de trop de crédulité, ne peuvent-ils pas lui reprocher une trop grande confiance? Des deux côtés,

n'est-on pas resté trop en arrière, ou n'est-on pas allé trop au-delà du point auquel il faut s'arrêter? le nombre des erreurs ne surpasse-t-il pas de beaucoup le nombre des vérités? Consultons l'histoire de la science; voyons dans son esquisse rapide d'où l'on est parti et où l'on est arrivé, et peut-être sera-t-il moins difficile de reconnaître ce qui reste à faire pour accélérer les progrès de la science, et rendre ses succès durables.

Histoire de la théorie empirique.

Depuis le treizième siècle jusqu'à nos jours, tous les peuples de l'Europe, célèbres par leurs richesses, en ont été redevables aux mêmes plans, aux mêmes combinaisons, aux mêmes procédés, aux mêmes soins et aux mêmes travaux.

Les manufactures et le commerce avec l'étranger enrichirent également Venise, Gênes, Pise et Florence, et la richesse de ces peuples, dans des siècles de misère et de barbarie, donna à l'italie une importance et un éclat qui rappelaient son antique gloire.

Entraînées par l'exemple et l'impulsion des villes d'Italie, la Flandre et les villes anséatiques s'adonnèrent également aux travaux des manufactures et du commerce avec l'étranger, obtinrent le même succès, et jouirent de la même considération, de la même puissance.

Par la découverte du Nouveau Monde, et d'un passage aux Grandes-Indes par le cap de Bonne-Espérance, le domaine des manufactures et du com-

merce de l'Europe s'étendit, l'Espagne et le Portugal, qui s'en approprièrent la plus grande partie, se placèrent au rang des peuples riches, et leur richesse, quoiqu'éphémère, leur donna une prépondérance politique long-temps fatale au repos de l'Europe, et redoutable à son indépendance.

La Hollande, parvenue par son courage à s'assurer la possession d'une partie des trésors de l'Espagne et du Portugal, dans l'Inde et le Nouveau monde, donna à l'Europe étonnée le spectacle de l'immensité des richesses que peuvent dispenser l'industrie et le commerce, aux peuples industrieux et commerçans, et de l'étendue de puissance que donne la richesse aux peuples riches. Grâces à l'industrie et au commerce, on vit des provinces pauvres et misérables, sans territoire, avec une population d'environ deux millions d'individus, s'élever tout-à-coup au faîte des richesses, briser le joug qui les opprimait, se placer au rang des puissances politiques, et exercer, dans les relations des peuples et des souverains, une influence nouvelle et inattendue.

Ce ne fut pas sans admiration et sans jalousie que l'Angleterre vit la Hollande faire pencher, par le seul poids de ses richesses, la balance politique de l'Europe. Ce phénomène lui suggéra de nouvelles idées sur la prospérité des peuples, la puissance sociale et la grandeur des nations. Elle présagea les

nouvelles destinées du monde, entrevit la part qu'elle pouvait y prendre, et fonda sa fortune et sa puissance sur les manufactures et le commerce avec l'étranger. Ses succès ont dépassé ses espérances.

Enfin, la France, qui, long-temps fidèle à la doctrine de Sully, de cet illustre patron de l'agriculture et de l'éducation des bestiaux, qu'il appelait les mamelles de l'Etat, avait, par respect pour ce grand administrateur, hésité entre l'agriculture et le commerce, suivit le torrent, et dirigea son industrie vers les manufactures et le commerce; sa prospérité ne fut pas moins rapide que celle des autres peuples industrieux et commerçans.

D'où dérivèrent les erreurs des premiers écrivains sur cette science.

Le témoignage uniforme des faits, l'expérience de plusieurs siècles, la tendance universelle de tous les peuples de l'Europe vers les manufactures et le commerce avec l'étranger, persuadèrent à la presque totalité des écrivains qui, pendant le dix-septième et jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, portèrent leur attention sur une ou plusieurs branches de l'économie politique, que les manufactures et le commerce avec l'étranger étaient les causes efficientes de la richesse de l'Europe moderne, et sur ce fait général, universel, ils fondèrent la théorie de l'économie politique.

Cette doctrine empirique, fût-elle hasardée, ne pouvait avoir aucun inconvénient, ni pour les peu-

ples qu'elle avait enrichis, ni pour ceux qui aspiraient à devenir riches. Elle enseignait aux uns à rester fidèles aux méthodes qui leur avaient si bien réussi, et elle recommandait aux autres des mesures couronnées par le succès. Elle faisait dériver les principes des faits, la règle de l'expérience et la science du savoir; procédé qui, s'il est peu philosophique, s'il ne fait pas faire de grands pas aux sciences, ne les égare pas dans des conceptions idéales, trop souvent funestes à leurs progrès.

Mais si les faits et l'expérience apprirent aux empiriques que la richesse dérive des manufactures et du commerce avec l'étranger, ils ne leur révélèrent pas le mystère de cette opération, la liaison de l'effet à sa cause, et la chaîne qui les unit l'un à l'autre; et tant qu'on n'avait pas levé ce voile, l'économie politique ne méritait pas le nom de science. On essaya de le soulever; mais il faut convenir que la tentative ne fut pas heureuse, et que la science s'égara dès les premiers pas qu'elle fit.

Comme le commerce avec l'étranger transporte les produits du travail d'un peuple à l'autre, et que ces produits sont les uns consommables et les autres non consommables, on crut que le commerce avec l'étranger enrichissait les peuples industrieux et commerçans, parce qu'il leur donnait des produits non consommables, ou de l'or et de l'argent, en retour

des produits consommables; et, de ce fait, on tira la conséquence que l'or et l'argent sont la seule richesse, parce qu'ils ne se consomment pas.

On ne fit pas attention que si l'or et l'argent ne se consomment pas, les produits donnés et pris pour leur équivalent, quoique consommables, ne sont effectivement consommés que sous la condition d'un équivalent, de sorte qu'après leur consommation il reste toujours un équivalent qui, par sa reproduction indéfinie, n'est pas plus consommable que l'or et l'argent. Ce n'est donc pas parce que le commerce avec l'étranger donne de l'or et de l'argent aux peuples industrieux et commerçans qu'il les enrichit; l'or et l'argent ne constituent pas la richesse, et, par conséquent, les empiriques, ou, comme on les a appelés dans la suite, les partisans du système mercantile, ne réussirent point à expliquer le phénomène de la production de la richesse par les manufactures et le commerce avec l'étranger.

Quelles furent leurs erreurs.

Les économistes français tranchèrent la difficulté par une autre; ils prétendirent que les manufactures et le commerce avec l'étranger sont incapables de toute production de la richesse, soit parce que les manufactures ne font que façonner les produits de l'agriculture, et les approprier à la consommation, soit parce que le commerce ne fait que les transporter du producteur au consommateur, opé-

Réfutation de la théorie empirique par les économistes français.

rations étrangères à la production de la richesse, puisqu'elles ne créent rien, et ne donnent aucun produit.

Et son remplacement par le système agricole.

La conséquence nécessaire de cette controverse fut que la richesse ne consiste et ne peut consister que dans les produits matériels que l'agriculture extrait de la terre.

Les économistes ne prirent pas la peine d'examiner le mérite des faits et de l'expérience, et ne cherchèrent point à expliquer pourquoi les manufactures et le commerce avec l'étranger, incapables de produire la richesse, avaient cependant constamment enrichi les peuples industrieux et commerçans, ni pourquoi l'agriculture, exclusivement productive de la richesse, avait toujours laissé les peuples agricoles dans un état voisin de la pauvreté et de l'indigence; ils ne contestèrent pas même les faits; ils se contentèrent de soutenir qu'on ne leur devait aucune croyance, parce qu'ils étaient impossibles; à l'évidence des faits, ils opposèrent l'évidence de la raison, et à la force des inductions tirées des faits, la force des démonstrations puisées dans la nature des choses.

Mais ce qui dut paraître bien extraordinaire, c'est que les économistes qui refusaient aux manufactures et au commerce avec l'étranger toute participation à la formation de la richesse, firent dépendre l'accroissement des produits agricoles, et

par conséquent de la richesse avec laquelle ils les identifiaient, de la liberté illimitée de l'industrie et du commerce. Ils réduisirent, en quelque sorte, leur théorie au seul axiome : *Laissez faire, laissez passer.*

Réflexions sur ce système.

Ce secours, qu'ils attendaient de la liberté illimitée des manufactures et du commerce, ne trahissait-il pas le besoin qu'ils en avaient; et ne devait-il pas les avertir que, si les produits agricoles ne reçoivent toute leur valeur, ou du-moins leur plus grande valeur, que des manufactures et du commerce, et s'ils ne sont richesse que dans la proportion de la valeur qu'ils en ont reçue, ce sont les manufactures et le commerce qui sont non-seulement les dispensateurs, mais même les créateurs de la richesse, car c'est créer que de donner de la valeur à ce qui n'en a point, ou de donner à un la valeur de 100. Je dois avouer que les économistes accumulèrent les argumens les plus ingénieux, pour prouver que les manufactures et le commerce, en donnant une valeur aux produits de l'agriculture, ou en augmentant leur valeur naturelle, ne faisaient autre chose que tenir compte des produits qu'ils consommaient; assertion extrêmement spécieuse, mais dont on chercherait inutilement la preuve dans leurs nombreux écrits. Rien ne prouve que la valeur, ajoutée par les manufactures et le commerce avec

l'étranger aux productions de l'agriculture, ne soient que le prix des produits agricoles, consommés par les classes manufacturières et commerçantes.

Les économistes n'avaient donc tout au plus réussi qu'à ébranler le système mercantile, à surcharger la science du système agricole, à la compliquer par le concours de ces deux systêmes, et à opposer une théorie spéculative à une théorie empirique.

Les partisans du système mercantile ne furent ni séduits ni effrayés par la controverse des économistes, et par l'apparition du système agricole; mais ils sentirent la nécessité d'établir leur doctrine, jusqu'alors plus pratiquée qu'enseignée; éparse dans une foule de traités particuliers et non encore envisagée dans son ensemble et dans ses détails. Dès-lors parurent en Italie, en France, en Angleterre, plusieurs ouvrages très-recommandables qui vengèrent le système mercantile des attaques des économistes, développèrent ses principes, l'ordre, la liaison et l'enchaînement de ses dogmes, et répandirent de vives lumières sur sa doctrine pratique. L'ouvrage de Stewart fit la plus grande sensation, et malgré le vague et la complication de son plan, l'exposition pénible et laborieuse de ses idées, et la prolixité de son style, il offre des observations profondes, des vues justes et étendues, et des résultats vrais et utiles. Quoiqu'il

Réfutation du systême des économistes, et modification du systême empirique, par Stewart.

n'ait ni dénoué, ni tranché le nœud de la difficulté, il mérite d'être médité par tous ceux qui savent qu'on ne possède véritablement une science que lorsqu'on connaît la route qu'elle a suivie pour arriver au point où elle est parvenue.

Stewart place la source des richesses, non comme ses prédécesseurs, dans l'échange des produits consommables, contre l'or et l'argent non consommables; les écrits des économistes l'avaient éclairé sur cette erreur primitive; mais dans l'échange avantageux des produits nationaux contre les produits de l'étranger, et il indique les divers moyens qui peuvent conduire à ce but.

Il pose en principe que l'agriculture ne contribue à la formation de la richesse que jusqu'à concurrence de son produit net, et en cela il est d'accord avec les économistes; mais loin de regarder comme eux ce produit net, comme la seule richesse, il ne lui accorde que la faculté d'élever une population industrieuse, d'établir des manufactures nationales et d'ouvrir un commerce d'échange, dont les bénéfices constituent la véritable richesse. Tant que la balance des échanges avec l'étranger est favorable, le pays s'enrichit, la population augmente et la prospérité publique est progressive. La balance devient-elle contraire? il faut en rechercher les causes avec le plus grand soin, et ne rien négliger pour lui rendre sa prépondé-

rance. Si les obstacles sont insurmontables, il faut renoncer au commerce avec l'étranger, suppléer au vide qu'il laisse dans le travail, par plus d'activité dans la circulation intérieure de la richesse acquise, ou, en d'autres termes, il faut par le luxe et le faste augmenter la consommation des produits de l'industrie nationale, afin que la classe industrieuse n'éprouve point de souffrance, que les arts ne se dégradent point, et que l'Etat puisse reprendre ses relations commerciales, dans le cas où les circonstances deviendraient plus favorables. Un peuple, qui ne peut pas soutenir la concurrence dans le marché général des peuples, est parvenu au terme de sa prospérité, doit borner son ambition à s'y maintenir, et, dans ce sens, ne peut que conserver et jamais augmenter la richesse nationale.

Le systême mercantile ainsi modifié, n'a plus aucun des vices qu'on lui a justement reprochés. Il ne fait point consister la richesse dans l'or et l'argent, et ne la fait point dépendre d'une balance avantageuse, soldée en or et en argent. Elle est encore le produit des manufactures et du commerce avec l'étranger, mais elle résulte des échanges avantageux que le commerce national fait avec l'étranger. Si Stewart avait démontré comment les échanges avec l'étranger sont avantageux, et de quelle manière les avantages, qu'ils assurent à un pays, influent sur sa richesse, on aurait su comment le

commerce avec l'étranger a de tout temps enrichi les peuples industrieux et commerçans, et pourquoi l'agriculture n'a pas été aussi fortunée pour les peuples agricoles. La solution de ce problème eût fait faire de grands pas à la science, et lui eût donné un caractère de certitude et d'évidence qui lui manque.

Mais, il faut en convenir, Stewart ne fut pas plus heureux dans ses démonstrations sur les échanges avantageux, effectués par le commerce avec l'étranger, que les économistes sur la fécondité exclusive de l'agriculture. De sorte que l'ouvrage de Stewart ne fit qu'augmenter les raisons de douter, et laissa la science dans l'obscurité où elle était auparavant, obscurité qui se prolongea pendant près de dix ans, et laissa à chaque système ses partisans et ses détracteurs.

Réfutation des deux systêmes empirique et économiste, par Adam Smith.

Adam Smith, initié de bonne heure dans les principes des économistes français, qu'il avait appris à leur école, et dont il avait suivi les progrès par ses relations avec leurs plus célèbres écrivains, sut cependant se garantir de leur séduction, et les détruisit en les modifiant. Loin d'accorder à l'agriculture la fécondité exclusive dont les économistes l'avaient si généreusement gratifiée, il attribua la même faculté aux manufactures, au commerce, à tous les travaux qui, après qu'ils sont finis, se fixent et se réalisent dans un objet matériel et permanent.

Cet écrivain fut encore plus contraire au système mercantile qu'au systême agricole. Il l'attaqua dans son principe, dans ses méthodes, dans son but; le dépouilla de ses prétentions exclusives à la formation de la richesse, et lui ravit jusqu'à sa considération. Il ne désavoua pas cependant que l'Europe moderne ne fût redevable de ses richesses aux manufactures et au commerce avec l'étranger: il convint même que l'agriculture n'y avait eu aucune part; mais il envisagea cet événement comme un fait particulier, sans conséquence, incapable de toute induction particulière et générale. Il en donna même une explication extrêmement ingénieuse, qu'il puisa dans la politique du moyen âge, politique dépressive de l'agriculture et des agriculteurs, spécialement favorable à l'industrie des villes au détriment de celle des campagnes, et assez aveugle pour croire que l'or et l'argent sont identiques avec la richesse; qu'en prodiguant ses faveurs au commerce avec l'étranger, celui-ci lui procurerait de l'or et de l'argent, et l'enrichirait. Cet écrivain prétendit qu'on ne doit voir dans l'or et l'argent que des instrumens d'échange, que des produits semblables à tous les autres produits du travail, qu'on se procure de la même manière, et dans la quantité qu'on désire et qu'on peut payer; d'où il conclut que tous les priviléges, toutes les gratifications, toutes les prohibitions accordées au commerce avec l'étran-

ger, étaient inutiles, nuisibles aux consommations et exclusivement profitables aux négocians.

Ainsi débarrassé des systêmes qui jusqu'alors s'étaient disputés les prérogatives de la science, Adam Smith en posa les fondemens, en détermina l'étendue et les limites, en distribua toutes les parties, entra dans tous les détails, les lia, les enchaîna dans un tout systématique, et laissa partout l'empreinte de son génie.

Théorie spéculative d'Adam Smith, ou le systême de la liberté illimitée.

Cet écrivain fait consister la richesse dans les produits du travail général, ne voit dans l'agriculture, les manufactures et le commerce, que les ateliers des travaux productifs du revenu; dans les agriculteurs, les manufacturiers et les commerçans, que les ouvriers d'un seul et même atelier, exécutant une tâche différente, mais nécessaire au complément du même ouvrage, tirant de leur séparation et de la division de l'ouvrage plus de force, d'adresse, d'industrie et d'activité pour son exécution, et tous plus ou moins laborieux, industrieux et productifs, selon qu'ils sont plus ou moins libres, plus ou moins gênés par une police réglementaire, et plus ou moins bien salariés.

Enfin, supposant l'ouvrier et l'ouvrage libres, les capitalistes maîtres de porter leurs capitaux dans les emplois de leur choix, Adam Smith prétend que le travail préféré serait celui de l'agriculture, parce qu'il est le plus productif de tous, la nature

faisant le tiers ou le quart de l'ouvrage; que le travail des manufactures viendrait après, parce que sa divisibilité et le secours des machines lui donnent de grands avantages pour la production; que le commerce en gros dans l'intérieur prendrait sa place après les manufactures, parce que le négociant a ses fonds sous ses yeux, et parce que ce genre de commerce encourage l'industrie d'un pays vingt-quatre fois plus que le commerce de consommation directe avec l'étranger; que ce dernier serait encore préféré au commerce de consommation circuiteuse avec l'étranger, parce que les fonds de ce commerce ne rentrent que tous les trois, quatre et cinq ans; et qu'enfin le commerce de transport ne serait entrepris que lorsqu'il y aurait des fonds surabondans dans toutes les autres branches du commerce, parce qu'il n'encourage que l'industrie de l'étranger, et tient le négociant dans des alarmes continuelles sur la rentrée de ses fonds.

En un mot, toute la pensée de son grand ouvrage repose sur un seul principe, la liberté, et dans ce grand mobile, Adam Smith trouve toutes les forces dont il a besoin pour faire mouvoir tous les ressorts, tous les instrumens de la richesse. De la liberté de l'ouvrier et de l'ouvrage, il fait sortir les produits les meilleurs et les plus abondans; dans la liberté de l'emploi des capitaux, il aperçoit la lutte qui doit en faire baisser la valeur, et dans

cette baisse le moyen de favoriser toutes les entreprises du travail, et de féconder toutes les branches de la production; enfin, par la liberté du commerce, il assure le bon marché des produits, qui favorise la consommation, accroît l'aisance des consommateurs, source féconde de la production.

Sans contredit, toutes ces vues sont grandes, nobles et libérales, on a de la peine à résister au charme qu'elles font éprouver, et l'on regrette de sentir qu'elles ne portent pas avec elles une entière conviction. Quel est le mortel qui ne se sent pas ému au nom sacré de la liberté, qui ne serait pas disposé à lui dresser des autels, si elle seule dispensait aux hommes et aux peuples, l'aisance, la prospérité, la richesse, la puissance et la gloire? Mais plus la séduction qu'elle exerce sur nos esprits est forte, plus il convient de se mettre en garde contre ses attraits, plus il importe de chercher la garantie des bienfaits qu'elle nous promet, et malheureusement quand on la cherche avec attention dans l'admirable ouvrage d'Adam Smith, on n'y trouve que des assertions combattues par les faits, des conjectures sans réalité et des hypothèses sans fondement.

N'eut d'abord aucun succès en Angleterre.

Cet ouvrage ne fut pas d'abord accueilli avec faveur. Les amis de l'auteur, en lui prodiguant leurs éloges, mirent des restrictions à leur assentiment. « Si vous étiez là au coin de mon feu, écrivait » David Hume à l'auteur, je vous contesterais

» quelques-uns de vos principes (*) ». Ce jugement est digne de remarque, et ne doit pas être oublié. Ce qu'il y a de singulier, c'est que l'ouvrage ne tira aucun avantage de la critique énergique et savante qu'il faisait du système économique, administratif et financier de l'Angleterre; critique qui seule semblait devoir assurer son succès. Le parti de l'opposition ne fit point usage des armes qu'elle lui fournissait, et le parti ministériel ne s'en offensa point. Les deux partis sentirent qu'il était sage, et que c'était même un devoir de ne point appeler l'attention publique sur un ouvrage qui pouvait décréditer l'administration et l'exposer à une révolution dangereuse. On ne voulut pas courir le risque de tarir les antiques sources de la richesse du pays, sans la certitude que celles dans lesquelles l'auteur proposait de puiser, seraient plus fécondes et plus abondantes. On était trop éclairé pour sacrifier à des doctrines scientifiques et non-éprouvées par l'expérience, des doctrines pratiques, garanties par près de deux siècles de prospérités. Mais en s'imposant un silence prudent sur l'ouvrage, on ne méconnut ni le mérite, ni le génie de l'auteur, et on lui rendit l'hommage qui lui était

---

(*) *Précis de la Vie d'Adam Smith*, par M. Dugald Stewart, trad. de M. Prévot, prof. de phil. à Genève. Sect. 3.

dû. Loin de s'offenser de la doctrine hostile de l'ouvrage, le ministre en récompensa libéralement l'auteur par une place lucrative dans les douanes, et par ce moyen on concilia ce qui était juste et prudent, avec ce qui était utile et honorable.

En France, l'ouvrage d'Adam Smith ne fut pas mieux accueilli qu'il ne l'avait été en Angleterre. Malgré les éloges qu'il avait donnés à la doctrine des économistes, et la haute estime qu'il avait professée pour ses écrivains, on le traita avec la plus grande sévérité, et l'on n'eut pas même pour l'auteur les ménagemens qu'il méritait à tant d'égards (*); on le regardait comme un transfuge, et l'on sait que les sectes ne sont pas tolérantes. Il y a donc tout lieu de croire que, sans la révolution française, le plus beau traité d'économie politique eût éprouvé le sort de tant d'ouvrages célèbres, dont Ni en France.

(*) L'Editeur des œuvres de M. Turgot, un des écrivains les plus éclairés de l'école des économistes, écrivait, en 1781, « Que dans l'ouvrage de Turgot sur la formation » et la distribution des richesses, tout ce qu'il y avait de » vrai dans l'ouvrage estimable, mais pénible à lire, » qu'Adam Smith avait publié depuis, sur le même sujet, » en deux gros vol. in-4.°, s'y trouvait, et que tout ce » qu'Adam Smith y avait ajouté manquait d'exactitude et » de fondement ». (*OEuvres de M. Turgot,* tom. I.er, pag. 118.

le mérite fut ignoré ou méconnu par les contemporains.

Cette révolution mettait un trop grand prix à tout ce qui préconisait les avantages de la liberté pour ne pas accueillir, avec un vif empressement, un ouvrage qui frappait d'anathême tous les priviléges, tous les monopoles, toutes les prohibitions, et qui faisait dériver la richesse particulière et générale de la liberté illimitée du travail, des capitaux et du commerce. Les économistes eux-mêmes, qui s'étaient d'abord montrés ses adversaires, et qui l'avaient traité avec hostilité, ajournèrent leurs ressentimens, l'appuyèrent de leur crédit, et lui firent une fortune qu'ils ne désespéraient pas de partager.

Circonstances qui déterminèrent sa réputation.

C'est à ce concours de circonstances, beaucoup plus qu'au mérite réel de son ouvrage, qu'Adam Smith dut la satisfaction de jouir du fruit de ses travaux, et d'emporter au tombeau la consolation d'avoir répandu des lumières utiles à l'humanité. Sa réputation en France, reportée en Angleterre, fut l'origine et le mobile de celle qu'il y obtint, et qui de là s'est répandue dans toute l'Europe. Partout il est regardé comme le maître de la science, et ses nombreux élèves sont d'autant plus zélés pour sa gloire que la plupart lui doivent tout leur mérite, et ne peuvent justifier l'importance qu'ils se donnent que par les paroles du maître.

La gloire de cet auteur célèbre paraît cependant perdre de son lustre; chaque jour la couvre de sombres nuages, et si l'on en jugeait par le nombre de ses critiques, elle ne serait pas de longue durée.

Perd chaque jour de son lustre.

Depuis le XIX.e siècle, tous les ouvrages d'économie politique qui ont paru en Angleterre et en France, et ils sont en grand nombre, lui prodiguent les plus grands éloges, et critiquent avec plus ou moins de succès plusieurs points de sa doctrine tellement que, si l'on réunissait toutes les critiques particulières qu'on en a faites, il n'y aurait peut-être pas une seule de ses propositions qui fût intacte et sans contradiction (*).

Trouve un adversaire dans chaque nouvel écrivain.

(*) En Angleterre :

Spence, dans son ouvrage (*de la Grande-Bretagne indépendante du Commerce*), a reproduit le système des économistes, sans réserve et sans limitation.

Le professeur Malthus, dans son ouvrage (sur le *Principe de la Population*), qui, à plusieurs égards, me paraît digne de sa réputation, établit en principe, contradictoirement à la doctrine d'Adam Smith, que la richesse qui dérive des manufactures et du commerce avec l'étranger, n'augmente le fonds de la richesse sociale que dans la proportion des progrès qu'elle fait faire à l'agriculture, et qu'au-delà, cette augmentation est purement nominale et sans aucun profit pour les classes industrieuses et laborieuses.

Thornton (*Recherches sur la Nature et les Effets du*

Les controverses nuisibles à la science.

Cette lutte des écrivains d'économie politique, utile à la science, au moment de sa formation, en est l'écueil le plus dangereux depuis qu'elle est par-

---

Papier crédit), démontre évidemment les erreurs de la théorie d'Adam Smith, sur la circulation des valeurs d'échange.

Lord Spencer (*Recherches sur la Nature et l'Origine de la Richesse nationale*) n'a pas même respecté la doctrine d'Adam Smith, sur la division du travail et la formation des capitaux; il croit que les machines et la consommation ont eu, sur la progression de la richesse moderne, une influence plus grande que la division du travail.

Enfin, sir Francis d'Yvernois (*Lettre à M.***, à Riga*) attribue la richesse moderne à l'importation du travail de l'étranger, qui, étant à meilleur marché, laisse disponible une plus grande quantité du travail national.

En France :

Deux écrivains, M. le comte Germain Garnier, pair de France, dans sa *Traduction d'Adam Smith,* et M. Canard, dans ses *Principes d'Economie politique,* ouvrage couronné par l'Institut, se sont efforcés de faire prévaloir la doctrine des économistes sur celle d'Adam Smith.

Deux autres écrivains, MM. Le Blanc de Volx, Ferrier.... ont reproduit le système mercantile; l'un dans toute sa pureté, et les deux autres avec quelques modifications.

Trois autres, MM. Vital Roux, Say et Simonde Sismondi, ont suivi plus ou moins fidèlement la doctrine d'Adam Smith.

Enfin, dans mon dernier ouvrage sur les systèmes d'éco-

venue à un certain degré de lumières et d'avancement. Autant la chaleur des opinions, quand elles sont individuelles et isolées, est propre à la formation des sciences pratiques, autant elle leur est funeste, quand elles sont collectives, et pour ainsi dire, concentrées dans le foyer des sectes et des partis. Alors les dogmes usurpent l'autorité des principes, les doctrines systématiques opposent à l'introduction des bonnes doctrines un obstacle difficile à surmonter, et l'opiniâtreté du savoir exclut le doute lumineux de la science.

Dans ce dissentiment des précepteurs et des préceptes, les divers systèmes se reproduisent tour-à-tour dans chaque production nouvelle, les efforts, employés dans la lutte des partis, sont perdus pour la science et opposent d'insurmontables obstacles à son avancement.

Les gouvernemens qui n'apprécient ces systèmes

---

nomie politique, je me suis permis d'élever des doutes sur plusieurs points de la théorie d'Adam Smith, et singulièrement sur la partie qui trace l'ordre naturel de la richesse, et la fait passer graduellement de l'agriculture aux manufactures, au commerce intérieur et au commerce extérieur. Je me suis cru fondé à renverser cet ordre, et à présenter comme le premier mobile de la richesse, le commerce extérieur qu'Adam Smith ne considère que comme l'effet et la conséquence, ou plutôt comme la superfétation de la richesse de chaque peuple.

que dans leur rapport avec le système politique, dont la prospérité est confiée à leurs soins, ne trouvant dans les doctrines scientifiques que des procédés contraires ou différens, leur opposent une égale résistance et s'abandonnent aveuglément à l'empirisme de l'administration; bien convaincus que, si ses procédés sont moins avantageux que ceux proposés dans les divers systêmes, ils n'en ont pas les inconvéniens, et que tout ce qui peut en arriver, c'est que la richesse restera dans l'état où elle est parvenue.

Enfin, les administrateurs, forts de l'assentiment des gouvernemens, restent invariablement attachés à leurs doctrines pratiques, les défendent contre toutes les innovations, effet nécessaire du progrès des sciences, et se persuadent qu'en restant stationnaires, ils remplissent tous leurs devoirs. Ils ne font pas attention que toutes les mesures, auxquelles ils s'efforcent d'assurer l'immutabilité, ont été des innovations, et que, sans l'impulsion des livres et des écrivains, les administrations fidèles à leurs principes auraient circonscrit la science économique des peuples les plus éclairés, dans l'étroite limite de l'ignorance et de la misère des premiers âges de la civilisation.

Ainsi la science économique est également menacée dans son existence, dans son avancement, dans ses progrès par le dissentiment de ses écri-

vains, par l'indifférence des gouvernemens, et par le superstitieux attachement des administrations à leurs doctrines usuelles et pratiques, et il n'est pas facile de prévoir comment elle triomphera de tant d'obstacles.

Je m'étais persuadé qu'en mettant aux prises les systêmes avec les systêmes, les doctrines avec les doctrines, les opinions avec les opinions, on pourrait les concilier sur plusieurs points, les rapprocher sur quelques autres, et réduire les oppositions à un si petit nombre de cas qu'on les aurait à peine aperçues dans un cercle aussi étroit; et que dès-lors la science fixée sur les points essentiels par l'assentiment de l'unanimité, où du plus grand nombre des écrivains triompherait de la résistance des administrations, trouverait des encouragemens dans l'opinion publique, et parviendrait insensiblement à mettre fin à toutes les controverses. C'est dans cette vue, et sur ce plan, que j'avais conçu et exécuté mon dernier ouvrage sur les Systêmes d'Économie politique.

Mais, aux objections qui m'ont été faites par de très-bons esprits, à leurs désirs et à leurs sollicitations, je n'ai pas tardé à reconnaître qu'à l'exemple des écrivains qui m'avaient précédé, je n'avais rendu à la science qu'un service incomplet, parce que, comme eux, je n'avais suivi d'autre guide que la

raison, et employé d'autre mobile que le raisonnement, deux genres de puissance dont l'empire s'étend ou se resserre selon l'étendue ou la limite des facultés de l'auteur ou du lecteur. Il m'a semblé que tant que la science économique serait classée parmi les sciences rationnelles, elle en aurait l'incertitude, la complication et la défaveur. Est-ce donc là sa destinée? et doit-elle s'y soumettre?

Sous quelque rapport qu'on envisage la richesse particulière et générale, les causes qui la produisent, la conservent, l'augmentent, l'altèrent et la détruisent, on aperçoit des faits qu'on peut soumettre à l'observation, à l'expérience, au calcul, et qui par conséquent donnent à la science économique le droit de prétendre à la précision des sciences physiques et mathématiques.

Dirigée sur ce plan, la science économique eût exigé plus de travaux et présenté moins de difficultés; sa marche, plus pénible et plus lente, eût été plus assurée, et son but plus éloigné n'eût point été manqué.

Quelle en est la cause.

Malheureusement on préféra une méthode plus hardie, plus rapide et plus imposante. Franchissant la distance qui les séparait du but, les écrivains et les sectes raisonnèrent avant d'avoir observé les faits, imaginèrent, au-lieu de réfléchir, dogmati-

sèrent, au-lieu de calculer; en un mot, ils ont fondé une science de faits, d'observation et de calcul, sur la base mobile de l'imagination et du raisonnement, et au-lieu de la certitude mathématique, à laquelle ils pouvaient atteindre, ils se sont contentés du vague et de l'idéal des sciences philosophiques et morales. Dans cette marche irrégulière et détournée, la science a changé de nature et de caractère, les difficultés se sont accumulées et les problèmes multipliés; les démonstrations les plus savantes et les plus ingénieuses n'ont été ni persuasives ni convaincantes, et chaque secte s'est aveuglée au point de ne pas voir que le principe fondamental de sa doctrine repose sur une erreur grossière, que la plus simple observation des faits eût prévenue ou dissipée.

Le systême mercantile a fait consister la richesse dans l'or et l'argent, et il est de fait que dans les pays où les métaux sont les plus abondans, ils ne forment pas la cinquantième partie des richesses territoriales et mobilières.

Les économistes ont circonscrit la richesse dans le produit net de l'agriculture, et il est de fait què dans les états agricoles, le produit net de l'agriculture ne peut fournir qu'à une partie des besoins de l'État.

Enfin, Adam Smith fait dépendre la richesse des

peuples de la proportion des classes productives et des classes improductives, et il est de fait que les classes productives suivent l'impulsion des classes improductives, et sont subordonnées à leur marche progressive, stationnaire ou rétrograde. Les consommations réputées stériles sont la mesure des productions excédant les besoins des producteurs, et par conséquent la richesse des peuples se mesure par la grandeur et l'étendue des consommations réputées stériles.

Nécessité d'y mettre fin.

Dans ces exemples qu'on pourrait multiplier à l'infini, on aperçoit le vide des doctrines purement rationnelles, la cause de toutes les divagations en économie politique, la nécessité d'asseoir enfin cette science sur la connaissance des faits et la certitude du calcul.

Difficultés d'y parvenir.

A-la-vérité, la richesse des particuliers et des peuples se présente sous un si grand nombre de rapports qu'il n'est pas facile de séparer par l'analyse les idées qu'elle renferme, de ramener chaque idée au fait dont elle dérive, et de saisir la liaison et la conséquence du fait à l'idée, et de l'idée au fait.

L'idée la plus simple qu'on puisse se former de la richesse, est celle d'un superflu ou d'un excédant du revenu sur la dépense. Sans superflu point de richesse actuelle ni possible. Elle commence, se

conserve et s'accroît avec lui, elle éprouve ses vicissitudes, s'altère, décroît et disparaît avec lui. Qu'on se garde cependant d'en conclure que superflu et richesse sont synonymes et identiques. La richesse ne peut exister sans la condition d'une certaine stabilité. Les deux idées de richesse et de précaire sont incompatibles. Le superflu, au contraire, s'allie parfaitement avec l'idée de précaire. Il consiste en objets périssables, en denrées dans les greniers du cultivateur, en vins dans les celliers du vigneron, en matières premières dans les ateliers de l'industrie, en marchandises dans les magasins du commerce. Tant que ces objets restent dans leur état de superflu, ils ne sont point richesse et n'en font point partie; cela est si vrai que, si la consommation les fait disparaître sans reproduction, on n'a pas pu les considérer un seul instant comme richesse. Ce n'est que du moment qu'ils sont livrés à des consommateurs qui les reproduisent qu'ils deviennent richesse, et alors même ils ne sont richesse que jusqu'à concurrence des objets reproduits.

On ne connaît, et il n'existe que deux moyens de convertir le superflu en richesse; l'un, en le destinant à produire un nouveau revenu; l'autre, en le transformant en objets, destinés à procurer aux hommes et aux peuples, l'aisance, les commodités et les jouissances de la vie sociale.

Le premier emploi du superflu le place dans les capitaux productifs du revenu des peuples.

Le second emploi le fixe dans les habitations, les maisons, les édifices, les palais, les places, les marchés, les jardins publics, les aquéducs et les monumens qui composent les cités, les villes, les bourgs, les villages et les hameaux; dans les chemins, les canaux et les ports; dans les métaux, les tableaux, les statues, les vases, les livres et les objets précieux; dans les meubles de toute espèce, et dans les denrées et marchandises destinées à la consommation actuelle et prochaine. Quelque prix qu'on accorde à cette partie du superflu, quoiqu'il forme l'opulence des particuliers et la splendeur des nations, on ne le compte point parmi les capitaux; peu s'en faut même qu'on ne lui ait refusé le titre et les attributs de la richesse, et qu'on n'ait regardé ses produits, enfans de l'industrie, des arts et de la civilisation, comme une prodigalité destructive et ruineuse; mais c'est une erreur de l'école, ou une méprise de la moralité.

La richesse se compose de l'universalité des produits du travail général des peuples et de leur superflu converti en capitaux, destinés à produire un revenu, ou à créer tous les objets de commodité, d'agrément et de jouissance, qui distinguent les peuples civilisés et marquent les divers degrés de

la civilisation. Sous ces divers rapports, la richesse présente des faits simples, des idées sensibles, un sujet matériel.

S'il était possible de remonter aux premiers produits du travail et au premier superflu, d'en suivre l'emploi, de distinguer chaque emploi créé par chaque superflu, de déterminer les avantages relatifs et absolus des divers emplois, et d'assigner les causes naturelles et artificielles qui ont retardé ou accéléré, augmenté ou altéré l'étendue de leurs bienfaits, il me semble qu'on verrait disparaître de l'économie politique tous les systêmes, toutes les controverses, tous les problêmes qui en rendent l'étude si pénible, les progrès si lents, et la doctrine si peu profitable. Toute la science se réduirait désormais à connaître l'emploi le plus avantageux des capitaux et du travail, à perfectionner les méthodes usitées, à trouver de nouveaux emplois, ou à faire de nouvelles combinaisons, pour obtenir de plus grands produits des anciens emplois, ou pour donner à leurs produits une plus grande valeur. Sous tous les rapports, la science aurait encore pour guides, pour régulateurs, et pour garants, les faits, l'observation et le calcul.

Mais si on ne peut frayer à la science cette route directe et abrégée, si l'histoire de la richesse particulière et générale est aussi obscure que sa théorie est incertaine; si l'on ne peut pas plus déterminer

les effets par les causes que remonter aux causes par les effets, ne peut-on pas du moins dans l'état actuel de la richesse, dans les procédés usités pour la conserver et l'accroître, dans leurs résultats avoués, trouver des indices de sa nature, de ses causes, de ses principes et de ses lois?

L'état de la richesse d'un peuple ne donnerait-il pas à connaître la portion qu'il emploie à produire son revenu, et celle qu'il affecte à ses autres besoins.

Moyens. En suivant la destination de la portion employée à produire son revenu, on la verrait se subdiviser dans les travaux de l'agriculture, des manufactures, et du commerce intérieur et extérieur, entretenir dans chacun de ces emplois une partie de la population laborieuse et industrieuse, et préparer dans ces grands ateliers du travail général, tous les produits, dont se composent le revenu particulier et public; tous les élémens de la richesse individuelle et nationale. Dès-lors on pourrait comparer la dépense et les produits de chaque emploi, préciser leurs avantages relatifs et absolus, calculer arithmétiquement leur influence respective sur la richesse, en déduire les règles à observer pour sa formation, sa conservation ou son accroissement, et en faire ressortir les principes fondamentaux de l'économie politique, sur l'emploi le plus avantageux des ca-

pitaux et du travail; principes qui embrassent la science économique dans son état actuel.

D'un autre côté, l'état de l'autre portion de la richesse, affectée à tout autre objet qu'à produire un revenu, donnerait la mesure des ressources extraordinaires d'un peuple, des secours qu'il peut s'en promettre dans le cas de l'insuffisance de son revenu habituel, ou de la privation temporaire de quelques-unes de ses branches, par des circonstances malheureuses ou imprévues. On y découvrirait les véritables ressorts de la puissance politique, et les moyens de leur donner plus d'énergie et de solidité; l'on sentirait que cette branche de l'économie politique, dont on ne s'est pas encore occupé, a ses lois, ses règles et ses principes qu'il est aussi essentiel de rechercher et de connaître que les lois, les règles et les principes régulateurs du revenu général des peuples.

Dans les progrès de la statistique.

Ainsi, il me semble que du tableau de la richesse actuelle d'un peuple, de son emploi et de ses produits, on peut s'élever non-seulement à la connaissance des causes de la richesse de ce peuple, mais même à l'établissement des principes créateurs de la richesse moderne, et à la véritable théorie de l'économie politique.

Malheureusement il n'est pas facile de se former des notions exactes et précises de la richesse d'un des peuples de l'Europe, de l'emploi qu'il en fait,

des produits de chaque emploi, de la part de ces produits qui appartient aux producteurs, et de celle qui appartient aux capitalistes et aux propriétaires du sol, qui forme leur revenu, et qu'on désigne particulièrement sous le nom de produit net.

Imperfection de cette science.

Tous les peuples modernes ont des statistiques, mais à peine donnent-elles quelques indices sur ces divers points, et encore ces indices sont-ils épars dans une foule d'états, rarement authentiques et souvent formés dans l'intention de flatter l'orgueil des souverains et des gouvernemens, ou de tromper les recherches dangereuses des puissances ennemies, ou d'inspirer une fausse sécurité à leurs alliés; tellement qu'en leur accordant une confiance sans réserve, on risque non-seulement de s'égarer, mais encore de fomenter de nouvelles controverses tout aussi interminables que celles qui se sont élevées sur les doctrines de l'empirisme et de la spéculation.

Malgré ces inconvéniens, dont je ne me dissimule ni l'étendue, ni la gravité, je crois qu'ils opposent moins d'obstacles aux progrès de la science que le vague et l'idéal des systêmes empiriques et spéculatifs. Ceux-ci l'égarent et lui font manquer le but sans aucun espoir d'y revenir; ceux-là peuvent, à-la-vérité, la détourner aussi de sa route, mais elle doit nécessairement y rentrer, à mesure que le temps les affaiblira et les fera disparaître; lors-

qu'elle aura trouvé sa véritable direction, elle ne doit plus la perdre. Il est d'ailleurs possible de réduire même dès-à-présent la plus grande partie de ces inconvéniens, en choisissant une statistique à l'abri de tout soupçon d'infidélité ou d'exagération, et recommandée par toutes les épreuves qu'elle a subies; je veux parler de la statistique de la France avant sa révolution. Elle est désormais hors de l'atteinte des passions humaines. On n'a plus de motif ni d'intérêt à grossir ou à atténuer ses résultats; ils ne peuvent plus flatter l'orgueil, ou offenser la vanité de personne. Les événemens l'ont placée au rang des monumens historiques; ses leçons sont sans amertume, et ses instructions sans humiliation. On y trouve une riche moisson de faits, et ces faits méritent la plus grande confiance, soit par le caractère des hommes qui les ont publiés, et par l'étendue de leurs lumières, soit par leur amour pour la vérité, et par les emplois honorables qu'ils avaient exercés. Elle est en quelque sorte officielle, et cependant n'a point été influencée par la faveur ou par la crainte du pouvoir. Les circonstances lui donnent même une nouvelle considération. Soumise à la critique des assemblées nationales, juges plus disposés à la sévérité qu'à l'indulgence, elle n'a point souffert de cette épreuve rigoureuse. Elle mérite donc toute la confiance qu'on peut accorder à la statistique dans l'état d'im-

perfection où est encore cette science; imperfection que le temps fera disparaître rapidement, surtout lorsqu'on connaîtra toute l'étendue des services qu'elle peut rendre à l'économie politique.

De l'alliance de la statistique et de l'économie politique, et des avantages qui doivent en résulter.

Ces deux sciences sont indispensables l'une à l'autre, se prêtent un appui mutuel et tirent de leur concours une consistance, une force et un éclat qu'elles n'auront pas tant qu'elles resteront isolées. La statistique donne à l'économie politique une impulsion sûre, dirige et assure sa marche, éprouve et garantit ses découvertes; à son tour, l'économie politique éclaire les travaux de la statistique, les étend ou les resserre, et en détermine l'importance et l'utilité. L'une rassemble les matériaux, et l'autre construit l'édifice de la science. De leur alliance doivent donc sortir les vrais principes de l'économie politique, la régularité de leur application et la vérité de leur doctrine.

Dessein de l'ouvrage.

C'est dans cet espoir et dans cette vue, que j'ai entrepris et composé cet ouvrage. Il sera divisé en deux parties.

Sa division.

Dans la première, je recueillerai, je classerai, je coordonnerai tous les faits qui peuvent faire connaître l'état de la richesse de la France, en 1789, son emploi dans toutes les branches du travail, et le produit brut et net de chaque emploi, et comme les dispositions économiques de la France, à cette époque, étaient les mêmes, pour les autres peuples

de l'Europe, parvenus au même degré de civilisation, je pense qu'on ne fera aucune difficulté de les considérer comme la théorie empirique de l'économie politique dans l'Europe industrieuse et civilisée.

Dans la seconde partie, je comparerai la théorie spéculative de l'économie politique sur la richesse en général, sur son emploi dans les diverses branches du travail, et sur le produit brut et le produit net de chaque emploi avec la théorie empirique de l'Europe sur les mêmes objets; j'examinerai jusqu'à quel point ces théories s'accordent ou sont contraires l'une à l'autre, et, dans ce dernier cas, laquelle des deux offre le plus de garantie et de certitude, et doit par conséquent prévaloir.

Ce plan effraye par son étendue, sa difficulté et son importance, et je dois avouer que son exécution m'a paru long-temps au-dessus de mes forces; mais j'ai été soutenu dans mon fréquent découragement par la pensée qu'il s'agit moins de réussir que d'entreprendre, et que, si l'ouvrage n'est défectueux que parce que l'auteur n'avait pas le talent nécessaire à son exécution, le talent suffisant s'en emparera et achevera ce que j'aurai commencé. Si l'écrivain qui, dans les beaux arts, sent qu'il n'atteint qu'à la médiocrité, doit s'arrêter : dans les sciences, la médiocrité même est utile. Elle rassem-

ble les matériaux, les dispose, et appelle la main du génie qui doit les mettre en œuvre. Quelque faible que soit le service qu'elle a rendu, il suffit à son ambition, et si elle a peu fait, elle se contente de peu.

THÉORIE

DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

PREMIÈRE PARTIE.

De la Statistique de la France en 1789, *et de celle de l'Angleterre en* 1798.

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

En quoi consistait la richesse de la France en 1789.

La richesse de la France, en 1789, semblable à celle de tous les peuples modernes, se composait des capitaux qui alimentaient le travail de sa population, des produits des capitaux et du travail, formant son revenu, et des capitaux destinés à tous les autres besoins, commodités et jouissances de la vie privée et publique.

Ces diverses parties de la richesse de la France ne peuvent être isolées, ni classées à part, ni même désignées par une dénomination propre et particulière. Leurs élémens sont tellement mêlés et confondus, tellement enchaînés les uns avec les autres,

tellement adhérens entre eux, qu'il est absolument impossible de les séparer, de les soustraire à toute liaison, à toute connexité, et d'en faire des objets indépendans et existans par eux-mêmes. Les capitaux employés dans l'agriculture, l'industrie et le commerce ne leur sont pas propres, et ne résident pas exclusivement dans ces divers emplois. Ils circulent d'un emploi dans l'autre sans appartenir à aucun, et sans autre impulsion que l'intérêt ou la convenance des capitalistes. De ce que l'agriculture fournit la plus grande partie de la matière première des autres travaux, et la presque totalité des subsistances de toutes les classes laborieuses et industrieuses, on ne serait pas fondé à en conclure qu'elle est la source de tous les capitaux et qu'elle en fait la distribution aux autres branches du travail suivant ses facultés, plutôt que d'après leurs besoins; car on ne sait même pas d'où elle a tiré les capitaux dont elle fait l'emploi, et qui les lui a fournis. Elle ne les a certainement pas tirés de son propre fonds, puisqu'elle ne peut exister que par eux. Sans capitaux avancés à l'agriculture, point d'agriculture : donc les capitaux ne dérivent point de l'agriculture. Ce n'est pas le moment d'examiner d'où ils proviennent, cette recherche trouvera sa place ailleurs. Quant à présent, je me bornerai à déterminer quelle était la portion que chaque branche du travail employait, et quels étaient le produit brut et le produit net de chaque

Quel était son emploi.

emploi. Les faits doivent m'occuper d'abord; les causes et les effets viendront ensuite.

D'après ce plan, je vais examiner la richesse de la France en 1789, formée dans les trois grands laboratoires de l'agriculture, des manufactures et du commerce; je la suivrai dans leurs opérations isolées et simultanées, dans leurs résultats particuliers ou communs, et dans la distribution de leurs produits entre tous les coopérateurs de sa production. Dans ce vaste tableau, on distinguera la richesse territoriale, la richesse industrielle, et la richesse commerciale, ainsi que la richesse employée à une destination spéciale et différente de la production du revenu. Ces diverses branches de la richesse seront disposées de manière que leur isolement ne nuira point à leur ensemble, ni leur ensemble à leur isolement.

Division de la première partie de l'ouvrage.

LIVRE PREMIER.

De la Richesse territoriale de la France en 1789.

De la richesse territoriale.

LA richesse territoriale de la France, en 1789, avait sa source dans le territoire, dans les capitaux employés à le défricher, le planter, le clore et le percer de routes de communication; dans les avances du cultivateur; dans la population agricole; dans celle employée à la construction et aux réparations des bâtimens, outils et ustensiles d'agriculture; et dans les produits résultans du concours de toutes ces causes.

Sans doute elles concouraient toutes à sa formation, à sa conservation et à son accroissement. Mais dans quelles proportions? On ne peut s'en former une idée que par la connaissance de leurs forces respectives, de leurs opérations particulières et de leurs produits effectifs.

CHAPITRE PREMIER.

Etendue du territoire de la France en 1789.

L'étendue de la France, en 1789, était de 27,126,47 lieues, de 25 au degré, de 2,281,08 toises, et de 105 millions d'arpens; l'arpent de 100 perches carrées, ou de 1,343,95 toises carrées, et la perche de 22 pieds, ou de 3 ⅔ toises (1). Etendue du territoire de la France.

La partie cultivée de ce territoire était de. . . . . 90,734,025 arpens. De la partie cultivée et de chaque culture.

Savoir :

		arpens.
En blé, par les	chevaux.	9,600,000
	bœufs. .	9,000,000
En mars, par les chevaux. .		9,600,000
En jachère, dans les pays cultivés par des. .	chevaux.	9,600,000
	bœufs. .	9,000,000
En vaines pâtures, dans les pays cultivés par des bœufs.		18,000,000
(2)		64,800,000

(1) *Manuel d'Arithmétique politique* de Lagrange.

(2) Résultats extraits d'un ouvrage de Lavoisier, imprimé, en 1791, par ordre de l'Assemblée constituante.

	arpens.
D'autre part. . . .	64,800,000
En bois (1).	13,100,691
En vignes (2).	3,333,334
En pâturages riches (3). .	4,500,000
En prairies artificielles (4).	5,000,000
	90,734,025
Des routes et rivières. Chemins, 9,000 lieues (5).	152,134
Rivières, 9,000 lieues (6).	152,134
	91,038,293
Des villes, bourgs et villages, et des terres incultes. Le surplus, consistant en villes, bourgs, villages, hameaux, landes et terres incultes.	13,961,707
	105,000,000

La terre, avant d'être mise en état de culture, n'a aucune valeur.

Avant d'être cultivé, le territoire de la France, quelle que fût sa fertilité naturelle, n'avait aucune valeur intrinsèque, ou du moins il en avait une si modique, qu'à peine méritait-elle d'être comptée

(1) Rapport du Comité des Domaines de l'Assemblée constituante.

(2) Voyage d'Arthur Young en France. Il faut remarquer qu'Arthur Young a fait ses calculs sur l'acre d'Angleterre, et que je les ai rapportés au grand arpent de France.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

parmi les élémens de la richesse territoriale. Cette condition est, dans tous les temps et dans tous les pays, inséparable de toute terre inculte. Elle a cependant été peu remarquée et pourrait paraître paradoxale, si elle n'était établie par les faits les plus authentiques.

On lit dans Anderson (1), qu'en 915 un acre de terre (2) valait en Angleterre un schelling (3). On trouve dans M. de Humboldt un fait de la même nature et beaucoup plus étrange. Ce savant voyageur raconte qu'on a vendu dans la Nouvelle-Espagne, en 1802, des terrains fertiles, de 10 à 12 lieues carrées, pour 2 à 3 francs (4). Enfin, on pourrait déduire le même fait de la valeur vénale des terres dans tous les pays nouvellement habités. Cette valeur se gradue sur la double échelle de la culture et de la richesse générale (5).

---

(1) *De l'Origine du Commerce.*

(2) L'acre d'Angleterre est à l'arpent de France comme 1135 à 1343,95.

(3) Un schelling avait à cette époque le poids de trois schellings actuels, et une valeur triple; de sorte qu'il équivalait à 9 fr. 50 cent.

(4) *Mémoire politique sur la Nouvelle-Espagne*, tom. 2, liv. 3, ch. 8.

(5) Le prix de la vente de la terre est toujours proportionné à la rente qu'elle rapporte. Liv. IV, chap. 7, *Richesse des Nations.*

Cette non-valeur de la terre, dans son état naturel, contraste singulièrement avec l'opinion des économistes français, qui font de la terre la source des richesses, et même avec celle d'Adam Smith, qui la regarde comme la plus féconde de toutes les sources de la richesse. Ces fastueuses prérogatives ne conviennent pas à tant de pauvreté, et surtout à une pauvreté dont la terre ne peut pas se délivrer par elle-même, par ses propres forces, par sa seule puissance. Inerte et impuissante, une terre inculte sera toujours stérile, ou n'aura jamais qu'un degré d'abondance plus voisin de la misère que de la richesse. Comment, dans un tel état, reconnaître en elle la source des richesses, ou la plus abondante de toutes les sources de la richesse ?

Mais au moins quand la terre est fécondée par le travail et les richesses de l'homme, n'a-t-elle pas les prérogatives qu'on lui attribue? ne multiplie-t-elle pas les richesses dont elle est dépositaire, dans une proportion supérieure à toutes les autres sources de la richesse? C'est une question dont il faut chercher la solution dans les faits. Quant à présent, il me semble démontré que les hommes ont eu raison, dans tous les pays, de ne faire que peu de cas de la terre non cultivée, et, par le même principe, je me crois dispensé de donner aucune évaluation du territoire inculte de la France.

CHAPITRE II.

Des capitaux employés, en 1789, à mettre le sol de la France en état de culture.

Des capitaux employés à mettre le sol de la France en état de culture.

Si l'emploi des capitaux est, comme on ne saurait en douter, une des causes qui influent le plus sur les progrès de la richesse moderne; la connaissance des capitaux, qu'un pays, aussi fertile que la France, avait employés pour mettre son sol en état de culture, et les profits que lui produisaient ses capitaux dans ce genre d'emploi, doit répandre de grandes lumières sur la part que la richesse territoriale a dans la formation et les progrès de la richesse générale.

Malheureusement nous n'avons sur l'étendue de ces capitaux, ni documens nombreux, ni documens positifs, et l'on risque également de s'égarer en refusant toute confiance à ceux que nous avons ou en leur en accordant une entière ou partielle.

Opinion du docteur Quesnai sur ce sujet.

Le docteur Quesnai, cet apôtre célèbre du système agricole, qui regardait la terre comme la source des richesses, évalue à 10 milliards les capitaux que la France avait employés à mettre son sol en état de culture, et à 2 milliards la part afférente à ces capitaux dans les produits agricoles. Dans ce cas, ce genre de capitaux eût rapporté 20 pour $\frac{0}{0}$. Mais sur quelles bases ce chef de la secte écono-

miste fondait-il ses calculs? il ne nous en a pas instruits; et ne pouvant juger de leur exactitude, on ne leur doit aucune confiance.

Opinion d'Arthur Young.

Arthur Young, qui n'était pas moins prévenu en faveur du systême agricole, ne s'est point expliqué sur ce sujet avec la clarté et l'exactitude qui caractérisent son excellent ouvrage (*). Il ne distingue point le capital employé à mettre le sol en état de culture, des avances du cultivateur; il se borne à dire que le capital agricole de l'Angleterre s'élevait, en 1789, à 17 milliards tournois, et celui de la France à 6 milliards, d'où il conclut que le capital de l'Angleterre surpassait celui de la France d'environ 11 milliards tournois. Cette comparaison des capitaux agricoles des deux pays flattait trop la vanité d'un Anglais, pour qu'il se refusât la satisfaction qu'elle lui offrait; aussi en prend-il occasion de dire que le sol des trois royaumes britanniques, quoique d'une étendue moindre d'un tiers que celui de la France, donnait cependant de plus grands produits, et que, quoique la population de l'Angleterre ne fût que de 15 millions d'habitans, tandis que celle de la France était de 25 à 26 millions, l'empire britannique était plus riche et plus puissant que celui de la France.

Examen de l'opinion d'Arthur Young.

Mais comment cet écrivain si judicieux ne s'est-il pas aperçu que ses calculs très-patriotiques sans

(*) Son *Voyage en France*.

doute le conduisaient à des résultats diamétralement opposés à ceux qui flattaient si agréablement sa prédilection pour son pays.

Si le capital agricole de l'Angleterre était, en 1789, de 17 milliards tournois, quel était donc le produit de son agriculture? car c'est toujours par le produit qu'il faut juger de l'utilité d'un capital quelconque.

Un écrivain, qu'on n'accusera pas d'avoir déprécié les produits agricoles de l'Angleterre, Frédéric Gents, les a évalués à 82 millions sterlings (1,968 millions tournois), d'où il suit que le capital agricole de l'Angleterre, évalué à 17 milliards tournois par Arthur Young, ne rapportait pas 10 pour %.

Si cependant le capital agricole de la France n'était, suivant Arthur Young, que de 6 milliards tournois, et si son agriculture produisait au-delà de 5 milliards, comme le dit encore Arthur Young, il est évident que le capital agricole de la France rapportait 80 pour %, tandis que celui de l'Angleterre ne rapportait pas 10 pour %. Dans cette supposition, le sol de la France était huit fois plus fécond que celui de l'Angleterre; la France était, à raison de son sol, huit fois plus riche que l'Angleterre, et les deux peuples ne pouvaient pas plus être mis en parallèle sous le rapport de leur richesse agricole, que sous celui de leur population.

Mais ce qui est bien plus fâcheux pour les parti-

sans du systême agricole, c'est que, si les assertions d'Arthur Young sont exactes, la fécondité de la terre peut suppléer à la modicité des capitaux employés à sa culture, la richesse territoriale est le produit de la nature, l'industrie des hommes n'y a aucune part, ou du moins leur industrie ne peut, à force de capitaux, que balancer la fertilité naturelle des sols; doctrine opposée à celle de tous les écrivains agricoles, sans en excepter Arthur Young lui-même.

La méprise de ce savant agronome décrédite donc entièrement ses évaluations du capital agricole de la France, et il faut en chercher ailleurs de plus positives et de moins erronées.

Les capitaux employés à mettre le sol en état de culture, sont la mesure de la valeur des terres cultivées.

Si je ne m'abuse point, les capitaux employés à mettre le sol d'un pays en état de culture, doivent toujours être à-peu-près égaux à la valeur vénale des terres cultivées. Car, d'où les terres cultivées tireraient-elles leur valeur, si ce n'est pas des capitaux employés à les mettre en état de culture?

Serait-ce de la faculté productive que la nature leur a donnée? La nature n'a pas été moins libérale envers les terres incultes, qu'envers les terres cultivées, et cependant nous venons de voir que quelque grande que soit la faculté productive des terres incultes, elle ne leur donne que peu ou point de valeur.

Serait-ce de la concurrence des capitalistes, qui préfèrent ce genre d'emploi de leur capital? Cette

préférence est nécessairement balancée par les avantages que promet le défrichement des terres incultes, et il doit infailliblement exister des rapports entre ces deux sortes d'emploi du capital.

Si la valeur des terres cultivées dépassait de beaucoup la valeur des capitaux employés à les mettre en état de culture, les capitaux, au-lieu de se porter vers les terres cultivées, se dirigeraient naturellement vers le défrichement des terres incultes, et l'accroissement de la quantité des terres cultivées en maintiendrait la valeur vénale au niveau des capitaux employés à les mettre en culture, jusqu'à ce que toutes les terres fussent cultivées. Ce qui n'est encore arrivé à aucun pays, et ce qui probablement n'arrivera jamais.

Comme aussi la valeur vénale des terres cultivées n'est jamais inférieure aux capitaux employés à les mettre en état de culture, parce que les propriétaires ne veulent pas perdre une partie de leurs capitaux, à moins qu'ils n'y soient déterminés ou contraints par des circonstances particulières. Y seraient-ils déterminés par la perspective d'un placement plus avantageux? Cette hypothèse ne sera admise ni par les économistes français, qui prétendent que la terre est seule productive de toutes les richesses, ni par les sectateurs d'Adam Smith, qui regardent l'agriculture comme le plus avantageux et le plus profitable de tous les placemens de capitaux, ni par les écrivains qui ne professent pas la même admiration pour

l'agriculture, et qui pensent qu'elle ne peut s'enrichir que de la surabondance des capitaux dans les emplois de l'industrie et du commerce, et les conserver que parce qu'ils ne peuvent pas trouver d'autre emploi.

Les propriétaires des terres cultivées seraient-ils contraints de les vendre même en faisant le sacrifice des capitaux qu'ils auraient employés pour les mettre en état de culture? Cela ne pourrait avoir lieu qu'autant que les propriétés territoriales ne seraient pas suffisamment protégées, que le propriétaire ne serait pas en sûreté, et que le cultivateur ne jouirait pas du fruit de ses travaux; mais cette circonstance serait locale et temporaire, et, loin de porter quelque atteinte à la règle générale, elle ne ferait que la confirmer.

Ainsi il me paraît évident que le prix vénal des terres cultivées ne peut être inférieur ni supérieur aux capitaux qui les ont mises en état de culture; d'où il suit que la valeur vénale des terres donne dans tous les pays la véritable quotité des capitaux employés à les mettre en état de culture.

Arthur Young vérifia, dans son voyage en France, que la valeur vénale des terres y était, en 1789, à 5 $\frac{3}{4}$ de leur produit, ou à 31 années de leur revenu annuel. Nous verrons dans la suite que ce revenu était de 1,294,822,029 l.

En le multipliant par 30 années, au-lieu de 31, comme le veut Arthur Young, nous aurons, pour

le capital, employé à mettre les terres en état de culture, environ 59 milliards (*).

CHAPITRE III.

Des avances du cultivateur, ou des capitaux employés à la culture du territoire de la France, en 1789.

Des avances du cultivateur, ou des capitaux employés à la culture du territoire de la France en 1789.

Il semble, au premier aspect, extrêmement difficile d'acquérir quelques notions sur les avances employées à la culture d'un pays aussi étendu que la France, aussi varié dans sa culture, aussi inégal dans ses besoins et ses ressources.

Opinion du docteur Quesnai.

Le docteur Quesnai a évalué ces avances à 2 milliards tournois; ce qui donne un peu plus de 22 livres par arpent cultivé.

D'Arthur Young.

Les notes qu'Arthur Young recueillit pendant son voyage en France, donnent à-peu-près le même résultat pour la partie de la France, dont la culture était peu avancée; mais elles en offrent un tout-à-fait différent pour les parties bien cultivées. Ce qui détermina cet écrivain, très-instruit et très-versé dans la science agricole, à porter l'évaluation moyenne de ces avances à 48 livres par arpent.

(*) On évalue le capital de l'Angleterre, dans le même emploi, à 18,600,000,000 l. (*) (Voyez les observations de M. Bèek sur la taxe du revenu.)

(*) Les terres cultivées de l'Angleterre n'étant que de 33 millions d'acres, ne forment qu'environ le tiers de celles de la France; de sorte que le capital des deux pays, dans cet emploi, était à-peu-près le même.

Dans ce cas, les 90,734,025 arpens cultivés auraient employé un capital de 4,355,233,200 livres. C'est plus du double de l'évaluation du docteur Quesnai.

Raisons de donner la préférence à celle du dernier écrivain.

Quoique cette évaluation d'un écrivain étranger soit si éloignée de celle d'un écrivain français, qui n'avait rien négligé pour se procurer toutes les notions sur cette matière, qui en avait eu tous les moyens, et qui était bien en état de suppléer, par ses lumières, aux connaissances qu'il n'avait pu se procurer, je crois qu'elle mérite la préférence, et qu'elle approche de la vérité d'aussi près que possible dans une matière aussi obscure et aussi négligée.

Mon opinion est fondée sur l'évaluation des différens objets qui composaient les avances du cultivateur, c'est-à-dire, sur l'appréciation des bestiaux, de la subsistance de la population agricole, des semences, des outils, ustensiles et instrumens de l'agriculture. Voici le détail que nous en ont donné divers auteurs, et surtout Lavoisier.

BESTIAUX.		Nombre des individus.
Chevaux employés à l'agriculture. . .		1,560,000
à 120 liv. par tête .	187,200,000 l.	
Poulains et élèves . .		80,000
à 48 liv. par tête . .	5,840,000	
Bœufs de travail . . .		2,700,000
à 200 livres	540,000,000	
	731,040,000	4,340,000

BESTIAUX.		Nombre des individus.
Ci-contre. . . .	731,040,000 l.	4,340,000
Vaches		4,000,000
à 72 livres	288,000,000	
Moutons		20,000,000
à 12 liv. par tête. .	240,000,000	
Porcs		4,000,000
à 50 livres	200,000,000	
		32,340,000
Subsistance de la population agricole pendant un an . .	1,768,000,000	
Nourriture des bestiaux	500,000,000	
Semences	233,333,333	
Outils, ustensiles, instrumens d'agriculture	400,000,000	
	4,160,373,333	

C'est environ 44 liv. par arpent, et 4,400 liv. pour une ferme de 100 arpens (*).

Ainsi l'on voit que, par cette nouvelle méthode,

(*) A la même époque, les avances du cultivateur anglais étaient de 92 l. par arpent, et à-présent elles sont d'environ 300 l. par arpent. (Voyez le rapport d'un comité à la chambre des communes d'Angleterre, publié par son ordre au mois de juillet 1814.)

dont l'exactitude me paraît frappante, on arrive à-peu-près au même résultat que donne la méthode d'Arthur Young; enfin, ce qui me confirme dans mon opinion sur ce point, c'est que nous verrons dans la suite que les produits agricoles s'élèvent à-peu-près à la même somme que les avances du cultivateur, ce qui est indispensable pour que l'agriculture soit dans un état prospère et progressif.

Ainsi on ne risque pas beaucoup de s'égarer en évaluant les avances de la culture en France à la somme de . . . . 4,000,000,000 l.

CHAPITRE IV.

De la population agricole de la France en 1789.

De la population agricole de la France en 1789.

Il faut entendre par population agricole non-seulement celle qui était employée aux travaux de l'agriculture, mais encore celle qui la secondait dans ses travaux et dans ses besoins. Voici l'état que Lavoisier a donné de l'une et de l'autre.

Opinion de Lavoisier sur ce sujet.

Laboureurs, fermiers, valets, filles de basse-cour, bergers, hommes, femmes et enfans compris	6,000,000
Journaliers occupés à battre en grange, à faucher, à moissonner, terrassiers, maçons et autres, vivant aux dépens de l'agriculture, eux et leurs familles	4,000,000
	10,000,000

Ci-contre.	10,000,000
Vignerons et leurs familles	1,750,000
Salariés par les vignerons et propriétaires de vignes	800,000
Marchands, cabaretiers, fournisseurs des bourgs et villages, maréchaux, bourreliers, charrons, vivant aux dépens de l'agriculture, hommes, femmes et enfans compris	1,800,000
Petits propriétaires, vivant pour la plupart du produit de leurs fonds . .	450,000
	14,800,000

Ce dénombrement me paraît inexact, et voici sur quoi je me fonde.

Son inexactitude démontrée.

La population de la France s'élevait, suivant les rôles des taxes faits par ordre de l'Assemblée constituante, à	26,563,074
Si la population agricole n'eût été que de.	14,800,000
La population non-agricole qui habitait les campagnes, et la population des villes, auraient dû être de	11,763,074

Lavoisier ne porte cependant la population non-agricole des campagnes, qu'il désigne sous le nom de matelots, de journaliers de toute espèce, attachés aux manufactures hors des villes, carriers, mineurs, voituriers, rou-

liers, nobles, ecclésiastiques, et leurs domestiques, vivant hors des villes, qu'à.	1,950,000
Par conséquent la population des villes aurait dû être de	9,613,074
Elle n'était cependant, d'après les rôles des taxes dont j'ai déjà parlé, que de.	5,709,270
Par conséquent il y a dans les calculs de Lavoisier une erreur de	3,903,804

Ce nombre qu'il faut ajouter à la population des campagnes, appartenait-il tout entier à la classe agricole? Il est assez difficile d'avoir à cet égard une opinion fondée; mais en supposant que l'erreur de Lavoisier ait été la même sur la population agricole et non-agricole qui habitait les campagnes, et qu'il faille repartir sur l'une et l'autre les 3,903,804 individus, résultat de son erreur, le classement de la population eût été ainsi qu'il suit :

Solution de la question.

Population des villes . , ...	5,709,270
Population non-agricole habitant la campagne	2,653,804
Population agricole	18,000,000
	26,363,074

Ce classement de la population de la France nous offre une remarque importante qui a déjà été faite, mais qu'il ne sera pas inutile de retracer ici. Dans tous

les pays réputés les plus florissans de l'Europe, en Hollande, en Lombardie, en Angleterre, la moitié de la population résidait dans les villes, et en France la population des villes n'était pas le quart de la population totale. Quelle en était la cause? Arthur Young l'attribue au peu de progrès de l'agriculture et à l'extrême division du sol en petites propriétés. Mais Arthur Young n'a-t-il pas pris l'effet pour la cause? et si on lui eût demandé pourquoi le sol de la France était divisé en petites propriétés, et pourquoi son agriculture n'était pas plus avancée, qu'aurait-il répondu? Cet état de choses tenait à des causes beaucoup plus éloignées; il faut, pour les trouver, remonter jusqu'au principe de la richesse, et ce n'est que lorsqu'il sera bien connu qu'on saura pourquoi l'agriculture, ou telle autre branche de l'industrie, n'a pas fait dans un pays les progrès qu'elle a faits dans les autres; jusque-là, il convient de suspendre son jugement et de poursuivre la recherche et l'examen des faits. En France les habitans des villes ne formaient pas le quart de la population.

C'était donc avec un territoire de 90 millions d'arpens cultivés, avec un capital de près de 50 milliards, pour ainsi dire incorporés au sol, avec un capital de 4 milliards d'avances faites annuellement à l'agriculture, et une population agricole de 18 millions d'individus, que la France obtenait ses produits agricoles, son revenu territorial. Du capital employé dans les travaux de l'agriculture.

Cette masse de moyens et de richesse consacrés

Réflexions à ce sujet.

à l'agriculture, paraît immense, surtout quand on parcourt dans sa pensée les époques désastreuses qui, depuis le dixième siècle jusqu'au dix-septième, accumulèrent tant de calamités et de misère sur le peuple français.

Si, comme tout porte à le croire, les terres n'avaient en France dans le dixième siècle que la même valeur qu'elles avaient en Angleterre à la même époque; si elles ne valaient tout au plus, à raison de 9 fr. 50 c. l'arpent, qu'environ 900 millions à 1 milliard, comment avaient-elles pu s'élever, en 1789, à la somme énorme de près de 50 milliards? à quelle époque commença cette brillante prospérité? à quels siècles appartiennent ses progrès? à quels règnes doit-on en attribuer la gloire?

Dans le dixième siècle, l'anarchie féodale, les dissensions des grands vassaux, l'invasion des Normands, le changement de dynastie, rendent invraisemblable toute espèce d'accumulation ou d'amélioration quelconque.

Les croisades non moins ruineuses qu'insensées, les interminables guerres contre les Plantagenets, et les Albigeois, les séditions pendant la minorité de Saint-Louis, dépeuplèrent la France, et la réduisirent à la plus profonde misère pendant les onzième, douzième et treizième siècles.

Pendant le quatorzième et le quinzième siècles, les guerres des Valois contre l'Angleterre, les séditions de la jacquerie et des maillotins, les guerres

civiles des Bourguignons et des Armagnacs, l'usurpation de la plus grande partie du royaume par les Anglais, plongèrent la France dans un abîme de calamités, dont on ne peut envisager la profondeur sans effroi.

Enfin, les guerres d'Italie, celles de religion, plus déplorables encore, dévorèrent pendant le seizième siècle tous les germes de la prospérité publique. Dans cette longue période d'infortunes et de désespoir, à-peine trouve-t-on un petit nombre d'années dans lesquelles les peuples purent respirer, réparer leurs désastres et perdre le souvenir de leurs maux.

Ce n'est qu'à la fin du seizième siècle, sous le règne trop court de Henri IV, que commença une ère moins déplorable et moins contraire à la prospérité de la France. Depuis cette époque mémorable le gouvernement fut moins arbitraire, la sûreté des personnes moins précaire, les propriétés moins dévastées, l'industrie moins découragée, et le commerce moins opprimé. Les guerres ne furent pas moins nombreuses, mais elles furent conduites avec plus d'ordre et moins de dommage pour les classes laborieuses, et l'ordre social prit une direction moins éloignée des véritables intérêts de la richesse. Henri IV, Sully, Richelieu, Colbert, ouvrirent ou préparèrent les diverses routes de la prospérité nationale, et quoique ces routes ne fussent pas toutes également directes,

toutes menaient au même but, et la France dut à leurs glorieux travaux les premiers bienfaits de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Mais, de quelques succès que les efforts de ces grands hommes aient été couronnés, il est difficile de se persuader que, dans le court espace d'environ deux siècles, la France ait accumulé sur son sol l'immense capital de 54 milliards; surtout si l'on fait attention que cette accumulation n'est pas la seule, et que, dans la même période de temps, il s'en fit une seconde non moins importante dans les vêtemens, les logemens, les meubles et les effets précieux; dans l'agrandissement et l'embellissement des villes; dans la construction des routes et canaux, des ports et forteresses; dans l'acquisition des espèces métalliques et dans l'accroissement des métaux précieux. En supposant que cette seconde accumulation ne fût que la moitié de la première, ce serait près de 80 milliards, accumulés dans l'espace de deux siècles, et environ 400 millions par an, accumulation immense, et à laquelle l'esprit refuse son assentiment.

Y aurait-il donc dans la marche et la progression de la richesse une impulsion secrète qui triomphe de tous les obstacles que lui opposent les passions, les vices ou l'insouciance des peuples et des gouvernemens, ou, ce qui est plus vraisemblable, cette impulsion produit-elle des effets incalculables

quand elle ne trouve aucun obstacle dans son développement? En s'arrêtant à cette dernière supposition, n'est-on pas fondé à en conclure que la richesse des peuples décline avec la même rapidité qu'elle s'élève, et n'est-ce pas par cette vicissitude de revers et de succès qu'on peut expliquer ces alternatives de richesse et de misère, qu'on remarque dans une nation à des époques peu distantes l'une de l'autre? Toutes ces difficultés ne peuvent s'éclaircir et disparaître qu'à la lueur des faits statistiques, seul fanal de l'économie politique.

CHAPITRE V.

Des produits agricoles de la France en 1789.

Des produits agricoles de la France en 1789.

Ces produits ont été évalués de plusieurs manières.

Opinion de Lavoisier sur ce sujet.

Lavoisier les calcula sous le double rapport des produits agricoles qui se consommaient annuellement dans le royaume, et de la dépense moyenne en argent de sa population. Par le premier moyen, il donne un aperçu des principaux produits de l'agriculture, et par le second, il détermine leur valeur vénale. Parcourons le tableau de ces deux évaluations.

Il évalue la consommation des substances céréales, à . . . . 14 milliards pesant.

Savoir :

En semences,	2,333,000,000 (1)
Et le surplus en blé, en seigle et orge, pour la nourriture du peuple	11,667,000,000 (2)
Somme pareille	14,000,000,000.

Il évalue l'avoine à 400 millions de boisseaux, mesure de Paris. (3)

Il ne fait aucune mention des légumes et des fruits, ces utiles supplémens des substances céréales.

(1) Tolosan évalue les semences à 2,800,000,000.

(2) Tolosan porte la même consommation à 11,300,000,000.

(3) Tolosan évalue les grains consommés par les animaux, les brasseries et les amidonneries, à 2,700,000,000.

RÉCAPITULATION.

Semences.		2,800,000,000 l.
Subsistance	du peuple.	11,300,000,000
	des animaux	2,700,000,000
		16,800,000,000
Lavoisier.		14,000,000,000
Différence en plus.		2,800,000,000

Il évalue les substances animales à la quantité de . . . . 1,211,400,000 livres pesant.

Mais dans cette évaluation ne sont compris ni les volailles, ni les œufs, ni le laitage.

Enfin, il évalue les boissons à 1,642,500,000 pintes, mesures de Paris, ou 5,703,125 muids, et il avoue que sur ce point il ne serait pas impossible qu'il se fût trompé d'un quart, d'un tiers et même de moitié.

D'ailleurs, il ne fait aucun état des autres boissons, ni d'une foule d'autres produits agricoles; mais il fait remarquer que les substances céréales forment plus de la moitié et souvent les deux tiers de la subsistance des classes les plus misérables du peuple.

Telle est la première évaluation des produits agricoles de la France, basée sur la consommation du peuple français. On ne peut se dissimuler qu'elle ne soit vague, incomplète et hasardée, et l'on ne comprend pas comment Lavoisier, qui était trop éclairé pour n'en pas connaître toutes les imperfections, pût la croire digne de répondre aux désirs de l'Assemblée constituante; ni comment cette assemblée, après l'avoir prise en considération, pût en ordonner l'impression, ni comment ce travail informe a pu conserver jusqu'ici la sorte de réputation qu'il parut mériter alors. Sans doute on ne doit l'attribuer qu'au peu de progrès qu'avait fait

la statistique, au besoin qu'on avait de ce genre de connaissance, et à la difficulté de se la procurer. Les notions les plus superficielles parurent précieuses et furent accueillies avec empressement, et quoique le temps et les lumières leur aient fait perdre de leur prix, on n'en doit pas moins de reconnaissance au savant qui en avait connu l'importance, et qui leur avait consacré une partie de ses nombreuses et scientifiques occupations.

La seconde évaluation des produits agricoles de la France, basée sur la dépense moyenne en argent de la population, offre plus de lumières et mérite plus de confiance; voici comment Lavoisier l'établit et la justifie.

« Dans les familles les plus indigentes, dit ce sa-
» vant illustre, chaque individu n'a que 60 à 70 liv.
» à consommer par an, hommes, femmes et enfans
» de tout âge compris; c'est l'état de la plus extrême
» pauvreté. Les laboureurs, domestiques et agens
» de l'agriculture jouissent en général d'une plus
» grande aisance. La consommation moyenne des
» hommes adultes est à-peu-près égale à la paie
» du soldat; celle des femmes d'un peu plus de
» moitié de celle des hommes adultes, et celle
» de trois enfans par ménage est égale à celle de
» la mère; enfin, en faisant entrer en ligne de
» compte les riches et les habitans des villes, la con-
» sommation moyenne des habitans du royaume

» est entre 100 et 120 liv. par chaque individu.
» En multipliant cette somme par le nombre » des habitans du royaume, qui est de 25 mil» lions, on a, pour la consommation totale du » royaume, 2 milliards 500 millions à 3 mil» liards, et, en prenant un milieu, 2 milliards » 700 millions ».

Telles sont les diverses combinaisons qui dirigèrent Lavoisier dans l'évaluation des produits agricoles de la France. On ne voit pas d'abord quel rapport peut avoir la consommation moyenne d'un peuple, évaluée en argent, avec les produits de son agriculture, ni comment l'une est la valeur vénale de l'autre. Ce problème serait certainement insoluble, si l'on ne savait pas que Lavoisier, partisan du systême économiste, pensait que tout ce qu'un peuple consomme est le produit de son agriculture; que le commerce et l'industrie n'ajoutent rien à la masse des productions agricoles, et ne font que les varier, les approprier à la consommation, et fixer leur valeur vénale. Il s'en est expliqué littéralement, en disant « que la valeur des pro» duits du commerce et de l'industrie est absolu» ment égale au montant de leur consommation; » en sorte que vendre du drap à l'étranger, c'est » vendre de la laine et du blé, avec cette diffé» rence seulement que la nation qui fabrique gagne » dans la balance de la population, puisqu'elle a

» de plus, chez elle, les individus qui ont fa-
» briqué le drap et consommé le blé ».

Ce n'est pas le moment de nous occuper du mérite de cette opinion; il suffit de faire remarquer qu'elle explique l'évaluation des produits de l'agriculture par l'évaluation moyenne en argent de la consommation des habitans de la France.

Opinion de Lagrange.

Un autre écrivain non moins célèbre que Lavoisier, Lagrange, dans un ouvrage publié environ deux années après celui de Lavoisier, et dont nous avons parlé plus haut (*), rectifia les calculs de Lavoisier, et donna de nouvelles notions de la consommation des substances végétales et animales par le peuple français. Son ouvrage modifie celui de Lavoisier, ou plutôt le rectifie dans la partie dont nous avons déjà remarqué les imperfections.

Cet écrivain réduit toutes les substances végétales en blé, et il fixe, de la manière la plus ingénieuse, les proportions que les autres substances végétales ont avec lui. Il fait la même opération sur les substances animales, et il les réduit toutes à la viande de boucherie. Il avait annoncé le même travail sur les boissons, qu'il se proposait de réduire au vin; mais cette partie de son travail ne se trouve point dans l'ouvrage que je connais, et

(*) *Essai sur l'Arithmétique politique.*

j'ignore s'il existe d'autre ouvrage de lui sur cette matière.

« Cette méthode de réduire toutes les substances » céréales au blé, toutes les substances animales à » la viande de boucherie, dit cet auteur célèbre, » est fondée sur la nature des choses; car on peut » regarder les autres objets de nourriture, soit » végétale, soit animale, comme tenant lieu d'une » quantité de blé ou de viande qui contiendrait » autant de matière nutritive, et si l'on connaissait » la valeur nutritive de chaque objet, on pourrait » tout de suite la convertir en blé ou en viande.

» Cela posé, la question est réduite à détermi- » ner à-peu-près la quantité moyenne de blé et de » viande nécessaire pour la subsistance du peuple » français.

» Je ne vois, continua-t-il, que trois manières » de parvenir à cette détermination,

» 1°. Par la ration qu'on distribue aux troupes;

» 2°. Par la consommation des villes fermées, » et où il y avait des registres d'entrée;

» 3°. Par l'évaluation des produits annuels de » toutes les terres cultivées en grains ou en pâtu- » rages ».

L'auteur ne s'est occupé que des deux premiers moyens, et voici ce qu'il dit de l'un et de l'autre :

Il fait remarquer, par rapport à la ration du soldat, qu'elle ne peut pas être prise pour mesure

de la consommation générale, parce que les soldats sont des hommes dans la force de l'âge et des passions, et que leur consommation peut être regardée comme le *maximum* de consommation; mais il pense qu'en la réduisant d'un cinquième, elle peut servir à fixer la consommation générale; et en conséquence il l'évalue,

En blé, à. . . . . 12,784,000,000 l. pes.
En viande, à. 3,652,500,000

D'où il conclut que la consommation moyenne de chaque individu, calculée sur la ration du soldat (réduite d'un cinquième), devait être

En blé.	511,56 l. pes.
En viande.	146
	657,56

La seconde manière de calculer la consommation de la France, par celle des villes fermées, offre des résultats peu différens de ceux donnés par la première méthode; elle porte la consommation individuelle,

En blé, à	583,55 l. pes.
En viande, à.	80
	663,55

Ce second résultat ne diffère du premier que d'environ 5 livres pesant par individu, et cette différence est si peu considérable, qu'à-peine mérite-t-elle d'être remarquée.

De ces résultats, Lagrange tire une conséquence qui pique la curiosité et inspire le plus vif intérêt : « Les hommes, conclut-il, ont besoin, en général, du même poids donné d'alimens, comme » d'une espèce de lest qui dépend de la constitu- » tion humaine, et la différence de nourriture ne » consiste que dans la proportion du blé et de la » viande, ou des autres alimens qui les représen- » tent. Suivant la ration des soldats, cette pro- » portion est de 7 à 2 ; dans Paris, elle est de 21 » à 10; dans toutes les villes fermées, de 15 à 2 » ou environ. Cette proportion est la vraie mesure » de la pauvreté ou de la richesse d'un état, puisque » c'est de la nourriture que dépend essentiellement » le bien-être des habitans ».

Que de réflexions philosophiques, morales et politiques naissent de cet ingénieux rapprochement de l'identité du poids des consommations et de la différence de leur espèce, et combien on est étonné d'y découvrir le principe, la sûreté et le perfectionnement de l'ordre social, de la moralité, de la civilisation, et de tout ce qu'il y a de bien et de mal parmi les hommes! Partout où l'individu ne trouve pas de 657 à 663 liv. pesant de substance alimentaire, point de société politique, point d'ordre, point de morale. Cette quantité indispensable à l'existence de l'individu marque le commencement et la fin de toute existence sociale,

des devoirs qu'elle impose, des droits qu'elle attribue. Quand cette quantité est égale en nature pour tous les individus, je n'oserais pas dire qu'elle les égale en facultés et en vertus, mais elle les égale en devoirs et en droits, et l'égalité de moyens produit nécessairement l'égalité de puissance. La quantité de substance alimentaire, égale en poids, diffère-t-elle en espèce? Là commence la variété indéfinie des facultés, des rapports individuels, domestiques et sociaux; là se forment les diverses classes de la société, la chaîne politique et morale qui les lie, le mobile qui entraîne tous les intérêts privés vers un but commun. Là doivent remonter le philosophe, l'homme d'état, le moraliste, tous les écrivains qui veulent pénétrer la nature de l'homme et de la société civile; mais ce n'est pas ici le lieu de développer toutes les idées que renferme cet important sujet.

Les calculs de Lavoisier et de Lagrange, sur la consommation des substances végétales et animales du peuple français, en 1789, diffèrent dans une proportion assez forte.

Lagrange évalue la consommation des substances végétales, réduites en blé,

	livre de pain.
à.	12,784,000,000
Et Lavoisier, à.	11,667,000,000
Différence.	1,117,000,000

La différence qui existe entr'eux sur les consommations animales, est encore plus grande.

Lagrange les évalue à (*). . .	3,652,500,000
Et Lavoisier, à.	1,211,400,000
Différence.	2,441,100,000

C'est un peu plus des deux tiers.

Cette diversité d'opinions entre deux écrivains également recommandables, vient en grande partie de ce que Lavoisier n'a fait entrer dans son calcul que les substances céréales et la viande de boucherie, tandis que Lagrange y a ajouté les légumes, les fruits et le laitage. Cette observation doit écarter la défaveur que ces deux opinions répandent nécessairement l'une sur l'autre, et nous dispense de tout effort pour les concilier, ou pour déterminer la préférence qui est due à l'une ou à l'autre.

Il faut d'ailleurs remarquer que ni l'un ni l'autre n'ont fait entrer en ligne de compte la volaille, les œufs et le poisson.

Un troisième écrivain, étranger à la France, qui y voyagea en 1789, dans le dessein de prendre connaissance de l'état de son agriculture, et qui avait toutes les lumières qu'exigeait cet immense travail, évalua le produit brut et net du sol, sous le rap- Opinion d'Arthur Young.

(*) Encore donne-t-il lieu de croire que cette évaluation est trop faible de moitié.

port de chaque espèce de culture; en voici le tableau:

Espèce de culture.	*Quotité cultivée.*	*Prod. brut.*	*Produit total.*
	acres.	par acre.	livres.
Terres de labour. . . .	70,000,000.	40 liv.	2,800,000,000
Vignes. .	5,000,000.	175. . .	875,000,000
Bois. . . .	19,850,000.	16. . .	317,600,000
Prairies riches et pâturages.	4,000,000.	100. . .	400,000,000
Luzernes.	5,000,000.	100. . .	500,000,000
Pâtures et bruyères. . .	27,150,000.	10. . .	271,500,000
	131,000,000.	40 terme moyen.	5,164,100,000

J'ai déjà dit que l'acre était, au grand arpent de France, comme 1135 à 1343, et par conséquent on voit qu'il était moindre d'environ $\frac{2}{13}$; il faut donc réduire les résultats ci-dessus à (*) 4,225,179,274

		produit net.		
Terres de labour et luzernes. . . .	75,000,000.	18 l.	14 s.	1,402,500,000
Vignes . .	5,000,000.	92	»	460,000,000
Bois. . . .	19,850,000.	14	8	285,840,000
Prairies. .	4,000,000.	50	»	200,000,000
Bruyères.	27,150,000.	2	»	54,300,000
	131,000,000.	16	10	2,402,640,000

(*) Produit brut.

En faisant, comme ci-dessus, la réduction des $\frac{2}{13}$.	456,843,636
Le produit net se réduit à. . .	1,965,796,364

C'est plus du tiers en sus de l'évaluation de Lavoisier.

Je ne chercherai point à concilier les différentes évaluations dont je viens de faire le rapprochement, ni à déterminer quelle est celle qui doit être préférée; ce travail serait aussi fastidieux qu'inutile, et ne pourrait tout au plus que nous convaincre qu'aucune n'est exacte, et que toutes n'offrent que des aperçus plus ou moins vraisemblables; mais je profiterai de leurs secours pour hasarder une nouvelle évaluation, qui me paraît réunir les avantages de l'une et de l'autre, sans aucun de leurs inconvéniens. Si elle ne dissipe pas tous les doutes, ce qui est à-peu-près impossible dans l'état actuel de la statistique, elle les réduit à des termes si simples, que les erreurs qui pourraient exister, seront faciles à reconnaître, et pourront être aisément rectifiées. Cette nouvelle évaluation portera sur la triple base de la quotité de chaque culture; de la quantité de chaque produit, et de sa valeur vénale.

Evaluation des produits agricoles, sur des bases différentes de celles adoptées par les trois écrivains précités.

Il paraît à-peu-près certain, d'après les recherches de Lavoisier et d'Arthur Young, que la quantité moyenne de la semence en blé du grand arpent de France était de 10 boisseaux, pesant environ 200 li-

vres, et que son produit moyen était à raison de 5 pour 1. . . . . 1,000 l. pesant.

D'un autre côté, il paraît aussi certain, d'après les calculs de Lagrange, que sur 26,363,074 individus qui composaient la population de la France, près de 20 millions formant la partie la moins aisée du peuple français, consommaient en substances céréales, environ 583 livres pesant par individu; ce qui donne pour les 20 millions. . . . . livres pesant. 11,660,000,000

La consommation des 6,363,074 formant les autres classes de la nation, était, en substances céréales, de 511 liv. pesant par individu; ce qui donne pour la totalité. 3,251,530,814

Total. 14,911,530,814

Plus, un 5.e pour la semence. . 2,982,306,163

Evaluation en argent, à raison de 2 s. la livre pesant. . . 1,789,383,697 l.

Total des productions céréales. 17,893,836,977

Ce produit exigeait, à raison de 1,000 livres pesant par arpent, la culture de. arpens. 17,893,837

Les grains destinés à la nourriture des animaux, étaient, suivant Lavoisier, de 400,000,000 de septiers, qui,

17,893,837

	arpens.	Ci-contre, grains . . . .
Ci-contre.	17,895,857	1,789,383,697 l.
à raison de 5 septiers par arpent, exigeaient la culture de.	75,000	
Total de la culture en grains. . . .	17,968,857	

Je ne ferai pas l'évaluation des pâturages destinés à la nourriture des animaux, parce que leur produit sera compris dans l'évaluation de celui de ces animaux.

	arpens.	
Si les terres cultivées s'élevaient, suivant le calcul de Lavoisier, à.	28,942,000	
Et si d'après le calcul ci-dessus, les terres cultivées en grains en comprenaient	17,968,857	
Il en résulte que les autres cultures devaient en absorber.	10,973,163	10,973,163
Quotité pareille.		28,942,000

Les cultures et leurs produits devaient être à-peu-près ainsi qu'il suit :

Chanvres et lins.

On ne connaît ce genre de produit que par l'évaluation en espèces de la quantité qui en était livrée aux manufactures; évaluation qui, comme nous le verrons dans la suite, était portée à 50 mil-

De l'autre part, grains. 1,789,383,697 l.

lions. D'un autre côté, il est certain que les pauvres ménages en manufacturaient une partie considérable pour leur usage, et ce n'est pas exagérer que d'évaluer cette partie à la même quantité que celle qui était livrée aux manufactures; par conséquent

Chanvres. . 100,000,000

le produit des chanvres peut être évalué à 100 millions.

Soies.

Les soies livrées aux manufactures françaises, qui provenaient de son sol, étaient évaluées, comme

Soies. 27,828,907

nous le verrons dans la suite, à 27,828,907 l. (*)

Les huiles, produit du sol français, livrées au commerce, étaient évaluées à 60 millions, comme nous le verrons dans la suite; celles qui étaient consommées par le producteur étaient au moins égales à celles qu'il vendait; par conséquent ce genre de

Huiles 120,000,000

produit doit être évalué à 120 millions.

Les fruits et légumes formaient, sans contredit, une branche très-féconde des productions agricoles; mais leur évaluation n'est pas facile. Je ne connais qu'un seul écrivain qui en ait parlé de manière à inspirer quelque confiance. Voici comment il s'exprime à ce sujet :

« La production des fruits est tellement importante, que des observations exactes ont prouvé que leur privation dans un canton, par des causes

2,037,212,604

(*) Tolosan ne les évaluait qu'à 25 millions.

» accidentelles, occasionnait, pour terme moyen, » la consommation d'un quart en sus des grains » comestibles (*) ». Ci-contre 2,037,212,604 l.

Plus de la moitié de la France était, sans contredit, très-productive en fruits, et, en supposant que cette production fût, dans cette partie de la France, le quart de celle des grains, la proportion des fruits aux grains, dans tout le royaume, eût été d'un huitième; et, par conséquent, ce genre de production devrait être évalué à 225,670,087 l.; mais je ne dissimulerai pas que cette évalution me paraît exagérée, et voici sur quoi je me fonde :

Lavoisier a évalué la consommation des fruits et des légumes à Paris à 12,500,000 l., ce qui donnait environ 20 l. par tête.

En supposant que la consommation des fruits et des légumes, dans le reste de la France, fût d'un peu moins du tiers de celle des habitans de Paris, ou de 6 liv. par individu, le total eût été pour 26,563,074. . . . . 158,178,444 l. Fruits. . 158,178,444

Tabacs.

Les tabacs cultivés en France étaient évalués, comme nous le verrons dans la suite, à 1,500,000 l. . . Tabacs. . 1,500,000

2,196,891,048

(*) *Essai sur les Moyens de perfectionner les Arts économiques en France*, par M. Sylvestre, secrétaire de la Société d'Agriculture du département de la Seine.

De l'autre part. . . . . 2,196,891,048 l.

Vignes.

Leur produit est un de ceux sur lesquels les écrivains ont été le moins d'accord.

Lavoisier calculait leur produit en vin à 5,703,125 muids, et leur valeur vénale à 80 millions.

Tolosan (*) a porté leur produit à 10 millions de muids de vin et à 400,000 muids d'eau-de-vie, et leur valeur vénale à 350 millions.

Arthur Young a calculé leur produit à raison de 175 l. l'acre, ce qui lui donne pour 5 millions d'acres, une valeur de 850 millions.

De ces trois opinions celle de Lavoisier est évidemment erronée, et lui-même y avait si peu de confiance, qu'il est convenu, avec candeur, qu'il pouvait se tromper dans son calcul d'un quart, d'un tiers, et même d'une moitié.

Celle d'Arthur Young ne me paraît pas mieux fondée. L'évaluation du produit net des vignes dans toute la France, à raison de 92 liv. l'arpent, est évidemment exagérée. Ce genre de revenu est sujet à de trop grands accidens pour être aussi considérable que l'a supposé Arthur Young. Ce produit donnerait aux vignobles une valeur supérieure à celle des meilleurs sols en blé et en prairie, et ce n'est pas là l'opinion qu'on en a et qu'on doit en avoir.

2,196,891,048

(*) *Mémoire sur le Commerce de France*, par Tolosan.

L'opinion de Tolosan me paraît préférable sous tous les rapports. Il n'évalue le produit des vignes qu'à 10 millions de muids de vin et à 400,000 muids d'eau-de-vie. En supposant qu'il faille 3 muids de vin pour 1 muid d'eau-de-vie, il s'ensuit que la totalité du produit des vignes était en vin de 11,200,000 muids : ce n'est qu'environ 3 muids par arpent (*), et cette proportion ne me paraît point exagérée. Ci-contre 2,196,891,048 l.

Mais Tolosan n'évalue le prix des vins qu'à 40 liv. le muid, et je crois que ce n'était pas là sa véritable valeur. La pinte de Paris, calculée au taux moyen, dans un certain nombre d'années était au moins, dans toute la France, à 2 sous, ce qui portait le muid à 50 liv. On peut donc, sans exagération, évaluer le muid à 50 liv., au-lieu de 40 liv., d'où il suit que les 11,200,000 muids devaient valoir 560 millions. Vignes. . . . 560,000,000

Tolosan évalue les autres boissons à 18 millions, et cette évaluation ne me paraît pas exagérée. Autres boissons. . . . 18,000,000

2,774,891,048

Bois.

Les bois existant en 1789, étaient :

	arpens.
Ceux du domaine	3,338,261
Ceux des communautés	2,202,134
Ceux des particuliers.	7,560,255
Total.	13,100,650

(*) Un rapport de M. le comte Defermont, sur le budjet de 1808, annonce qu'on cultivait en France plus de 2 millions d'hectares en vignes.

De l'autre part...... 2,774,891,048 l.

Cet état fut présenté à l'Assemblée constituante par son comité des domaines, et il mérite la plus grande confiance. Il ne s'agit, par conséquent, que de savoir quelle était la valeur vénale de ce genre de produits.

Lavoisier la portait à . . . . . . 120,000,000 l.

Arthur Young à 484,263,630

Ces deux évaluations me paraissent s'éloigner également de la vérité.

Les 13,100,650 arpens de bois, divisés en coupes réglées de dix-huit ans, donnaient une coupe annuelle de 727,816 arpens.

En calculant la valeur de chaque arpent à raison de 16 liv. la feuille, c'est le calcul d'Arthur Young, on trouve que chaque arpent devait valoir 288 liv., ce qui donne pour les 727,816 arp. 209,611,008 l.

Bois...... 209,611,008

Pâturages.

Le produit des pâturages ne peut être évalué avec quelque justesse que par le produit des bestiaux qu'ils nourrissaient.

Le nombre des bestiaux était, suivant Lavoisier, de 34,422,500

Savoir :

En chevaux	1,560,000
En poulains et jeunes	
	1,560,000

2,984,502,056

Ci-contre 2,984,502,056 l.

Ci-contre.	1,560,000
chevaux non encore propres au travail. (Tolosan).	80,000
En bœufs	2,700,000
En vaches	4,000,000
En moutons.	20,000,000
En veaux	2,082,500
En porcs	4,000,000
	34,422,500

La nourriture de ces animaux est, sans contredit, un des produits de l'agriculture; mais comment apprécier ce produit? L'évaluation de la nourriture du bétail ne donnerait qu'une partie de son produit, parce que le croît surpasse de beaucoup la valeur de la nourriture, et que ce croît fait indubitablement partie des produits agricoles. Je crois donc que le meilleur moyen d'évaluer le produit des pâturages est de calculer le profit de chaque espèce d'animaux.

Le profit des chevaux était de deux sortes, l'un consistait dans leur travail, et l'autre dans la vente de ceux qui excédaient le nombre nécessaire à la culture.

Le travail de ceux qui étaient employés à la culture ne doit être compté pour rien, parce qu'il fait partie des fonds d'avance de la culture que nous avons évalué à raison de 44 liv. par arpent.

Le profit de ceux qui n'étaient pas employés aux

De l'autre part...... 2,984,502,056 l.

travaux de l'agriculture ne peut être mis au compte des cultivateurs que jusqu'à concurrence de la consommation des foins, pailles et avoine nécessaires à leur nourriture. Leur nombre était, suivant Lavoisier,

Dans Paris	21,500
Dans les autres villes et pour le roulage.	160,000
Employés à l'armée	40,000
Les poulains et jeunes chevaux (Tolosan)	80,000
	301,500

En évaluant leur nourriture à raison de 15 sous par jour, cela fait par jour 226,125 liv., et par an 82,535,625 liv.

Indépendamment de leur nourriture, cette dernière classe de chevaux devait donner un autre profit, consistant dans le prix de vente de ceux qui remplaçaient les morts dans les autres emplois, que ceux de l'agriculture. En supposant que la mortalité annuelle ne fût que d'un dixième, c'était pour 221,500 chevaux un remplacement de 22,150. La valeur moyenne de chaque cheval était au moins de 120 livres, par conséquent la vente des chevaux devait produire chaque année aux cultivateurs 2,658,000 liv.

Ci-contre 2,984,502,056 l

Mules, mulets et ânes.

Tous ceux qui ont écrit sur la statistique ont passé cet article sous silence; et il convient de réparer leur omission. A-la-vérité, il n'est pas facile de déterminer l'étendue et la valeur de ce produit, et ce n'est que par des calculs très-hasardés que je suis parvenu à m'en faire une idée. Je ne crois pas cependant m'éloigner beaucoup de la vérité, en évaluant ce genre de produit au vingtième de celui des chevaux.

Or, nous avons vu que le produit des chevaux qui n'étaient pas employés à l'agriculture, était de 85,193,625, par conséquent le vingtième était de 4,259,681 liv. (*).

Ce produit des chevaux, mules, mulets et ânes est indépendant de l'importation de cette espèce d'animaux qui, comme nous le verrons, surpassait l'exportation annuelle de 1,457,300 liv.

Les bœufs donnaient aussi deux sortes de produits, leur travail et le prix de ceux qui étaient vendus pour la consommation.

Leur travail ne doit pas entrer en ligne de compte par les motifs ci-dessus établis.

(*) Le seul département des Deux-Sèvres en exportait pour 700,000 liv. (Voyez la *Statistique* de M. Dupin, préfet de ce département.)

De l'autre part. . . . . 2,984,502,0561.

Le nombre de ceux qui étaient vendus pour la boucherie était de 400,000. En supposant que leur poids moyen fût de 600 livres, ce qui était le minimum, et leur prix de 7 s. (1) la livre sur pied, chaque bœuf valait 210 liv.; mais en ne le comptant même qu'à 200 liv., c'était pour les 400,000 bœufs consommés annuellement, 80 millions.

Les vaches donnaient quatre sortes de produit, leur travail, leur lait, leurs peaux et leur chair.

Le travail ne doit pas être compté d'après les raisons ci-devant déduites.

Leur laitage a été évalué, par Lagrange, à 400 milliers pesant de beurre et de fromage. Le prix du beurre était (2) de 16 s., et le prix du fromage de 9 s. la livre pesant. Le terme moyen de ces deux prix est 12 s. la livre pesant, et par conséquent les 400 milliers pesant valaient 240 millions.

Le nombre des vaches qui étaient vendues annuellement pour la consommation, ne devait pas être inférieur à celui des bœufs, et devait par conséquent être de 400,000.

Chaque vache pesait au moins 500 livres. En calculant leur prix sur pied aux deux tiers du celui du bœuf, c'était 5 s. par livre pesant, par vache 75 l., et pour les 400,000. . . . . 30,000,000.

---

(1) *Voyage en France* d'Arthur Young, tom. III, p. 116.
(2) *Ibid.*

Les veaux vendus pour la boucherie étaient au nombre de 2,082,500. En ne calculant leur poids moyen qu'à 60 livres pesant et leur prix qu'à raison de 8 s. la livre sur pied, c'est 24 liv. par veau, et pour la totalité 50 millions.

Ci-contre 2,984,532,056 l.

La consommation des moutons était de 5,256,250, leur poids moyen de 40 livres, et leur prix de 6 s. la livre sur pied, ce qui portait la valeur de chaque mouton sur pied à 12 liv., et la totalité des moutons à 63,075,000 liv.

La consommation des porcs était évaluée à 4 millions de ces animaux ; en ne calculant leur poids moyen qu'à raison de 150 livres pesant, leur prix, 8 sols la livre sur pied, cela faisait pour chaque porc, 60 livres, et pour les 4 millions de porcs, 240,000,000.

Aucun des écrivains que j'ai pris jusqu'ici pour guides n'a fait mention de la consommation des agneaux ; c'est une omission qu'il convient de réparer; mais sur quelle base asseoir cette évaluation ? elle ne peut être qu'hypothétique, et voici l'hypothèse qui m'a paru la plus vaisemblable. La consommation des moutons était, comme nous l'avons vu, d'un sur quatre ; il fallait donc qu'il y eût tous les ans une reproduction du quart des moutons consommés chaque année, et par conséquent que les troupeaux fussent composés d'un quart en brebis ; mais s'il n'y en avait eu qu'un

De l'autre part. . . . . 2,984,502,056 l.

quart, la reproduction n'aurait pas été assurée; il fallait donc que le nombre des brebis excédât le quart des troupeaux : en supposant qu'il ne fût que du tiers, et c'est l'hypothèse la moins hasardée, le nombre des brebis eût été de 6,600,000, et les agneaux à-peu-près au même nombre. On n'en élevait que 5,256,250 pour réparer la consommation annuelle, on devait donc en consommer environ 1,300,000. En réduisant ce nombre à un million, on ne peut pas être accusé d'exagération; et en n'évaluant chaque agneau qu'à 5 livres sur pied, c'était, pour la totalité, une somme de 5 millions.

Les peaux, cuirs et laines de ces animaux étaient aussi un produit de l'agriculture; mais comme ils ont fait partie de leur prix, nous ne pourrions les évaluer sans commettre un double emploi, et par conséquent il suffit d'en faire mention pour mémoire.

Volaille.

Je n'ai trouvé dans les statistiques aucun renseignement à cet égard, et ce n'est que par des hypothèses qu'on peut arriver à l'évaluation de ce genre de produits. Je suppose que sur les 26 millions d'individus qui habitaient la France, il n'y en eût qu'un million qui mangeât de la volaille, et que leur consommation ne fût que de 10 livres par individu, c'était, pour toute la consommation, une somme de 10 millions.

On arrive à-peu-près au même résultat par une autre voie. Supposons que les 64 millions d'arpens cultivés en grains fussent divisés en fermes de 90 arpens, on aurait alors 710,000 fermes, et chaque ferme n'aurait produit que pour environ 13 livres de volaille par an, supposition extrêmement modérée, et qui ne laisse aucun doute sur la réalité de notre première évaluation. Ci-contre 2,984,502,056 l.

Œufs.

Leur produit est difficile à évaluer, et l'on n'a d'autre donnée, à cet égard, que la consommation de Paris, qui s'élevait à 3,500,000 livres, ce qui, en supposant la population de Paris, de 650,000 âmes, portait la consommation individuelle à 5 livres : ce genre de produit est à la portée du pauvre, et agréable à tout le monde : on peut donc présumer que la consommation des autres habitans de la France était, en cette partie, égale à celle des habitans de Paris. Dans cette hypothèse, les œufs doivent être évalués à la somme d'environ 126,000,000 livres.

Abeilles.

Leur produit n'est pas connu. On sait seulement qu'on importait pour 2 millions de cire, ce qui autorise à penser que la consommation de ce genre de produit était assez considérable. Mais sur quelle base asseoir son évaluation, c'est ce que je n'ai pu

De l'autre part. . . . . . 2,984,502,056l.

découvrir, et je me contenterai de porter cet article pour mémoire.

Récapitulation du produit des animaux.

Chevaux.	85,193,625l.
Mules, mulets et ânes.	4,259,681
Bœufs.	80,000,000
Vaches.	270,000,000
Veaux	50,000,000
Moutons.	63,075,000
Porcs.	240,000,000
Agneaux.	5,000,000
Volaille.	10,000,000
Œufs.	126,000,000
Total.	933,428,306

Prairies et luzernes. . . . 933,428,306

3,917,930,362

Telle était la somme des produits agricoles de la France en 1789, leur évaluation par chaque nature et chaque espèce. Cette évaluation diffère de celle de Lavoisier, de près de 1,300,000,000 livres, et de celle d'Arthur Young, d'environ 300,000,000 livres ; elle est, par conséquent, à-peu-près le terme moyen de l'une et de l'autre, et par cette raison elle me semble digne de quelque confiance, et porte un caractère de vérité extrêmement rare dans une matière aussi obscure, aussi compliquée et aussi négligée.

Mais ce n'est rien pour la science, et surtout

pour le sujet qui m'occupe, que d'avoir réussi à présenter quelques notions assez vraisemblables sur les produits agricoles de la France en 1789 ; l'on sent d'avance, et l'on verra clairement dans la suite, que ce produit, quelque considérable qu'il fût, n'était une richesse pour la France, que jusqu'à concurrence de la portion qui excédait les frais de culture ; car si ces frais eussent été égaux aux produits, l'agriculture n'aurait pu entretenir que des agriculteurs ; l'on n'aurait pu lui rien demander sans l'appauvrir, et elle eût été, par rapport aux autres classes de la population, et même par rapport à l'Etat, comme si elle n'avait pas existé : ce qui justifie parfaitement l'opinion, en apparence, si paradoxale de Stewart, qui n'a pas craint de dire que si l'agriculture ne pouvait fournir qu'aux besoins des cultivateurs, il serait indifférent pour les Etats que la terre et les agriculteurs fussent engloutis par un tremblement de terre.

Ce n'est donc que par la portion disponible des produits agricoles, et jusqu'à concurrence de cette portion qu'on a appelée produit net, que l'agriculture contribuait à la richesse de la France, et donnait une véritable richesse territoriale.

Quelle était cette portion disponible? en quoi consistait cette richesse territoriale ? c'est ce qu'on ne peut bien connaître que par l'évaluation des frais de la culture.

CHAPITRE VI ET DERNIER.

Des frais de la culture en France, à l'époque de 1789, et de son produit net.

Des frais de culture, et du produit net de l'agriculture de la France en 1789.

On peut parvenir à l'évaluation des frais de la culture en France, à l'époque de 1789, et à la connaissance de son produit net, soit par la portion des substances céréales que Lavoisier avait répartie à la classe agricole, soit par l'évaluation de la dépense moyenne en argent, soit par la journée de l'ouvrier, dont Arthur Young nous a fait connaître le taux. Si ces trois méthodes ne nous conduisent pas à des résultats positifs, elles nous offriront du-moins des documens précieux.

Opinion de Lavoisier.

Evaluation en argent. Semences à raison de 2 s. la livre pesant. . . . . . 233,333,333 l. Frais de la culture, et avances du cultivateur. . . . . . 438,564,000 — 671,897,333

Dans les frais de l'agriculture, il faut comprendre,

1.° les semences. livres pesant.

Lavoisier les évaluait à. 2,333,333,333

2.° Les avances et les travaux des cultivateurs.

Lavoisier les évaluait en blé à. . 4,385,640,000

6,718,973,333

Cette première évaluation des frais de la culture me paraît évidemment erronée, et je n'ai besoin, pour en démontrer l'erreur, que d'opposer Lavoisier à lui-même.

Dans la répartition des substances céréales à

la classe agricole, Lavoisier ne lui accorde que 4,585,640,000 de livres pesant de blé pour sa consommation; ce qui, pour les 14,800,000 individus dont il compose cette classe, ne donne, à chacun d'eux, que 296 livres pesant, valant, en espèces, à raison de 2 sols la livre, 29 livres 12 sols. En supposant, avec Lavoisier, que les grains ne fussent que les deux tiers de la consommation de la classe indigente, et qu'il fallût ajouter, aux 29 livres 12 sols, le tiers en sus, cela ne ferait pas tout-à-fait 40 livres, et cependant Lavoisier est convenu que la dépense moyenne en argent de la classe la plus indigente, était de 60 à 70 livres par chaque individu; par conséquent il s'est évidemment trompé des deux cinquièmes dans cette première évaluation, et cette erreur est une nouvelle preuve de l'inexactitude de son évaluation des produits agricoles, de la justesse de la rectification qu'en a faite Lagrange, et de la préférence que celle-ci mérite sous tous les rapports.

Son inexactitude démontrée.

La seconde évaluation des frais de culture que nous a donnée Lavoisier, résulte de la dépense moyenne en argent de la classe agricole; il pensait que cette dépense était au-dessus de 60 à 70 livres par individu : ce qui, pour les 18 millions qui composaient cette classe, donne une somme de. . . . . livres. 1,170,000,000

	livres.
De l'autre part.	1,170,000,000
Semences. . , ...	233,333,333
Intérêt des avances du cultivateur, à raison de 10 p. 100.	400,000,000
Total.	1,803,333,333

Cette seconde évaluation diffère de la première, de près des deux tiers en sus.

Arthur Young nous offre, dans le taux de la journée de l'ouvrier, un nouveau moyen de juger du mérite de ces deux évaluations.

Il fixe à 19 sols par jour la journée de l'ouvrier : d'après ce calcul, l'ouvrier eût gagné, pour 365 jours, 346 livres 15 sols; mais il faut déduire les fêtes et dimanches, au nombre d'environ 70; ce qui réduit les 342 livres à 280 livres 5 sols.

En supposant que la femme et les trois enfans qui composaient un ménage, gagnassent autant que le chef de la famille, ç'eût été 560 livres 10 sols pour chaque famille agricole.

Nous avons vu que la classe agricole était composée de 18 millions d'individus, ce qui, à raison de cinq individus par famille, donnait 3,550,000 familles, et à raison de 560 livres 10 sols par famille, portait le salaire de la classe agricole à la somme de 1,989,775,000 livres.

C'est plus du tiers en sus de l'évaluation de Lavoisier.

Quelque considérable que soit cette différence, il est cependant facile de la faire disparaître. Quand Lavoisier évaluait la dépense moyenne en argent de la classe indigente, de 60 à 70 livres, il n'avait garde de comprendre dans cette classe les cultivateurs; il élevait, au contraire, leur dépense par famille de 5 individus, à 585 livres 13 sols 4 deniers; ce qui donnait 117 livres par chaque individu; tandis que le calcul, d'après la journée, ne lui donne qu'environ 93 livres: toute la différence ne serait donc que de 24 livres par individu, différence qui peut encore s'expliquer par la difficulté de déterminer le nombre des indigens et celui des cultivateurs.

Je crois donc qu'on ne peut pas s'égarer beaucoup en fixant les frais de culture ainsi qu'il suit: Evaluation approximative.

	livres.
Salaires du cultivateur.	1,989,775,000
Semences.	233,333,333
Intérêts des avances du cultivateur.	400,000,000
	2,623,108,333

Nous avons vu que les produits agricoles s'élevaient à.	3,917,930,362
Les frais étant de.	2,623,108,333
Le produit net et disponible était de.	1,294,822,029

Conclusion du Livre.

Si, comme je crois l'avoir établi, ce produit net, calculé par 30 années de revenu, donne la masse des capitaux employés à mettre le sol en état de culture, il s'ensuit que ces capitaux s'élevaient à environ 39 milliards et rapportaient environ 3 $\frac{1}{4}$ pour $\frac{0}{0}$.

D'un autre côté, il convient de remarquer que si, comme l'ont enseigné les économistes français, ce produit net était la seule richesse de la France, le seul fonds applicable à l'entretien des propriétaires du sol; du gouvernement; des ministres de la religion; des arts et des sciences; du commerce et des manufactures et de tous les genres de service autres que ceux de l'agriculture, elle était condamnée à une détresse inévitable et à une misère éternelle.

Si, en effet, on distrait de ce produit net évalué à. . . . . 1,294,822,029 l.

1°. Les contributions qui s'élevaient au moins à	600,000,000 l.	
2°. Les dîmes au moins à.	75,000,000	
3°. Les frais d'entretien des propriétés rurales environ un dixième du produit net . .	130,000,000	
Total. . .	805,000,000	805,000,000

Il restait pour les propriétaires du sol, pour les arts, les sciences, le commerce, les manufactures et les autres genres de services. . . 489,822,029 l.

En supposant que ces classes ne fussent composées que d'environ 7 millions d'individus, et nous avons vu que leur nombre devait être plus considérable, cette somme de 489,822,029 livres ne donnait à chaque individu qu'environ 70 livres, c'est-à-dire, une somme inférieure à celle qui revenait à la classe agricole; résultat qui démontre jusqu'à l'évidence, l'erreur et le peu de fondement du système des économistes.

En résumant ce chapitre, on voit que le territoire de la France, un des plus fertiles du monde, mis en valeur par un capital fixe d'environ 50 milliards, cultivé par une population purement agricole d'environ 18 millions d'individus, et par un capital circulant d'environ 4 milliards, ne donnait qu'un revenu brut d'environ 4 milliards, et un revenu net d'environ 1,300,000,000; et que ce revenu, considéré sous le double rapport de la classe agricole et de toutes les autres classes de l'état, ne donnait à toutes qu'une subsistance modique, insuffisante pour les faire prospérer, incapable d'élever le peuple français à la puissance et à la grandeur, et de le maintenir au premier rang qu'il occupait parmi les peuples de l'Europe. Sa richesse, sa prospérité, sa puissance et sa splendeur avaient donc

leur principe et leur fondement ailleurs que dans sa richesse territoriale : telle est la conséquence qui se présente naturellement à l'esprit ; mais avant de la tirer, il convient de recueillir tous les faits qui peuvent nous éclairer sur les autres branches du travail et sur leurs produits.

FIN DU LIVRE PREMIER.

e politique. *Tom. I.er, Liv. I.er, pag.* 100

	e du sol..	105,000,000 arp.
	tivé.	90,000,000
Espèce des cultur		
	40 m.ards (1).	
	4 (2).	
	44	
	. . . .	1,789,383,697 l.
	es et lins.	100,000,000
	. . . .	27,828,907
	. . . .	120,000,000
Produits du sol, d	t légumes.	158,178,444
	. . . .	1,500,000
	autres boissons. . .	578,000,000
	. . . .	209,611,008
	ges..	933,428,306
	TOTAL.	3,917,930,362 (3)
Frais de culture. .	de la production.. .	2,623,108,333 (4)
	re, ou l'intérêt du à mettre le sol en était de..	1,294,822,029 (5)

(1) C'était environ 405 … évalue le capital de l'Angleterre, dans le même emploi, à 580 l. par acre

(2) C'était environ 44 l… 2 l. par acre.

(3) C'était environ 40 l… 54 l. par acre.

(4) C'est environ les d… opulation agricole. En Angleterre, les frais de la production agricole so… nne 493 l. par tête.

(5) C'était un peu plus …

TABLEAU

DE LA RICHESSE TERRITORIALE DE LA FRANCE EN 1789.

Théorie de l'Economie politique. *Tom. I.er, Liv. I.er, pag.* 100

Espèce des cultures	En grains	64,800,000 arp.
	En bois	13,100,691
	En vignes	3,333,334
	En pâturages	4,500,000
	En prairies artificielles	5,000,000
	TOTAL	90,734,025

Etendue du sol	105,000,000 arp.
Sol cultivé	90,000,000

Capitaux employés	A mettre le sol en état de culture	40 m.ards (1).
	A la culture annuelle	4 (2).
	TOTAL	44

Population agricole. . . 18,000,000

Produits du sol, des capitaux de l'agriculture et du travail de la population agricole	Grains	1,789,383,697 l.
	Chanvres et lins	100,000,000
	Soies	27,828,907
	Huiles	120,000,000
	Fruits et légumes	158,178,444
	Tabacs	1,500,000
	Vins et autres boissons	578,000,000
	Bois	209,611,008
	Pâturages	933,428,306
	TOTAL	3,917,930,362 (3)

Frais de culture	Semences	233,333,333 l.
	Salaire des agriculteurs	1,989,775,000
	Intérêt des avances des cultivateurs à 10 pour 100	400,000,000
	TOTAL	2,623,108,333

A déduire les frais de la production	2,623,108,333 (4)
La rente de la terre, ou l'intérêt du capital employé à mettre le sol en état de culture, était de	1,294,822,029 (5)

(1) C'était environ 405 l. par arpent cultivé. Cette somme ne paraîtra point exagérée, si l'on fait attention que M. Beeck évalue le capital de l'Angleterre, dans le même emploi, à 580 l. par acre, dont la contenance est de $\frac{2}{11}$ moindre que l'arpent de France.

(2) C'était environ 44 l. par arpent. Arthur Young évalue le capital de l'Angleterre, dans le même emploi, à environ 92 l. par acre.

(3) C'était environ 40 l. par arpent. En Angleterre, le même produit est évalué, par MM. Beeck et Gents, à environ 54 l. par acre.

(4) C'est environ les deux tiers du produit brut, et, après la déduction des semences, 132 l. par tête, pour toute la population agricole. En Angleterre, les frais de la production agricole sont évalués, par tous les écrivains, aux trois quarts du produit brut, ou à 75 pour 100, ce qui donne 493 l. par tête.

(5) C'était un peu plus de 3 pour 100.

LIVRE II.

De la Richesse industrièle de la France en 1789.

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

L'INDUSTRIE dont je vais essayer d'apprécier les produits embrassait, dans ses travaux, la pêche, les mines, les carrières et les manufactures des substances minérales, végétales et animales. Doit-on y comprendre aussi les travaux des sciences et des arts libéraux, ou y sont-ils compris tacitement? C'est encore un problême qu'on ne peut hasarder sans une sorte de témérité, tant on a accrédité leur stérilité, tant la simplicité de cette doctrine l'a rendue vulgaire, et pour ainsi dire inébranlable.

Il me semble cependant difficile de concevoir comment le travail du mineur qui extrait le minérai serait productif, et pourquoi on devrait frapper de stérilité celui du minéralogiste qui, par l'étude et l'observation des matières métalliques, assigne le caractère distinctif des mines, en mesure la richesse, en marque l'étendue et la limite; celui du

mécanicien, qui, par l'invention des machines, abrège et facilite l'exploitation des mines; celui de l'ingénieur qui dirige et conduit leur exploitation; celui du chimiste, qui, par la connaissance des lois de l'affinité des corps, facilite la séparation du minérai, empêche sa déperdition et en conserve la masse toute entière; celui du philosophe enfin, qui, méditant sur les lois et les procédés de chaque science, aperçoit leurs points de contact, leur liaison et leur enchaînement, en déduit des lois générales et communes à toutes, des méthodes plus simples et des procédés plus utiles, et en les faisant concourir toutes à leurs succès mutuels, agrandit leur sphère, étend leur puissance et multiplie leurs bienfaits dans une progression indéfinie.

Et que l'on ne croie pas que ces propriétés que j'attribue aux arts libéraux soient particulières à quelques-uns d'entr'eux, ou à un petit nombre seulement, elles sont communes à tous, et il n'y a pas un seul art industriel, un seul art mécanique qui ne leur doive ou son existence ou ses progrès, ou son perfectionnement; je n'en excepte ni les sciences et les arts libéraux qui s'occupent spécialement de la protection des travailleurs, des encouragemens qui leur sont dus, et des moyens qui peuvent rendre leur travail plus profitable; ni ceux qui leur offrent des secours contre les

accidens de la vie, des consolations dans leur misère, des plaisirs dans leurs tribulations et des délassemens dans leurs fatigues. Les arts libéraux et les sciences, sans exception, concourent plus ou moins immédiatement, plus ou moins indirectement à tous les travaux de l'industrie, et ont droit à une part plus ou moins grande de leurs produits. Ils sont nécessairement associés à la production, et doivent nécessairement être mis au rang des travaux productifs. Limiter la faculté productive aux travaux matériels et mécaniques, et stériliser les travaux de la pensée, de la méditation, de la direction, ces attributs des arts libéraux, c'est séparer les effets de leur cause, l'agent de son moteur, l'action de son mobile; c'est intervertir et méconnaître l'ordre et la nature des choses; c'est enfreindre cette grande et belle loi de la division du travail qui s'étend depuis la racine jusqu'à la dernière branche de la production générale.

Ce sujet aurait besoin sans doute de plus grands développemens pour atteindre à une démonstration irrésistible; mais je ne puis m'y arrêter plus long-temps sans m'écarter du plan que je me suis proposé, et ce que j'en ai dit me paraît suffisant pour faire sentir que, quoique dans les détails de chaque branche d'industrie, je ne parle que des arts industriels et mécaniques, les arts libéraux y sont tacitement compris, puisque les autres

n'opèrent que sous leur direction et avec leur concours.

CHAPITRE PREMIER.

De la Pêche et de ses produits.

De la pêche et de ses produits.

La pêche se divisait en deux branches, la pêche maritime et la pêche d'eau douce. Les renseignemens sur l'une et l'autre sont également incomplets; on ne connaît ni le nombre des individus occupés à ce genre d'industrie, ni les capitaux employés à les salarier et à leur fournir les navires, outils et instrumens de pêche, ni la somme des salaires de ce genre de travail, ni la quotité des bénéfices de ce capital, ou du-moins les notions recueillies sur ce sujet sont peu nombreuses et peu satisfaisantes; tout ce qu'on sait, on le doit à l'auteur de la balance du commerce.

Pêche maritime. Son produit brut.

Il porte les produits de la pêche maritime à 30 millions.

Ses frais.

A l'égard des dépenses, il nous apprend qu'elles consistaient :

	livres.
En sel, pour la valeur de	1,000,000
En eaux-de-vie, vins, bière, cidre, biscuit de mer pour la subsistance des équipages employés à la pêche, et en quelques articles manufacturés pour	
	1,000,000

livres.

Ci-contre. 1,000,000

les habitans des îles de Saint-Pierre et Miquelon, le tout de la valeur de 4,000,000

Il faut ajouter à ces divers objets de dépense le salaire des équipages et les navires employés à la pêche, ou, ce qui revient au même, le capital employé à leur construction et à leur équipement.

Les navires employés à la pêche maritime, soit au loin, soit près des côtes, étaient au nombre de 455, et jaugeaient 51,143 tonneaux (*). En évaluant ces bâtimens, à raison de 40,000 liv. l'un dans l'autre, ils avaient coûté environ 18 millions. L'intérêt de ce capital, à raison de 30 p. 100, à cause des risques, coûtait. 5,400,000

Ouvriers qu'elle occupait.

L'équipage qui montait ces bâtimens, à raison d'un homme par trois tonneaux, formait un nombre d'environ 16,500.

Leur salaire, pendant la durée de la pêche, peut être évalué à 600 livres,

10,400,000

(*) *Voyage d'Arthur Young en France.*

		livres.
	De l'autre part.	10,400,000
Ses frais.	l'un dans l'autre, et portait la dépense de cet article à environ.	10,000,000
	Total du capital fixe et circulant affecté à cet emploi.	20,400,000
	En comparant ce capital avec son produit montant à.	30,000,000

Son produit net. On voit qu'il rapportait brut près de 150 pour 100, et net environ 33 pour 100.

Bénéfice immense, qui explique bien l'origine de la richesse primitive des Hollandais, et les querelles que la pêche maritime a toujours excitées parmi les peuples navigateurs.

Pêche d'eau douce. La pêche d'eau douce était beaucoup plus productive que la pêche maritime.

Son produit brut. L'auteur de la balance du commerce évalue son produit brut à 20 millions.

Mais il ne nous fait connaître ni le capital qu'elle employait, ni le nombre d'hommes qu'elle occupait, et malheureusement on ne peut suppléer à son silence que par des conjectures très-hasardées.

Ouvriers qu'elle occupait. On peut croire que la pêche d'eau douce employait un plus grand nombre d'hommes que la pêche maritime; en l'évaluant au double, on ne risque pas beaucoup de s'égarer. C'était donc 33,000 hommes.

Si les hommes employés à la pêche d'eau douce étaient plus nombreux que ceux employés à la

pêche maritime, leur salaire était aussi moins considérable, parce qu'ils étaient exposés à moins de dangers et de fatigues; en l'évaluant à la moitié de celui de la pêche maritime, il devait s'élever à la somme d'environ 450 liv. par individu, et pour les 33,000 hommes à. . . . . . . 13,200,000 l.

D'un autre côté, on peut présumer avec assez de vraisemblance, que les frais de bateaux, filets, outils et instrumens de pêche, étaient beaucoup moins dispendieux que ceux que nécessitait la pêche maritime; en les évaluant au tiers de ceux-ci, je crois qu'on ne s'éloignera pas beaucoup de la vérité.

Nous avons vu que les bâtimens employés par la pêche maritime coûtaient. . . . . 18 millions.
Le tiers est donc de. . 6 millions.

Ses frais.

L'intérêt de ce capital, à raison de 10 pour 100, parce que les risques étaient peu considérables. . . 600,000

Total. 13,800,000

Ce capital donnait un produit brut de. . . . . 20,000,000 l.

En déduisant les frais. 13,200,000

Il restait net. 6,800,000

Son produit net.

Ou environ 45 pour 100.

Ainsi la pêche employait un capital fixe d'environ. . . . . 24,000,000 l.

Occupait près de 50,000 individus, et donnait un produit brut de . 50,000,000

Ses frais s'élevaient à. 34,200,000

Et par conséquent elle donnait un produit net d'environ 50 pour 100.

Je dois aussi faire remarquer que, suivant l'auteur de la balance du commerce, les produits de la pêche maritime nationale ne suffisaient point aux besoins du peuple français, et qu'on tirait de l'étranger,

Importation des produits de la pêche maritime étrangère.

De l'huile de poisson, pour.	3 millions.
Du poisson salé pour.	6
Total..	9

Sans doute ce ne sont là que des aperçus qui ne peuvent pas inspirer une grande confiance; mais, malgré leur insuffisance, je n'ai pas dû les négliger, parce qu'ils peuvent donner une idée des produits de ce genre d'industrie, ce qui suffit pour remplir l'objet que je me suis proposé.

CHAPITRE II.

Des Mines en exploitation.

Des mines en exploitation.

On n'a encore, sur cette branche d'industrie, que des aperçus vagues et limités; et tout ce qu'on peut faire dans cette situation, c'est de suppléer aux connaissances qui nous manquent par celles qu'on a, et de déduire les faits inconnus des faits connus.

Tolosan évaluait les productions des mines en exploitation à. . . . . 67,000,000 l.

Savoir :

Mines de fer.	31,360,000 l.	Produit brut des mines de fer.
de plomb. . . .	704,000	de plomb.
de cuivre. . . .	5,000,000	de cuivre.
Les verreries et glaces.	6,000,000	des verreries et glaces.
Les porcelaines et faïenceries.	4,000,000	des porcelaines et faïenceries.
Les sels.	20,317,500	des sels.
Somme pareille. .	67,381,500	

Frais de leur exploitation.

Ces produits exigeaient de gros capitaux; soit pour ouvrir les mines et les mettre en état d'exploitation; soit pour construire les machines, ateliers, usines et fourneaux indispensables à leur exploitation; soit pour acheter le combustible et les autres matières propres à l'extraction, à la séparation et à la fonte du minérai; soit pour payer le salaire des nombreuses classes d'ouvriers employés à ce genre de travail.

De tous ces objets de dépense, Tolosan n'a évalué que le combustible. Il en porte la valeur à la somme de . . . . 17,977,500 l.

Savoir :

Pour les mines de. .	fer	11,760,000 l.
	plomb . .	600,000
	cuivre . .	500,000
		12,860,000

De l'autre part.	12,860,000 l.
Pour les verreries, glaces, porcelaines et faïences	1,000,000
Pour les sels	4,117,500
Somme pareille.	17,977,500

Quant aux autres parties de la dépense, Tolosan les confond ensemble et affecte le surplus des produits à leur paiement. Cette confusion paraît embarrassante au premier aspect; il n'est pas cependant impossible de la faire cesser, et de déterminer la part distincte de chaque genre de dépense dans les produits.

Les articles de dépense que Tolosan a laissés dans l'indivision consistaient dans la main-d'œuvre et les bénéfices de l'entrepreneur; il ne s'agit donc que d'assigner la part qui devait revenir à chacune de ces dépenses.

Dans les entreprises qui, comme celle de l'exploitation des mines, ne sont pas assurées de réussir, sont sujettes à des chances et exigent de fortes avances, le bénéfice de l'entrepreneur est considérable, et ne peut pas être au-dessous de 30 pour 100 du produit. Ces 30 pour 100 doivent le couvrir des bénéfices de son capital fixe et circulant. En calculant donc ces bénéfices à raison de 30 pour 100 sur les produits montant à 67,381,500 liv.,

ils se seraient élevés à la somme de	20,205,450 l.
Après les bénéfices de l'entrepreneur, il faut placer le combustible montant à	17,977,500
Enfin le salaire des ouvriers ou la main-d'œuvre, ce dernier objet de la dépense, ne peut être que ce qui restait sur les produits après la défalcation des bénéfices de l'entrepreneur et de la dépense du combustible.	38,182,950
Si donc des produits montant à	67,381,500
On déduit les bénéfices de l'entreprise et la dépense du combustible montant à..	38,182,950
Il reste pour la main-d'œuvre. .	29,198,550

Cette somme répartie entre les ouvriers, à raison de 400 livres chacun, devait en occuper environ 73,000.

La Statistique élémentaire de la France, sans évaluer les produits de cette branche d'industrie au delà de l'évaluation que Tolosan en a faite, a fixé le nombre des ouvriers à 295,000; mais il suffit, pour apercevoir l'exagération de ce calcul, de faire remarquer que, dans ce cas, le salaire de chaque ouvrier n'eût été que d'environ 168 livres ou 10 sols par jour, somme évidemment hors de proportion avec leurs besoins et avec Nombre des ouvriers.

le salaire des autres travaux de même nature.

En résumant tout ce qui concerne cette branche d'industrie, on voit :

Que la population qu'elle occupait s'élevait à environ 73,000 individus ;

Que le salaire de la main-d'œuvre pouvait être évalué à environ. . . . . 29,198,550 l.

Que la dépense du combustible était de. 17,977,500

Que ces deux objets de dépense formant le capital circulant, se portaient à la somme de 47,176,050

Que l'intérêt de ce capital, à 30 pour 100, donnait une somme de 12,152,812

Que cette somme, déduite des . . 20,205,450 montant des bénéfices de l'entrepreneur, laissait pour l'intérêt du capital

Produit net. fixe. 8,052,638

Lequel, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à 80 millions.

Enfin, il convient de remarquer que le produit des mines nationales ne suffisait point aux besoins de la France, on en tirait de l'étranger pour environ. . . . . 19,094,000 l.

Savoir :

Importation des produits des mines de l'étranger.

Du fer, pour.	8,460,000 l.
Du plomb, pour . . .	2,242,000
	10,702,000

Ci-contre. . . .	10,702,000l.
Du cuivre, pour. . .	7,217,000
Du bronze, pour. .	1,175,000
Somme pareille. . .	19,094,000

On peut juger par cet aperçu, tout hasardé et tout défectueux qu'il est, de l'état de cette branche d'industrie.

CHAPITRE III.

Des Carrières et autres Fossiles en exploitation.

Des carrières et autres fossiles en exploitation.

Il est difficile de se former des notions exactes ou approximatives, ou même vraisemblables, des produits de cette branche d'industrie dont toute l'occupation était l'exploitation des carrières, des tourbes et autres fossiles employés dans les manufactures, et pour la plus grande partie mis en œuvre par les arts et métiers. Je ne connais aucun écrivain qui en ait parlé, et leur silence eût été ma règle et mon excuse, si je n'eusse été convaincu que dans le tableau général des produits de l'industrie d'un pays, l'erreur est moins funeste que l'omision. L'omission perpétue l'ignorance, l'erreur éveille la critique et fraie rapidement la route à la vérité. C'est dans cet espoir que je me suis permis de hasarder quelques aperçus sur la branche d'industrie relative à l'exploitation des carrières.

Tolosan a évalué la main-d'œuvre des arts et métiers à 60 millions.

Cette branche du travail employait des matériaux. Pourquoi Tolosan, écrivain éclairé, n'en a-t-il fait aucune mention? Aurait-il pensé que ces matériaux faisaient partie des substances minérales dont il avait fait l'évaluation, et que les évaluer une seconde fois, c'eût été commettre un double emploi? En ce cas, il se serait évidemment mépris. Le charbon de terre, le plâtre, la tuile, la brique, l'ardoise, la pierre, la chaux, le sable, le bois, la terre de pipe et une foule d'autres matériaux qu'il serait trop long d'énumérer, ne font point partie des substances minérales, et par conséquent n'avaient pas été comprises dans l'évaluation qu'il avait faite de ces substances. Ces matériaux méritaient donc une évaluation à part, et ils tiennent une place trop importante parmi les matières premières du travail, et forment une masse trop considérable dans ses produits pour n'en tenir aucun compte. Mais comment y parvenir et sur quelles bases l'asseoir?

Je n'en connais que deux; la consommation de Paris, et la proportion qui existe entre les matériaux et la main-d'œuvre, dans la valeur du travail des arts et métiers.

La consommation de Paris, en marbre, pierre, moëllon, chaux, plâtre, ardoises, tuiles, carreaux,

briques et pavés était évaluée, par Lavoisier, à la somme de. . . . . 4,000,000l.

Il évaluait encore la consommation du charbon de terre, à 600,000

Total. 4,600,000

En supposant que la consommation de Paris, en cette partie, fût le 20.e de celle de la France, l'extraction de ces fossiles se serait élevée à la somme de 92 millions. Leur produit brut.

Ce premier mode d'évaluation ne paraîtra pas trop vicieux, si l'on fait attention qu'il ne porte les matériaux employés par les arts et métiers qu'à un tiers en sus de la main-d'œuvre, résultat qui se rapproche beaucoup de celui des arts industriels, que plusieurs écrivains évaluent à un quart.

Ainsi donc je ne puis pas commettre une grande erreur en évaluant l'extraction des carrières, tourbes et autres fossiles de la même nature, à la somme de 92 millions.

Ce produit devait se répartir en deux parts, l'une pour les bénéfices de l'entrepreneur, et l'autre pour le salaire de la main-d'œuvre. En suivant, pour ce genre d'entreprises, la méthode que j'ai adoptée pour l'exploitation des mines avec laquelle elle a tant d'analogie, il en résulterait que le bénéfice de l'entrepreneur devait être de 30 pour 100. Ce-

pendant comme il y avait, dans l'exploitation des carrières moins de risques, et qu'il fallait moins de capitaux que dans l'exploitation des mines, je crois qu'on peut réduire les bénéfices de l'entrepreneur à 20 pour 100, et que ce taux approchera de la vérité, autant qu'il est possible de le faire dans ces sortes de matières.

Dans cette hypothèse, la part de l'entrepreneur dans les produits montant à 92 millions, eût été, à raison de 20 pour 100, d'environ 18,000,000 l.

Frais. Et le surplus, revenant à la main-d'œuvre, eût été de. 74,000,000

Somme pareille. 92,000,000

Produit net. Sur les 18 millions revenant à l'entrepreneur, une partie faisait face à l'intérêt du capital fixe, et l'autre à l'intérêt du capital circulant. Ce dernier capital consistait uniquement dans l'avance de la main-d'œuvre, qui, comme nous l'avons vu, s'élevait à 74 millions.

L'intérêt de cette somme ne peut pas être porté au-delà de 15 pour 100, parce qu'il n'était sujet à aucun risque; tous ceux qui existent dans ce genre d'entreprises consistent dans l'ouverture des carrières, et par conséquent portent exclusivement sur le capital fixe. L'intérêt des 74 millions à 15 pour 100 était d'environ 11 millions.

En déduisant de la part des bénéfices de l'en-

trepreneur, montant à.	18,000,000 l.
L'intérêt du capital circulant. . .	11,000,000
Il restait pour l'intérêt du capital fixe.	7,000,000

Cet intérêt, calculé à raison de 20 pour 100, portait ce capital à la somme d'environ 37 millions.

Nombre des ouvriers.

D'un autre côté, la répartition des 74 millions produits de la main-d'œuvre entre les ouvriers, à raison de 400 livres chacun, devait en entretenir 127,500.

Importation des produits des carrières de l'étranger.

Enfin, je dois faire remarquer que nous tirions de l'étranger pour 6 millions de charbon de terre.

Voilà tout ce je puis offrir de plus probable sur cette branche du travail général; je souhaite que la critique veuille bien prendre la peine de rectifier mes calculs, et suppléer aux lumières qui m'ont manqué.

CHAPITRE IV.

Des Substances minérales en fabrication.

Des substances minérales en fabrication.

ARTICLE PREMIER.

De l'Orfévrerie et de la Bijouterie.

Orfévrerie et Bijouterie.

On a sur cette branche d'industrie des données assez vraisemblables et dignes d'une certaine confiance.

Necker a évalué à 10 millions les matières

d'or et d'argent employées dans les ouvrages de l'orfévrerie et de la bijouterie. Son opinion était fondée sans doute sur le produit du droit de marque des ouvrages d'or et d'argent; droit qui produisait environ 700,000 livres. Comme il était imposé à 10 pour 100, il semble que la fabrication n'aurait dû s'élever qu'à 7,000,000; mais on sait que le droit était fraudé en grande partie, et que cette fraude fut dénoncée par le corps des orfèvres et bijoutiers de Paris, dans une pétition présentée à l'Assemblée constituante en 1790. D'après les détails de leur pétition, on est fondé à croire que la fraude réduisait de près de moitié le produit du droit de marque; de sorte que Necker, en évaluant la fabrication à 3 millions au-dessus du produit du droit de marque, est plutôt resté au-dessous qu'au-dessus de la réalité.

D'un autre côté, Tolosan pensait que cette valeur de 10 millions d'or et d'argent tirés annuellement de l'étranger, pour la fabrication des ouvrages d'orfévrerie et de bijouterie, ne formait qu'une partie de cette fabrication, et qu'il faut y ajouter une autre valeur de 10 millions qui provenait de la refonte des anciens ouvrages d'or et d'argent.

En réunissant donc les deux évaluations de Necker et de Tolosan, on peut fixer les ma-

tières premières de cette branche d'industrie à la somme de . . . . 20,000,000 l. Leur produit brut.

La main-d'œuvre a été évaluée par Tolosan, au huitième de la matière première . . . . 2,500,000 Leurs frais.

Total. 22,500,000

L'intérêt des avances de cette somme ne peut pas être calculé au-dessous de 10 pour 100. . . . . . . 2,250,000 Produit net.

Total. 24,750,000

Enfin, il faut ajouter l'intérêt du capital fixe dont on ne peut calculer l'étendue que par le droit de l'entrepreneur de toute espèce de travail industriel, droit qui est assez généralement fixé au dixième de la fabrication 2,493,000

Ce qui, à raison de 10 pour 100, portait le capital fixe à environ 25,000,000.

Total. 27,243,000

Ainsi, l'on peut croire raisonnablement que les produits de cette branche d'industrie s'élevaient à la somme de 27,243,000 livres.

D'un autre côté, les 2,500,000 livres, produits de la main-d'œuvre distribués entre les ouvriers, à raison de 800 livres l'un dans l'autre, à cause

de la fidélité et de l'adresse que ce genre de travail exigeait, devait porter leur nombre à environ 3,125.

Nombre des ouvriers.

Il y a des statistiques récentes qui portent le nombre des ouvriers de cette classe à 70,000; mais comment n'a-t-on pas remarqué que les ouvriers n'auraient gagné que 36 liv. par an? Si l'on eût fait attention à ce résultat, il aurait sans doute prévenu l'erreur dans laquelle on est tombé, nous aurait dispensé du soin de la réfuter, et de l'obligation où nous sommes de faire remarquer avec combien peu de soin on écrit sur la statistique, cette matière si importante, sous le rapport de l'économie politique, de l'intérêt des gouvernemens et de la prospérité des peuples.

Importation des produits étrangers.

Enfin, je ne dois pas omettre que la matière première de cette branche d'industrie provenait de l'étranger jusqu'à concurrence de 10,000,000 l.

ARTICLE 2.

Horlogerie.

Horlogerie.

La Statistique élémentaire de la France présume qu'avant la révolution, la consommation des montres, en France, était annuellement de 200,000, non compris l'exportation.

En supposant, ce qui est assez vraisemblable, que la fabrication nationale était égale à la consommation nationale, et que l'importation se com-

pensait avec l'exportation, il s'ensuit que la fabrication de l'horlogerie, en France, donnait annuellement 200,000 montres.

Si l'on apprécie les produits de cette fabrication d'après les documens recueillis dans une notice *De la Manufacture d'horlogerie du pays de Porentruy* (*), on voit que sur les 200 mille montres fabriquées en France, il y en avait un vingtième en or, et 19 vingtièmes en argent; ce qui donnait :

Montres en or.	10,000
en argent.	190,000
Nombre pareil.	200,000

Les montres en or de la fabrique de Porentruy, étaient évaluées à 120 livres l'une dans l'autre, et la matière première à 60 livres, ce qui donnait pour la main-d'œuvre et le bénéfice de l'entrepreneur, 60 livres.

Les montres en argent de la même manufacture étaient évaluées, l'une dans l'autre, à 27 livres, et la matière première à 6 livres, ce qui donnait pour la main-d'œuvre et le bénéfice de l'entrepreneur, une somme de 21 livres pour chaque montre.

Quoique ces calculs me paraissent mériter la plus

(*) Cette notice a été publiée par M. Vermur, membre de la Société d'émulation du Haut-Rhin, et insérée dans la *Bibliothèque commerciale*.

grande confiance, je crois qu'on ne peut pas les adopter sans restriction, et d'après eux déterminer la valeur des produits de la fabrication de l'horlogerie en France. Les ouvrages de celle-ci étaient moins grossiers, plus finis, et par conséquent d'un plus grand prix. En élevant leur prix de fabrication d'un tiers au-dessus de ceux de la fabrique de Porentruy, on ne risque pas de commettre une grande erreur. Dans cette hypothèse, les produits de la manufacture de France doivent être calculés de la manière suivante :

10,000 montres en or, à 160 livres l'une dans l'autre, font la somme de. . . . . 1,600,000 l.(*)

190,000 montres à 36 liv. . . . 6,740,000

Produit brut. Total.. 8,340,000

(*) L'or et l'argent employés chaque année dans l'horlogerie, à Genève, s'élevaient à. . . . . 1,725,000 l. (*)

Savoir : pour l'or. . . . . . 1,050,000 l.

pour l'argent. . . 675,000

1,725,000

(Rapport du Conseil de commerce, arts et agriculture du département du Léman, du 8 brumaire an 10.)

(*) Genève n'aurait donc fabriqué, d'après les prix de Porentruy, en or, que. . . . . 8,750 montres.

et en argent, que. 25,000

33,750

Ci-contre.		8,340,000 liv.
Frais.		
Matière première des montres en or, à raison de 60 liv. .	600,000 l.	
Des montres en argent, à raison de 6 liv.	1,140,000	
Total.	1,740,000	
En défalquant des produits la matière première.		1,740,000
Il restait pour la main-d'œuvre et les bénéfices de l'entrepreneur. .		6,600,000

La population, qui, dans le pays de Porentruy, s'occupait de l'horlogerie, était de 4,000 individus de tout âge et de tout sexe. Celle de la France, occupée de ce genre de travail, était au moins aussi habile que celle de Porentruy, et par conséquent elle devait faire ce que l'autre faisait. On peut donc, avec quelque certitude, fixer le nombre des ouvriers de la manufacture d'horlogerie en France, à 4,000.

Le salaire des ouvriers de Porentruy était de 405 liv. l'un dans l'autre, en élevant celui des ouvriers de France à un tiers en sus; on ne peut pas s'éloigner beaucoup de la vérité. Dans cette supposition, la main-d'œuvre de cette branche d'industrie eût été de 2,400,000 liv.

En déduisant des produits, montant à . . . . 6,600,000 l.

La main-d'œuvre. 2,400,000

Il restait pour les bénéfices de l'entrepreneur. 4,200,000

Produit net.

Ce bénéfice se distribuait en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Celui-ci consistait dans la matière première . . . . 1,740,000 l.

La main-d'œuvre. . . . . 2,400,000.

Total. 4,140,000

L'intérêt de cette somme, à 10 pour 100, était de. 414,000

En déduisant des bénéfices de l'entrepreneur montant à. . . . . 4,200,000 l.

L'intérêt du capital circulant. . . 414,000

Il restait pour l'intérêt du capital fixe 3,786,000

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à 37,860,000 liv.

En résumant les diverses parties de cet article, on trouve les résultats suivans :

Produits. . . . . 8,340,000 l.

A déduire :

Matière première. . . 1,740,000 l.

Main-d'œuvre. 2,400,000

4,140,000 4,140,000

Net ou bénéfice des capitaux. . . 4,200,000

Capital circulant. . . .	4,140,000l.	
Intérêt.		414,000l.
Capital fixe.	37,860,000	
Intérêt.		3,786,000
	42,000,000	4,200,000

Ouvriers, 4,000. Ouvriers.

Enfin, il faut ne pas perdre de vue que la matière première de cette branche d'industrie provenait de l'étranger, et se montait à la somme de 1,740,000 livres. Importation des matières premières.

ARTICLE 3.

Mercerie et Quincaillerie.

Dans la difficulté qu'éprouvait Tolosan, pour évaluer cette branche d'industrie, il ne trouva pas de meilleur moyen que l'évaluation de la consommation individuelle de ses produits. Cette consommation, évaluée à 4 liv. par individu, lui donna une somme de 100,000,000. Mercerie et Quincaillerie. Produit brut.

On ne peut se dissimuler que cette évaluation est arbitraire; mais les lumières et l'expérience de cet administrateur doivent nous rassurer contre l'exagération de ses calculs.

D'un autre coté, cet écrivain évaluait la main-d'œuvre aux trois quarts des produits de cette bran-

che d'industrie, ce qui la portait à la somme de. 75,000,000l.

D'où il résulte que la matière première n'entrait dans ce genre de produit que pour une somme de. . 25,000,000

Somme pareille. 100,000,000

Cette évaluation, tout arbitraire qu'elle est, peut cependant être justifiée jusqu'à un certain point.

Nous avons vu que le fer tiré de nos mines ou importé de celles de l'étranger, était évalué à. 40,000,000

La quincaillerie et la mercerie en consommaient pour. 25,000,000

Il n'en restait donc pour la consommation des arts et métiers que 15,000,000

Ce qui n'est ni déraisonnable, ni invraisemblable, et ce qui doit accréditer d'autant plus les aperçus de Tolosan.

En supposant donc que les produits de cette branche d'industrie fussent de 100,000,000 livres.

Frais. La dépense devait consister dans la matière première. . . . . 25,000,000l.

La main-d'œuvre a été portée par Tolosan à 75,000,000. Mais il y a tout lieu de croire que dans cette

25,000,000

Ci-contre. . . . . 25,000,000 l.

somme, Tolosan confondait les bénéfices de l'entrepreneur ; bénéfices qu'on ne peut pas évaluer au-dessous de 15 pour 100 du produit, ou à 15,000,000 liv.

En défalquant donc de la main-d'œuvre, évaluée par Tolosan à. . . . . 75,000,000 l.

Le bénéfice de l'entrepreneur. 15,000,000

Il restait pour la main-d'œuvre. . . . 60,000,000

ci. 60,000,000

Total de la dépense. 85,000,000

Les bénéfices de l'entrepreneur se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Ce capital étant de 85 millions, l'intérêt à 10 pour 100 était de. . . . . 8,500,000 l. Produit net.

En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à. 15,000,000

L'intérêt du capital circulant.. . . 8,500,000

Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 6,500,000

Cet intérêt, au taux de 10 pour 100, portait le capital fixe à 65 millions.

D'un autre côté, en supposant que le salaire des ouvriers de cette classe fût de 500 liv. l'un dans l'autre, il s'ensuit que les 60,000,000 produits de la main-d'œuvre devaient en entretenir 120 mille.

Ouvriers.

Si ces notions n'ont pas le mérite d'une certitude rigoureuse, elles ont du-moins ce degré de vraisemblance et de probabilité qui suffisent à l'objet que je me suis proposé.

CHAPITRE V.

Substances végétales en fabrication.

Substances végétales en fabrication.

Les substances végétales fournissaient la matière première de plusieurs branches d'industrie. Elles alimentaient les manufactures de toile et de papeterie, les huileries, brasseries, distilleries, brûleries et raffineries de sucre; on leur devait la préparation des tabacs, de la cire, des parfums, des teintures, des savons; la fabrication des instrumens de musique, et une partie des matériaux employés dans l'imprimerie, la gravure, la peinture et la sculpture. Elles étaient une des sources les plus fécondes de l'industrie, de ses travaux, de ses bénéfices et de nos jouissances.

Malheureusement nous n'avons que des notions superficielles de chacune de ces branches de l'industrie, et l'on ne peut, par conséquent, offrir sur leurs produits, que des résultats hasardés ou incomplets.

Mais nous atteindrons notre but, si, malgré leurs imperfections, ces résultats ne manquent pas de vraisemblance, et ne paraissent pas trop éloignés de la vérité.

ARTICLE PREMIER.

Toiles et Toileries.

Sous cette dénomination de toiles et toileries, on comprenait les travaux nombreux et variés de l'industrie, dont le chanvre, le lin et le coton étaient la matière première, soit qu'ils fussent employés seuls ou mélangés l'un avec l'autre. Toiles et Toileries.

Tolosan a évalué le lin et le chanvre employés dans ce genre de travail, et il a même distingué avec soin la partie qui provenait des produits nationaux de celle qu'on tirait de l'étranger.

Il évalue le lin et le chanvre produits par l'agriculture nationale, à. . . . . 50,000,000 l.

Et ceux tirés de l'étranger, à 3,300,000

Total. 53,300,000

Il n'a point évalué les cotons qu'on tirait des colonies françaises ainsi que de l'étranger; et quoiqu'il semble qu'il les ait fait entrer dans son calcul, il est cependant certain qu'il les a entièrement omis, et l'on peut facilement s'en convaincre en séparant les divers élémens dont il a composé ses calculs.

Il évalue, en effet, la totalité des produits de cette branche d'industrie, à. . . . 215,000,000l.

Il en affecte à la main-d'œuvre la somme de. 161,000,000

Par conséquent il ne reste pour la matière première que. 54,000,000

Or, cette somme est à-peu-près celle à laquelle il avait évalué le chanvre et le lin provenus de l'agriculture nationale ou tirés de l'étranger. Il est donc évident qu'il a entièrement omis la valeur des cotons produits par nos colonies ou importés de l'étranger.

Mais je puis réparer cette omission. Un écrivain très-instruit, dont la véracité m'était parfaitement connue, et dont la conduite morale et politique aurait dû lui mériter un meilleur sort, nous a donné l'état le plus exact des cotons que nous fournissaient nos colonies, et de leur valeur (*).

Il en porte la quantité à 100,557 quintaux pesant, et la valeur à. . . . . 21,783,000l.

Indépendamment des cotons de nos colonies, la France en tirait du Levant une quantité assez considé-

21,783,000

(*) Page Traité d'Economie politique et du Commerce des Colonies, 1.re partie, tableau e.

Ci-contre.	21,783,000 l.
rable, qu'on peut évaluer, d'après l'auteur de la *Balance du Commerce*, à.	5,000,000
Total.	26,783,000

On peut donc, d'après ces divers élémens, évaluer la matière première des toiles et toileries, ainsi qu'il suit :

Chanvres et lins provenus de l'agriculture nationale	50,000,000 l.
Idem, tirés de l'étranger. . . .	3,300,000
Coton de nos colonies.	21,783,000
Du Levant.	5,000,000
Total.	80,083,000
Suivant Tolosan, la fabrication de cette matière donnait, en bénéfice, trois fois son capital; il faut, par conséquent, multiplier les 80 millions de matière première par 4.	4
Ce qui donne.	320,000,000 Produit brut.

Les dépenses de cette fabrication consistaient, Frais.

dans la matière première.	80,000,000 l.
La main-d'œuvre.	161,000,000
	241,000,000

De l'autre part. . . . . . . 241,000,000l.

Et les bénéfices de l'entrepreneur 79,000,000

Produit net. Somme pareille. 320,000,000

Le bénéfice de l'entrepreneur se divisait en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital circulant, et l'autre pour l'intérêt du capital fixe.

Le capital circulant se composait de la matière première. . . . . 80,000,000l.

De la main-d'œuvre. 161,000,000

Total. 241,000,000

L'intérêt de ce capital, à 10 pour 100, était de. 24,100,000

En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à 79,000,000

L'intérêt du capital circulant . . 24,100,000

Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 54,900,000

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à la somme de 549,000,000

Ouvriers. D'un autre côté, en supposant que le salaire employé dans ce genre de travail fût de 500 liv. l'un dans l'autre, les 161 millions, produits de la main-d'œuvre, devaient entretenir 322,000 ouvriers.

Importation des ma- Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la matière première de cette branche d'industrie qu'on

tirait de l'étranger, s'élevait à la somme d'environ 30 millions. tières premières.

ARTICLE 2.

Papeteries.

Tolosan évalue la fabrication du papier, en France, avant la révolution, à. . . . 8,000,000l. Papeteries. Produit brut.

Et la main-d'œuvre, à. . . . . 7,200,000 Frais.

D'où il suit, que la matière première de cette fabrication ne doit être comptée que pour la somme de 800 mille livres.

En supposant, ce qui est assez vraisemblable, que les 7,200,000 livres qu'il attribue à la main-d'œuvre, doivent se partager entre le salaire de l'ouvrier et le bénéfice de l'entrepreneur, il en résulte que le partage devait s'en faire ainsi qu'il suit :

Main-d'œuvre, les huit dixièmes. .	5,760,000l.
Bénéfices de l'entrepreneur, deux dixièmes.	1,440,000 Produit net.
Total.	7,200,000

Les bénéfices de l'entrepreneur se subdivisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Celui-ci consistait dans la matière première.	800,000l.
La main-d'œuvre.	5,760,000
Total.	6,560,000

L'intérêt de ce capital, à 10 p. 100 656,000

En déduisant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à. . . . . 1,440,000 l.

L'intérêt du capital circulant. . . . 656,000

Il restait pour l'intérêt du capital fixe. . . . . , ... 784,000

En calculant cet intérêt à 10 pour 100, il en résulte que le capital fixe, employé dans ce genre de travail, devait être de 7,420,000 livres.

Ouvriers. Enfin, en supposant que le salaire des ouvriers de cette classe fût de 500 liv., l'un dans l'autre, les 5,760,000, produits de l'industrie, devaient en occuper 11,520.

ARTICLE 3.

Brasseries.

Brasseries. Avant 1789, cette branche d'industrie n'avait pas fait de grands progrès en France; Tolosan n'en a pas fait une évaluation séparée; il l'a comprise dans l'évaluation en bloc de toutes les boissons autres que le vin; de sorte qu'il ne nous a donné aucune notion de la part que les brasseries avaient dans cette somme. Il y a cependant tout lieu de croire que ces boissons, évaluées en bloc à 18 millions, et ne consistant que dans la bière et le cidre, la bière devait absorber les deux tiers des 18 millions, valeur de leur produit

commun. On peut donc évaluer le produit de la fabrication de la bière à. . . . . . . 12,000,000l. Produit brut.

Les frais de cette fabrication consistaient dans la matière première qu'on ne peut évaluer au-dessous de. . . . . 6,000,000l.

La main-d'œuvre. 3,600,000 Frais.

Et le bénéfice de l'entrepreneur, à raison de deux dixièmes de la fabrication. . . 2,400,000

Somme pareille. . . 12,000,000

Le bénéfice de l'entrepreneur se subdivisait en deux parts, l'une pour les intérêts du capital fixe, et l'autre pour les intérêts du capital circulant. Produit net.

Celui-ci consistait dans la matière première. 6,000,000

La main-d'œuvre. 3,600,000

Total. 9,600,000

L'intérêt de ce capital, à 10, pour 100 était de. 960,000

En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à. . . . . 2,400,000l.

L'intérêt du capital circulant. . . 960,000

Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 1,440,000

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à 14,400,000 livres.

Ouvriers. Enfin, en fixant le salaire de cette classe d'ouvriers, à raison de 500 livres l'un dans l'autre, les 3,600,000 livres, produits de la main-d'œuvre, devaient en salarier 7,200.

ARTICLE 4.

Distilleries et Brûleries.

Distilleries et Brûleries. On comprenait, sous cette dénomination, la fabrication des eaux-de-vie, des liqueurs et de l'esprit-de-vin.

Produit brut. Tolosan évalue les eaux-de-vie à la somme de. 52,000,000 l.

Il ne fait aucune mention des liqueurs et de l'esprit-de-vin.

Je n'ai trouvé de documens, pour remplir cette lacune, que par rapport aux liqueurs. Celles qui entraient à Paris formaient un huitième de l'eau-de-vie, en supposant, ce qui est assez vraisemblable, que la consommation des liqueurs, dans le reste de la France, fût dans la proportion de celle de Paris, il s'ensuit que la fabrication des liqueurs doit être évaluée à. 6,500,000

58,500,000

Ci-contre. . . . . 58,500,000 l.

Quant à l'esprit-de-vin, je suis fondé à croire que la fabrication n'allait pas au tiers de celle des liqueurs. 2,000,000

60,500,000

Les frais de cette fabrication peuvent être évalués de la manière suivante : Frais.

Matière première. 50,000,000
Main-d'œuvre. 18,400,000
Bénéfices de l'entrepreneur. . . . 12,100,000

Somme pareille. 60,500,000

Les bénéfices de l'entrepreneur se subdivisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant. Produit net.

Ce dernier capital consistait dans la matière première. 50,000,000
Et la main-d'œuvre. 18,000,000

Total. 48,400,000

L'intérêt, à 10 pour 100, était de 4,840,000

En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à . . . . 12,100,000 l.
L'intérêt du capital circulant. . . 4,840,000
Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 7,260,000

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à. 72,600,000

Ouvriers. En supposant que le salaire de cette classe d'ouvriers fût de 400 liv. l'un dans l'autre, les 18,400,000 livres, produits de la main-d'œuvre, devaient en entretenir 46,000.

ARTICLE 5.

Raffineries de sucre.

Raffineries de sucre. En 1788, la France reçut de ses colonies 883,507 quintaux pesant de sucre brut, terré et tête, valant ensemble 89,571,000 livres. (*)

Produit brut. Tolosan évaluait la partie raffinée à la somme de. 40,000,000l.

Et la main-d'œuvre à. 4,800,000

Il n'est pas bien facile de comprendre ce qu'il entendait par la main-d'œuvre. Etait-ce toute la dépense de la fabrication, et pensait-il qu'avec la somme de 4,800,000 livres, on parvenait à raffiner pour 40 millions de sucre brut?

Ce calcul de la dépense que coûtait ce genre d'industrie, doit paraître bien faible lorsqu'on le compare avec celui de la dépense de tous les autres genres d'industrie. Celui de la raffinerie de sucre n'eût augmenté la matière première que d'un douzième, tandis que celui de toutes les autres bran-

---

(*) Page *loco citato*.

ches d'industrie, prises l'une dans l'autre, l'augmentent de 125 pour 100. Il est donc raisonnable de croire que Tolosan n'a pas compris, dans la main-d'œuvre de la raffinerie du sucre, tous les frais de cette fabrication, ou il faut convenir qu'il serait tombé dans une erreur évidente.

Si, au contraire, il n'a compris dans la main-d'œuvre que le salaire des ouvriers, ce qui est très-vraisemblable, en ce cas, il faut ajouter à cette dépense le combustible et les bénéfices de l'entrepreneur; et par conséquent les dépenses de cette fabrication doivent être réglées ainsi qu'il suit:

Matières premières.	40,000,000 l.	Frais.
Combustible, un vingtième. . . .	2,000,000	
Salaire des ouvriers.	4,800,000	
Total de la fabrication. . . .	46,800,000	
Bénéfice de l'entrepreneur, le 6.e	7,800,000	Produit net.
Total des frais de fabrication. .	54,600,000	

Les bénéfices de l'entrepreneur se subdivisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Celui-ci consistait dans la matière première.	40,000,000 l.
Le combustible.	2,000,000
Le salaire des ouvriers.	4,800,000
Total.	46,800,000

L'intérêt de ce capital, à 10 pour 100, était de. . . . . 4,680,000 l.

En déduisant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à. . . . . 7,868,000 l.

L'intérêt du capital circulant. . . 4,640,000

Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 3,188,000

Cet intérêt, à 10 pour 100, portait le capital fixe à la somme de 31,880,000 livres..

Ouvriers.

D'un autre côté, en supposant que le salaire de cette classe d'ouvriers fût de 500 livres, l'un dans l'autre, les 4,800,000 liv., produits de la main-d'œuvre, devaient en entretenir 9,600.

Importation des matières premières.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la matière première de cette branche d'industrie provenait en totalité de l'étranger, parce que les colonies ne sont, dans le système politique des peuples modernes, qu'un mode de commerce et de trafic avec l'étranger.

ARTICLE 6.

Tabacs.

Tabacs.

Tolosan évaluait la consommation du tabac, en France, à 18 millions de livres pesant.

La valeur du tabac indigène, à. . . 1,500,000 l.

La valeur du tabac exotique, à 14,142,000

Et la main-d'œuvre, à. 1,200,000

Produit brut.

Total. 16,842,000

Il ne doit pas être question ici du produit de cette branche d'industrie, parce que le gouvernement s'en étant réservé la vente exclusive, toute la partie de ce produit qui excédait la dépense, était un impôt sur les consommateurs, et non un produit de l'industrie; ainsi, il ne peut figurer dans cet article, que sous le rapport de la valeur du tabac importé, et du salaire des ouvriers. Frais.

En supposant que le salaire de cette classe d'ouvriers fût de 600 livres par an, les 1,200,000 liv., produits de la main-d'œuvre, devaient en occuper 2,000. Ouvriers.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la matière première de cette branche d'industrie était tirée de l'étranger, jusqu'à concurrence de la somme de 14,142,000 livres. Importation des matières premières.

ARTICLE 7.

Cire.

La Statistique élémentaire de la France évalue la consommation de la cire, en France, avant la révolution, à 2,360,000 de livres pesant; la partie qu'on importait de l'étranger était de 1,500,000 l. pesant, et par conséquent celle qu'on récoltait en France était de 800,000 liv. pesant. La cire tirée de l'étranger coûtait à la France. . 2,260,000 l.(*) Cire.

(*) *Voyage d'Arthur Young en France*, tom. 3, p. 272.

	De l'autre part.	2,260,000 liv.
	En supposant que les 800,000 livres de cire indigène eussent la même valeur que la cire importée, leur valeur eût été de.	1,290,000
Produit brut.	Total de la cire fabriquée en France.	3,550,000
Frais.	La main-d'œuvre, y compris le bénéfice du fabricant, était au moins des deux tiers de la matière première, et par conséquent, donnait une somme de.	2,566,666
	Total de cette fabrication. .	5,916,666

Produit net. Le bénéfice de l'entrepreneur, dans les 2,566,666 liv., était d'un sixième du produit brut, et donnait par conséquent 986,116.

En déduisant de la main-d'œuvre, montant à.	2,366,666 l.
Les bénéfices de l'entrepreneur. . .	986,116
Il restait pour le salaire des ouvriers.	1,380,550

Ouvriers. En supposant que le salaire des ouvriers de cette classe fût de 600 livres, l'un dans l'autre, les 1,380,550 liv., produits de la main-d'œuvre, devaient en entretenir 2,500.

D'un autre côté, les bénéfices de l'entrepreneur devaient se diviser en deux parts, l'une pour l'in-

térêt du capital circulant, et l'autre pour l'intérêt du capital fixe.

Le capital circulant consistait dans la matière première.	3,550,000l.
La main-d'œuvre.	1,380,550
Total.	4,930,550
L'intérêt de cette somme, à 10 pour 100, était de.	493,055
En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à.	986,116l.
L'intérêt du capital circulant. . . .	493,055
Il restait pour l'intérêt du capital fixe	493,061

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à 4,930,010 livres.

Importation des matières premières.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la matière première de cette branche d'industrie, était importée de l'étranger, jusqu'à concurrence de 2,260,000 livres.

ARTICLE 8.

Teintureries.

Teintureries.

On voit dans les tableaux de la *Balance du Commerce*, que la France importait de l'étranger ou de ses colonies, pour 30 millions de matières propres à la teinture; quels bénéfices donnait ce capital? Quel nombre d'ouvriers salariait-il? Quel était leur salaire? C'est ce qu'il m'a été impossible

de découvrir, et peut-être n'y parviendra-t-on jamais, parce que l'industrie du teinturier se confond dans d'autres branches d'industrie, et ne paraît pas de nature à en être séparée. Dans un tel état de choses, on ne peut pas même entreprendre d'en faire une évaluation particulière, sans s'exposer à commettre un double emploi.

Importation des matières premières.

Cet article ne doit donc figurer que pour les 30 millions d'objets propres à la teinture, importés de l'étranger. . . . . 30,000,000 l.

ARTICLE 9.

Savonneries, Amidonneries et Parfumeries.

Savonneries.

Produit brut.

Tolosan a évalué la fabrication des savons à. 36,000,000 l.

Frais.

Et la main-d'œuvre à. 5,000,000

Total. 41,000,000

Produit net.

Les bénéfices de l'entrepreneur, à raison du sixième de la fabrication, 6,833,333

Total de la fabrication des savons. 47,833,333

Les bénéfices de l'entrepreneur se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital circulant, et l'autre pour l'intérêt du capital fixe.

Le capital circulant consistait dans la matière première. . . . . 36,000,000 l.

La main-d'œuvre. 5,000,000

41,000,000

L'intérêt de ce capital, à 10 pour 100, était de . . . . 4,100,000l.

En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à. . . . . 6,833,333l.

L'intérêt du capital circulant. . . . 4,100,000

Il reste pour l'intérêt du capital fixe 2,733,333

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, porte le capital fixe à. . . . . 27,338,000l.

D'un autre côté, les 5 millions, produits de la main-d'œuvre, répartis en salaires, à raison de 500 liv. par chaque ouvrier, devaient en occuper 10,000. Ouvriers.

Enfin, il paraît que la matière première de cette branche d'industrie provenait en partie des produits nationaux, et en partie de l'étranger.

Suivant les états de la Balance du Commerce, on importa, en 1787, des cendres, soudes et potasse, pour la somme de. . . . . 5,762,500l.

Et suivant Tolosan, on importa des huiles pour. 8,300,000

Importation des matières premières.

Total de l'importation. . . . 14,062,500

La matière première des savonneries étant, comme nous l'avons vu, évaluée à. . . . . . 36,000,000l.

Et l'importation étant de. 14,062,500

Il en résulte que les produits nationaux y entraient pour. 21,937,500

Tolosan évalue la matière première des Ami-

Amidonneries. donneries à la somme de. . . . . . 24,000,000 l.

Et la main-d'œuvre. 1,200,000

(*) Total de la fabrication. . . . 25,200,000

Produit brut. A cette somme, il faut ajouter le bénéfice de l'entrepreneur, qui, évalué à un sixième de la fabrication, était de. 4,200,000

Total des produits de la fabrication. 29,400,000

Bénéfices. Les bénéfices du fabricant se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Ce capital consistait dans la matière première. . . . . 24,000,000 l.

La main-d'œuvre. 1,200,000

Total. 25,200,000

(*) Je dois convenir que dans son évaluation de la main-d'œuvre à 1,200,000 liv., Tolosan y a compris le bénéfice de l'entrepreneur; mais une simple observation suffit pour démontrer jusqu'à l'évidence qu'il s'est trompé à cet égard.

Le capital qui avait fait l'avance de la matière première était de 24 millions : l'intérêt de cette somme, à 5 pour 100, aurait absorbé les 1,200,000 liv. alloués par Tolosan pour la main-d'œuvre, et par conséquent il ne serait rien resté, ni pour le salaire de l'ouvrier, ni pour l'intérêt du capital fixe; par conséquent il y a erreur dans la fixation de cet article, et j'ai été bien fondé à la rectifier.

L'intérêt de ce capital, à 10 pour 100, était de. 2,520,000

En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à . . . . 4,200,000l.

L'intérêt du capital circulant. . . 2,520,000

Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 1,680,000

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, porte le capital fixe à. 16,850,000

D'un autre côté, les 1,200,000 liv. produits de la main-d'œuvre, répartis aux ouvriers, à raison de 500 liv. chacun, devaient en entretenir 2,400. Ouvriers.

On n'a aucune donnée sur les parfumeries, et l'on ne peut s'en former une, que par l'évaluation de la consommation. Quoique je ne me dissimule pas l'arbitraire de cette évaluation, je n'ai pas cru devoir la négliger. Parfumeries.

En supposant que sur les 25 à 26 millions de Français, il n'y en eût que 2 millions qui consommassent des produits de la parfumerie, et que leur consommation moyenne ne fût que de 6 liv. par an, les produits de cette branche d'industrie devaient s'élever à. . . . . 12,000,000l. Produit brut.

Les frais de cette production se composaient, de la matière première, formant tout au plus un 10.e du produit brut. . . . 1,200,000l. Frais.

1,200,000 12,000,000

D'autre part. . .	1,200,000 l.	12,000,000 l.
De la main-d'œuvre, les deux tiers du produit brut.	8,000,000	
Total. . .	9,200,000	
Intérêt à 10 p. 100	920,000	
	10,120,000	
En déduisant du produit brut, les frais.		10,120,000
Il reste pour le bénéfice des fabricans.		1,880,000

Produit net. En supposant que ce bénéfice appartînt au capital fixe, il le portait, à raison de 10 pour 100, à 18,200,000 liv.

Ouvriers. D'un autre côté, les 8 millions, produits de la main-d'œuvre, répartis en salaires, à raison de 600 livres par chaque ouvrier, devaient en occuper 7,999.

ARTICLE 10.

Librairie, Peinture, Gravure, Sculpture et Instrumens de musique.

Librairie, etc. Ces diverses branches de l'industrie française étaient certainement très-considérables, employaient un gros capital, occupaient un grand nombre d'ouvriers, donnaient de riches produits.

et cependant on ne les a fait figurer dans aucune statistique. Il n'est pas même facile de réparer cette omission.

On ne peut s'en former une idée vague que par la consommation, et quelque arbitraire que soit cette évaluation, je n'ai pas dû la négliger.

L'imprimerie comptait au moins un million de consommateurs, tant nationaux qu'étrangers, qui, à raison de 12 livres l'un dans l'autre, portaient ses produits à. . . . . 12,000,000l.

La peinture, la gravure et la sculpture avaient au moins un million de consommateurs nationaux et étrangers. Leur consommation moyenne était au moins de 12 livres, ce qui portait les produits de ces trois branches d'industrie à. 12,000,000

Enfin, la fabrication des instrumens de musique, quelque peu avancée qu'elle fût en France, n'eût-elle trouvé que 100 mille consommateurs, à raison de 10 liv., l'un dans l'autre, devait donner. 1,000,000

Total. . . . . 25,000,000 Produit brut.

Les dépenses de ces diverses branches d'industrie consistaient, en grande partie, dans la main-

d'œuvre et dans l'intérêt du capital fixe et circulant. La matière première n'y entrait que pour très-peu de chose, et c'est tout au plus si elle formait un dixième du produit brut. Dans cette hypothèse, les dépenses de la fabrication devaient se composer ainsi qu'il suit :

	Matière première, à raison du 10.e du produit brut.	2,500,000l.
	Main-d'œuvre, à raison des deux tiers du produit brut	16,666,000
Frais.	Total.	19,166,000
	Intérêt à 10 pour 100.	1,916,600
		21,082,600
	Si du produit brut, montant à la somme de.	25,000,000
	On déduit les frais.	21,082,600
Produit net.	Il reste pour les entrepreneurs de ces branches du travail.	3,917,400

En supposant que cette somme appartînt au capital fixe, et servît à en payer l'intérêt, ce capital eût été, à raison de 10 pour 100, de 39,174,000 livres.

Ouvriers. D'un autre côté, les 16,666,000 livres, produits de la main-d'œuvre, répartis en salaires, à raison de 1,000 liv. par chaque ouvrier, devaient en entretenir environ 16,000.

ARTICLE 12.

Modes.

Tolosan observe, judicieusement, que la matière première des modes ayant été comprise dans l'évaluation des matières fabriquées, on commettrait un double emploi si l'on en faisait une seconde évaluation; en conséquence il n'évalue que la main-d'œuvre, qu'il porte à la somme de 5 millions. **Modes.**

Produit brut.

Cette opinion de Tolosan me paraît fondée à l'égard de la matière première; mais je crois que les 5 millions qu'il attribue à la main-d'œuvre devaient se répartir entre le fabricant et l'ouvrier.

La part du fabricant devait consister dans l'intérêt de ses avances qui formaient son capital circulant, et de celles qui formaient son capital fixe. Ce double intérêt ne peut pas être évalué au-dessous du huitième du produit brut; il ne s'agit donc que de déterminer ce produit d'après ce qui a lieu dans l'universalité des produits de l'industrie. La main-d'œuvre en forme un peu plus de la moitié, de sorte qu'une somme double de la main-d'œuvre forme, à peu de chose près, le véritable produit de l'industrie d'un pays. Dans cette hypothèse, la main-d'œuvre des modes étant de 5 millions, son produit brut devait être de 10 millions.

Frais. Le huitième de cette somme, formant le bénéfice du fabricant, était de . . . . 1,250,000 l.

En défalquant de la main-d'œuvre fixée par Tolosan à 5,000,000

Bénéfices. Les bénéfices du fabricant à.. . . . 1,250,000

Il restait pour le salaire des ouvriers 3,750,000

Les bénéfices du fabricant se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital circulant, et l'autre pour l'intérêt du capital fixe.

Le capital circulant consistait dans la matière première. . . . . 5,000,000 l.

La main-d'œuvre. 3,750,000

Total. 8,750,000

L'intérêt de cette somme, à 10 p. 100, était de. 875,000

En défalquant des bénéfices du fabricant, montant à. 1,250,000

L'intérêt du capital circulant. . . . 875,000

Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 375,000

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, porte le capital fixe à. 3,750,000

Ouvriers. Enfin, les 3,750,000 liv., produits de la main-d'œuvre, répartis à raison de 700 liv. par ouvrier, devaient en occuper 3,928.

ARTICLE 13.

Ameublemens et Tapisseries.

Les ameublemens ne figurent que nominalement dans les évaluations de Tolosan, parce qu'il ne comprend, sous cette dénomination, que les tentures et soieries dont il a confondu les produits avec ceux des étoffes en soie; il ne fait non plus aucun état de la main-d'œuvre du tapissier, parce qu'il l'a comprise dans la main-d'œuvre des arts et métiers. Ainsi cet article ne doit figurer ici que pour mémoire. Ameublemens et Tapisseries.

Quant aux tapisseries, Tolosan en évalue la matière première à. . . . . 400,000 l.

Et la main-d'œuvre à. 400,000

Total. . . . . 800,000 Produit brut.

Tolosan ne fait aucune mention des bénéfices du fabricant; mais il est vraisemblable qu'il les a compris dans la main-d'œuvre, puisqu'il a porté celle-ci à une somme égale à celle de la matière première, ce qui la met à-peu-près à son véritable taux. Dans cette hypothèse, il faut distraire des 400,000 liv., prix de la main-d'œuvre, les bénéfices du fabricant. En les évaluant au huitième du produit brut, ils auraient donné une somme de 100,000 liv., et auraient réduit la main-d'œuvre à 300,000 liv.

Les bénéfices du fabricant se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Frais. Ce dernier capital consistait dans

La matière première.	400,000 l.
La main-d'œuvre.	300,000
Total.	700,000
L'intérêt de cette somme, à 10 p. 100, était de.	70,000
En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à.	100,000 l.
L'intérêt du capital circulant. . . .	70,000
Il restait pour l'intérêt du capital fixe.	30,000

Produit net. Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à la somme de 300,000 liv.

Ouvriers. Enfin les 300,000 liv., produits de la main-d'œuvre, répartis à raison de 600 liv. par chaque ouvrier, devaient en occuper 500.

Telles sont toutes les notions que j'ai pu recueillir sur la fabrication des substances végétales.

CHAPITRE VI.

Substances animales en fabrication.

Substances animales en fabrication. Les substances animales qui alimentaient l'industrie française, consistaient dans les laines, les soies, les cuirs et les peaux. Quoique peu nom-

brenses, elles employaient un grand capital, occupaient un grand nombre d'ouvriers, donnaient de grands produits, et formaient la seconde branche de l'industrie française. Sous ces divers rapports, leur fabrication mérite la plus grande attention, et doit exciter le plus vif intérêt.

ARTICLE PREMIER.

Lainages de toute espèce.

Lainages. Produit brut.

Tolosan évaluait les produits de cette branche d'industrie à. . . . . 185,000,000 l.

Savoir :

Draperie fine. . .	40,000,000	
Draperie commune, sergetterie, camelloterie.	100,000,000	
Chapellerie. . . .	20,000,000	
Bonneterie	25,000,000	
Somme pareille.	185,000,000	
Il évaluait la main-d'œuvre à la moitié du produit total.		92,500,000
D'où il résulte que la valeur de la matière première était de la somme de.		92,500,000
		185,000,000

Frais.

Dans la matière première, Tolosan avait sans doute compris le bénéfice du fabricant, puis-

que la main-d'œuvre est égale à la matière première, ce qui forme à-peu-près sa véritable valeur. Dans ce cas, le bénéfice du fabricant doit être déduit du prix de la main-d'œuvre. En ne le calculant qu'au huitième de la fabrication, il s'élevait à la somme de 23,125,000 liv.

En défalquant de la main-d'œuvre, montant à. . . . . 92,500,000 l.

Produit net. Le bénéfice du fabricant. 23,125,000

Il restait pour le salaire de l'ouvrier. 69,375,000

Ouvriers. Ce salaire, réparti à raison de 500 liv. par chaque ouvrier, devait en occuper 138,750.

Quant au bénéfice du fabricant, il se divisait en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Le capital circulant consistait dans

La matière première.	92,500,000 l.
La main-d'œuvre.	69,375,000
Total.	161,875,000

L'intérêt de ce capital, à 10 p. 100, était de. 16,187,500

En défalquant des bénéfices du fabricant, montant à. . . . . 23,125,000 l.

L'intérêt du capital circulant. . . 16,187,500

Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 6,937,500

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à 61,275,000 liv.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que sur les 92 millions, formant la valeur de la matière première, nous en tirions de nos troupeaux pour. . . . . 76,000,000 l. — Importation des matières premières.

Et de ceux de l'étranger pour. . .	16,000,000
Somme pareille.	92,000,000

ART. 2.

Soieries.

Soieries.

Tolosan évaluait les produits de cette branche d'industrie à. . . . . 125,000,000 l.

Savoir :

Etoffes de soie. .	70,000,000
Bonneterie en soie	25,000,000
Rubans, gazes, blondes et ouvrages de passementerie. .	50,000,000
Somme pareille.	125,000,000

Produit brut.

Frais.

Il évaluait la main-d'œuvre au tiers des produits.	41,500,000
Restait par conséquent pour la matière première.	83,500,000

Suivant Tolosan, la France en produisait pour.	25,000,000 l.
Et l'on en tirait de l'étranger pour.	27,500,000
Total.	52,500,000

Mais ces deux parties ne fournissaient pas, à beaucoup près, la valeur de la totalité de la soie fabriquée, qui, comme nous l'avons vu, s'élevait à la somme de. . . . . 83,500,000l.

En ne portant les soies nationales et étrangères qu'à. 52,000,000

Il a évidemment commis, dans ses évaluations, une erreur de. . . 31,500,000

D'où peut-elle provenir ? Ce n'est pas de la quotité fabriquée; Tolosan, inspecteur des manufactures, a pu se procurer des documens exacts sur ce point, et l'on ne peut pas soupçonner qu'il les ait négligés.

Son erreur ne peut pas non plus résulter de l'appréciation qu'il a faite de la main-d'œuvre, puisqu'elle repose sur la base de la matière première, et que d'ailleurs le taux de la main-d'œuvre, dans cette branche de l'industrie, devait être, pour un administrateur, un fait notoire, et sur lequel il ne pouvait pas se tromper.

Son erreur dérivait donc nécessairement de son évaluation de la soie indigène et exotique.

Ce qui me paraît justifier cette opinion, c'est que Tolosan n'a évalué les soies tirées de l'étranger, qu'à. . . . . 27,500,000l.

Et l'on voit dans les états de la Balance du Commerce, qu'on en

importait de l'Italie et du Piémont, pour. . . . . 24,933,332 l.

Du Levant, pour environ. 20,000,000

De l'Inde et de la Chine, pour environ. . 1,000,000

45,933,332

Il y a donc entre l'importation effective et l'importation déclarée par Tolosan. 27,000,000

Une erreur de. . . 18,933,332

Cette première erreur, dans l'importation des soies, autorise à en supposer une dans l'évaluation des soies indigènes, et l'on peut facilement la rectifier, puisque nous connaissons la quotité des soies fabriquées et celle des soies importées. Celle des soies indigènes doit être nécessairement de la différence qui existait entre les deux autres.

Or, la matière fabriquée étant de la somme de. . . . . 83,500,000 l.

Et les soieries importées de. . . 45,933,332

Il s'ensuit nécessairement que la valeur des soies indigènes était de 37,566,668

Dans la main-d'œuvre, Tolosan a évidemment compris les bénéfices du fabricant, et il faut les en séparer; en les calculant au huitième de la fabrica-

tion, ils étaient de la somme de 15,625,000 livres.

En défalquant de la main-d'œuvre, montant à. 41,500,000 l.

Produit net.

Les bénéfices du fabricant. 15,625,000

Il reste pour le salaire des ouvriers 25,875,000

Ouvriers.

Le salaire réparti, à raison de 500 livres par chaque ouvrier, devait en entretenir 51,750.

Quant aux bénéfices du fabricant, ils se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital circulant, et l'autre pour l'intérêt du capital fixe.

Le premier consistait dans la matière première. . . . . 83,500,000 l.

La main-d'œuvre. 25,875,000

Total 109,375,000

L'intérêt de cette somme, à 10 pour 100, était de. 10,937,500

En défalquant des bénéfices du fabricant, montant à. . . . . 15,625,000 l.

L'intérêt du capital circulant. . . 10,937,500

Il restait pour l'intérêt du capital fixe. 4,687,500

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à 46,875,000 livres.

Importation des matières premières.

Enfin, nous avons vu que la France tirait de l'étranger une partie de la matière première de cette branche d'industrie, dont la valeur était de 46,000,000 livres.

ARTICLE 3.

Tanneries et Mégisseries.

Tolosan évaluait les produits de cette branche d'industrie à. . . . . 60,000,000 l. Tanneries et Mégisseries.

Savoir :

La tannerie.	50,000,000 l.
La mégisserie. . . .	10,000,000
Somme pareille. . .	60,000,000

Produit brut.

Il évaluait la matière première. .	54,000,000
La main-d'œuvre était par conséquent de.	6,000,000

Frais.

Dans la main-d'œuvre, les bénéfices du fabricant étaient-ils compris? Cela n'est pas vraisemblable; car, en les calculant au huitième de la fabrication, ils auraient donné une somme de 7,500,000 liv. et auraient, par conséquent, excédé de 1,500,000 liv. la totalité de la main-d'œuvre. Ne les eût-on même portés qu'à 10 pour 100, taux le plus bas de tous les bénéfices de l'entreprise du travail, ils auraient à peine suffi à payer l'intérêt des avances de la matière première et du salaire des ouvriers, et par conséquent il me paraît démontré, sous tous les rapports, que Tolosan n'a point compris, dans l'évaluation de la main-d'œuvre, les bénéfices du fabricant. Je crois que, pour rétablir cet article

dans ses produits et dans ses frais, il faut les évaluer ainsi qu'il suit :

Matière première	54,000,000 l.
Main-d'œuvre.	6,000,000
	60,000,000
Produit net. Bénéfice du fabricant au huitième de la fabrication.	7,500,000
Total du produit.	67,500,000

Les bénéfices du fabricant se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant. Ce dernier consistait dans

La matière première.	54,000,000 l.
La main-d'œuvre.	6,000,000
Total.	60,000,000
L'intérêt de cette somme, à 10 pour 100, était de.	6,000,000
En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à.	7,500,000 l.
L'intérêt du capital circulant. . .	6,000,000
Il restait pour l'intérêt du capital fixe.	1,500,000

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le pital fixe à 15 millions.

Ouvriers. D'un autre côté, les 6 millions, produits de la main-d'œuvre, répartis à chaque ouvrier, à raison de 500 livres l'un dans l'autre, devaient en salarier 12,000.

Enfin, il paraît que nous tirions de l'étranger une partie de la matière première de cette branche d'industrie jusqu'à concurrence de 5,000,000 liv. Importation des matières premières.

Tels sont les documens qui nous restent sur la fabrication des substances animales; tels sont les résultats qu'on peut raisonnablement en tirer.

CHAPITRE VII ET DERNIER.

Arts et Métiers.

Tolosan a évalué la main-d'œuvre des arts et métiers à. . . . . 60,000,000 l. Arts et Métiers.

Et le nombre des ouvriers à. 200,000.

Il a établi cette évaluation sur le nombre des ouvriers présumés de chaque village, de chaque bourg et de chaque ville, et sur leur salaire moyen de 300 liv. On ne peut se dissimuler que, sous ce double rapport, elle ne soit également arbitraire. On trouve cependant une sorte de garantie contre leur exagération ou leur dépréciation dans la valeur des matériaux employés par ce genre de travail. Il y a, dans toutes les branches d'industrie, une proportion certaine entre la main-d'œuvre et la matière première; proportion qui, comme nous l'avons remarqué, égale ces deux valeurs entr'elles, ou élève celle de la main-d'œuvre, de 25 pour 100, au-dessus de celle de la matière première : de sorte qu'en suivant cette proportion, on ne peut pas commettre une grande erreur.

Or, nous avons vu que les matières premières extraites des carrières, dont la presque totalité était employée par les arts et métiers, s'élevaient à la somme de. . . . . 92,000,000 l.

A cette somme, il faut ajouter les autres matières tirées de l'étranger, tels que les bois de la Baltique. . .	5,408,000
feuillards merrains	1,593,000
Poix et goudron.	1,557,000
Poil de chèvre du Levant. . .	1,137,000
Soies de cochon et de sanglier. .	275,000
Suifs.	3,111,000
	105,081,000

En n'évaluant la main-d'œuvre qu'à 60 millions, Tolosan ne l'avait portée qu'aux trois cinquièmes de la matière première, et par conséquent on ne peut pas l'accuser d'exagération. Il n'est pas aussi facile de le justifier de l'avoir trop rabaissée, puisqu'elle aurait pu être portée à deux cinquièmes en sus. Je dois cependant faire remarquer que Tolosan n'a évalué que la main-d'œuvre, et que sous cette dénomination, il n'a entendu que le salaire des ouvriers. Ce qui le prouve démonstrativement, c'est qu'il n'a pris pour base de son calcul que le nombre des ouvriers et leur salaire moyen. Il faut donc ajouter à son évaluation les bénéfices de l'entrepreneur, qu'il avait omis, ce qui la rapproche un peu de son véritable taux, quoiqu'à mon avis elle en soit encore éloignée.

Cela posé, les produits et les dépenses de cette branche d'industrie me paraissent devoir être calculés de la manière suivante :

Matières premières.	105,081,000 l.	Produit brut.
Salaire des ouvriers.	60,000,000	
Total.	165,081,000	
Bénéfice de l'entrepreneur au 8.e	20,635,125	Frais.
Total des produits. . . .	185,716,125	Produit net.

Les bénéfices de l'entrepreneur se divisaient en deux parts, l'une pour l'intérêt du capital fixe, et l'autre pour l'intérêt du capital circulant.

Ce dernier capital consistait dans la matière première.	105,081,000 l.
Le salaire des ouvriers.	60,000,000
Total.	165,081,000
L'intérêt de ce capital, à 10 pour 100, était de.	16,508,100
En défalquant des bénéfices de l'entrepreneur, montant à.	20,635,125
L'intérêt du capital circulant. . .	16,508,100
Il restait pour l'intérêt du capital fixe.	4,127,025

Cet intérêt, calculé à 10 pour 100, portait le capital fixe à 41,270,110 livres.

D'un autre côté, les ouvriers de cette classe, salariés à raison de 300 liv. l'un dans l'autre, étaient au nombre de 200,000. Leurs ouvriers.

Enfin, la matière première de ce genre de tra- Importation des ma-

tières premières. vail provenait de l'étranger jusqu'à concurrence de 13,081,000 liv.

RÉSUMÉ DU LIVRE SECOND.

Tels sont les objets sur lesquels s'exerçait l'industrie française, les capitaux qu'elle employait, la population qu'elle occupait, les produits qu'elle donnait et leur répartition entre les capitalistes, les entrepreneurs et les ouvriers.

Quelque imparfaite que soit et que doive paraître l'évaluation de chacune de ces parties, et quoiqu'il y ait lieu de s'étonner qu'un peuple aussi éclairé que le peuple français, n'eût pas fait faire plus de progrès à la statistique, science d'un si grand intérêt pour les progrès de la richesse publique, pour l'assiette et la répartition du revenu public, pour la mesure de la force et de la puissance de la nation, il me semble qu'elle nous offre des documens précieux, et qu'on peut en tirer des résultats infiniment utiles. Mais ce serait m'écarter du plan que je me suis proposé, si je m'en occupais à-présent. Je dois me borner, en ce moment, à résumer ce chapitre dans un tableau qui en présente tous les détails, les classe dans l'ordre qui leur appartient, en laisse apercevoir les résultats, et permette à l'esprit d'en saisir les parties et l'ensemble sans efforts pénibles et avec une attention ordinaire.

FIN DU LIVRE SECOND.

MANUF

omie politique. *Tom. I, Liv. II, pag.* 166.

UVRE.	TOTAL DU CAPITAL circulant.	ATION RIÈLE, les ouvriers iés, famille, si on mariés.	*OBSERVATIONS.*
,000 l.	15,000,000	,500 (3)	(1) Cette colonne présente les matières premières importées de l'étranger. Quoiqu'elles ne fassent pas toujours partie du capital circulant de la branche d'industrie dans laquelle elles ...
,000	13,200,000	,000	
00	331,150,000	500	
00	165,081,000	000	

PITULATI

000 l.	28,200,000	500	
550	47,176,050	000	
000	74,000,000	000	
000	111,640,000	732	
550	478,231,550	908	
000	331,150,000	500	
000	165,081,000	000	
00	1,235,478,600	440 l. par tête.	

TABLEAU DE L'INDUSTRIE ET DES MANUFACTURES DE LA FRANCE EN 1789.

BRANCHES D'INDUSTRIE.	CAPITAL FIXE, ou Valeur des ateliers, machines et instrumens de travail.	CAPITAL CIRCULANT, ou Valeurs des matières premières. Nationales.	Etrangères.	MAIN-D'ŒUVRE.	TOTAL DU CAPITAL circulant.	PRODUIT BRUT.	PRODUIT NET.	NOMBRE des OUVRIERS.	SALAIRE des OUVRIERS.	POPULATION INDUSTRIÈLE, ou nombre des ouvriers mariés, et de leur famille, ainsi que des non mariés.
Pêche { maritime	18,000,000l.	5,000,000l.	9,000,000l. (1)	10,000,000l.	15,000,000l.	30,000,000l.	15,000,000l.	16,500	600l. (2)	49,500 (3)
Pêche { d'eau douce	6,000,000	»	»	13,200,000	13,200,000	20,000,000	5,800,000	33,000	450	99,000
TOTAL de la pêche	24,000,000	5,000,000	9,000,000	23,200,000	28,200,000	50,000,000	20,800,000	49,500	»	148,500
Mines en exploitation	61,054,500	17,977,500	19,094,000	29,198,550	47,176,050	67,381,500	20,205,450	73,000	400	219,000
Carrières en exploitation	37,000,000	»	6,000,000	74,000,000	74,000,000	92,000,000	18,000,000	127,500	400	382,000
Substances minérales en fabrication.										
Orfévrerie et bijouterie	25,000,000	10,000,000	10,000,000	2,500,000	22,500,000	27,243,000	4,743,000	3,125	800	9,732
Horlogerie	37,860,000	1,740,000	1,740,000	2,400,000	4,140,000	8,340,000	4,200,000	4,000	535	12,000
Mercerie et quincaillerie	65,000,000	25,000,000	»	60,000,000	85,000,000	100,000,000	15,000,000	120,000	500	360,000
TOTAL des substances minérales	127,860,000	36,740,000	11,740,000	64,900,000	111,640,000	135,583,000	23,943,000	127,125	»	381,732
Substances végétales en fabrication.										
Toiles et toileries	549,000,000	50,083,000	30,000,000	161,000,000	241,083,000	320,000,000	79,000,000	322,000	500	966,000
Papeteries	7,420,000	800,000	»	5,760,000	6,560,000	8,000,000	1,140,000	11,520	500	34,560
Brasseries	14,400,000	6,000,000	»	3,600,000	9,600,000	12,000,000	2,400,000	7,200	500	21,600
Distilleries et brûleries	72,600,000	30,000,000	»	18,400,000	48,400,000	60,500,000	12,100,000	46,000	400	138,000
Raffineries de sucre	31,880,000	2,000,000	40,000,000	4,800,000	46,800,000	54,600,000	7,800,000	9,600	500	28,800
Tabacs	»	1,500,000	14,142,000	1,200,000	16,842,000	»	»	2,000	600	6,000
Cire	4,930,001	1,290,000	2,260,000	1,380,550	4,930,550	5,916,666	986,116	2,300	600	6,900
Teintureries	»	»	30,000,000	»	»	»	»	»	»	»
Savonneries	27,338,000	21,937,500	14,062,500	5,000,000	41,000,000	47,833,333	6,833,333	10,000	500	30,000
Amidonneries	16,850,000	24,000,000	»	1,200,000	25,200,000	29,400,000	4,200,000	2,400	500	7,200
Parfumeries	18,200,000	1,200,000	»	8,000,000	9,200,000	12,000,000	920,000	7,999	600	27,964
Librairie, peinture, sculpture, gravures et instrumens de musique	39,174,000	2,500,000	»	16,666,000	19,166,000	25,000,000	5,834,000	16,000	1,000	48,000
Modes	3,750,000	5,000,000	»	3,750,000	8,750,000	10,000,000	1,250,000	5,928	700	11,384
Ameublement et tapisseries	300,000	400,000	»	300,000	700,000	800,000	100,000	500	600	1,500
TOTAL des substances végétales	785,792,001	146,710,500	130,464,500	231,056,550	478,231,550	586,049,999	122,823,449	441,447	»	1,307,908
Substances animales en fabrication.										
Lainages	61,275,000	76,000,000	16,000,000	69,375,000	161,875,000	185,000,000	23,125,000	138,750	500	414,450
Soieries	46,875,000	37,466,668	45,933,332	25,875,000	109,275,000	125,000,000	15,525,000	51,750	500	152,850
Tanneries et mégisseries	15,000,000	49,000,000	5,000,000	6,000,000	60,000,000	67,500,000	7,500,000	12,000	500	36,000
TOTAL des substances animales	123,150,000	162,466,668	66,933,332	101,250,000	331,150,000	377,500,000	46,150,000	202,500	»	603,300
Arts et métiers	41,270,110	92,000,000	13,081,000	60,000,000	165,081,000	185,716,111	20,635,125	200,000	300	600,000

RÉCAPITULATION.

BRANCHES D'INDUSTRIE.	CAPITAL FIXE	Nationales	Etrangères	MAIN-D'ŒUVRE	TOTAL DU CAPITAL circulant	PRODUIT BRUT	PRODUIT NET	NOMBRE des OUVRIERS	SALAIRE des OUVRIERS	POPULATION INDUSTRIÈLE
Pêche	24,000,000l.	5,000,000l.	9,000,000l.	23,200,000l.	28,200,000l.	50,000,000l.	20,800,000l.	49,500	»	148,500
Mines en exploitation	61,054,500	17,977,500	19,094,000	29,198,550	47,176,050	67,381,500	20,205,450	73,000	»	219,000
Carrières en exploitation	37,000,000	»	6,000,000	74,000,000	74,000,000	92,000,000	18,000,000	127,500	»	382,000
Substances minérales en fabrication	127,860,000	36,740,000	11,740,000	64,900,000	111,640,000	135,583,000	23,943,000	127,125	»	381,732
Substances végétales en fabrication	785,792,001	146,710,500	130,464,500	231,056,550	478,231,550	586,049,999	122,823,449	441,447	»	1,307,908
Substances animales en fabrication	123,150,000	162,466,668	66,933,332	101,250,000	331,150,000	377,500,000	46,150,000	202,500	»	603,300
Arts et métiers	41,270,110	92,000,000	13,081,000	60,000,000	165,081,000	185,716,111	20,635,125	200,000	»	600,000
TOTAL de la récapitulation	1,200,126,611	460,894,668	256,312,832	583,605,100	1,235,478,600	1,494,230,610 Environ 1 ½ des matières premières.	272,557,024 Un peu plus de 10 pour 100.	1,221,072 Environ la 21.me partie de la population.	»	3,612,440 Environ 160l. par tête

OBSERVATIONS

(1) Cette colonne présente les matières premières importées de l'étranger. Quoiqu'elles ne fassent pas toujours partie du capital circulant de la branche d'industrie dans laquelle elles figurent, il ne faut pas moins les y comprendre, parce qu'elles sont employées par d'autres branches d'industrie.

(2) Il est impossible de fixer ce genre de salaires, parce qu'il était variable, et dépendait d'une foule de causes indeterminées. On peut cependant présumer que le matelot qui, dans un voyage dont la durée était de 6, 7 à 8 mois, gagnait 600l., devait gagner par an environ 900l.

(3) Je suppose que la moitié des ouvriers était mariée, et que chaque famille était composée de cinq individus.

LIVRE III.

De la Richesse commerciale de la France en 1789.

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

Observation préliminaire.

La richesse commerciale des peuples modernes se compose des capitaux employés à l'échange des produits du travail, de la population occupée de cet échange, des bénéfices résultant de l'emploi des capitaux du commerce, et du travail de la population commerçante. Ces trois branches du bilan commercial de chaque peuple se subdivisent en plusieurs ramifications.

1.° Les capitaux du commerce ont trois destinations distinctes dans leur objet, quoique semblables dans leur but.

Une partie se fixe dans les maisons, magasins, voitures, vaisseaux, navires et autres instrumens nécessaires ou utiles aux différentes opérations du commerce; on la désigne sous le nom de capital fixe.

Une autre partie est convertie en denrées et

marchandises, en métaux, en lingots ou en espèces monnoyées; en créances sur les consommateurs, et en salaires pour les travailleurs; elle est connue sous le nom de capital circulant.

Enfin, la dernière partie qui ne figure ni dans le bilan du commerce des peuples modernes, ni dans leurs statistiques, et qui n'en est cependant ni la partie la moins précieuse, ni la moins profitable aux progrès de la richesse commerciale, consiste dans les lumières, les talens, la probité et la réputation des commerçans; source et fondement du crédit commercial, de ce fonds illimité et inépuisable dont les prodiges dépassent toutes les exagérations de l'imagination la plus hardie, et dont les bienfaits sont encore bien loin de ceux qu'on peut en attendre, si l'on parvient à connaître toute l'étendue de ses ressources. On pourrait évaluer cette partie inconnue du capital des peuples commerçans, par l'excédant des profits que les capitaux réels et effectifs d'un peuple obtiennent sur une somme égale des capitaux réels et effectifs d'un autre peuple.

2.° La population commerçante se divise en trois classes de travailleurs qu'il importe d'envisager séparément, parce que leurs travaux sont distincts et séparés.

Dans la première classe figurent les entrepreneurs du commerce, ce petit nombre d'hommes de génie qui, de leur cabinet, planant sur l'universalité du

globe, y aperçoivent les produits inutiles dans chaque pays, qu'on peut rendre utiles en les transportant dans d'autres pays; qui, triomphant des obstacles que la nature ou les hommes opposent à leurs combinaisons, font jouir chaque peuple des produits du sol de tous les pays et de l'industrie de tous les peuples, et par cette salutaire circulation multiplient indéfiniment tous les genres de productions, accélèrent partout les progrès de la population, et donnent à la civilisation générale une impulsion irrésistible.

Au second rang se placent les agens du commerce, qui secondent les commerçans dans leurs spéculations, et les font réussir par leur activité, leurs soins et leur habileté.

Enfin, au dernier rang, on compte les ouvriers de toute espèce qui exécutent les travaux matériels du commerce, et par leur intelligence, leur fidélité et leur économie, grossissent ses bénéfices, sont les plus fermes appuis de la richesse commerciale, et les garans les plus sûrs de sa grandeur et de son élévation.

5.° Les bénéfices résultant de l'emploi des capitaux du commerce et du travail de la population commerçante, reposent sur les mêmes principes, et sont assujettis à la même loi; ils sont d'autant plus favorables au développement de la richesse commerciale, qu'ils sont plus modérés sur chaque opération

du commerce, et qu'ils dérivent d'un plus grand nombre de sources. De telle sorte que le commerce le plus avantageux pour tous les peuples en général, et pour chaque peuple en particulier, est toujours celui qui embrasse le plus grand nombre de branches, qui ne tire que de petits profits de chacune d'elles, et qui compose toute sa richesse de l'innombrable accumulation des petits profits.

Importance du sujet de ce livre.

Dans ce tableau de la nature, de la direction et de l'emploi des capitaux du commerce, des diverses classes de la population commerçante et de la loi fondamentale des bénéfices du commerce, on aperçoit de quelle importance est la connaissance de ces capitaux, de cette population et de ces bénéfices; quelles lumières doivent jaillir de leur comparaison avec les capitaux, la population et les bénéfices de l'industrie et de l'agriculture; et quels moyens on peut en tirer pour éclaircir les doutes et terminer les controverses qui se sont élevées en économie politique sur la propriété des divers travaux, sur leurs avantages relatifs et absolus, sur leur prééminence et leur classification dans le tableau de la richesse générale; doutes qui couvrent encore la science d'une obscurité profonde, et qui ne se dissiperont que lorsque les faits particuliers à chaque emploi de capitaux, à chaque genre de travail et à leurs bénéfices réciproques, seront certains et authentiques.

Malheureusement les peuples n'ont encore re-
ueilli que peu de faits sur les causes de la richesse
noderne, et ceux qu'on a recueillis n'ont pas tous
es caractères qui peuvent déterminer l'assentiment
l'un homme éclairé. Tout ce qu'on sait des capitaux,
lu travail et des bénéfices de l'industrie et de l'agri-
ulture de la France en 1789, se réduit aux notions
ncomplètes que nous avons rassemblées si péni-
lement dans les deux livres précédens, et les seules
otions que nous puissions donner des capitaux, du
ravail et des bénéfices de son commerce à cette
poque, ne sont fondées que sur des inductions tirées
e son agriculture et de son industrie, et de quel-
ues documens sur son commerce extérieur, publiés
ar des écrivains bien informés et dignes, à tous
gards, de la plus grande confiance. Voilà avec quels
natériaux je me propose d'élever l'édifice de sa
ichesse commerciale. On sent d'avance combien ce
avail est pénible, combien il est difficile de le
endre fructueux, et avec quelles réserves on doit
n adopter les résultats; mais ce qui m'a encouragé
l'entreprendre, et ce qui me détermine à lui
onner de la publicité, c'est que dans son imper-
ection il ne sera pas sans utilité; par ce que j'aurai
ait, on jugera de ce qu'il faut faire, mes pas chan-
elans et incertains faciliteront et assureront la
narche de ceux qui me suivront; les jallons que
'aurai posés serviront d'indicateurs à ceux qui

viendront après moi, et le succès que j'aurai préparé sera la juste récompense de celui que je n'aurai pas obtenu.

Division du sujet.

Le commerce de la France en 1789, ainsi que celui de tous les peuples modernes, se divisait en deux branches principales, qui, quoique dérivant du même tronc, alimentées par les mêmes sucs, et donnant les mêmes produits, ne doivent pas être confondues l'une avec l'autre, parce que leurs avantages réciproques sont un des principaux problêmes de l'économie politique, et peut-être celui dont la solution importe le plus aux progrès et aux succès de cette science.

Je commencerai par le commerce extérieur, non que je veuille insinuer qu'il a devancé le commerce intérieur, assertion qui, dans l'état actuel de la science économique, pourrait paraître paradoxale, et qui mérite d'être examinée avec soin, ce que je ferai dans la suite; mais parce que le commerce intérieur importait des produits étrangers employés dans les manufactures nationales, ou consommés dans l'état, et que ces produits sont mis en circulation par le commerce intérieur. De sorte qu'on ne peut donner une idée complète du commerce intérieur, sans y faire entrer les produits étrangers qui font partie de ses opérations.

En m'occupant d'abord du commerce étranger, je suivrai donc l'ordre indiqué par la nature des

choses, et c'en est assez pour démontrer l'utilité et la nécessité de celui que j'ai suivi.

CHAPITRE PREMIER.

Du Commerce extérieur de la France en 1789.

Dans ce commerce, il importe de distinguer les importations, des exportations, parce qu'on prétend que leur influence sur la richesse commerciale n'est pas la même, et que les importations lui sont aussi préjudiciables que les exportations lui sont favorables : question que j'examinerai dans la suite, et qu'il suffit d'indiquer en ce moment.

Du commerce extérieur de la France en 1789.

ARTICLE PREMIER.

Des Importations.

Les importations étaient de trois sortes, et consistaient principalement :

Des importations.

En comestibles,

En matières premières,

En objets manufacturés.

L'importation des comestibles était évaluée à la somme de. . . . . 74,924,000 l.

Savoir :

Beurre, chairs salées, fromages, fruits confits et secs, blé-froment
____
74,924,000

De l'autre part. . . . . 74,924,000 l.

et grains de toute sorte ; huile d'olive, poissons de différente espèce. . . . . 53,522,000 l.

Bestiaux, Bœufs, porcs et moutons. . . 12,186,000

Boissons. 9,416,000

Somme pareille. 74,924,000

L'importation des matières premières était de. 391,595,889

Savoir :

Laine, soie, coton, chanvre, lin, poil de chèvres, cuirs et peaux non apprêtés, crin, cire, plume, huile de poisson, de graine, de baleine, et soies de porc et de sanglier. 123,782,654 l.

Drogueries pour la teinture. 30,040,000

Drogues médicinales. 5,376,235

Epiceries. 162,918,000

Tabac en feuille. 15,961,000

Bois de toute nature, métaux, charbons, cendres, soudes, potasses, brai,

336,077,889 466,519,889

Ci-contre . .	336,077,889 l.	466,519,889 l.
goudron, suif, marbres, pierres, et autres productions brutes de la terre. . .	55,518,000	
Somme pareille.	391,595,889	
L'importation des objets manufacturés était de.		118,157,000

Savoir :

En laines, soie, coton, chanvre, lin, poil ou mélange de ces matières, ci.	95,623,000 l.	
En mercerie, quincaillerie, cuirs, bois, métaux, faïence, poterie, verrerie, papeterie, ci.	22,534,000	
Somme pareille.	118,157,000	
L'importation des bêtes de somme, chevaux, mules, mulets et ânes, était de.		5,622,000
L'importation des marchandises diverses en un grand nombre d'ar-		
		590,298,889

De l'autre part. . . . . . . 590,298,889 l.

ticles, chacun de peu d'importance, et de quelques parties d'or et d'argent monnoyés, était de. 7,722,000

La traite des noirs, par le commerce national, coûtait. 39,000,000

Enfin l'importation des matières d'or et d'argent fut, en 1787, de. . . 79,000,000

Total de l'importation. . . 716,020,889

ARTICLE 2.

Des Exportations.

Des exportations.

Les exportations embrassaient cinq objets;

1.° Les produits du sol de la France; ils formaient une somme de. 121,669,000

2.° Les produits de l'industrie française. 185,077,000

3.° Les produits coloniaux. . . 153,734,000

4.° Les marchandises provenant du commerce français en Asie et en Afrique. 4,163,000

5.° Les marchandises piastres et noirs, provenant du commerce étranger. 78,035,000

Total des exportations. . . 542,678,000

Les importations étant de. . .	716,060,889
Et les exportations de.	542,678,000
Les importations excédaient les exportations de.	173,382,889

Il convient de remarquer que les denrées coloniales entraient dans la somme des importations pour. 218,000,000

De sorte qu'en défalquant de cette somme l'excédant des importations.	173,382,889
La balance était en faveur de la France, de.	44,617,111

Total des importations et des exportations.

En réunissant le montant des importations, ci.	716,060,889 l.
Au montant des exportations.	542,678,000
On voit que le commerce extérieur effectuait une circulation de	1,258,738,889

Cette circulation exigeait une certaine somme de capitaux, et le travail d'un certain nombre d'hommes, double dépensé que les bénéfices devaient acquitter.

Les bénéfices ne pouvaient pas être au-dessous de 25 pour 100 de toutes les valeurs mises en circulation, soit à cause des risques, soit à cause des frais considérables qu'elle occasionnait. Les valeurs mises en circulation se montant à 1,258,738,889 l.

Produit brut de ce commerce.

Le bénéfice, à raison de 25 pour 100, était de 314,684,722 livres.

Cette somme était, si l'on peut s'exprimer ainsi,

le produit brut du commerce extérieur; elle devait acquitter les frais de bureau, de magasin, de voiture, de chargement et de déchargement, de fret, de commission, d'intérêt du capital employé à l'achat des valeurs d'importation et d'exportation, et au paiement de tous les frais de leur circulation. Le surplus formait les bénéfices des commerçans qui avaient entrepris, dirigé et liquidé toutes les opérations du commerce.

Essayons d'apprécier ces diverses dépenses, ou, en d'autres termes, de séparer le bénéfice net du bénéfice brut du commerce extérieur.

Frais. Les frais de voiture, de chargement et de déchargement, à raison de 1 pour 100 des mêmes valeurs. . . . . 12,554,259 l.

Le fret était de 100 à 120 l. par tonneau, et en prenant le terme moyen 110 l., cela donnait pour 996,800 tonneaux dont se composait la totalité du fret. 109,648,000

La commission, à raison de 2 pour 100 de la valeur des importations et des exportations. 25,108,518

L'intérêt du capital employé tant à l'achat des marchandises importées et exportées, qu'au paiement des frais de transport, ne peut être

147,310,777

Ci-contre. . . . . 147,310,777 l.

déterminé que d'après les principes régulateurs du commerce.

Le commerce n'exige point la réalisation de toutes les valeurs qu'il fait circuler. Le crédit tient lieu de la plus grande partie, on pourrait même dire de la presque totalité. Il est de fait qu'un commerçant qui a un capital effectif de 100,000 liv., peut faire pour 1,000,000 liv. d'affaires. D'où il suit que le capital réel et effectif du commerce n'est que le dixième des valeurs qu'il fait circuler.

Mais comme le crédit du commerce extérieur est en général plus long que celui qu'on accorde dans le commerce intérieur, il a besoin d'être soutenu par un capital plus considérable, et en évaluant ce capital au double de celui que le commerce intérieur eût exigé dans la même circonstance, je crois qu'on ne s'éloignera pas beaucoup de la vérité.

Dans cette hypothèse, la circula-

147,310,777

12 *

De l'autre part.	147,310,777 l.
tion de 1,258,698,889 l., qui, dans le commerce intérieur, n'aurait exigé, à raison de 10 pour 100, qu'un capital de 125,869,888 liv., devait employer dans le commerce extérieur, à raison de 20 p. 100, un capital de 251,739,776 l.	
De cette somme il y en avait environ un tiers pour le capital fixe, le surplus composait le capital circulant.	
L'intérêt de l'un et de l'autre ne peut être fixé au-dessous de 20 pour 100, à cause des risques auxquels le capital était exposé dans cet emploi	50,347,955
Total des frais du commerce extérieur.	197,658,732
En défalquant du produit brut, montant à.	314,684,722
Les frais.	197,658,732
Le bénéfice des commerçans était de.	117,025,990

Ce bénéfice était la récompense des entrepreneurs du commerce extérieur, le tribut de leurs lumières et de leurs spéculations, le prix du crédit et de la confiance dont ils jouissaient.

Si l'on veut maintenant connaître la population

qui vivait des bénéfices du commerce extérieur, il faut entrer dans de nouveaux détails.

Dans la répartition du produit brut, on remarque trois parts bien distinctes :

L'une pour les frais de circulation des marchandises exportées et importées. . . .	147,310,777 l.
L'autre pour l'intérêt du capital employé à cette circulation. . . .	50,347,955
Et l'autre pour les bénéfices du commerce.	117,025,990
Somme égale au produit brut. . .	314,684,722

Répartition du produit brut.

Il semble, au premier aspect, que ces trois genres de bénéfices devaient salarier ou récompenser trois classes de travailleurs. Effectivement, il est possible que les frais de transports fussent le salaire d'une classe de travailleurs, différente de celle qui avait droit à l'intérêt du capital, et que les capitalistes ne fussent pas les mêmes que les entrepreneurs, les directeurs et les agens du commerce. Mais ce qui est possible n'est pas nécessaire, et au-lieu de suivre, dans la répartition des produits du commerce extérieur, la nature particulière de ces produits, il est beaucoup plus simple de s'en tenir à ce qui existait.

Dans le fait, les commerçans prenaient une part dans les frais de transports à raison de la commission destinée à les couvrir des frais de bureau et

de magasin. D'un autre côté, la plus grande partie des capitaux leur appartenait, et enfin ils avaient, seuls, droit au bénéfice net du commerce.

On peut donc réduire en deux classes la population entretenue par les bénéfices du commerce extérieur; l'une, composée des ouvriers proprement dits, tels que les commis, les voituriers, les porte-faix et les matelots; et l'autre, formée des entrepreneurs et autres agens du commerce. C'est entre ces deux classes que devaient se répartir les produits bruts du commerce extérieur.

Mais ces produits n'appartenaient pas en totalité à des Français. L'étranger en prenait une part considérable, et il est indispensable d'en faire la distraction avant de s'occuper de la répartition de celle qui revenait aux Français.

L'étranger avait part à la moitié de la commission et à une partie plus considérable que la moitié du fret.

La commission étant de. . . . . 25,108,518 l.

La moitié revenant à l'étranger, était de.. . . . . . . 12,554,259 l.

Le fret de 996,809 tonneaux se montait à. 109,648,980

De ce nombre de tonneaux, il en ap-

12,554,259

Ci-contre. . . . 12,554,259 l.

partenait à l'étranger
532,687, qui, à raison
de 110 l. chacun, lui
donnaient. 58,595,640

Total. 71,149,899

En défalquant des frais du commerce extérieur, montant à. . . . . 147,310,777 l.

La part qui revenait à l'étranger 71,149,899

Il restait pour les nationaux. . . 76,160,878

Cette somme se répartissait entre les commis, les voituriers, les porte-faix et les matelots. Main-d'œuvre et nombre des ouvriers.

Ces derniers, à raison de 7 par 100 tonneaux et de 464,122 tonneaux, composant la totalité de la navigation française, étaient au nombre de 32,487.

En n'évaluant leur salaire qu'à raison de 600 livres par an, c'était une dépense de la somme de 19,492,200 livres.

En défalquant de la main-d'œuvre, montant à. 76,160,878

Le salaire des matelots. 19,492,200

Il restait pour les autres ouvriers 56,668,678

En évaluant leur salaire à raison de 600 livres l'un dans l'autre, les 56,668,678 liv. devaient en

salarier environ 94,481

En ajoutant à ce nombre celui des matelots. 32,487

On voit que la classe laborieuse, entretenue par le commerce étranger, était composée de. 126,968

Répartition du produit net.

La part des commerçans dans le produit brut du commerce était, comme nous l'avons vu, composée de la commission. . . . . . 12,554,259 l.

De l'intérêt du capital déboursé 50,347,955

Des bénéfices des commerçans 117,025,990

Total. 179,928,114

Nombre des négocians qui se le partageaient.

En supposant que la part de chaque commerçant, dans ce produit, fût de 30,000 liv. l'un dans l'autre, leur nombre devait être d'environ 5,997

En ajoutant à ce nombre celui des ouvriers. 126,968

On trouve le nombre de. 132,965

En supposant que la moitié fût mariée, il devait y avoir 66,482 familles qui, à raison de cinq individus chacune, donnaient. 332,410

Plus, les non mariés. 66,682

Total. 398,892

Population qui vivait des bénéfi-

En comparant la totalité des produits du commerce extérieur avec la totalité de la population

qui vivait des bénéfices de ce commerce, on trouve que la part de chaque individu était de 614 livres.

ces du commerce extérieur.

La part de chaque individu.

CHAPITRE II.

Du commerce intérieur de la France en 1789.

Du commerce intérieur.

Le commerce intérieur de la France se divisait en deux branches, le commerce en gros et le commerce en détail.

Le commerce en gros embrassait deux sortes d'opérations, il approvisionnait les manufactures françaises des matières premières provenant de l'agriculture nationale et étrangère;

Et il fournissait à la consommation nationale, les produits de l'agriculture et de l'industrie des nationaux et des étrangers.

Pour déterminer le résultat de ces diverses opérations et en préciser les divers avantages, il faudrait connaître la quotité des produits fournis aux manufactures et à la consommation nationale; les capitaux réels et effectifs que cette circulation exigeait; la population qu'elle employait, les bénéfices qu'elle donnait et la répartition de ces bénéfices entre les capitalistes et les diverses classes de travailleurs.

La connaissance positive de chacun de ces élémens du commerce intérieur nous donnerait la

mesure de son utilité absolue et relative, de sa prééminence ou du rang qu'il doit occuper parmi les autres emplois du capital, et les autres branches du travail. Elle dissiperait tous les doutes qui se sont élevés sur les avantages réciproques du commerce intérieur et du commerce extérieur; elle fixerait l'opinion des gouvernemens sur le mérite de l'un et de l'autre, et les éclairerait sur la route qu'ils doivent suivre pour la plus grande prospérité des peuples. Mais comment acquérir cette connaissance si précieuse et si difficile? *Hoc opus hic labor.* Commençons, d'autres achèveront.

ARTICLE PREMIER.

Des matières premières provenant du sol français que le commerce intérieur livrait aux manufactures françaises.

Des matières premières qu'il livrait aux manufactures nationales.

La totalité des matières premières provenant de l'agriculture française, que le commerce intérieur fournissait aux manufactures nationales, se montait à la somme de. . . . . 425,000,000 l.

Savoir :

Substances. .	minérales. .	57,000,000 l.
	fossiles. . .	60,000,000
	végétales. .	146,000,000
	animales. .	162,000,000
Somme pareille. .		425,000,000

Ci-contre.	425,000,000 l.
Ce commerce fournissait également aux manufactures françaises des matières premières, provenant de l'étranger, pour une somme de. .	256,312,852
Total de cette première partie des opérations du commerce intérieur	681,312,852

ARTICLE 2.

Approvisionnement de la consommation nationale en denrées nationales et étrangères.

Cet article nous force d'entrer dans des détails étendus qui seuls peuvent nous mettre à portée de connaître avec quelque certitude la portion des produits agricoles du sol français que le commerce intérieur livrait à la consommation intérieure.

De l'approvisionnement de la consommation nationale en denrées nationales et étrangères.

On sent bien que les produits de l'agriculture française, mis en circulation par le commerce intérieur, n'en formaient pas la totalité.

Le cultivateur ne vendait pas les grains dont il avait besoin pour ses semences; si quelquefois il les renouvelait, c'était rarement et en petites parties; encore cette opération n'était-elle pas générale; tout au plus était-elle particulière à un petit nombre de cultivateurs éclairés. On peut donc tenir pour certain que les semences ne faisaient pas partie du

commerce intérieur; elles étaient évaluées.	233,333,333
On peut dire la même chose des grains nécessaires à la subsistance du cultivateur et de sa famille; il est certain que le cultivateur ne les vendait pas pour les racheter; il les consommait, et par conséquent ils ne faisaient point partie des opérations du commerce intérieur; ils s'élevaient, en poids, à 550 livres par chaque individu, et pour les 18 millions de cultivateurs, à 9,900,000,000 liv. pesant; et en valeur, à raison de 2 sols la livre pesant, à.	990,000,000
Le cultivateur ne vendait pas non plus les comestibles en viande, laitage, nécessaires à sa consommation et à celle de sa famille; consommation qui, comme nous l'avons vu, était pour chaque individu de 30 liv., et pour les 18 millions de cultivateurs, de.. . .	540,000,000
On ne doit pas comprendre non plus, dans les opérations du com-	
	1,763,333,333

Ci-contre.	1,763,333,333 l.
merce intérieur, le vin que le vigneron consommait avec sa famille, ou qu'il échangeait en nature avec ses voisins, ou qu'il vendait sans le concours du commerce, et dont la quotité ne peut pas être évaluée au-dessous du cinquième de ce genre de produit; cinquième qui s'élevait à. .	112,000,000
Le cultivateur ne vendait pas non plus les bois qu'il consommait; consommation qui ne peut pas être évaluée au-dessous de 6 l. par famille; ce qui donnait, pour 18 millions de cultivateurs, à raison de cinq individus par famille. . . . 3,600,000 familles.	
Et pour toutes les familles, à raison de 6 liv. chacune.	21,600,000
Le cultivateur ne vendait pas non plus les huiles qu'il consommait, qu'il échangeait en nature, ou qu'il vendait sans le concours du commerce; la quotité de ce produit ne peut pas être évaluée au-dessous de.	60,000,000
	1,956,933,333

De l'autre part.	1,956,933,333 l.
Le cultivateur ne vendait pas non plus les chanvres et lins destinés à son usage et à celui de sa famille, et dont la valeur était d'environ.	50,000,000
Il ne vendait pas non plus les laines qu'il faisait travailler dans sa famille, et qu'il employait à son usage.	25,000,000
Il ne vendait pas non plus les bestiaux nécessaires à ses travaux.	30,000,000
Enfin, il ne vendait pas les grains et fourrages nécessaires à leur consommation.	10,000,000
Total	2,071,933,333

Cette valeur, répartie entre 18 millions d'individus qui composaient la population agricole, porte la dépense de chaque individu à environ 115 liv. De cette dépense, il faut distraire les semences, montant à un septième, et en faisant cette défalcation, la dépense effective n'était que d'environ 102 liv. par chaque individu; résultat qui, s'il n'est pas rigoureusement exact, ne doit pas s'éloigner beaucoup de la vérité.

Si, à la consommation directe des produits de

l'agriculture par les agriculteurs, montant à la somme. de . . . . 2,071,933,333 l.

On ajoute la quotité de ces produits servant de matières premières aux manufactures nationales, et dont la valeur était de 425,000,000

Et ceux que le commerce extérieur exportait et dont la valeur était, comme nous l'avons vu, de. 121,669,000

On a un total de. 2,618,602,333

D'où il suit que si des produits agricoles, montant à. . . . . 3,917,930,362 l.

On déduit les diverses parties qui n'étaient point livrées à la consommation nationale par le commerce intérieur. 2,618,602,333

On voit que les opérations de ce commerce, sur les produits de l'agriculture française, pour la consommation nationale, se réduisaient à. 1,299,328,029

Indépendamment des produits de l'agriculture française, livrés par le commerce intérieur à la consommation nationale, il lui fournissait des comestibles im-

1,299,328,029

De l'autre part.	1,299,328,029 l.
portés de l'étranger et dont la valeur était, comme nous l'avons vu, de.	74,924,000
Par conséquent, la totalité des subsistances nationales et étrangères mises en circulation par le commerce intérieur, était de la somme de.	1,374,252,029

Cette somme répartie entre huit millions de consommateurs autres que ceux qui composaient la population agricole, portait leur consommation individuelle en substances à environ 171 liv.; résultat qu'on ne peut pas encore accuser d'exagération.

ARTICLE 3.

Produits de l'industrie française livrés à la consommation nationale, par le commerce intérieur.

De l'approvisionnement de la consommation nationale en produits de l'industrie française.

La totalité des produits de l'industrie française s'élevait, comme nous l'avons vu, à la somme

de.	1,494,330,610 l.
Le commerce extérieur en exportait pour.	185,077,000
Par conséquent, le commerce intérieur devait, ce semble, en livrer à la consommation nationale, pour.	1,309,253,610

Ci-contre . . . . 1,309,253,610 l.

Mais il faut distraire de cette somme la portion des produits de l'industrie française, qui était consommée directement par les agens de l'industrie. Ils étaient au nombre d'environ 5 millions 600 mille; c'était le septième de la population française. Il convient donc de déduire de la somme ci-contre, un septième montant à. 187,036,230

Par conséquent les produits de l'industrie française, effectivement livrés à la consommation nationale, par le commerce intérieur, se réduisaient à. . . . 1,122,217,380

Ce qui, pour 20 millions de Français, portait leur consommation individuelle à environ 56 liv.

Il est vrai qu'il faut ajouter à cette dépense celle résultante de la consommation des produits de l'industrie étrangère. Voici en quoi elle consistait:

ARTICLE 4.

Produits de l'industrie étrangère, consommés en France, par l'intermédiaire du commerce intérieur.

Nous avons vu que ces produits s'élevaient à la somme de 118,157,000 liv. Et en produits de l'industrie étrangère.

Leur consommation, par les 26 millions de Français, en portait la dépense individuelle à la somme d'environ. . . . . 5 l.

En ajoutant à cette dépense, celle des produits de l'industrie nationale. 56

On voit que la consommation du peuple français, en produits de l'industrie nationale et étrangère, était, par individu, de. . . . 61

Et que sa consommation en subsistances nationales et étrangères était, par individu, de. 102

Total. 163

Ce résultat doit paraître très-vraisemblable, et ne peut pas donner lieu à une critique fondée.

Résumé du chapitre second.

En résumant les quatre articles compris dans cette section, on voit que la totalité des valeurs mises en circulation par le commerce intérieur, s'élevait à. . . . . 3,303,939,241 l.

Savoir :

Matières premières.		689,512,832 l.
Comestibles. .	nationaux.	1,299,528,029
	étrangers.	74,924,000
Industrie. . .	nationale.	1,122,217,380
	étrangère.	118,157,000
Somme pareille		3,303,939,241

Telle était la somme des produits que le commerce intérieur de la France faisait circuler pour

la consommation des Français et pour l'approvisionnement des manufactures françaises.

Cette circulation exigeait une certaine somme de capitaux et le travail d'une partie de la population française. On ne peut se former quelques notions de l'un et l'autre de ces emplois, que par les bénéfices qu'ils donnaient, et par la répartition de ces bénéfices entre les capitalistes et les diverses classes de travailleurs. Dans l'ordre naturel des choses, les capitaux et le travail étant la source des bénéfices, il semble que c'est par là que nos recherches devraient commencer; mais le peu de ressources que la statistique nous offre sur ces deux points, ne nous laisse d'autre moyen de nous éclairer sur ce sujet, que par la connaissance des bénéfices et de leur répartition. Si je parviens à déterminer la quotité des bénéfices du commerce intérieur, et la part qui en revenait aux capitalistes et aux diverses branches de travailleurs, il ne me sera pas difficile d'en déduire la quotité des capitaux et de la population commerciale.

Il me semble qu'on est assez généralement d'accord sur les bénéfices du commerce intérieur, et qu'on les évalue communément à 10 pour 100 des valeurs qu'il fait circuler. Dans cette hypothèse, les valeurs mises en circulation par le commerce intérieur de la France, étant de. . . . . 3,303,939,241 l. Total des valeurs mises en circu-

Le bénéfice devait être de. . . 330,393,924

13 *

lation par le commerce intérieur.

Son produit brut.

Répartition de ce produit.

Ce bénéfice se divisait en trois parts;

L'une pour le capitaliste,

L'autre pour la main-d'œuvre,

Et l'autre pour les entrepreneurs du commerce et leurs principaux coopérateurs.

La part des capitalistes se proportionnait à la grandeur des capitaux que ce commerce exigeait. A quelle somme s'élevaient-ils?

Si, comme cela paraît certain dans la pratique du commerce, le capital effectif du commerçant n'est que le dixième des valeurs qu'il fait circuler, il s'ensuit que les capitaux effectifs du commerce intérieur étaient de la somme de 330,393,924 l.

Il est vraisemblable que dans ce dixième, les capitaux nécessaires à l'acquisition et à l'entretien des maisons, magasins, voitures, navires, chevaux et autres instrumens nécessaires ou utiles au commerce, capitaux connus sous la dénomination de capitaux fixes, se montaient au tiers du capital nécessaire au mouvement du commerce intérieur : ce capital étant de 330,393,924 l., il s'ensuit que le capital fixe était de 110,131,308 l.

L'intérêt du capital du commerce, à raison de 10 pour 100, grévait les bénéfices du commerce intérieur d'une somme de 33,039,390 l.

Et cet intérêt formait la part des capitalistes dans les bénéfices du commerce intérieur.

La part de la main-d'œuvre, dans les bénéfices, n'est pas aussi facile à déterminer. On ne peut pas cependant s'égarer beaucoup en l'évaluant au tiers des bénéfices de ce commerce. Si cette supposition ne s'éloigne pas trop de la vérité, la part de la main-d'œuvre, dans les bénéfices du commerce intérieur, devait être de 110,131,308 l.

Enfin, la part des entrepreneurs et principaux agens du commerce intérieur, dans les bénéfices de ce commerce, était de tout ce qui restait après la déduction de l'intérêt des capitaux, montant à . . . . 33,039,390 l.

Et de la main-d'œuvre montant à. 110,131,308

Total. 143,170,698

La main-d'œuvre.

Si des bénéfices, montant à la somme de. . . . . 330,393,924 l.

On déduit l'intérêt des capitaux et la main-d'œuvre. 143,170,698

Il reste pour le bénéfice des commerçans. 187,223,226

L'intérêt du capital.

Il convient d'observer que si, comme cela paraît certain, les capitaux employés dans ce commerce rentraient tous les huit mois, les

Le bénéfice des commerçans.

187,223,226

De l'autre part.	187,223,226 l.
bénéfices des commerçans devaient augmenter d'un tiers, et par conséquent d'une somme de.	62,407,742
Total	249,620,968

J'ai supposé que l'intérêt des capitaux appartenait à une classe d'individus différente de celle des commerçans, et cette hypothèse était nécessaire pour faire connaître de quelle manière se partagent les bénéfices du commerce intérieur ; mais cette connaissance une fois acquise, il faut en revenir à la vérité, et attribuer aux commerçans l'intérêt des capitaux, lors même qu'il ne leur aurait pas appartenu en totalité.

En réunissant donc au bénéfice des commerçans, montant à.	249,620,968 l.
L'intérêt des capitaux.	33,039,390
On voit que leur part, dans les bénéfices du commerce intérieur, était de.	282,660,358

Après avoir ainsi distingué dans ces bénéfices ce qui en appartenait au salaire et aux capitaux, il est possible de se former une idée approximative du nombre des individus qui composaient la classe des ouvriers et celle des entrepreneurs du travail, ou des commerçans.

En supposant que le salaire des ouvriers fût de 700 liv. par individu, les 110,151,308 liv. mon-

tant de la main-d'œuvre devaient en entretenir. . . . . 157,330 Nombre des ouvriers.

D'un autre côté, en supposant que la part des commerçans, dans les bénéfices, fût de 6000 liv. l'un dans l'autre, les 282,660,358 liv. devaient se répartir entre. . . . . 47,167 Des commerçans.

Total des ouvriers et commerçans occupés dans le commerce intérieur. . . . 204,497

En supposant que la moitié des individus qui composaient cette classe fût mariée, elle devait former environ 102,248 familles, qui, à raison de cinq individus chacune, donnaient un nombre d'individus de. 511,240

En ajoutant à ce nombre les non mariés. 102,248

On voit que la population qui vivait des produits du commerce en gros à l'intérieur, pouvait s'élever à. . . . . 613,488 Population entretenue par les bénéfices du commerce intérieur.

En comparant la totalité des produits du commerce intérieur avec la totalité de la population occupée de ce commerce, on trouve que la part de chaque individu était d'environ 538 livres. Part de chaque individu.

CHAPITRE III.

Du Commerce en détail.

Le commerce en détail distribuait aux consommateurs les produits mis en circulation par le com- Du commerce en détail.

merce en gros, produits qui, comme nous l'avons vu, s'élevaient à. . . . . 5,305,939,241 [1].

Et qui par leur circulation avaient accru leur valeur

Valeur des denrées et marchandises qu'il débitait aux consommateurs.

De la main-d'œuvre.	110,151,508
De l'intérêt du capital. . . .	53,059,590
Et des bénéfices des négocians.	187,223,226
Total.	5,654,353,165

Il est à-peu-près certain que le débit de cette masse énorme de produits ne coûtait pas plus de 10 pour 100; ce qui portait le produit brut du commerce en détail à 565,435,316 livres.

Son produit brut.

Si l'on rapproche ce produit du nombre d'agens que ce commerce employait, et dont le nombre s'élevait au moins à 589,000. . .

On a de la peine à comprendre comment ce bénéfice, qui ne donnait à chaque individu qu'environ 1000 livres, pouvait suffire au paiement de l'intérêt du capital et des salaires, et donner encore un bénéfice net; car toutes ces conditions étaient indispensables à l'existence de ce commerce. Il ne me paraît pas cependant impossible d'expliquer ce phénomène.

Ce commerce est à la portée d'un très-grand nombre de personnes, qui, se faisant obstacle l'une à l'autre, réduisent leurs bénéfices au taux le plus bas; il est pour tous un objet d'émulation et de spéculation, et l'espérance qui les flatte, les

console de la modicité de leurs profits. Enfin, le capital qu'il exige est si peu considérable, que le propriétaire du fonds le plus modique peut y prendre part.

La vente en détail se fait par petites parties, et le marchand a la faculté de proportionner son approvisionnement à son capital. Une foule de branches de ce commerce voient rentrer leur capital chaque jour, tous les deux, trois, quatre ou huit jours; d'autres tous les mois, tous les deux, trois ou quatre mois; d'autres tous les six mois; enfin, il en est très-peu qui n'en voient le retour que tous les ans.

En supposant que la rentrée du capital ne se fît que tous les trois mois, le commerce en détail livrait au consommateur des produits pour 908,583,291 livres.

Il ne faut pas croire que le commerce en détail fît l'avance de cette somme. Le négociant accordait au marchand en détail un crédit plus ou moins long, et toujours proportionné à la lenteur ou à la rentrée de ses fonds. De sorte que le marchand en détail est plutôt le facteur et le préposé du marchand en gros, que l'agent de son propre commerce. En un mot, il ne lui faut des capitaux que pour n'être pas pris au dépourvu en cas de retard dans la vente ou dans la rentrée de ses produits. Supposer que ces capitaux sont le dixième de la valeur des produits mis en circulation dans chaque

trimestre, c'est les porter beaucoup au-delà de leur réalité. Dans cette hypothèse, le capital circulant employé dans le commerce en détail n'exigeait, pour l'achat des produits dont il faisait le débit, que. . . . . 90,858,329 l.

Répartition de ce produit.

En supposant que le capital fixe ou le fonds employé en magasins, boutiques et instrumens nécessaires à la circulation, fût de la même valeur de 90,858,329

La totalité devait s'élever à. . . 181,716,658

C'est avec cette somme que ce commerce donnait un produit brut de 363,433,316 livres.

C'est-à-dire environ 200 pour 100.

Quelque considérable que fût ce produit, il ne donnait que peu ou point de produit net; il était absorbé, en très-grande partie, par les salaires des agens qu'il employait.

Salaires.

Effectivement, si l'on suppose que chaque individu, occupé de ce commerce, gagnait l'un dans l'autre 600 livres, ce qu'il pouvait effectuer facilement avec un capital de 250 l., les 363,433,316 devaient en entretenir. 589,000

Mais comme il est vraisemblable que la moitié était mariée, que chaque famille était composée de cinq individus, il en résulte que la moitié mariée formait 294,500 familles.

Qui, à raison de cinq individus par chaque fa-

mille, donnaient . . . . 1,472,500 individus.

A quoi ajoutant les non mariés. 294,500

Il en résulte que toute la population employée dans le commerce en détail devait être d'environ. 1,767,000

Population qui vivait de ses bénéfices.

D'où il suit que les bénéfices de ce commerce ne donnaient à chaque individu qu'environ 205 l.

Part de chaque individu.

Tels sont les aperçus que nous offrent les différentes branches du commerce, en gros et en détail, de la France en 1789.

Résumé de ce livre.

Elles employaient un capital d'environ. . . . . 763,850,568 l.

Savoir :

Le commerce avec l'étranger.	251,739,776
Intérieur en gros.	330,393,924
En détail.	181,716,868
Somme pareille. .	763,850,568

D'un autre côté, il paraît que ce commerce occupait. . . . . 2,979,542 individus.

Savoir :

Le commerce avec l'étranger.	398,892
En gros, à l'intérieur	813,488
En détail.	1,767,000
Total	2,979,380

Il paraît aussi que les divers emplois des capitaux du commerce donnaient un produit brut de. . . . . 1,008,511,962 l.

Savoir :

Le commerce avec l'étranger.. .	314,684,722 l.
En gros, à l'intérieur	330,393,924
En détail. . . .	363,433,316
Total	1,008,511,962

Ces trois commerces donnaient un produit net d'environ. 512,931,805

Savoir :

Le commerce avec l'étranger.	179,928,114
En gros à l'intérieur.	283,003,691
En détail.	50,000,000
Somme pareille. .	512,931,805

Enfin, dans ces trois branches de commerce, la part de chaque individu, dans les bénéfices du commerce, était, l'un dans l'autre, d'environ 596 l.

FIN DU TROISIÈME LIVRE.

LIVRE IV.

Résumé comparatif de la Statistique de la France en 1789, et de celle de l'Angleterre en 1798 (*).

CHAPITRE UNIQUE.

PARVENUS au terme des aperçus, des approximations et des à-peu-près que présentent les trois livres précédens, il convient d'en rapprocher les résultats, de les placer à côté l'un de l'autre, et surtout de les comparer avec ceux que fournit la statistique de l'Angleterre. Ce tableau comparatif offrira plus de motifs de confiance et de persuasion

(*) Je n'ai pas pu trouver des documens suffisans pour établir la statistique de l'Angleterre en 1789. Il paraît cependant que de 1792 à 1799, la valeur des produits de l'industrie et du commerce de l'Angleterre s'est élevée d'environ 28 pour 100. A brief Examination by George Rose, 1799.

Dans cette hypothèse, il faudrait baisser dans les mêmes proportions les évaluations que je vais donner du revenu de l'Angleterre.

qu'on ne peut s'en promettre dans l'état actuel de la science de la statistique.

En réunissant les capitaux employés à la production du revenu de la France, on voit qu'ils s'élevaient à la somme de. . . .	livres. 47,236,105,729	Etat des capitaux employés à la production du revenu de l'Angleterre en 1798.	
Savoir :			
Dans l'agriculture	44,000,000,000	*Idem*. . . .	24,480,000,000 l. (*)
Industrie et manufactures. .	2,472,255,161		4,800,000,000
Commerce intérieur, en gros et en détail. . .	512,110,792		
Commerce avec l'étranger. .	251,739,776		
Somme pareille..	47,236,105,729		29,280,000,000

Ce capital entretenait les classes laborieuses et industrieuses occupées de la production du revenu : elles composaient, dans leur ensemble, environ 24 millions 500 mille individus de tout âge et de tout sexe;

Savoir :

Agriculture . . .	18,000,000 l.	*Idem*	4,367,208
Industrie et ma-			
	18,000,000		

(*) Observations on the Produce of the income Tax, by the Rev. Et. Becke

Ci-contre. . .	18,000,000 l.	Ci-contre. .	4,367,208 l.
nufactures.	3,642,440		5,645,240
Commerce . . .	2,979,542		
Total.	24,621,982		10,012,448 (1)
Ces capitaux et le travail de cette population donnaient des produits bruts de la valeur d'environ.	5,761,218,598 l.		
Savoir :			
Agriculture .	3,917,930,362	*Idem*. . . .	2,500,000,000
Industrie et manufactures. .	844,776,274		3,000,000,000
Commerce intérieur, en gros et en détail. . .	683,827,240		2,800,000,000
Commerce avec l'étranger. .	314,684,722		
Somme pareille.	5,761,218,598		8,300,000,000
Les frais de cette production peuvent être évalués à la somme de.	3,473,205,052 l.	*Idem*. . . .	2,640,000,000 (2)
Savoir :			
Agriculture. .	2,389,775,000		
Industrie et			
	2,389,775,000		

(1) Observations on the Produce of the income Tax, by the Rev. Et. Bècke.

(2) M. Bècke évalue la totalité du travail, en Angleterre, à 2,640,000,000 l. Mais comme tout le travail qu'il évalue à cette somme n'était pas employé à la production du revenu, il faut en distraire une portion pour le travail étranger à cette destination. L'évaluer à 640 millions, c'est sans doute ne pas s'éloigner de la vérité. Dans cette hypothèse, les frais du travail productif du revenu se seraient élevés à 2,000,000,000 liv.

D'autre part..	2,389,775,000 l.	
manufactures. .	583,704,550	
Commerce. .	499,725,502	
Somme pareille.	3,473,205,052	

Cette somme, répartie entre les diverses classes occupées de la production du revenu, donnait à chaque individu de tout âge et de tout sexe,

Dans l'agriculture. . . .	152 l.	*Idem* . . . . 200 l. (1)
les manufactures.	160	
le commerce en gros à l'intérieur.	314	
le commerce en détail.	205	
le commerce avec l'étranger	191	

Il ne paraît pas y avoir une très-grande différence entre les salaires des classes manufacturières et commerçantes des deux pays (2); mais il n'en était pas de même de la répartition des bénéfices du capital ou du produit net.

---

(1) Il paraît difficile d'accorder ce résultat avec celui que donne M. Colquhoun, dans son *Traité de l'Indigence*. Cet écrivain estime à 55 liv. sterling (1320 liv.) le salaire annuel des individus de tout âge et de tout sexe employés aux manufactures britanniques, et à 31 liv. sterling (744 liv.) le salaire de ceux employés à la terre. Il ne peut exister qu'une seule raison de cette dissidence entre deux écrivains également recommandables; il est vraisemblable que M. Colquhoun n'a parlé que du salaire des ouvriers, tandis que M. Bècke a compris toute la population des classes laborieuses, dont les femmes et les enfans en bas âge font nécessairement partie.

(2) Ce n'est qu'entre les classes agricoles des deux pays qu'il y avait une extrême différence.

TABLEAU DE LA RICHESSE COMMERCIALE DE LA FRANCE EN 1789.

Théorie de l'Economie politique. *Tom. I, Liv. III, pag.* 209.

				TOTAUX.	CAPITAUX fixes et circulans.	PRODUIT BRUT.	FRAIS.	NOMBRE des Ouvriers.	Leur SALAIRE.	PRODUIT NET.	COMMERÇANS.	Leur part dans le produit net.	OBSERVATIONS.
Commerce extérieur.	Exportations		542,678,000 l.	1,258,738,889 l.	251,739,776 l.	314,684,722 l.	147,310,777 l. (1)	126,968	599 l.	167,373,945 l.	5,997	30,000 l.	(1) La part des Français dans ces frais était de 76,160,878 l. Le surplus, montant à 71,149,899 l., appartenait à l'étranger.
	Importations		716,060,889										
Commerce intérieur	Matières premières	nationales	425,000,000	681,312,832									
		étrangères	256,312,832										
	Comestibles	nationaux	1,299,328,029	1,374,252,029	330,393,924	392,801,666	110,131,308	192,668	578	282,670,358	14,233	20,000	
		étrangers	74,924,000										
	Produits de l'industrie	nationale	1,122,217,380	1,240,374,380									
		étrangère	118,157,000										
TOTAL				3,295,939,241									
Commerce en détail				3,634,333,165	181,716,658	363,433,316	210,000,000	350,000	600	153,433,316	50,000	3,000	
				TOTAUX...	763,850,358	1,070,919,704	467,442,085	669,636		603,477,619	70,230		

RÉSULTATS COMPARATIFS DES TROIS BRANCHES DU COMMERCE.

	PRODUIT BRUT.	FRAIS.	SALAIRES.	INDIVIDUS vivant des salaires.	LEUR PART individuelle.	PRODUIT net.	LA PART des commerçans.	INDIVIDUS vivant du produit net du commerce.	Leur part dans ce produit.	POPULATION vivant du commerce.
Commerce extérieur	environ 120 p. 0/0	48 pour 100.	599 l.	380,904	199 l.	env. 70 p. 0/0	30,000 l.	17,988	9,304 l.	
Commerce intérieur	122 *idem.*	36 *idem.*	578	578,004	192	86 *idem.*	20,000	42,696	6,606	2,202,092
Commerce en détail	200 *idem.*	66 *idem.*	600	1,050,908	200	34 *idem.*	3,000	132,500	1,150	
				2,008,908				193,184		

Les classes qui vivent de ce produit étaient bien autrement riches dans un pays que dans l'autre.

Le produit net des capitaux et du travail de la France s'élevait, en 1789, à la somme de. . . . . 2,068,725,558 l.

Savoir :		
Agriculture. .	1,294,822,029	*Idem*. 542,000,000
Industrie et manufactures. .	261,071,724	1,088,000,000 (*)
Commerce en gros à l'intérieur	283,003,691	432,000,000
Commerce en détail.	50,000,000	240,000,000
Commerce avec l'étranger. .	179,828,114	240,000,000
Somme pareille	2,068,725,558	2,542,000,000

La partie de la population qui se partageait ce produit était composée d'environ 2,000,000 individus. La part de chacun était donc d'environ . . . . . 1,034 l.

En Angleterre, les 2542 mil-

(*) Macpherson, dans ses *Annales du Commerce*, évalue les produits des manufactures anglaises à 116,000,000 liv. sterling (3,264,000,000 liv.) En déduisant pour les matières premières, le tiers. . . . . . . 1,088,000,000 l.

Pour la main-d'œuvre	1,088,000,000
	2,176,000,000
Il reste pour le produit net.	1,088,000,000
Somme pareille.	3,264,000,000

lions étaient partagés entre 2 millions d'individus, ce qui donnait à chacun 1271 liv.

C'était deux douzièmes en sus de la part qui revenait aux Français compris dans les mêmes classes.

Réflexions sur les résultats de ce livre.

Que de lumières répand sur la science économique ce résultat comparatif du revenu des deux peuples, et de sa répartition entre toutes les classes de la population; comme il met à découvert les erreurs des écrivains spéculatifs, les écarts des gouvernemens dans la direction de la fortune publique, et leurs méprises dans l'assiette et la répartition des contributions! Sur cette base, on pourrait faire porter un ouvrage du plus grand intérêt pour la science pratique, et de la plus grande utilité pour l'administration des finances de tous les peuples et de tous les pays.

Sans doute les élémens des calculs que je viens de présenter ne sont point d'une exactitude rigoureuse, et peut-être même sont fort éloignés de la vérité, mais ils peuvent du-moins servir à s'en former des notions approximatives. Lorsqu'on veut mesurer un espace, il n'est pas nécessaire que son contour coïncide avec le triangle dont on se sert pour sa mesure; pourquoi donc serait-il impossible de recourir à des apparences, à des données approximatives, pour déterminer les rapports qui existent entre les diverses branches du travail

productif du revenu, entre leur produit brut, les frais de leur production et leur produit net? aperçu nouveau dans la science, qui, fût-il encore plus incertain et plus vague qu'il ne l'est en effet, fixe du-moins la vue sur les véritables difficultés, et indique les véritables moyens d'arriver à leur solution. Autant il serait imprudent de lui accorder une aveugle confiance, autant il serait téméraire de négliger ses indications; et toute théorie, comme toute mesure pratique qui leur serait contraire, aura besoin de le combattre pour s'accréditer, et c'en est assez pour assurer les progrès de la science, et garantir les peuples des malheurs de la routine ou des tentatives audacieuses de l'ignorance. Déjà même l'on aperçoit dans les résultats établis dans cette partie de mon ouvrage, des vérités lumineuses qui répandent le plus grand jour sur le plus grand nombre des points controversés en économie politique; déjà l'esprit saisit avidement ces lueurs qu'il voit briller dans le lointain, et l'on a besoin d'efforts pour contenir son impatience. Mais le plan que je me suis tracé me force de rentrer dans ses limites, et m'impose le devoir de rechercher auparavant quelle était la somme des richesses que la France avait accumulées en 1789, au-delà de celles qu'elle employait à la production de son revenu, et qu'elle destinait à contenter d'autres besoins, d'autres jouissances et d'autres fantaisies. La

connaissance de cette partie importante de sa richesse est indispensable au complément des faits qui doivent servir de base à l'économie politique, éclairer ses dogmes et affermir sa doctrine.

FIN DU QUATRIÈME LIVRE.

DUCTIVE D 1789,

EN 1798.

m. I, Liv. IV, page 212.

RAIS DE LA PRODUCT		POPULATION vivant du produit net.	
En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.
23,108,333 l.	1,666,666,333 l.		
83,605,100	1,086,000,000	2,348,652 (5)	2,000,000
67,442,085	1,000,000,000		
74,155,518	3,752,666,333		

O N S.

'en pas croire un écrivain a
s'est élevée d'environ 28
ures environ............

TABLEAU COMPARATIF de la Richesse productive du Revenu en France en 1789, et en Angleterre en 1798.

Théorie de l'Economie politique. *Tom. I, Liv. IV, page* 212.

	CAPITAL.		POPULATION vivant des frais de la production ou de salaires.		PRODUIT BRUT.		FRAIS DE LA PRODUCTION.		SALAIRES.		PRODUIT NET.		POPULATION vivant du produit net.	
	En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.	En France.	En Angleterre.
Agriculture..	44,000,000,000 l.	24,480,000,000 l.	18,000,000	4,367,208	3,917,930,362 l.	2,500,000,000 l.	2,623,108,333 l.	1,666,666,666 l.	132 l.[2]	381	1,294,822,029 l.[3]	833,333,333 l.		
Industrie, arts et manufactures.	2,433,605,211	} 4,800,000,000	3,642,440	} 5,645,240	856,162,124	2,176,000,000[1]	583,605,100	1,086,000,000	160	} 664	272,557,024[4]	1,088,000,000	2,348,652[5]	2,000,000
Commerce.	763,850,358		2,008,908		1,070,919,704	1,900,000,000	467,442,085	1,000,000,000	199		603,477,619	900,000,000		
Totaux. . . .	47,197,455,569	29,280,000,000	23,651,348	10,012,448	5,845,012,190	6,576,000,000	3,674,155,518	3,752,666,666			2,170,856,672	2,821,333,333		

OBSERVATIONS.

(1) S'il est vrai, comme l'observe M. Rose, et il est difficile de n'en pas croire un écrivain aussi instruit, que la valeur des produits de l'industrie et du commerce de l'Angleterre s'est élevée d'environ 28 pour 100, depuis 1792 jusqu'en 1799, il faudrait déduire sur le produit des manufactures environ............ 914,000,000 l.
Et sur celui du commerce.. 724,000,000

Total........................ 1,638,000,000

Ce qui diminuerait d'un tiers le produit total de l'Angleterre, et donnerait lieu de croire qu'il ne s'élevait, en 1789, qu'à 4,938,000,000. Dans ce cas, il faudrait réduire d'un tiers le salaire et le produit net.

(2) Les salaires n'étaient que de 560 l. par chaque famille de cultivateur, composée de cinq individus, et par conséquent, la part revenant à chacun d'eux n'était que de 112 l.; mais la difficulté de séparer de la classe salariée les fermiers et les petits propriétaires qui cultivaient eux-mêmes leurs propriétés, m'a déterminé à les laisser dans la classe salariée, ce qui augmente la part des individus de cette classe d'environ 20 l.

La même observation s'applique aux cultivateurs anglais. La classe des fermiers est confondue avec la classe salariée, ce qui augmente considérablement la part des individus de cette classe dans le salaire.

(3) Il est extrêmement remarquable que, dans les deux pays, la rente de la terre ne donnait qu'environ 3 $\frac{3}{4}$ à 3 [illegible] pour 100, du capital employé à mettre la terre en état de culture.

(4) Il faut observer que dans le calcul du produit net et de l'industrie et du commerce, tant en France qu'en Angleterre, on a déduit la valeur des matières premières, avant et après leur fabrication.

(5) La part individuelle de la population vivant du produit net, était, en France, d'environ....... 915 l.
Et celle de la même classe de la population, en Angleterre, était de.......... 1,411

LIVRE V.

De la Richesse de la France en 1789, fixée et réalisée dans tout autre emploi que celui du revenu.

De la Richesse de la France en 1789, réalisée dans tout autre emploi que celui de la production de son revenu.

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

Observation préliminaire.

La richesse, dans ce nouvel emploi, prend de nouvelles formes, obéit à de nouvelles lois, suit une nouvelle destination, et se dirige vers un but tout différent de celui que nous lui avons vu chercher. Elle ne tend plus à accroître la masse des productions annuelles du sol et de l'industrie, à les porter au-delà des besoins de la consommation, et à grossir la somme du revenu; elle pourvoit à des besoins d'aisance, de commodité, de jouissance et d'agrément : besoins qui, suivant les localités et l'état de la civilisation, s'assimilent aux besoins de première nécessité, les resserrent dans d'étroites limites, se placent à leur côté et, pour ainsi dire, sur la même ligne.

Destination de cette partie de la richesse.

Tels sont, dans certains pays et dans la plupart

des climats, le nombre et l'élégance des vêtemens, des meubles et de la vaisselle; la commodité et le luxe des édifices; le faste des palais, châteaux et maisons de campagne; la magnificence des églises, couvens, hospices et prisons; la grandeur des places, des jardins, aquéducs et égouts; l'accumulation des bibliothèques, statues, tableaux, vases, pierres précieuses, productions des arts et métaux monnayés; la création des routes, des canaux et des ports, l'élévation des citadelles, forteresses et arsenaux, et la pompe ou l'éclat des monumens publics.

Tous ces objets, ou du-moins le plus grand nombre, tour-à-tour flétris comme de vaines productions du luxe et du faste, ou exaltés comme d'augustes monumens de l'opulence et de la splendeur des nations, ne méritent ni tous les éloges, ni tout le blâme qu'on leur a prodigués. Ils sont, suivant le temps et les lieux, plus ou moins indispensables, plus ou moins nécessaires, plus ou moins convenables, et loin d'être un obstacle à la progression ou à la consolidation de la richesse, ils lui servent de mobile et d'appui.

A-la-vérité, ils ne se forment qu'aux dépens du revenu et de la population dont ils arrêtent et limitent les progrès; mais on aurait tort de croire qu'il est de l'intérêt de la richesse et de la puissance des nations de diriger tous leurs efforts vers

l'accroissement du revenu. L'effet naturel et nécessaire de l'accroissement du revenu serait l'accroissement progressif et proportionnel de la population; les besoins seraient au niveau des ressources; au moindre accident on passerait de l'abondance à la détresse, et, dans cette alternative de richesse et de pauvreté, on éprouverait toutes les horreurs de la misère sans jouir un seul instant de la sécurité de l'abondance. On verrait, comme à la Chine, la population suivre les variations du revenu, et les hommes, ainsi que les animaux, soumis à l'influence des saisons, dépendre de l'abondance où de la stérilité des récoltes. De là la permanence de la misère publique, la mortalité fréquente des classes indigentes, les commotions dans le peuple, les révolutions dans l'état et le changement continuel des dynasties. Partout où il n'y a point de réserve, d'accumulation contre les accidens imprévus et les calamités extraordinaires, il n'y a ni sécurité pour le peuple, ni stabilité pour le gouvernement. On ne peut les trouver, et elles n'existent que dans les pays qui ont une richesse accumulée dans tout autre emploi que celui du revenu. Plus un peuple possède de cette sorte de richesse, moins il souffre de l'inconstance des saisons, de l'ambition, de la jalousie, ou de la rivalité des autres peuples, des vicissitudes de la fortune et de la fragilité des destinées humaines.

Erreurs dans lesquelles sont tombés les écrivains qui ne l'ont point connue.

Si les historiens anciens et modernes avaient été plus versés dans les sciences économiques, l'importance de cette sorte de richesse ne leur eût point échappé, elle les eût garantis des erreurs dans lesquelles ils sont tombés, quand ils ont voulu expliquer comment les peuples, réduits aux dernières extrémités, sans revenu, sans richesse productive, avaient cependant trouvé des ressources pour résister long-temps aux efforts de leurs ennemis, pour retarder le moment de leur chute, pour s'illustrer par leur longanimité, pour s'honorer dans la crise fatale qui les fit descendre du rang des nations. Surtout ils n'auraient pas cherché la cause de ces phénomènes dans le désespoir, l'héroïsme, ou des circonstances accidentelles, qui ne peuvent soutenir l'épreuve de la critique; ils l'auraient aperçue dans la richesse accumulée, qui alimente le courage, lui rend sa force, le fait paraître terrible dans son désespoir. Quand un peuple connaît toute la puissance de sa richesse accumulée, et les secours qu'il peut en tirer, son agonie peut être fatale à ses ennemis.

C'est pour n'avoir pas connu, ou pour avoir négligé ces précieux élémens de la grandeur sociale, que d'habiles calculateurs politiques ont fait tant de bévues dans leurs calculs sur la destinée du peuple français aux prises avec la fortune, ont été le jouet de leurs sages prophéties, et ont dû s'étonner

eux-mêmes de voir leurs justes espérances trompées, sans en pouvoir déterminer la cause.

Les secours qu'un peuple, dans sa détresse, tire de ses richesses accumulées, sont de la nature de ceux que les particuliers trouvent dans leurs capitaux mobiliers. La seule différence qu'on remarque entre ces deux sortes de richesse accumulée, est que les capitaux mobiliers forment à-peine le dixième de celles employées par chaque particulier à produire son revenu; tandis que la richesse accumulée des peuples dépasse de beaucoup cette proportion, et s'élève au quart, et peut-être au tiers de la richesse employée à produire le revenu général.

Proportion de cette richesse avec celle employée à la production du revenu.

C'est cette proportion que je me propose de chercher dans ce livre. Je ne me flatte pas de la trouver, et de l'établir avec certitude. Je commettrai sans doute beaucoup d'erreurs; mais je me flatte qu'on sera disposé à me les pardonner, si je n'ai rien négligé de ce qu'il fallait faire pour les éviter, si elles font pressentir l'utilité et les avantages de cette branche inconnue de l'économie politique, et si elles inspirent le désir de la cultiver. L'état d'abandon dans lequel se trouve cette partie de la science, ne permet que de fouiller les décombres sous lesquels elle est ensevelie, et de rassembler les matériaux qui peuvent servir à sa formation. Dans les calculs auxquels je vais me

livrer, il s'agit moins d'atteindre à la précision mathématique, que de présenter des aperçus tellement vraisemblables, que tout lecteur judicieux soit porté à les croire plutôt au-dessous qu'au-dessus de la réalité. La vérité doit ici résulter de la modération des calculs. Telles sont les règles qui m'ont guidé dans les recherches et les appréciations qui vont m'occuper.

CHAPITRE PREMIER.

De la valeur accumulée en vêtemens par le peuple français en 1789.

De la valeur accumulée en vêtemens.

Un écrivain estimé (*) prétend que « dans toute » nation agricole un peu avancée dans la civilisa- » tion, et sous la plus grande partie des climats » de la terre, la valeur des seules manufactures » de première nécessité que chaque individu con- » somme et use nécessairement dans la variété de » ses besoins, approche de celle de sa stricte sub- » sistance ».

Comme cet écrivain ne nous a point fait connaître les élémens de ce calcul, il est impossible d'en apprécier la justesse, ou d'en démontrer l'erreur; il me paraît cependant facile de se convaincre

(*) *Discours fondamental sur la Population*, pag. 46, par Herrenshwand.

que s'ils sont exacts, ils ne sont point applicables au peuple français en 1789.

Effectivement, en ne calculant la subsistance de chaque individu à cette époque, que sur le taux le plus bas, à raison de 72 livres par an, et de 4 sols par jour, la valeur de la subsistance des 25 à 26 millions de Français se serait élevée à. . . . . 1,800,000,000[1]

D'un autre côté, nous avons vu que les produits des manufactures nationales et étrangères, consommés en France à la même époque, s'élevaient à la somme de. 1,240,000,000

Par conséquent, il y avait entre les deux consommations une différence de. 560,000,000

Ce premier calcul établit une différence de près d'un tiers entre la valeur des subsistances et celle de la consommation des produits de l'industrie.

Mais il convient d'observer que cet écrivain ne parle que des manufactures de première nécessité, et que j'ai compris dans mon calcul la totalité des produits manufacturés consommés en France; de sorte que si de ses produits on déduit seulement un quart pour les manufactures de luxe, on a les résultats suivans.

Produits des manufactures nationales et étrangères, consommés en France. .	1,240,000,000[1]
A déduire un quart pour les produits des manufactures de luxe.	310,093,595
Reste pour les produits des manufactures de première nécessité.	950,280,785
Je dois ajouter que les produits des manufactures de première nécessité n'étaient pas tous en vêtemens. Une partie servait au mobilier, aux outils et instrumens de travail; et en supposant que cette partie ne fût que le tiers du tout, c'était.	316,760,261
La partie du vêtement proprement dit devait donc se réduire à.	633,520,524

Cette somme divisée entre 25 millions d'individus, portait la dépense annuelle de leurs vêtemens à environ 25 livres, somme qui, loin de paraître exhorbitante, sera peut-être trouvée beaucoup trop réduite.

Si chaque individu consommait annuellement pour 25 livres de vêtemens, quelle était la valeur de la partie que chacun avait en réserve ou en accumulation? Ce n'est pas sans doute s'éloigner beaucoup de la vérité, que de supposer que toute

population était vêtue pour un an; ce qui porit cette accumulation à environ 633 millions; ais pour ne pas être accusé d'exagération, je la duirai à 600 millions.

Telle était vraisemblablement, et par aperçu, la leur accumulée en vêtemens par le peuple franis en 1789.

CHAPITRE II.

e la valeur accumulée en maisons par le peuple français en 1789.

Tous les auteurs qui ont écrit sur la statistique sont généralement accordés à évaluer les locaons à 570,000,000. En Maisons d'habitation.

C'était, pour 25 millions d'individus, environ livres par tête, somme qui ne paraît point exarée.

Le produit des locations, à raison de quinze an-ées du revenu, portait la somme du capital emoyé à la construction des habitions, à (*). . . . . 5,550,000,000 l.

Indépendamment des habita-

5,500,000,000

(*) M. Bèeke évalue les maisons de l'Angleterre à 800,000,000 liv.

De l'autre part. . . . . . 5,500,000,000 l.

tions, il y avait des palais, des châteaux, des maisons de campagne, des églises, des hôpitaux, des couvens, des prisons, des halles, des citadelles, des forteresses, dont la dépense avait été peut-être supérieure à celle des habitations; mais pour ne rien exagérer, je la réduirai à la moitié. 2,775,000,000

Total de la valeur accumulée en logement. 8,325,000,000

CHAPITRE III.

De la valeur accumulée en meubles meublans.

En Meubles meublans.

Le mobilier d'un particulier est au moins égal à la valeur de deux années de sa location: dans cette hypothèse, la totalité du mobilier particulier se serait élevée à. . . . . 740,000,000 l.

Mais il faut ajouter à cette première accumulation la valeur du mobilier de tous les palais et autres édifices publics, et l'on ne peut pas se tromper beaucoup

740,000,000

Ci-contre.	740,000,000 l.
en la portant à la même somme que le mobilier particulier. . . .	740,000,000
Total (1).	1,480,000,000

CHAPITRE IV.

De la valeur accumulée en vaisselle et bijoux.

La fabrication de l'orfévrerie et de la bijouterie était évaluée à 20 millions par an, dont 10 millions provenaient de vieilles matières, et 10 millions de métaux importés. En Vaisselle et Bijoux.

En supposant que cette importation eût lieu depuis cinquante ans, elle portait l'accumulation de cet article à.	500,000,000 l.
D'un autre côté, en supposant qu'à l'époque où l'importation annuelle de 10 millions avait commencé, les importations alors effectuées s'élevassent à la même somme de	500,000,000
Il en résulte que l'accumulation faite en cette partie était de (2).	1,000,000,000

(1) M. Bèeke évalue le mobilier de l'Angleterre à 2,840,000,000 liv.

(2) M. Bèeke évalue le même article, pour l'Angleterre, à 1,200,000,000 l.

CHAPITRE V.

De la valeur accumulée en livres, tableaux, statues, vases, et autres objets précieux.

En Livres, Tableaux, etc.

Nous avons vu que la fabrication annuelle de ces divers objets était d'environ 25 millions par an. En supposant que l'accumulation en cette partie ne fût que de la moitié de la fabrication, cela eût donné une somme de 15 millions par an, et en supposant que cette accumulation annuelle ne durât que depuis un siècle, ce qui est plus que vraisemblable, cette accumulation eût donné une somme de. . . . . 2,500,000,000 l.

Ce n'est pas tout. Avant cette accumulation séculaire, il en existait une autre, dont on ne peut fixer ni l'époque, ni la durée, mais qui n'en existait pas moins, et que par conséquent on peut apprécier. Sans doute cette appréciation ne peut être qu'arbitraire; mais en l'évaluant au taux le plus bas, à la moitié de l'accumulation faite pendant un siècle de richesses, on aura une somme de. 1,250,000,000

Total de cette accumulation. 3,750,000,000

CHAPITRE VI.

Des valeurs accumulées en pavés des villes, chemins et routes.

L'étendue des routes était évaluée à neuf mille lieues, et chaque lieue de route avait coûté environ 80,000 livres; ce qui donnait, pour les neuf mille lieues, la somme de. . . . 720,000,000 l. Propriétés publiques

Le pavé des villes avait coûté au moins autant que les routes. .	720,000,000
Enfin, les chemins communaux et vicinaux, autres que les grandes routes, ne peuvent pas être évalués au-dessous des grandes routes.	720,000,000
Total de cet article. . . .	2,160,000,000

CHAPITRE VII.

Des valeurs accumulées en places publiques, fontaines, jardins, aquéducs, égouts et autres monumens publics.

Il y avait en France, 400 villes de 3,000 individus et au-dessus. En supposant que les fontaines, les places, les jardins, les égouts, les aquéducs, et autres monumens qu'elles renfermaient, n'eussent coûté, l'un dans l'autre, que 2 millions, c'était En Places publiques, etc.

une somme de 800 millions. Peut-être observera-t-on que les valeurs de ce genre, dans la seule ville de Paris, surpassaient celle que je donne à l'universalité des villes de la France, et j'avoue que je serais assez porté à le croire, surtout d'après les dépenses des eaux de Versailles, que j'ai vu évaluer à plus de 400 millions; mais il convient au but que je me suis proposé de n'être point accusé d'exagération dans mes évaluations, et en conséquence je persiste à ne porter celle qui m'occupe qu'à 800 millions.

CHAPITRE VIII.

Des arsenaux, des canaux et des ports.

Arsenaux, Canaux et Ports.

Les dépenses que ces trois genres de services avaient occasionnées devaient être très-considérables; mais comment les apprécier, et même comment s'en former une idée? Je dois convenir que toutes mes recherches à cet égard ont été infructueuses, et que tout ce que j'ai pu apercevoir dans cette obscurité profonde, c'est qu'elles ne sont pas au-dessous d'un milliard, et, en conséquence, quoiqu'elles doivent s'élever beaucoup plus haut, je ne porterai cet article que pour 1 milliard.

CHAPITRE IX.

Des valeurs accumulées en subsistances et produits de l'industrie et des arts.

En subsistances et en produits manufacturés, ou dans les ateliers du travail.

Un écrivain distingué par ses lumières et ses talens, et versé dans la science du commerce, a énoncé, sur cette matière, une opinion de la plus haute importance; elle est telle, que si on pouvait lui accorder une entière confiance, elle donnerait, de la richesse accumulée, une idée beaucoup plus avantageuse que celle que je m'en suis formée, et je serais resté bien au-dessous de sa véritable valeur. Voici ce qu'il dit à ce sujet :

« Comme la richesse mobiliaire n'est jamais » produite que pour être appliquée ensuite à l'usage » de l'homme, il existe un rapport nécessaire entre » la production totale et la consommation totale » du monde commerçant; car si le produit mobi- » lier du travail d'une année pour tout le genre » humain surpassait sa consommation de la même » année, il y aurait un excédant à consommer pour » l'année suivante, qui découragerait d'une pro- » duction ultérieure, en la rendant inutile.

» Ceci, continue le même écrivain, ne doit pas » se prendre absolument à la rigueur. On peut re- » marquer, chez les nations qui s'enrichissent, un » ralentissement dans la consommation; elles né- » gocient en même temps sur le produit de quatre

» ou cinq années consécutives, sans que la production soit découragée, tandis qu'une nation pauvre » ne négocie que sur le produit de la dernière » année (*) ».

Dans cette hypothèse, la France, qu'on ne peut se dispenser de placer au premier rang des nations qui s'enrichissaient, puisque la balance de son commerce extérieur lui donnait annuellement une somme d'environ 44 millions; la France aurait eu, dans les magasins de ses commerçans, quatre à cinq années des produits qu'elle consommait ou exportait par leur intermédiaire; produits qui, comme nous l'avons vu, se montant annuellement à. . . . . 5,761,218,598 l.
auraient donné pour quatre années seulement. 23,044,874,392

J'avoue qu'après avoir beaucoup réfléchi sur ce résultat, il m'a paru exagéré, et ce qui m'a convaincu de son exagération, c'est que les comestibles que la France consommait par la voie du commerce s'élevaient à la somme d'environ. . . . . 1,374,252,029 l.

Ce qui eût porté la réserve de quatre années de cette consommation à. 5,497,008,116

(*) *Richesse commerciale*, tom. 1.er, pag. 111, par M. Sismonde de Sismondi.

somme qui surpasse de trois fois la consommation des comestibles de toute la population. Si une telle réserve avait existé, elle aurait rendu, non-seulement toute famine impossible, mais même elle eût été un préservatif assuré contre l'intempérie des saisons, et par conséquent contre la hausse et la baisse de la valeur des comestibles. Il est de fait cependant que cette valeur variait considérablement d'une année à l'autre, et que, dans l'espace de dix années, cette variation était deux ou trois fois du tout au tout. Il est donc impossible de donner son assentiment à l'opinion que j'examine, malgré la considération qui est due à l'écrivain qui l'a émise.

Je crois me rapprocher beaucoup plus de la vérité, en supposant que la réserve des comestibles dans les magasins du commerce ne dépassait pas la consommation de six mois, et par conséquent n'excédait pas la somme de. . . 600,000,000[1]

A l'égard des produits de l'industrie nationale et étrangère, nous avons vu que la consommation annuelle qui s'en faisait par la voie du commerce, se montait à la somme d'environ 1 milliard 200 millions. Supposer que la réserve de cette partie de la consommation pouvait suffire à deux

600,000,000

De l'autre part.	600,000,000
années entières, c'est, ce me semble, la porter bien haut; mais comme je n'y vois aucune impossibilité, je l'adopterai sans difficulté.	2,400,000,000
Total.	3,000,000,000

C'est à-peu-près la moitié du revenu annuel de la France; et s'il n'y a point d'erreur à cet égard, rien ne serait, à mon avis, plus propre à donner la mesure de sa richesse, de sa grandeur et de sa puissance (*).

CHAPITRE X ET DERNIER.

Des métaux monnayés.

En métaux monnayés.

M. Necker évaluait, en 1784, les métaux monnayés à la somme de 2,200,000,000 livres.

Il est difficile de ne pas accorder une entière confiance à cet écrivain, qui avait eu tous les moyens de rassembler les élémens de son calcul; qui avait toutes les lumières propres à en éclairer les vices ou les défectuosités, et qui n'avait aucun intérêt à en dissimuler la vérité.

(*) Sir Frédéric Eden, appelé à calculer la valeur annuelle des produits manufacturés susceptibles d'être assurés contre les incendies, les porte à 116,000,000 liv. sterling, ou 2,784,000,000 liv. (*Napoléon Administrateur et Financier,* par sir Francis d'Yvernois.)

RÉSUMÉ DU LIVRE.

Résumé du livre.

Art. 1er.	Valeurs accumulées en vêtemens.	600,000,000 l.
Art. 2.	En logemens.	8,325,000,000
Art. 3.	En meubles.	1,480,000,000
Art. 4.	En vaisselle et bijoux.	1,000,000,000
Art. 5.	En livres, tableaux. .	3,750,000,000
Art. 6.	En pavés des villes, chemins et routes. .	2,160,000,000
Art. 7.	En places publiques, fontaines, jardins, aqueducs.	800,000,000
Art. 8.	Arsenaux, canaux et ports.	1,000,000,000
Art. 9.	En subsistances et produits de l'industrie et des arts.	3,000,000,000
Art. 10.	En métaux monnayés.	2,200,000,000
	Total (*).	24,315,000,000

Ainsi la somme des valeurs accumulées en France, dans tout autre emploi que celui du revenu, devait s'élever, en 1789, à environ 24 mil-

(*) M. Bècke évalue la totalité des mêmes objets, en Angleterre, à 11,040,000,000 l.

Et M. Pitt portait la totalité du capital de l'Angleterre, employé à la production du revenu ou à d'autres destinations, à 2,400,000,000 sterling (56,000,000,000 tournois).

liards, et cette somme était au moins les 2 cinquièmes de la richesse générale, somme énorme, et dont on ne conçoit bien l'étendue et l'importance, que lorsqu'on s'est fait une idée de la dépense annuelle qu'exigeait l'entretien de ce capital.

En supposant que cet entretien ne fût que d'un pour cent, et il n'est personne qui ne sache qu'il devait être bien plus considérable, il nécessitait une dépense annuelle de. . . . . . . 240,000,000[1].

Dépenses pour l'entretien, ou capital qui fait le sujet de ce livre; et de celui employé à la production du revenu.

Si l'on fait la même supposition pour la richesse employée à produire le revenu, richesse que nous avons vue s'élever à environ 44 milliards, l'entretien de cette richesse devait augmenter cette dépense de. 440,000,000

Total. 680,000,000

En déduisant du revenu net que nous avons vu se monter à la somme de.. . . . . 2,068,725,558[1].

Savoir :

Agriculture. . .	1,294,822,029
Manufactures. .	261,071,724
Commerce . . .	512,831,805
Somme pareille.	2,068,725,558

Celle de. 680,000,000

Revenu net disponible de la France.

On voit que le revenu net et disponible pour les classes auxquelles il appartient, se réduisait à. 1,388,725,558

Ci-contre.	1,388,725,558 l.
De ce revenu net, il faut encore déduire, pour les contributions publiques, environ. . . .	700,000,000
Par conséquent le revenu net ne laissait de libre et disponible que.	688,725,558

Part de l'Etat dans ce revenu.

Cette somme, répartie entre deux millions d'individus auxquels elle appartenait, donnait à chacun environ 319 livres.

Part des particuliers.

Cette somme était bien modique, et doit le paraître encore davantage, lorsque l'on considère qu'elle faisait toute la fortune des classes les plus riches d'une grande nation.

L'Etat n'était guère plus riche que les particuliers : 700 millions de contributions pouvaient à-la-vérité suffire à ses besoins pendant la paix ; mais d'où tirait-il ses ressources pendant la guerre ? Je n'en vois point d'autres que les 680 millions destinés à l'entretien annuel du capital. Toutes les dépenses extraordinaires étaient prises sur ce fonds ; l'on suspendait les dépenses privées pour faire face à l'accroissement des dépenses publiques ; et il faut convenir que si cette mesure eût été dirigée avec sagesse, si l'on n'eût distrait de ce fonds que 2 à 300 millions par an, il se serait écoulé un grand nombre d'années avant que ce fonds se fût épuisé, avant qu'on se fût aperçu de la détresse, avant

Comment la part de l'Etat se grossit dans les besoins extradinaires.

qu'elle eût été sensible et manifeste aux yeux de l'étranger.

Dans cette ressource, on trouve l'explication naturelle du phénomène remarqué dans la révolution française, et si embarrassant pour les meilleurs esprits. Malgré la diminution du travail, le dépérissement du revenu général, l'augmentation des consommations et des dépenses, l'Etat ne donna aucun signe de privations et de souffrances; il parut même dans toute sa force et dans toute sa vigueur aux yeux les plus exercés, et déjoua les calculs les mieux fondés sur sa ruine prochaine. Dans l'état actuel de la richesse, les peuples feraient de vains efforts pour se détruire réciproquement par la misère et l'indigence. Ces projets de ruine dont ils se sont si souvent bercés, sont évidemment illusoires, ou du-moins leur exécution serait si lente, que la génération qui l'entreprendrait ne pourrait pas se flatter de la voir réussir. L'épuisement des ressources d'un peuple riche et opulent est hors de l'atteinte des combinaisons des passions humaines, et s'il pouvait jamais s'effectuer, ce ne serait que par l'invasion, la spoliation et les dévastations qui suivent ou devancent la marche triomphale des conquérans.

FIN DU CINQUIÈME LIVRE.

De la Riches[e] emploi que celui du revenu.

[...]nomie politique. *Tom. I*, *Liv. V*, *pag.* 234.

	EN FRANCE.	EN ANGLETERRE.
ARTICLES. .	600,000,000 l.	»
	8,525,000,000	4,800,000,000 l.
	1,480,000,000	2,840,000,000
	1,000,000,000	1,200,000,000
	1,875,000,000	»
	2,160,000,000	»
	800,000,000	»
	1,000,000,000	»
	3,000,000,000	2,784,000,000
	2,200,000,000	1,200,000,000
	22,440,000,000	12,824,000,000

TABLEAU COMPARATIF

De la Richesse de la France et de l'Angleterre, fixée dans tout autre emploi que celui du revenu.

Théorie de l'Economie politique. *Tom. I. Liv. V. pag.* 234.

		EN FRANCE.	EN ANGLETERRE.
ARTICLES. . .	I.er Vêtemens	600,000,000 l.	»
	II. Palais, maisons, etc.	8,325,000,000	4,800,000,000 l.
	III. Meubles.	1,480,000,000	2,840,000,000
	IV. Vaisselle, bijoux, etc.	1,000,000,000	1,200,000,000
	V. Livres, tableaux, etc.	1,875,000,000	»
	VI. Pavés des villes, chemins, etc.	2,160,000,000	»
	VII. Places publiques, etc.	800,000,000	»
	VIII. Arsenaux, etc.	1,000,000,000	»
	IX. Subsistances et marchandises en magasin.	3,000,000,000	2,784,000,000
	X. Métaux, monnaies	2,200,000,000	1,200,000,000
	TOTAUX.	22,440,000,000	12,824,000,000

LIVRE VI.

Conclusion de la première Partie de l'Ouvrage.

Le tableau de la richesse de la France en 1789, nous offre, dans ses détails et dans son ensemble, des résultats non moins curieux qu'utiles, et non moins propres à dissiper les nuages qui obscurcissent encore la science, qu'à la faire triompher des obstacles qui s'opposent à ses succès.

Conclusion de la première partie de l'ouvrage.

Composés de faits nombreux, variés et concordans, ces résultats nous montrent clairement les véritables causes de la richesse moderne, les principes élémentaires de l'économie politique, et les lois régulatrices de sa doctrine pratique; ils nous manifestent aussi, avec la plus grande évidence, les rapports directs et immédiats de la richesse moderne avec l'ordre social actuel, les fausses notions qu'on s'en est formées, et les avantages qu'on doit s'en promettre lorsqu'ils seront mieux connus.

N'est-ce pas un résultat extrêmement fécond en conséquences que celui qui nous présente, d'une part, la richesse employée à produire le revenu dans la proportion de 10 à 7, avec celle affectée

La richesse employée à produire le revenu, était à celle appliquée aux au-

tres emplois comme 20 à 7. aux besoins de commodité, de jouissance et d'agrément, et de l'autre, la population divisée, sous les rapports économiques, en trois classes : la première, d'environ 20 millions, vivant du modique salaire de 159 liv. par an, ou de 9 sols par jour pour chaque individu ; la seconde, d'environ 1500 mille individus, occupés de la direction et de l'emploi des capitaux, et ne recevant du produit de leur industrie que 780 livres par an, ou 2 livres 5 sols par jour pour chaque individu ; et la troisième, d'environ deux millions d'individus, vivant d'un revenu d'environ 1095 livres, ou de 3 livres par jour et par individu, revenu produit par leurs capitaux de toute nature, ou par leur traitement public ou particulier?

Conséquences de cette proportion. Ce résultat des divers emplois de la richesse et de la situation économique des diverses classes de la population ne met-il pas à découvert le mécanisme social des peuples modernes ; les ressorts qui le font mouvoir, les fondemens de la puissance politique, relative et absolue, les moyens qui peuvent la conserver et l'accroître, le but auquel on doit viser, et auquel on peut se flatter d'atteindre?

Il me paraît évident que l'intérêt des gouvernemens modernes est que le salaire des classes laborieuses soit élevé, parce qu'elles composent les onze douzièmes de la population, et font par conséquent la véritable force des empires ; parce que leur aisance est dans les principes de l'humanité, favorise les progrès de la richesse par les moyens d'économie

qu'elle leur donne, et se lie étroitement à la prospérité publique dont elle est le signe le plus certain et le gage le plus assuré; parce qu'elle est le plus ferme appui de la morale, et l'invariable régulateur des mœurs publiques et privées.

De l'amélioration du sort des classes laborieuses, la pensée des gouvernemens doit se porter sur la classe des entrepreneurs et des directeurs du travail, dont l'industrie influe si puissamment sur la fortune publique. C'est dans cette classe que résident particulièrement l'intelligence, l'activité, l'énergie, la vie et, pour ainsi dire, le cœur des nations modernes.

La classe riche, par ses capitaux et par ses emplois, n'a pas besoin de la sollicitude des gouvernemens. Par la nature des choses, elle s'enrichit de la richesse des classes laborieuses et industrieuses, s'élève par leur élévation, et atteint à un faîte d'autant plus élevé, qu'elles lui offrent une base plus large.

En suivant cette gradation tracée par le premier résultat statistique, on arrive à des conséquences plus éloignées, mais non moins exactes, et surtout non moins utiles et non moins importantes. On reconnaît que, parmi les peuples modernes, l'aisance des classes laborieuses est le véritable, et peut-être le seul moyen d'éteindre, ou tout au moins de réduire les vices qui déshonorent et fatiguent les sociétés politiques; que les vertus publiques et privées ont leur source dans le bien-être et la richesse des

classes industrieuses, et que la gloire et la splendeur des nations tirent leur éclat de l'opulence des grands propriétaires, des grands fonctionnaires et des grands talens. Qu'on imagine tout ce qu'on voudra, qu'on épuise toutes les combinaisons, jamais on ne pourra changer cet ordre, fondé sur les faits, et garanti par la raison.

Combien se sont abusés les moralistes et les philosophes politiques, quand, dans leurs déclamations contre le luxe des peuples modernes, ils l'ont accusé de la dépravation des mœurs, de la corruption de la morale, de la dégradation de l'esprit public et de la dégénération des antiques vertus des beaux siècles d'Athènes, de Sparte et de Rome! S'ils ont pu signaler le luxe dans une nation, dont les 46 cinquantièmes n'avaient pour prix d'un travail pénible et continuel, que le modique salaire de 9 sols par jour, dont trois autres cinquantièmes ne recueillaient de l'industrie la plus active et la plus laborieuse, qu'une somme de 43 sols par jour, et dont le dernier cinquantième, le plus favorisé, ou plutôt le moins maltraité, jouissait de la somme de 5 livres par jour; à quel degré de misère et d'indigence un peuple doit-il donc descendre pour échapper aux funestes calamités du luxe! ou plutôt dans quels écarts ne risque-t-on pas de tomber, quand on ne subordonne pas les élans de l'imagination à l'expérience des faits!

C'est pour l'avoir trop négligé que dans les fré-

quentes comparaisons des vertus sociales des peuples de l'antiquité, et même du moyen âge, avec celles des peuples modernes, on a rarement accordé l'avantage à ces derniers. Dans ces comparaisons on n'a jamais tenu aucun compte des moyens de subsister et de s'enrichir, propres et particuliers aux uns et aux autres; et cependant il est facile de sentir que ces élémens devaient en faire partie, et même y occuper la première place.

Les peuples anciens et modernes ont donné et devaient donner une égale attention à la subsistance, et à la richesse qui en est la garantie; ils n'ont différé que dans les moyens d'arriver au but commun.

Les peuples de l'antiquité n'employèrent, pour subsister et s'enrichir, que la force, la violence et la domination. Dans chaque Etat particulier, l'esclavage des classes laborieuses et industrieuses était l'instrument de la subsistance de tous, et de la richesse du très-petit nombre des hommes libres; et l'ensemble des Etats particuliers enrichissait de ses dépouilles et de ses tributs un peuple dominateur.

Dans un tel ordre de choses, rien d'étonnant que la pauvreté fût en honneur, et réputée la première des vertus; elle était, dans la classe oppressive, le signe et le gage de la modération, de l'adoucissement du sort des classes opprimées, de la conservation et de l'accroissement de la fortune publique.

Les peuples modernes ont suivi une autre route. Ils ont cherché leur subsistance et leur richesse

dans le travail général et dans l'échange de ses produits. Dans cet ordre de choses, la pauvreté, loin d'être une vertu, est un vice, parce qu'elle est presque toujours l'effet de la paresse, de la maladresse et de la mauvaise conduite ; elle est odieuse et méprisée, parce qu'elle impose un tribut sur les classes laborieuses, diminue les produits du travail général, est également funeste aux particuliers et au public. Par une conséquence directe et nécessaire, la richesse, fruit du travail, du talent et des lumières, la richesse, utile à chacun et à tous, doit jouir d'une considération proportionnée à son utilité et à son importance.

On voit donc clairement, dans la seule différence des deux systêmes économiques, la raison de la différence des vertus et des vices qui en sont découlés, et l'on ne peut plus se dissimuler les écarts dans lesquels on est tombé, quand on a proposé aux peuples modernes les peuples anciens pour modèles. Je me persuade aussi que si, malgré l'impossibilité de prononcer entre des peuples aussi disparates, on voulait prendre un parti sur leur prééminence, on ne balancerait point entre les laborieuses productions des paisibles ateliers de l'industrie et les dépouilles sanglantes des champs de carnage, entre l'esclavage et la liberté des classes laborieuses, entre l'indépendance générale des nations et leur asservissement à un peuple dominateur ou à une autorité autocratrice.

Si les peuples modernes ont des vœux à former et des efforts à faire, qu'ils se gardent de les tourner vers la politique, la morale et les mœurs des peuples de l'antiquité, ils n'en recueilleraient que des fruits amers, de longues et douloureuses calamités. Qu'ils perfectionnent leur système commercial, et il leur dispensera toutes les richesses, toutes les prospérités, toutes les vertus, toute la gloire qui peuvent honorer les peuples civilisés (*).

Conséquences de la distribution du capital employé à la production du revenu.

Le résultat des états de la richesse employée à produire le revenu me paraît non moins digne de remarque, et non moins lumineux pour la science. Il prouve que sur la somme d'environ 47 milliards, qui composait cette partie de la richesse générale,

L'agriculture en prenait. . .	44,000,000,000[1]
Les manufactures.	2,472,000,000
Le commerce intérieur en gros et en détail.	427,000,000
Avec l'étranger.	251,739,776
Environ.	47,000,000,000

Cette répartition, qu'il serait difficile de critiquer en masse, contraste singulièrement avec les assertions des économistes et d'Adam Smith lui-même, sur l'abandon de l'agriculture, sur la préférence aveugle donnée aux manufactures et au commerce, sur la prédilection accordée au système commercial.

(*) Dieu a placé le travail comme le gardien de la vertu.
HÉSIODE.

Qui n'aurait cru que leurs plaintes étaient fondées au moins dans le fait, et combien ne doit-on pas s'étonner de voir qu'elles manquent même de cet appui, et que tout ce qu'ils ont cru et tant répété sur ce sujet, n'a de fondement que dans les trompeurs aperçus de leur brillante immagination! Que de controverses scientifiques qui n'ont pas plus de fondement, et qui, comme la dent d'or, disparaîtraient sans retour, si on les soumettait à l'épreuve des faits et de l'inaltérable puissance du calcul!

Ces réflexions se trouvent encore confirmées par le résultat des états du produit des divers emplois de la richesse productive. On y voit que les bénéfices bruts du commerce intérieur étaient de 100 pour 100, que ceux du commerce extérieur étaient de 125 pour 100, que ceux des manufactures s'élevaient à 750 pour 100, et que ceux de l'agriculture ne donnaient que 8 pour 100.

Ce résultat, comparé aux appréciations rationnelles des meilleurs écrivains, doit jeter dans un étonnement d'autant plus grand, qu'il renverse les doctrines les plus accréditées. Il renverse l'échelle qu'ils avaient établie, et place les produits dans un ordre inverse de celui qu'ils avaient créé. Ainsi, d'après les faits, les produits de l'agriculture qu'ils plaçaient au premier rang, sont au dernier, et ceux du commerce extérieur qui étaient relégués au dernier rang, se trouvent au premier.

Combien cet exemple doit rendre circonspectes les sciences purement rationnelles, dont on ne peut pas vérifier les leçons par la pratique, ou qui n'ont pas les faits pour base et l'expérience pour guide.

Autres conséquences des divers emplois du capital productif du revenu.

Enfin, l'ensemble des états de la richesse productive, de ses divers emplois, de leurs produits, de leur valeur et de leur utilité, nous offre un dernier résultat général qui ne s'accorde, ni avec les dogmes, ni avec les doctrines, ni avec les opinions des écrivains les plus recommandables. Le revenu général des peuples ne dérive point, comme on l'a cru et comme on l'enseigne encore dans tous les livres, de la grandeur du capital, de l'étendue du travail, d'une population nombreuse et laborieuse, de l'habileté de la main-d'œuvre, et de la richesse des produits; toutes ces causes ne sont que secondaires et reçoivent l'impulsion, l'action et l'efficacité d'une loi plus simple, moins arbitraire, et plus infaillible. C'est le crédit qui marque l'étendue ou la limite des produits des peuples laborieux, qui favorise, arrête ou gêne leur progression. Tout emploi de la richesse, ou, ce qui est la même chose, toute branche du travail est plus ou moins productive, selon qu'elle exige plus ou moins de capital effectif, selon qu'elle reçoit plus ou moins de secours du crédit. En un mot, la mesure du crédit est partout la mesure des produits des divers travaux. Tous les bénéfices doivent être calculés sur cette base, et l'on ne

peut plus en admettre d'autre. Cette vérité n'est pas entièrement inconnue en économie politique; mais je me persuade que sa démonstration paraîtra nouvelle et satisfera tous les amis de la science. Si elle devient pratique, elle imprimera à la science une direction nouvelle, accélérera ses progès, et en assurera la stabilité.

Si les résultats que je viens de rassembler n'avaient jamais été obscurcis par des nuages, ils n'auraient besoin du secours d'aucune discussion ultérieure ; leur évidence suffirait à la certitude de la science qu'ils établissent.

Mais les préventions qui s'élèvent contre ces résultats, préventions accréditées par les autorités les plus respectables, par les écrivains les plus recommandables, par la séduction du talent et du génie, nous font un devoir de les examiner, de les discuter et de les réfuter. Les erreurs des grands écrivains ferment long-temps l'accès à la vérité, et son évidence ne suffit pas toujours à son triomphe.

Il me paraît donc non-seulement utile, mais indispensable de mettre les systêmes d'économie politique aux prises avec les faits recueillis par la statistique, avec l'expérience et les calculs. Cette lutte dissipera les doutes, fixera les principes, assurera la doctrine, et posera la science sur ses véritables fondemens.

FIN DU SIXIÈME LIVRE.

THÉORIE

DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

SECONDE PARTIE.

Les Théories de la Spéculation soumises à l'épreuve des Faits.

INTRODUCTION.

Les théories de la spéculation soumises à l'épreuve des faits.

DANS la première partie de cet ouvrage, on a vu la direction qu'un grand peuple donnait à sa population et à ses capitaux; les produits bruts qu'il recueillait du travail de l'une et des divers emplois de l'autre; les prélèvemens effectués sur ces produits pour le salaire des classes laborieuses et industrieuses; et ce qui, après ces prélèvemens, composait le produit net ou le revenu proprement dit.

Réflexions sur le rapprochement et la classifi-

Il ne s'agit point d'examiner si ce peuple suivait la route la plus directe, la plus courte et la plus sûre pour atteindre à la richesse; je ne veux pro-

cation des faits contenus dans la première partie de cet ouvrage.

poser sa conduite ni pour exemple, ni pour modèle, et encore moins l'imposer pour règle absolue et fondamentale de l'économie politique. Je sais que les faits ne peuvent prétendre à une si haute importance que lorsqu'il ne peut pas s'élever de doute sur leur certitude, que lorsqu'ils sont assez nombreux pour qu'on puisse en déduire un résultat commun, que lorsqu'en généralisant ce résultat, on a atteint le terme de la généralisation; et je conviens que les faits que j'ai recueillis, classés et co-ordonnés dans la première partie de cet ouvrage, sont loin de remplir toutes ces conditions.

Mais si ces faits n'offrent point des règles sûres à l'économie politique, ne peuvent-ils pas du-moins la garantir des écarts de l'imagination, des conceptions idéales et des rêves de la spéculation? Si l'on ne peut pas juger de ce qu'on doit faire par ce qu'on a fait, les faits peuvent nous servir à reconnaître ce qu'on ne doit pas faire, ce qu'il faut éviter, et ce qu'on ne peut pas tenter sans de grands dangers ou sans de graves inconvéniens. L'induction des faits est un guide sûr, lors même que les faits dont elle dérive ne peuvent pas être pris pour règles, ni s'élever au rang des principes. Lorsque, par exemple, la spéculation enseigne que l'agriculture est de tous les travaux et de tous les emplois du capital, le plus productif, et que le commerce intérieur encourage l'industrie nationale, beaucoup plus que toutes les

autres branches du commerce; si les faits et l'expérience prouvent clairement que l'agriculture est le plus dispendieux de tous les travaux, que le produit net du capital qu'elle emploie n'est que de 5 ¼ pour 100, tandis que le produit net des autres emplois du capital est de 10, de 48, de 75 et de 96 pour 100; si, d'un autre côté, les faits prouvent encore que le commerce intérieur n'encourage pas l'industrie nationale autant que le commerce maritime, ne sera-t-on pas porté à révoquer en doute la sagesse des préceptes de la spéculation, à chercher de quel côté est l'erreur ou la vérité, et à redoubler d'efforts pour concilier les faits avec la spéculation, ou à faire sortir de leur contact des règles de conduite moins hasardeuses et plus assurées? Sans doute tout le monde pensera qu'autant il serait fâcheux et funeste pour les sciences de les circonscrire dans l'étroite limite des faits, des pratiques et des usages, autant il serait imprudent de les abandonner à la direction de l'audacieuse spéculation. Éclairer les faits et l'expérience par les lumières de la raison, et appuyer sur les faits et l'expérience les doctrines rationnelles, telle est la marche que doivent suivre toutes les sciences, tel est le but que je me suis proposé dans la seconde partie de cet ouvrage.

C'est dans cet esprit que je comparerai les leçons de la spéculation avec les faits et l'expérience

Division des matières traitées dans

la seconde partie de cet ouvrage.

sur les grandes divisions de l'économie politique, telles que le travail, les capitaux, le commerce, les valeurs de circulation et la consommation; que j'examinerai leur concordance ou leur discordance, la possibilité ou l'impossibilité de les concilier, et la préférence qui est due à l'une ou à l'autre théorie. Je ne me flatte pas de dissiper tous les doutes et d'arriver à une doctrine infaillible, absolue et invariable; mais il est permis de croire et d'espérer que par ce moyen on connaîtra mieux l'étendue et la limite de la confiance qu'on doit accorder à la théorie spéculative, qu'on sentira davantage le besoin et la nécessité de confronter ses dogmes avec les faits et l'expérience, et qu'on mettra plus de prix à la statistique, cette science trop négligée, sans laquelle l'économie politique n'atteindra jamais à ses hautes destinées. De l'accord de ces deux sciences, dépendent les progrès de la science de la richesse, et, par leur concours, elle peut s'élever au même degré de certitude auquel sont parvenues les sciences physiques et mathématiques.

LIVRE PREMIER.

Du Travail.

Du Travail.

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

Observation préliminaire.

Le travail a donné lieu à de grandes controverses; les plus remarquables et les plus intéressantes pour la science, sont celles qu'on a élevées sur la fécondité exclusive ou proportionnelle de ses nombreux emplois; sur les méthodes les plus favorables au développement de ses forces, et sur la nature et la quotité de son salaire. On ne trouve, dans cette partie de l'économie politique, que contradiction, incertitude et obscurité, et peut-être les seules lumières de la raison ne suffisent-elles pas pour se diriger au travers de toutes les controverses, et pour atteindre à une doctrine uniforme et satisfaisante. Les démonstrations purement rationnelles ne tirent leur force que de la puissance de la raison qui ne peut donner à aucune science la certitude des connaissances humaines. Sans doute elle peut servir de guide dans l'obscurité, de conseil dans le doute, de régulateur dans la con-

duite des affaires humaines; mais là finit son empire. Si l'on veut aller plus loin, ne s'arrêter qu'à la certitude, et ne se soumettre qu'aux doctrines qui en réunissent tous les caractères, il ne faut admettre que les démonstrations fondées sur l'observation des faits, ou qui peuvent s'y r'attacher par l'induction (*), elles seules peuvent manifester la vérité, révéler les principes et consacrer les bonnes doctrines. Interrogeons donc les faits sur les doctrines rationnelles relatives à la fécondité exclusive ou proportionnelle du travail, aux méthodes les plus favorables au développement de ses forces, à la nature et à la quotité de son salaire, et voyons jusqu'à quel point elles leur sont conformes ou contraires.

La raison ne peut donner à aucune science la certitude des connaissances humaines.

Si elle n'est appuyée sur l'observation des faits.

CHAPITRE PREMIER.

De la fécondité exclusive d'une seule espèce de travail.

De la fécondité exclusive d'une seule espèce de travail.

Les économistes ont fondé leur système d'économie politique sur la fécondité exclusive du travail agricole et sur la stérilité de tous les autres travaux. Ce principe, dont ils ont tiré tant et de si importantes conséquences, est-il justifié ou combattu par

---

(*) Les faits sont toujours la vérification des principes.
Bacon, *de l'Expérience.*

les faits que nous avons recueillis dans la première partie de cet ouvrage? Examinons.

Les faits prouvent que le travail agricole n'est pas seul productif.

En 1789, les produits bruts du travail général de la France pouvaient être évalués à la somme d'environ . . . . 5,761,218,598l.

Savoir :

L'agriculture. .	3,917,930,362l.
L'industrie, déduction faite des matières premières.	844,776,274
Le commerce intérieur, déduction faite de la valeur d'achat des produits mis en circulation.	330,393,924
Le commerce en détail.	353,433,316
Le commerce extérieur, déduction faite des matières exportées.	314,684,722
Somme pareille.	5,761,218,598

Cet aperçu des diverses branches du travail, qui nous les montre chacune ajoutant une valeur à la valeur auparavant existante, est diamétralement

opposé au système des économistes qui attribue la fécondité exclusive au travail agricole, et qui frappe de stérilité tous les autres travaux. Il est évident que le travail de l'industrie, celui du commerce intérieur, en gros et en détail, et celui du commerce avec l'étranger, ajoutant à la valeur du travail agricole une valeur additionnelle d'environ 1,843,288,250 l., ces travaux n'étaient pas stériles, ni le travail agricole exclusivement productif. Cette conséquence évidente par elle-même, tire une nouvelle force de l'identité de la valeur agricole et de celle des autres emplois du travail. Toutes provenaient des mêmes causes, de l'emploi d'un capital, et du travail d'une partie de la population, et toutes se répartissaient en salaires du travail, en intérêts du capital et en bénéfices des capitalistes.

Il est prouvé, par les faits, que les travaux de l'industrie et du commerce ajoutent une valeur à la valeur du travail agricole.

La seule différence qu'on remarque dans les divers tableaux du travail, du capital et des produits de chaque emploi, c'est que, dans ceux de l'industrie et du commerce, il est plus difficile que dans celui de l'agriculture, de séparer les diverses parties du capital qu'ils employaient; ce qui a obligé de les laisser indivis dans les unes, tandis qu'elles sont distinctes et séparées dans les autres; de là il semble résulter que l'agriculture donnait un produit net que ne donnaient ni l'industrie, ni le commerce; mais, avec un peu d'attention, on reconnaît facilement que le produit net de l'agriculture n'est que

l'intérêt du capital fixe qu'elle employait comme les autres branches du travail; de sorte que son produit net, autrement connu sous le nom de la rente de la terre, n'est que le bénéfice du capital fixe des autres emplois du travail. Cette seule observation suffit pour faire disparaître la différence qu'on a voulu établir entre les produits du travail agricole et ceux des autres branches du travail.

Mais, disent les économistes, le produit net de l'agriculture consistait en valeurs qui lui étaient propres, tandis que le produit net des autres travaux ne consistait qu'en valeurs de l'agriculture. C'étaient les 4 milliards de produits agricoles qui fournissaient les matières premières de l'industrie, les objets d'échange mis en circulation par le commerce intérieur, les exportations effectuées par le commerce avec l'étranger. C'était ces 4 milliards qui payaient la main-d'œuvre des ouvriers, l'intérêt des capitaux employés par l'agriculture, l'industrie et le commerce, les bénéfices des capitalistes et la rente de la terre; car avec quelle autre valeur les eût-on payés, à-moins que ce ne fût avec une valeur métaphysique et spirituelle fournie par le ciel? D'où les économistes tirent la conséquence que l'agriculture est seule productive, et que l'industrie et le commerce salariés par ses seuls produits, sont stériles et improductifs.

Réfutation de l'objection des économistes contre la fécondité des autres travaux.

Cette objection, il faut en convenir, est très-

1°. Dans l'hypothèse où les peuples n'auraient point de communication entre eux.

spécieuse, a dû séduire de bons esprits, et, sans le secours des faits, elle pourrait paraître insoluble; mais grâces aux lumières qu'ils répandent sur ce sujet, il me paraît facile non-seulement de la réfuter, mais encore de dévoiler l'erreur qui l'a produite.

Et, d'abord, il n'est pas exact de dire que la main-d'œuvre et le bénéfice des capitaux de l'industrie et du commerce n'étaient payés que par les produits de l'agriculture, dont la valeur s'élevait à environ 4 milliards.

Il est de fait que l'industrie donnait en produits étrangers à l'agriculture, une somme d'environ. . . . . 209,000,000 l.

Savoir :

Produits de la pêche.	50,000,000 l.
Des mines.	67,000,000
Des carrières. . . .	92,000,000
Somme pareille. . .	209,000,000

Il est encore de fait que le commerce extérieur importait des produits exotiques excédant l'exportation des produits indigènes, et que cet excédant pouvait être évalué à environ 373,582,889

Total. 582,582,889

Il est donc évident, d'après les faits, que les produits agricoles ne payaient pas en totalité les salaires

et les bénéfices de l'industrie et du commerce, et que ces travaux donnaient, comme l'agriculture, des produits qui leur étaient propres, et qui ne dépendaient en aucune manière de ceux de l'agriculture.

Il est vrai que ces produits ne suffisaient pas pour acquitter la totalité des dépenses de l'industrie et du commerce, qui, s'élevant à la somme d'environ. . . . . 1,800,000,000[1]

Ne pouvaient être acquittées par les produits matériels de l'industrie et du commerce, qui ne s'élevaient qu'à. 582,382,889

Il restait donc, après la défalcation de ces divers produits, un excédant de dépense d'environ. . 1,220,000,000

Déficit qui était bien véritablement supporté par les produits de l'agriculture, et qu'on doit regarder comme l'équivalent des services que l'industrie et le commerce rendaient aux propriétaires des produits agricoles, soit en les appropriant à leurs besoins et à leurs goûts, soit en les transportant du lieu de la production et de la fabrication au lieu de la consommation.

Sous ce premier rapport, les économistes, en établissant en principe que le travail des manufactures et celui du commerce sont stériles et improductifs et vivent des salaires de l'agriculture,

ont eu parfaitement raison à l'égard des manufactures nationales dont les produits circulent et sont consommés dans chaque pays; sur ce point, les faits viennent à l'appui de leur doctrine et la confirment pleinement.

Il n'en est pas de même du travail des manufactures dont les productions sont destinées à la consommation de l'étranger, et des opérations du commerce avec l'étranger. Ces deux genres de travaux sont bien réellement productifs, et tout aussi productifs que le travail agricole; et c'est par une méprise évidente que les économistes les ont assimilés et confondus dans le reproche de stérilité qu'ils ont fait aux travaux de l'industrie et du commerce.

Mais les économistes ne seraient-ils pas ausorisés à dire que si le travail agricole n'est pas le seul productif pour les peuples qui ont un commerce extérieur, il a incontestablement cet avantage, soit lorsque les peuples élèvent des barrières entr'eux, soit lorsque, brisant ces barrières, l'imagination poursuit l'agriculture, l'industrie et le commerce dans l'universalité du globe? Dans ces deux cas, l'agriculture ne semble-t-elle pas faire seule les frais de l'industrie et du commerce, et ne les salarie-t-elle pas en effet?

2°. Dans celle où il n'existerait point de barrières entre eux.

Ce nouveau rapport du travail n'a pas été négligé par les économistes; mais il ne me paraît pas plus utile à leur systême.

La nature a donné à l'homme quatre moyens de pourvoir à ses besoins, dans la chasse, la pêche, les fruits spontanés de la terre et l'éducation des bestiaux. L'agriculture n'a point de place dans cette classification des bienfaits primitifs de la nature envers l'espèce humaine; on ne peut la ranger que parmi les arts qui sont les produits de son industrie, encore ne l'aperçoit-on pas parmi ses premières découvertes. Et comment pourrait-on l'y découvrir? Elle ne peut exister que par de grandes avances, par le concours d'un grand nombre d'arts mécaniques et libéraux, par la protection d'un gouvernement stable et régulier, et dans un état civilisé; conditions dont l'accomplissement est impossible dans la pénurie et la barbarie des premiers âges.

L'agriculture ne peut exister sans de grandes avances. D'où les a-t-elle tirées?

D'où le cultivateur, réduit aux seuls produits spontanés de la nature, pourrait-il, en effet, tirer les avances dont il a besoin pour subsister, pendant qu'il défriche le sol, le met en état de culture, l'enclôt et le cultive; pendant qu'il fait la récolte et la met en sûreté contre l'intempérie des saisons et la voracité des animaux?

Ce n'est ni de la chasse;

Ce n'est pas de la surabondance des produits de la chasse. Les peuples chasseurs, malgré un travail pénible et continuel, des courses longues et périlleuses et une extraordinaire habileté, ne peuvent se procurer qu'une subsistance précaire et in-

suffisante; ils éprouvent de fréquentes famines et sont forcés, dans leur détresse, de chercher leur subsistance jusque dans les objets les plus dégoûtans et les moins substantiels.

Ni de la pêche.

La pêche offre encore moins de ressources aux peuplades ichtyophages, que la chasse aux peuples chasseurs. S'il faut en croire les voyageurs, il n'y a pas au monde d'êtres plus malheureux et plus dégradés que ces peuplades. On peut même conjecturer, avec beaucoup de vraisemblance, que, quoiqu'elles soient peu nombreuses, il n'en existerait plus sur le globe, sans les ressources que la nature leur offre dans ses produits spontanés; ressources plus ou moins abondantes suivant les localités, mais qui, dans aucun pays du monde, ne suffisent à la subsistance d'aucun peuple, quelque faible que soit sa population. Dans les îles de la mer du sud, où la nature se montre dans toute la prodigalité du luxe le plus fastueux, ses produits ne sont qu'un supplément aux produits de la pêche, et ce n'est qu'à la combinaison de ces deux genres de produits qu'on doit attribuer l'abondance remarquée dans ces îles.

Mais loin d'en conclure qu'on a pu trouver dans l'abondance des produits spontanés de la terre, combinée avec les produits de la pêche ou de la chasse, les fonds d'avances indispensables à l'agriculture, on peut, sans paradoxe, soutenir avec con-

fiance que si, sur quelque point du globe que ce soit, les produits spontanés de la nature avaient offert aux peuples une subsistance suffisante et égale à leurs besoins, on n'aurait jamais songé à les accroître par le travail, les privations et les soins inséparables de la culture. Partout la nécessité a été l'aiguillon du travail, le mobile de l'industrie et le principe universel de ses innombrables bienfaits.

Est-ce de l'éducation des bestiaux?

L'éducation des bestiaux paraît plus favorable aux besoins de l'agriculture, et lui a sans doute fourni ses premières avances. Les animaux domestiques vivent à côté de l'homme, et, pour prix de ses soins, lui donnent, pendant toutes les saisons de l'année, une nourriture abondante et régulière. Les travaux que ces soins exigent ne sont ni continuels ni imposés à toute la population, et par conséquent ne sont point incompatibles avec les travaux de l'agriculture. Quoique les migrations des peuples pasteurs, d'un canton dans l'autre, suivant les saisons, ne leur permettent pas de se livrer à de grandes exploitations du sol; comme ces migrations ne se font qu'à d'assez longs intervalles, il n'est pas absolument impossible que, pendant leur séjour dans chaque canton, ils n'en cultivent quelques portions, ne les ensemencent, ne se reposent sur les soins de la nature pour faire fructifier leurs semences, et qu'à leur retour ils ne puissent recueillir les fruits de leur travail. Sans

doute ce ne sont là que des conjectures, mais comme elles ne présentent ni impossibilité, ni contradiction, j'ai cru pouvoir les hasarder, et je m'y suis livré avec d'autant plus de confiance, que si elles ne sont pas exactes, il me paraît impossible de concevoir d'où l'agriculture a pu tirer les avances qui lui sont indispensables et sans lesquelles elle n'aurait jamais existé.

Combien elles ont dû être faibles et précaires.

Mais quand il serait vrai que l'agriculture est née parmi les peuples pasteurs, et pour ainsi dire à côté de l'éducation des bestiaux, qu'il y a loin de la culture de quelques graines favorites, objet de la curiosité, ou d'une prévoyance inquiète, et dont on n'a dû se promettre d'abord que quelques secours auxiliaires, aux travaux suivis et combinés de l'agriculture, à la fécondité de ses produits, à l'universalité de ses ressources. Dans la comparaison de ces deux agricultures, on ne voit de commun entr'elles que l'identité d'origine.

Réduite aux seuls moyens qu'elle a dû recevoir de l'éducation des bestiaux, elle n'eût jamais atteint à la grandeur de ses destinées; des secours d'une autre espèce ont été nécessaires à ses progrès, à ses succès, à sa puissance, et avec un peu d'attention, on reconnaît qu'elle en a été redevable, soit aux arts grossiers qui ont facilité au cultivateur le défrichement du sol, la culture de la terre, la récolte des fruits et leur conservation;

soit aux arts plus précieux encore qui ont garanti au cultivateur la sûreté de sa personne, la liberté de ses travaux, et la jouissance du fruit de ses labeurs; soit, enfin, aux savantes combinaisons du commerce qui, par l'échange de l'excédant des produits de l'agriculture contre les objets de ses besoins, de ses commodités, de ses jouissances, lui ont ouvert la carrière illimitée de l'espérance et de l'ambition.

Sans le secours de toutes ces causes, sans la préexistence de tous ces moyens, sans leur coopération, l'agriculture n'eût jamais existé, ou du-moins ne fût jamais parvenue à ce degré de prospérité, d'importance et de considération qui ont donné lieu à tant de méprises sur sa nature, ses facultés et son influence sur la richesse générale; méprises d'autant plus inconcevables qu'il eût été facile de s'en garantir, si l'on eût consulté les faits, guides sûrs et infaillibles en cette matière. Effectivement, dans l'histoire et dans les voyages, on ne trouve aucun peuple aborigène qui ait été agricole; tous ont été chasseurs, ichtyophages ou pasteurs, et par conséquent les peuples agricoles ne sont qu'un dérivé de ces peuples primitifs. Comment donc a-t-on pu croire que l'agriculture, qui ne s'est élevée qu'avec la surabondance des produits naturels et avec le secours des arts, de la civilisation et du commerce, est seule féconde, et pour ainsi dire

Il n'y a point eu de peuple aborigène qui fût agricole.

l'unique trésor dans lequel les hommes ont puisé toutes leurs richesses! Comment n'a-t-on pas vu que les sources qui existaient avant elle, et qui lui ont donné la vie, ne se sont pas taries depuis qu'elle existe! L'industrie a ses produits comme l'agriculture, et si celle-ci tire les siens de la culture de la terre, celle-là les tire de la chasse, de la pêche, de l'exploitation des mines et des bois, et de l'éducation des bestiaux. Ces divers produits, réunis aux produits agricoles, composent les élémens matériels de la richesse, et s'ils formaient seuls la richesse, suivant la doctrine des économistes, l'industrie pourrait encore se dire productive et féconde comme l'agriculture.

D'où il suit que le travail agricole n'est pas seul productif.

Ainsi, il me paraît démontré que sous quelque rapport qu'on considère le travail agricole, soit dans chaque pays, soit dans l'universalité du globe, il n'est ni seul productif, ni seul nourricier des autres travaux.

Le travail qui seul donne des produits matériels, est-il aussi seul productif?

Mais que doit-on penser de l'opinion d'Adam Smith qui, comme les économistes, fondant la fécondité du travail sur ses produits matériels, regarde comme productif tout travail qui, après qu'il est fini, se fixe et se réalise dans un objet permanent? L'ouvrier qui, par le mélange d'un ou de plusieurs produits de l'agriculture, de la pêche, des mines, fixe et réalise son travail dans un objet permanent, est-il matériellement produc-

teur, fixe-t-il une production nouvelle, augmente-t-il la masse de celles qui existaient auparavant, et ajoute-t-il un nouvel élément aux élémens de la richesse? Non, sans doute; l'objet dans lequel cet ouvrier a réalisé son travail n'est qu'un composé d'autres produits, et par conséquent n'est pas un autre produit. Cela est si vrai, que si l'ouvrier restituait à chaque produit, soit de l'agriculture, soit de la pêche, de la chasse ou des mines, la portion qu'il en a employée, il ne resterait plus rien; par conséquent, Adam Smith s'est évidemment mépris en attribuant la faculté productive au travail qui, après qu'il est fini, se fixe et se réalise dans un objet permanent, et en la refusant à tout autre travail qui n'a pas cet avantage. Si la fécondité du travail doit être matériel, il est évident que le travail qui se borne à combiner les produits matériels des autres travaux n'est pas matériellement productif. La modification faite par Adam Smith au système exclusif des économistes, n'est pas mieux fondée que ce système, et laisse toujours indécis les caractères qui distinguent la véritable fécondité du travail.

La négative démontrée.

Cette fécondité ne dépend-elle pas plutôt de la vénalité que de la matérialité des produits du travail? C'est là que me paraît résider toute la question de la fécondité ou de la stérilité des divers travaux, et malgré son importance sa solution ne me paraît ni difficile, ni douteuse.

La fécondité du travail dépend de la valeur, et non de la matérialité de ses produits.

Supposons que les 5 milliards 761 millions, produits réels et effectifs du travail général de la France, en 1789, n'eussent trouvé de demande que jusqu'à concurrence de 4 millards, ou qu'il n'y eût eu pour les payer que 4 milliards d'équivalens, n'est-il pas évident que dans ces deux cas toutes les productions excédant les 4 milliards auraient été sans profit pour le producteur qui n'en aurait trouvé aucun prix, sans utilité pour le consommateur qui n'aurait pas eu de quoi les payer, et sans intérêt pour la richesse qui n'eût reçu aucun équivalent de leur consommation; autant aurait valu qu'elles n'eussent pas existé. Ce ne sont pas les productions réelles et effectives du travail qui le rendent productif, c'est le besoin qu'on a de ses productions, ce sont les moyens de les payer, ou, en d'autres termes, c'est leur valeur vénale qui règle la faculté productive du travail qui est le véritable élément de la richesse, et qui en forme la mesure exacte et rigoureuse.

De cette vérité, dont l'évidence me paraît frappante, on peut déduire facilement les principes sur la nature du travail, sur la correspondance de toutes ses branches et sur leur résultat commun.

Dès que la valeur vénale des produits du travail est reconnue pour la véritable cause de sa fécondité ou de sa stérilité, il s'ensuit nécessairement que tout travail qui a une valeur vénale est productif,

et il importe peu que ce travail tire sa valeur vénale de ses produits matériels, ou de la préparation des produits matériels des autres travaux, ou de leur transport du lieu de la fabrication au lieu de la consommation, ou de tout autre service quelconque. Il suffit qu'il ait une valeur vénale pour être productif.

Ainsi, dans cette doctrine, les produits matériels du travail agricole de la France, en 1789, donnaient à ce travail le caractère productif jusqu'à concurrence de leur valeur vénale, qui était d'environ. . . . . 3,917,930,362 l.

Le travail de l'industrie était productif jusqu'à concurrence de la valeur vénale qu'il ajoutait aux produits matériels; valeur vénale qui, comme nous l'avons vu, s'élevait à environ. 844,776,274

Le travail du commerce intérieur était productif jusqu'à concurrence de la valeur vénale qu'il ajoutait aux produits matériels, fabriqués ou non fabriqués; valeur vénale qui était d'environ. . . 330,393,924

Le travail du commerce en détail était productif jusqu'à concurrence de la valeur qu'il ajou-

5,093,100,560

De l'autre part.	5,093,100,560
tait aux denrées et marchandises dont il faisait le débit, ci.	353,433,316
Enfin, le travail du commerce extérieur était productif jusqu'à concurrence de la valeur vénale qu'il donnait aux produits matériels ou fabriqués qu'il exportait à l'étranger; valeur qui, comme nous l'avons vu, était d'environ	314,684,722
Total de la valeur vénale du travail général de la France, en 1789.	5,761,218,598

Cette valeur était de la même nature dans tous ses élémens; la production matérielle n'y contribuait pas plus que la fabrication et le transport, à l'intérieur ou à l'extérieur, des matières produites et fabriquées. Toutes ces branches du travail général étaient productives au même titre et par les mêmes causes.

Cette valeur vénale, caractère distinctif du travail productif, n'était pas même limitée aux travaux qui donnaient des produits matériels, ou qui, suivant l'opinion d'Adam Smith, après qu'ils étaient finis, se fixaient et se réalisaient dans un objet permanent; elle s'étendait à tout travail dont le service était demandé et pouvait être payé, et par conséquent à toute espèce de travail indistinctement; car

tout travail qui ne serait pas demandé ou qu'on ne voudrait pas payer, cesserait aussitôt d'exister.

Cette distinction du travail en productif et stérile, paraît inconcevable, surtout lorsqu'on remarque que ces deux genres de travaux reçoivent mutuellement leurs produits pour équivalens, que ces équivalens déterminent leur valeur vénale, et que de cette valeur dépendent leur prospérité et leur existence mutuelle et réciproque. Sans les travaux qui donnent des produits, point de travaux qui rendent des services; mais aussi sans les travaux qui rendent des services, point de travaux qui donnent des produits. Leur dépendance est si intime et si absolue, que l'atteinte portée aux services serait ressentie par les produits, et que la cessation ou la diminution des uns entraînerait la diminution et la perte des autres. Cette identité de rapports, de cause et d'effet n'est-elle pas la preuve évidente de l'identité de leur nature et de leur principe, et pourrait-on encore insister sur leur distinction en stériles et en productifs?

Ce qui le démontre, c'est que toute espèce de travail s'échange l'un contre l'autre.

Je me suis beaucoup appesanti sur ce point de controverse, parce que je suis convaincu qu'il n'y a point, en économie politique, de doctrine plus funeste que celle qui sépare les différentes classes de travailleurs, qui leur attribue des facultés exclusives et qui assujettit le travail à des lois, à des règles et à des combinaisons étrangères aux équivalens. Eux

Raisons qui justifient les détails dans lesquels on est entré pour démontrer la fécondité de toutes les espèces de travail.

seuls sont le mobile et la récompense de tous les genres de travaux, la mesure de leur utilité réciproque, le guide de leurs efforts, la garantie de leurs succès. Le travail qui donne des productions matérielles, celui qui les prépare pour la consommation, celui qui les transporte aux consommateurs nationaux ou étrangers, celui qui accroît la somme des équivalens par la multitude des services, et assure la consommation des produits, par la jouissance des services, ne font qu'un seul et même ouvrage, n'opèrent qu'une seule et même chose, n'atteignent qu'un seul et même but, la richesse particulière et générale, objet de l'ambition de tous les peuples anciens et modernes, cause féconde de tant de vices et de crimes, de tant de malheurs et de calamités, mais qui ne doivent désormais inspirer aucune alarme pour les peuples modernes, ni pour la morale publique, ni pour les mœurs particulières et générales. Tous les maux qui ont si longtemps marché à leur suite, ne sont plus redoutables et s'évanouissent devant l'obligation du travail qu'elles imposent à toutes les classes, à tous les rangs, à tous les ordres de la société civile; ces maux auraient même disparu depuis long-temps s'ils n'avaient été fomentés et entretenus par des intérêts politiques, des préjugés gothiques, des priviléges abusifs et d'innombrables méprises sur la véritable doctrine économique. Que les gouverne-

mens modernes qui voyent leur stabilité, leur pouvoir, leur grandeur et leur splendeur dériver de la richesse et du travail se montrent moins étrangers, indifférens ou contraires à leur progression et à leur conservation, et la société civile éprouvera moins d'obstacles dans sa marche, et atteindra plus certainement au but qu'elle se propose. De l'influence de l'économie politique sur la législation politique, civile et administrative des peuples modernes, dépendent désormais les progrès de leur civilisation.

Leur classification dans l'ordre de leur fécondité.

Ce n'est pas assez d'avoir établi la faculté productive de toute espèce de travail, il reste encore à classer ces diverses espèces dans l'ordre de leur fécondité; opération non moins problématique, non moins controversée, non moins importante pour la science, que la question de leur fécondité exclusive ou commune.

Adam Smith, en accordant la faculté productive à plusieurs genres de travaux et en la refusant aux autres, a été conduit par la nature de son sujet, à l'examen de la fécondité relative de ceux auxquels il accordait la faculté productive, et l'on ne peut se dissimuler qu'il a porté dans cet examen la sagacité et la profondeur qui caractérisent son ouvrage.

D'après Adam Smith.

Il place au premier rang des travaux productifs le travail agricole, parce que la nature fait le tiers ou le quart de l'ouvrage.

Il donne la seconde place au travail des manu-

factures, parce que sa division favorise l'accroissement de ses produits

Il met au troisième rang le commerce intérieur, parce que le capital que ce travail emploie n'est exposé à aucun risque, et parce que la rapidité de ses retours donne vingt-quatre fois le bénéfice des autres capitaux employés dans le commerce extérieur.

Et par cette double considération, il fait descendre le commerce extérieur au dernier rang de la production.

Enfin, les capitaux ont, dans le système d'Adam Smith, le même degré de fécondité que le travail qu'ils alimentent.

Cette partie de la doctrine d'Adam Smith n'est pas la moins ingénieuse, et n'a pas été la moins admirée et la moins prônée; il n'en est pas cependant, dont les faits démontrent l'erreur avec plus de force et d'évidence.

D'après les faits.

Dans le tableau des produits du travail général et des capitaux de la France en 1789, on remarque les résultats suivans :

Agriculture.	Salaires par jour.	» l. 7 s.	Capital.	10 p. 100.	Produit net.	3 1/4	p. 100.
Manufactures.	*id.* . . . *id.* . .	» 9	. *id.*	. 10 p. 100. . . .	*id.* . .	10	p. 100.
Commerce intérieur. .	*id.* . . . *id.* . .	» 17	. *id.*	. 10 p. 100. . . .	*id.* . .	75	p. 100.
Commerce extérieur. .	*id.* . . . *id.* . .	» 10	. *id.*	. 30 p. 100. . . .	*id.* . .	96	p. 100.
Commerce en détail. .	*id.* . . . *id.* . .	» 19	. *id.*	. 48 p. 100. . . .	*id.* . .	48	p. 100.

Ce tableau renverse entièrement l'échelle rationnelle d'Adam Smith, et lui en substitue une nou-

velle, qui lui est entièrement opposée. Dans cette nouvelle échelle expérimentale, le travail et les capitaux du commerce extérieur sont les plus productifs et après eux, viennent successivement ceux du commerce intérieur des manufactures et de l'agriculture.

Les travaux les plus féconds sont les travaux intellectuels.

Si l'on pouvait prolonger cette échelle ou plutôt la refaire toute entière, et assigner à chaque genre de travail le dégré qu'il doit occuper, je suis convaincu qu'on les trouverait rangés, non dans la proportion de leur fécondité matérielle, mais, s'il est permis de parler ainsi, suivant la loi de leur fécondité intellectuelle; de sorte qu'on verrait cette échelle graduée du haut en bas, par le génie qui éclaire, par la force qui protège, par la justice qui conserve, par la religion qui console, par les sciences et les arts qui charment ou soulagent les ennuis de la vie, par le commerce extérieur qui dispense à tous les peuples la jouissance des produits du travail de tous les pays, par le commerce intérieur qui distribue à chaque peuple les produits du travail local, par les manufactures qui approprient les produits indigènes et exotiques aux goûts des consommateurs nationaux et étrangers, et par l'agriculture, qui, obéissant à l'impulsion des autres travaux, reproduit avec plus ou moins d'abondance les fruits particuliers à chaque sol, et fait refluer dans toutes les branches de l'arbre économique, la sève qu'elle en a reçue.

Si cet aperçu, en grande partie appuyé sur les faits, n'est point une illusion, combien se sont abusés les économistes, et Adam Smith, en plaçant les sources de la richesse dans le cercle rétréci du travail productif d'objets matériels, et en stérilisant les sources bien autrement fécondes des travaux intellectuels; de ces travaux à-la-fois mobiles, guides et régulateurs des autres travaux, de leur utilité, de leur amélioration et de leur perfectionnement. Retrancher de la production ces sortes de travaux, c'est méconnaître les véritables sources de la richesse, ses instrumens les plus favorables, ses agens les plus puissans.

Et qu'on ne se persuade pas que cette appréciation nouvelle des produits du travail universel dans ses innombrables ramifications, n'est exacte que parce que dans l'ordre actuel de la distribution des richesses, les diverses classes qui vivent avec plus d'aisance, de richesse ou d'opulence, en sont redevables à la séduction ou à l'oppression qu'elles exercent sur les classes matériellement productives. Cette appréciation a la même exactitude sous le rapport de la richesse particulière et générale des peuples, et l'on peut affirmer, sans crainte d'être accusé de paradoxe, que chaque peuple est plus ou moins riche ou opulent, selon qu'il obéit plus ou moins à l'influence des travaux intellectuels ou matériels. Tellement que le moins riche, est celui qui est le plus

occupé de travaux matériellement productifs, et le plus riche est celui qui réunit le plus grand nombre de travaux intellectuels; et l'on ne sera pas étonné de ce résultat, si l'on fait attention que les peuples les moins avancés dans la civilisation, sont les plus occupés des travaux matériellement productifs, qu'à mesure qu'ils s'éclairent, qu'ils font des progrès dans les arts, dans les sciences, dans le commerce, une grande partie de la population quitte les occupations matériellement productives, pour s'occuper des travaux intellectuels, et que cette séparation des travaux, loin de diminuer les produits matériels, en accroît la masse; accroissement qui n'est dû qu'aux lumières et à la direction des classes intellectuelles. D'où il suit évidemment que la richesse particulière et générale suit la progression des classes intellectuelles, et, malgré les vices de la plupart des institutions sociales, des combinaisons politiques et des vues administratives, se proportionne partout à la masse des lumières, des talens et du génie de toutes les classes laborieuses.

CHAPITRE II.

Des méthodes les plus favorables au développement des facultés du travail.

La nécessité du travail est une loi irréfragable de la nature humaine, et cependant les législateurs

La nécessité du travail imposée

par la nature. des nations ne s'en sont point reposés sur ses décrets absolus. Ils ont sagement vu que son observation limite le travail aux besoins de l'ouvrier, et que la société civile ne peut exister que sur les produits qui excèdent ses besoins. De là vient

Et par les lois civiles. que les lois positives ont partout veillé à l'exécution de l'obligation naturelle du travail, et l'ont assujetti à des règles plus ou moins absolues.

Quatre systêmes de législation sur ce point. L'histoire nous retrace quatre systêmes sur le travail, systêmes aussi différens entr'eux que les climats et les peuples qui y furent soumis.

Celui des castes. A l'exemple de l'Inde, l'Égypte qui, sans doute, lui devait sa civilisation, répartit les divers genres de travaux à diverses classes de travailleurs; et la religion, cette sauve-garde de la législation, consacra ces castes et leur imposa le joug de sa toute-puissance. Cet ordre économique fut particulier à l'Inde et à l'Égypte, et n'a été adopté dans aucun autre pays (*).

Quoique l'Égypte ait eu la plus grande part à la civilisation de la Grèce, il ne paraît pas que les colonies égyptiennes y aient introduit le mode de travail particulier à leur mère patrie. En avait-

(*) C'est un principe de la religion des Indous, que celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. (*Voyage de Madras dans le Missoure*, par Francis Buchanan, 1809.)

on reconnu les vices, ou ne le crut-on pas propre aux peuples qu'on voulait civiliser? C'est une question à-peu-près insoluble, ou dont la solution n'intéresse que la curiosité.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les Grecs flétrirent tous les travaux que quelques écrivains modernes ont appelés productifs, qu'ils ne réputèrent honorables que les travaux regardés comme stériles, qu'ils assignèrent les premiers aux esclaves et réservèrent les autres aux hommes libres. Cette répartition du travail entre l'esclave et l'homme libre, caractérise particulièrement les peuples de la Grèce et eut la plus grande influence sur leur gouvernement, leur politique, leur génie, leurs mœurs, leurs passions, leurs vices et leurs crimes; et l'on s'en étonnera peu si l'on fait attention à la dépendance dans laquelle les hommes et les peuples sont de leurs moyens de subsistance, d'aisance et de richesse. Partout les lois économiques ont amélioré ou vicié les lois politiques, civiles, morales et religieuses, et l'on eût eu moins de reproches à faire à la société civile si cette vérité avait été plus sentie ou plus respectée. Celui de l'esclavage.

Les Romains imitèrent les Grecs dans leur mépris pour les travaux appelés productifs; ils n'en exceptèrent que les travaux de l'agriculture, qui trouvèrent grâce devant eux, et qu'ils pratiquèrent long-temps avec un noble orgueil : il n'est pas facile

d'apercevoir la cause ou le motif de cette honorable exception.

Ces peuples, d'origine nomade, ne devaient pas être prévenus en faveur des travaux de l'agriculture, tout-à-fait étrangers à leurs habitudes; et les ressources qu'ils pouvaient s'en promettre ne devaient pas les leur rendre bien recommandables. L'étendue de leur territoire primitif ne leur permit de distribuer à chaque citoyen romain qu'environ un demi-hectare de terre. Quoique ce lot fût, dans la suite, successivement augmenté à mesure que le territoire de Rome s'agrandit aux dépens de celui des peuples voisins, les Romains, à aucune époque de leur histoire, ne méritèrent d'être mis au rang des peuples agricoles. Dans tous les temps ils fondèrent leur subsistance et leur richesse sur le pillage de la récolte de leurs voisins, la spoliation des vaincus, et les tributs des peuples subjugués. Cette seule branche d'industrie exerça leurs facultés, leur génie, leur caractère et leurs mœurs, et ce fut par une contradiction inconcevable que dès les premiers temps de leur histoire, ils associèrent les paisibles travaux de l'agriculture avec le bruit et le tumulte des armes, la modique mais certaine récolte des produits agricoles avec les chances brillantes, mais illusoires, des moissons de la guerre, et l'honorable sécurité du cultivateur avec la périlleuse agitation du soldat.

Les barbares, qui envahirent l'empire romain et fondèrent leur domination sur ses débris, étaient aussi des peuples nomades. La guerre était leur passion prédominante, mais, dans la guerre, ils cherchaient plutôt la domination que la richesse, ils avaient plus de férocité que d'avarice, et plus de bravoure que de cupidité. Dans leurs conquêtes, ils ne s'approprièrent point le travail des peuples conquis, ils se contentèrent d'une partie de ses produits, et, dans cette pensée, ils attachèrent l'homme à la terre, le cultivateur au sol, et les incorporèrent pour ainsi dire l'un avec l'autre. Ce nouveau mode d'esclavage était plus réel que personnel, il frappait moins le travail que ses produits, et, sous ce double rapport, il était moins funeste à la richesse et moins injurieux à l'humanité.

Celui du servage.

Les peuples modernes, qui accordèrent au serf la liberté de sa personne, restreignirent la liberté du travail, assujettirent l'ouvrier aux lois d'apprentissage, et le réunirent en corporations propres à diriger et à surveiller son industrie et à le soumettre à la police civile. C'était une sorte d'esclavage civil substitué à l'esclavage politique.

Celui des corporations et des communautés.

Enfin, le progrès des lumières générales et de la science économique a fait apercevoir l'inutilité des mesures qui ne faisaient que gêner les facultés de l'ouvrier, et on les a sagement remplacées par des réglemens de police sur la circulation des produits du travail.

De l'influence de chacun de ces modes de travail sur la richesse.

Dans cette esquisse rapide de la législation générale sur le travail, on remarque que les divers modes usités dans tous les temps et dans tous les pays ont été coordonnés à la nature du climat, à la constitution politique, à l'esprit et au caractère des peuples, et, sous ce rapport, ils ne peuvent pas être d'un grand intérêt pour la science économique. Je crois cependant qu'il ne sera pas inutile d'entrer dans le détail de leurs effets, de les comparer entr'eux, et de déterminer jusqu'à quel point ils peuvent servir de règle ou d'exemple.

L'établissement des castes ne paraît pas avoir été défavorable au travail et à la richesse. Dans des climats où l'homme a peu de besoins, où le travail est infiniment pénible, où les jouissances attachées à ses produits ne sont dans aucune proportion avec la peine qu'il en coûte pour les obtenir, le travail individuel pouvait exposer les peuples à des risques fâcheux et à d'affreuses calamités. On les prévint habilement par l'établissement du travail collectif des familles réunies en castes et stimulées par la religion, ce mobile puissant des actions humaines. De si sages combinaisons eurent le plus grand succès; l'Inde et l'Égypte ont été de tout temps célèbres par leurs richesses agricoles et industrielles, et pendant long-temps elles ouvrirent aux besoins et à l'ignorance de l'Europe d'abondans et de précieux magasins. L'Égypte a succombé,

les dépravations et les tyrannies de ses conquérans lui ont ravi jusqu'au souvenir de ses richesses; l'Inde a survécu à ses désastres. «Heureusement pour » les conquérans barbares de l'Inde, dit le célèbre » Poivre, le peuple conquis, inviolablement atta- » ché à ses mœurs antiques, n'a pas cessé de se » livrer à l'agriculture par goût et par religion. » Malgré la tyrannie insensée du Mogol, le Ma- » labare, plein de mépris et de pitié pour le maître » auquel il obéit, cultive, avec la même ardeur que » s'il en était propriétaire, le champ qui appar- » tenait à ses pères, et dont la culture lui est con- » fiée par l'usurpateur ».

L'esclavage de l'ouvrier, dans le pays où il fut établi, n'offre pas d'aussi féconds résultats. Dans la Grèce et à Rome, le travail et l'industrie n'eurent que peu de part aux richesses. Des peuples constitués pour la guerre, toujours occupés de l'attaque et de la défense, ne donnaient pas une grande attention aux arts sédentaires de la paix; leurs produits n'étaient que de faibles supplémens aux dépouilles sanglantes des vaincus; de là, le peu de cas que ces peuples guerriers firent des classes laborieuses et industrieuses; de là l'esclavage auquel elles furent réduites, mais de là aussi, la modicité des produits de cette population asservie.

A Athènes, ville industrieuse et commerçante, dominatrice des mers dont les flottes allaient échan-

ger au loin les produits de son travail et en rapportaient de riches équivalens, 400 mille esclaves pouvaient à-peine subvenir aux besoins de la population libre qui, en y comprenant les hommes, les femmes et les enfans, ne s'élevait pas à 80 mille individus.

Parmi nous, le même nombre d'ouvriers libres entretient plus de 2 millions d'individus, et ils jouissent d'une aisance bien supérieure à celle des esclaves d'Athènes. Par cette comparaison du travail de l'esclave, dans le pays le plus renommé de l'antiquité par ses progrès dans les arts, avec celui de l'ouvrier libre parmi les peuples modernes, on peut juger de la nature de ces deux genres de travaux et de leur fécondité réciproque. Ce résultat n'est pas atténué par l'histoire des richesses de Rome.

On sait que dès les premiers temps de sa fondation, et même pendant 500 ans, le travail des esclaves, le pillage annuel des récoltes des peuples voisins, ne purent suffire aux besoins de sa population, quelque peu nombreuse qu'elle fût. Les nombreuses séditions qui l'agitèrent, et qui si souvent la mirent à deux doigts de sa perte, furent toujours suscitées ou envenimées par la misère d'une grande partie de la population ; et lorsqu'elle eut étendu sa domination du Tibre à l'Euphrate, au Nil et à la Baltique; lorsqu'elle eut

entassé, dans son trésor, les trésors du monde alors connu, lorsqu'elle eut imposé aux peuples asservis le fardeau de ses besoins, de son luxe et de son faste; en un mot, lorsque les peuples ne travaillaient que pour elle, la population tributaire, évaluée à 120 millions d'individus, pouvait à peine entretenir la population dominatrice évaluée à 4 millions d'individus.

Combien ces résultats historiques du travail de l'esclave doivent faire regretter que les Égyptiens n'aient pas naturalisé, dans la Grèce, le travail des castes; d'où il serait peut-être passé à Rome avec les lois des décemvirs. Que de maux et de crimes on eût épargné à l'humanité, si l'on eût introduit, dans l'Europe, les mœurs douces et paisibles de l'habitant du Gange!

Quoique l'esclavage de la glèbe ne fût pas aussi défavorable au travail et à l'industrie que l'esclavage personnel, il leur fut peu utile, parce qu'il ne trouva ni garantie dans la législation, ni appui dans le gouvernement; l'anarchie féodale l'assimila à l'esclavage personnel et en reproduisit toutes les calamités. Aussi ne peut-on l'en distinguer sous aucun rapport.

L'institution des communautés et des corporations a donné au travail et à l'industrie des peuples modernes, une direction nouvelle qui les a portés à un haut degré de prospérité et de splendeur.

En réunissant les classes laborieuses en communautés, en les assujettissant à des lois d'apprentissage, elle a donné de l'uniformité à chaque branche du travail, elle l'a garantie des erreurs et des méprises du tâtonnement, des écarts et des illusions de l'audace et de la mobilité de l'imagination; elle a régularisé sa marche, et si elle ne l'a pas accélérée, elle l'a empêchée de rétrograder.

Mais les dispositions les plus sages à une époque, peuvent devenir fâcheuses et nuisibles dans une autre, et c'est ce qui est arrivé à l'institution des communautés et des corporations.

Autant il était avantageux à des hommes sortis de l'oppression du servage, ignorans et peu exercés dans les arts du travail, d'être réunis en corporations qui pouvaient les protéger, et d'être soumis à un apprentissage qui les initiait dans les procédés connus et les tenait au niveau des progrès de l'industrie; autant cette double mesure est devenue inutile lorsque la progression de l'industrie générale, en multipliant les moyens d'instruction, a facilité l'apprentissage et accéléré son terme; lorsque l'ouvrier, protégé par les lois générales, n'a eu rien à craindre de l'oppression privée. A cette époque, le maintien des corporations et des apprentissages a été une charge onéreuse pour l'apprenti, un privilége pour le maître, une gêne pour le travail, un obstacle aux progrès de l'in-

dustrie; elle a augmenté le prix de ses produits et imposé une taxe sur leur consommation. Cette doctrine, développée dans toute son étendue par Adam Smith, ne paraît plus susceptible de contradiction, et doit être désormais irréfragable.

L'indépendance de l'ouvrier, et la liberté du travail n'excluent pas les lois réglementaires sur la circulation de ses produits.

Mais de ce que les corporations et les apprentissages sont devenus nuisibles à l'industrie, qu'ils ont si long-temps protégée et favorisée, Adam Smith a-t-il eu raison d'en déduire la nécessité de l'indépendance de l'ouvrier et de la liberté du travail? Ne peuvent-elles pas nuire à la bonté et à la perfection de l'ouvrage et à l'intérêt du consommateur? L'ouvrier ne sera-t-il pas tenté de se servir de son habileté pour imiter ou pour contrefaire des ouvrages estimés, et pour tirer, de leur ressemblance apparente, des bénéfices qui ne lui appartiennent pas? L'impossibilité de distinguer les bonnes des mauvaises fabrications, ne les discréditera-t-elle pas également, ne compromettra-t-elle pas leur débit, et la fraude de quelques ouvriers ne sera-t-elle pas funeste à tous? Donner une trop aveugle confiance à la moralité des hommes, c'est méconnaître la nature de leurs penchans et la violence de leurs passions; c'est les supposer meilleurs qu'ils ne sont, et les exposer à devenir plus vicieux qu'ils ne seraient. Sans entrer ici dans la controverse de la moralité ou de la perversité de la nature humaine, je ne crains

point de dire que si les lois sociales ne constituent point la morale, elles en sont les sauve-gardes, et quand leur frein ne serait pas toujours nécessaire, il n'est jamais inutile. L'expérience de tous les siècles n'a que trop bien confirmé cette doctrine, et doit la faire triompher des dangers d'une théorie spéculative qui honore le spéculateur, mais n'offre aucune garantie à l'ordre social.

Il me semble donc qu'on a sagement prévenu tous les dangers de l'indépendance de l'ouvrier et de la liberté du travail, en assujettissant la circulation de ses produits à des formalités qui garantissent le consommateur de la fraude ou de l'inexpérience de l'ouvrier. Cette sage limitation ne donne de privilége ni d'exclusion à aucun genre de travail, n'entrave point les progrès de l'industrie, et lui laisse une latitude indéfinie, garant certain de ses succès; ce système récent offre, dans ses combinaisons, tous les caractères du siècle éclairé et industrieux auquel il appartient, et doit porter l'industrie au plus haut degré d'activité et de perfection.

Exception. La question de l'indépendance de l'ouvrier et de la liberté du travail si bien résolue pour l'Europe, paraît souffrir plus de difficulté quand on la considère dans les climats de l'orient et dans les colonies insulaires du nouveau monde. Là, les besoins de la subsistance, du vêtement et du logement sont si

peu de chose, et un sol brûlant rend le travail si pénible, qu'on a pu de très-bonne foi soutenir que dans ces pays on ne pouvait obtenir le travail que par l'esclavage de l'ouvrier. Je n'ai pas le dessein de me livrer à l'examen et à la discussion de cette question. Sa solution dépend de la connaissance des faits, et les faits sont tellement contradictoires ou suspects, qu'il est sage de suspendre son jugement, jusqu'à ce qu'ils soient plus avérés et plus authentiques. Tout ce que peut faire l'écrivain, ami de la vérité, de la justice et de l'humanité, c'est de rassembler les élémens qui peuvent éclairer et amener la solution de cette grande et importante question. Si je ne m'abuse point, on peut en tirer de très-précieux, de la comparaison des produits de l'agriculture française, en 1789, et de ceux de l'agriculture coloniale à la même époque. Lors même que les résultats de ce rapprochement ne seraient pas aussi concluants qu'ils le paraissent, je me persuade qu'on ne les verra pas sans intérêt, et qu'ils ne seront pas sans utilité.

Comparaison des produits du travail agricole de la France en 1789, et de ceux du travail de ses colonies à la même époque.

Dans le tableau des produits agricoles de la France, en 1789, on voit :

Que les produits bruts donnaient environ 8 p. 100;

Que les salaires de la population agricole répartissaient à chaque individu une somme d'environ 150 livres par individu;

Que l'intérêt du capital circulant était d'environ 10 pour 100;

Et que le produit net de l'intérêt du capital fixe, était un-peu au dessous de 3 ½ pour 100.

Dans des états de la population agricole des Antilles françaises, en 1789, des capitaux versés dans leur culture, des produits bruts de ces capitaux et du travail de la population agricole, et de leur répartition entre les ayant droit, états faits avec le plus grand soin, et dignes de la plus grande confiance, on trouve les résultats suivans :

Le capital fixe consistait dans la valeur des terres en état de culture.	500,000,000 l.
Des nègres, à raison de 1,500 l. l'un dans l'autre.	1,000,000,000
Des bâtimens et ustensiles. . .	250,000,000
Total.	1,750,000,000

Le capital circulant se composait :

De l'entretien des nègres, un 15.me du produit.	15,000,000 l.
Du traitement des économes à raison du 6.me et un tiers du produit.	32,000,000
Des impositions, le 25.me du produit.	9,000,000
Et du dépérissement annuel des esclaves, des bâtimens et ustensiles, à raison de 3 pour 100 du capital fixe.	55,000,000
Total.	111,000,000

Les produits bruts s'élevaient à la somme de 225 millions. . . . . 225,000,000 l.

En défalquant de cette somme les dépenses annuelles, montant à 111,000,000

Il restait pour le produit net ou bénéfice des capitaux fixes. 114,000,000

Les capitaux fixes étant d'environ 1,750,000,000, et le bénéfice d'environ 114,000,000, c'était environ 7 pour 100.

D'un autre côté, les capitaux fixes étant de. . . . . 1,750,000,000 l.

Et le capital circulant de. . . . 111,000,000

Il en résulte que la totalité des capitaux était de. 1,861,000,000

Le produit brut étant de. . . 225,000,000

La totalité du capital rapportait environ 12 pour 100.

D'où il suit que le produit brut de l'agriculture française ne rapportant que 8 pour 100 du capital agricole, tandis que le produit brut de l'agriculture coloniale rapportait environ 12 pour 100, celle-ci donnait 25 pour 100 de plus que l'autre (*).

(*) Sans y comprendre la plus grande partie de la subsistance des maîtres et des esclaves.

Cet avantage de l'agriculture coloniale sur l'agriculture européenne, aurait suffi pour faire passer dans les colonies tous les capitaux qu'elles pouvaient employer; il n'aurait fallu pour cela, ni acte de navigation, ni monopole du commerce des colonies, comme l'a cru Adam Smith. Vol. 2, liv. 4, ch. 7, p. 435. (*Note de l'Auteur.*)

Il en résulte que le travail de l'homme libre est bien autrement productif que celui de l'esclave.

Quelque avantageux que doive paraître cet excédant, il était en effet bien peu de chose, si l'on fait attention à la dépense qu'il en coûtait pour l'obtenir, dépense qui réduisait les bénéfices à 7 pour 100, de sorte qu'il n'y avait entre le produit net de l'agriculture coloniale et celui de l'agriculture française, qu'une différence de 3 ½ pour 100; résultat extrêmement modique, lorsque l'on fait attention à l'extrême différence qu'il y avait entre les deux agricultures, sous le rapport du sol, des capitaux et des productions.

Le sol des colonies était un des plus fertiles qu'il y eût au monde. On y versait tous les capitaux qui pouvaient accroître ou développer sa fécondité; la plus grande intelligence présidait à la direction de ses travaux, et ses productions étaient d'une espèce si précieuse, qu'on les recherchait avec une sorte de passion dans la plus grande partie du globe. La situation de l'agriculture française était bien différente.

Si le sol de la France pouvait le disputer en fertilité à toutes les autres contrées de l'Europe, on ne peut pas se dissimuler qu'il ne pouvait pas entrer en comparaison avec celui des colonies; sa culture manquait de la plus grande partie des capitaux nécessaires au développement de ses forces; ses cultivateurs étaient pauvres, misérables, opprimés et avilis; leurs productions étaient presque toutes ordinaires et communes dans toute l'Europe, et l'exportation en était presque toujours prohibée.

Comment donc une si grande différence dans les élémens producteurs, n'en opérait-elle qu'une très-petite dans les produits? on ne peut l'expliquer que par la différence du caractère des cultivateurs.

Le cultivateur français jouissait de sa liberté, et travaillait le plus souvent pour lui, ou était plus ou moins intéressé dans les produits de son travail, et, grâces à cette double impulsion de la liberté et de l'intérêt, il suppléait, par son industrie, son application et son activité, à tous les désavantages du sol, de la privation des capitaux, du peu de valeur des productions, de son oppression pécuniaire et de son avilissement politique et civil.

Le cultivateur, colonial au contraire, réduit à l'esclavage, sans intérêt dans les produits de son travail, et par conséquent tout-à-fait indifférent sur leur grandeur ou leur modicité, ne tirait aucun parti de la prééminence du sol, de l'abondance des capitaux et de la richesse des productions. La supériorité des produits de son travail sur ceux de l'ouvrier libre, était due toute entière à des causes qui lui étaient étrangères; tandis que le cultivateur libre ne devait qu'à lui seul la presqu'égalité de ses produits, comparés à ceux du travail de l'esclave.

Ce rapprochement du travail de l'homme libre en France, et de l'esclave dans les colonies, des produits de leurs travaux dans ces deux parties du globe, me semblent devoir répandre de vives lu-

mières sur la question de l'indépendance ou de l'esclavage de l'ouvrier, et la réduisent à des termes si simples, qu'il serait difficile aux passions les plus violentes de l'obscurcir et de l'envenimer. Sans doute on reconnaîtra comme une vérité certaine et garantie par l'expérience de tous les siècles historiques, que partout où les besoins physiques forcent l'homme au travail, la liberté de l'ouvrier et de l'ouvrage est le mode le plus favorable à la richesse particulière et générale, et que, lorsque l'homme peut satisfaire ses besoins physiques par peu de travail, on ne peut se flatter d'en obtenir une plus grande quantité que par des mesures co-actives, mais de nature cependant à porter le moins d'atteinte à sa liberté civile, seul et véritable mobile de la grandeur et du perfectionnement de l'industrie.

Conclusions du chapitre.

CHAPITRE III.

De la nature et de la quotité du salaire.

De la nature et de la quotité du salaire.

Avant Adam Smith, on n'avait que des notions vagues et confuses sur sa nature, ses lois et ses rapports avec l'industrie, la population et la richesse générale. L'opinion prédominante croyait apercevoir des avantages à le tenir bas, parce qu'alors les produits de l'industrie étaient moins chers et pouvaient soutenir la concurrence de

l'étranger dans le marché général. On n'avait pas été plus loin sur cette partie de la science.

Doctrine d'Adam Smith sur le salaire.

Adam Smith, à qui il était donné de dévoiler les fausses doctrines, lors même que celles qu'il leur substituait n'étaient pas exemptes d'erreurs, Adam Smith a porté la lumière sur ce sujet obscur, et il n'y a peut-être pas dans son ouvrage de partie plus approfondie, mieux développée, et qui laisse moins à désirer.

Lorsque dans le premier âge du travail, dit cet illustre écrivain, chaque ouvrier ne recevait d'impulsion que de ses besoins, et de secours que de ses forces; lorsqu'il n'était point arrêté dans leur emploi par les institutions sociales, il recueillait seul, et sans partage, tous les produits de son travail. Cet ordre primitif changea aussitôt qu'un homme eut économisé de quoi en faire travailler un autre, et lui eut fait l'avance de ses économies pour l'engager au travail; à cette époque, le propriétaire de ces avances, maintenant désigné sous le nom de capitaliste, entra en partage des produits du travail. Enfin, lorsqu'on eut établi la propriété de la terre, cette source féconde de tous les genres de travaux, et qu'on ne put la cultiver sans le consentement du propriétaire, celui-ci prit encore une part des produits du travail, de sorte que dans tous les pays où la propriété est établie, où le capitaliste fait à l'ouvrier l'avance de sa

dépense pendant la durée du travail, et c'est à-peu-près ce qui arrive dans tous les pays parvenus à un certain degré de civilisation, les produits du travail se partagent entre l'ouvrier, le capitaliste et le propriétaire du sol.

Ce partage est-il arbitraire et dépend-il des conventions privées, ou est-il déterminé par des lois fixes et invariables? Il y avait peut-être autant de génie à entrevoir ce problême qu'à le résoudre, et Adam Smith a eu ce double mérite.

Cet écrivain fait remarquer que dans tous les genres de travaux, l'ouvrier ne travaille qu'avec les avances du capitaliste; d'où il tire la conséquence que le travail général des peuples est toujours proportionné aux avances des capitalites; avances qui, avec le revenu qu'elles font augmenter, composent la richesse nationale (*); de sorte que, dans son opinion, plus un peuple a d'avances à faire au travail, plus il est riche, plus il fait travailler, et plus le salaire de l'ouvrier est élevé.

Ce principe, qui fait dépendre de la richesse le salaire du travail, n'est pas cependant absolu, et reçoit des modifications selon que la richesse est progressive, stationnaire ou rétrograde.

Si la richesse est progressive, les avances à faire au travail augmentent chaque année, et comme

---

(*) *De la Richesse des Nations*, liv. 1.er, ch. 8.

le nombre des ouvriers n'augmente pas aussi rapidement que la richesse, la concurrence des capitalistes, qui se disputent le travail des ouvriers, augmente nécessairement leur salaire.

Si, au contraire, la richesse est stationnaire, elle donne bien à l'ouvrier la même quantité de travail, mais elle ne lui conserve pas le même salaire, parce que la classe des ouvriers se multiplie pendant que la masse du travail reste la même; d'où il suit que la concurrence des ouvriers qui se disputent le travail, fait tourner la balance contre eux et réduit leur salaire à la simple subsistance.

Enfin, si la richesse décline, les avances à faire au travail diminuent, il y a moins de travail pour le même nombre d'ouvriers, leur concurrence est si grande qu'elle réduit leur salaire au taux le plus bas que l'humanité puisse leur offrir.

Faisant ensuite l'application de ces principes régulateurs du salaire à la question vulgaire de l'utilité ou des inconvéniens qu'il peut y avoir à ce qu'il soit haut ou bas, Adam Smith démontre, avec une rare sagacité, que dès que le haut salaire est l'effet nécessaire de la richesse progressive, il ne saurait être nuisible à l'industrie nationale, soit parce que l'ouvrier bien payé travaille davantage et mieux, soit parce que l'aisance des classes laborieuses favorise les progrès de la population,

soit surtout parce que la progression de la richesse nationale dont il est l'effet, opère en même-temps la baisse du bénéfice des capitaux, baisse qui fait plus que compenser la hausse du salaire.

L'esprit est d'autant plus disposé à donner son assentiment à cette doctrine ingénieuse et profonde, qu'elle accorde parfaitement les sentimens et les devoirs de l'humanité avec l'avarice des nations, qu'elle les fait concourir également au bien-être des individus et à la prospérité générale, et qu'elle fait dépendre la prospérité des classes riches, de l'aisance des classes laborieuses (1).

Cette doctrine, long-temps respectée, a été vivement attaquée par l'auteur de l'*Essai sur le principe de population* (2), et il faut convenir que si l'on juge sa critique par le succès de son

---

(1) Il faut observer que cette règle, qui subordonne le salaire du travail à l'état de la richesse nationale, n'est pas absolue, et qu'elle peut recevoir de grandes atteintes de la nature du système politique. Adam Smith en cite un exemple frappant, liv. 2, ch. 3. Sous le règne de la féodalité, dit cet écrivain, le propriétaire du sol en absorbait tout le produit, soit à titre de bénéfice du fonds, soit à titre de rente de la terre. Et liv. 3, ch. 7, il ajoute : Dans d'autres pays, la rente de la terre et le bénéfice des fonds absorbent le salaire, et les deux premières classes de la société écrasent la dernière.

(2) T. R. Malthus, professeur d'économie politique au collége des Indes orientales, dans le Hertfordshire.

ouvrage (*) et par le silence que ses nombreux adversaires ont gardé sur ce point, on doit lui accorder une grande importance et lui faire l'honneur de balancer entr'elle et l'opinion d'Adam Smith.

Cet écrivain pense que le salaire du travail ne dépend pas, comme l'enseigne Adam Smith, de l'état progressif, stationnaire ou rétrograde de la richesse nationale, mais de l'abondance ou de la rareté des subsistances nationales; il ajoute que l'industrie et le commerce peuvent augmenter la richesse nationale sans aucun profit pour les classes laborieuses, si l'agriculture nationale n'augmente pas les subsistances dans la même proportion; il va même jusqu'à dire que la richesse des peuples industrieux s'arrête nécessairement au terme des progrès de leur agriculture.

Objection du professeur Malthus contre cette doctrine.

De ce nouveau point de vue sous lequel T. R. Malthus a envisagé le salaire du travail, la doctrine d'Adam Smith paraît non-seulement perdre de sa certitude et de son attrait, mais même il semble que cet illustre écrivain n'a embrassé qu'une partie de la difficulté que présente le sujet, et qu'il n'a point aperçu les véritables principes dont dépend sa solution.

(*) Il a eu quatre éditions en peu de temps.

Sa réfutation.

Malheureusement la doctrine du professeur Malthus, sur le salaire du travail, en opposition à celle d'Adam Smith, n'est qu'un accessoire, une conséquence de son systême sur le principe de population, et l'on ne peut entreprendre de la discuter sans remonter aux principes qui lui servent de base et qui constituent l'ensemble de son systême. Cette discussion est effrayante, je l'avoue, par le nombre, la nouveauté, l'étendue et l'importance des questions qu'elle embrasse, mais elle fait partie de la tâche que je me suis imposée, et je ne puis, ni ne dois la négliger. Si elle m'éloigne du but, elle ne m'en détourne pas, et c'en est assez pour me la faire pardonner par les amis de la science.

Dans ses recherches sur le principe de population, le docteur Malthus n'a pas suivi l'exemple des écrivains qui l'avaient précédé, il ne s'est pas contenté, comme eux, de remonter aux causes de la progression ou de la décadence de la population, il a encore porté son attention sur les causes qui influent sur sa misère ou son aisance, sur ses prospérités ou ses calamités, sur l'amélioration ou la dégradation de sa condition, et sur les moyens de prévenir ou d'arrêter les maux qui la menacent. Son systême repose sur trois faits aussi bien observés que bien établis et dont la liaison et

l'enchaînement semblent garantir la justesse et l'exactitude de sa théorie.

La faculté pro-créatrice des êtres vivans du règne animal et végétal, dit cet écrivain, est indéfinie, et si elle pouvait s'exercer dans toute son étendue et sans aucun obstacle, elle en multiplierait le nombre avec une telle rapidité, que dans un temps peu éloigné, le globe ne pourrait pas les contenir.

Mais elle est arrêtée dans son développement par les bornes de la faculté productive de la terre qui, à quelque époque qu'on la considère, soit lorsqu'elle est abandonnée à elle-même, soit lorsqu'elle est fécondée par l'industrie humaine, ne peut suivre sa progression dans la production des subsistances.

Enfin, lorsque la faculté pro-créatrice de l'espèce humaine a multiplié les hommes au-delà des subsistances, cet excédant de population périt par les calamités accidentelles de la nature, des vices politiques et de la corruption morale.

Je n'examinerai pas jusqu'à quel point les conséquences que le professeur Malthus a déduites de ces faits, sont exactes et peuvent s'appliquer aux destinées de l'espèce humaine et de la société civile, ni si les calamités qu'il a remarquées sont aussi invariables qu'il se le persuade, ni si elles ne peuvent cesser que par l'emploi des moyens qu'il

indique ; ce serait m'éloigner de mon but, mettre deux ouvrages dans un, et fatiguer l'attention du lecteur par la multiplicité des sujets.

Sans doute l'économie politique, en recherchant les causes de la richesse particulière et générale, et les moyens de la faire concourir à la force et à la puissance des gouvernemens, a pour objet et pour but la population ; mais alors elle ne l'envisage que sous le point de vue de la richesse, et non sous celui de sa multiplication indéfinie, des dangers de son accroissement au-delà des subsistances, et des moyens de la maintenir à leur niveau. Ce dernier rapport, qui compose le sujet principal de l'ouvrage du professeur Malthus, n'a donc qu'une relation apparente avec l'autre, et l'on ne peut pas les confondre sans un désordre inévitable; aussi, laissant de côté tout ce qui, dans cet ouvrage, est relatif au principe de population, je ne m'attacherai qu'à l'application qu'on en a faite à la richesse, objet particulier de l'économie politique.

En poursuivant, avec autant d'application que de sagacité, chez tous les peuples sauvages et civilisés de l'ancien et du nouveau monde, les traces obscures de la lutte de la faculté pro-créatrice de l'espèce humaine, et de la faculté productive de la terre; de la population qui partout dépasse

la limite des subsistances, et des calamités physiques, politiques et morales qui la forcent d'y rentrer, le professeur Malthus a vu que la subsistance est à-la-fois le mobile et le régulateur de la population, et cette observation l'a porté à lui accorder la plus grande importance, à lui subordonner toutes les autres branches de la richesse, et même à la faire servir de limite à leur accroissement. Si cette opinion n'eût embrassé que les subsistances en général, elle ne formerait point de disparate dans la science, et se rattacherait naturellement au système agricole; mais ce n'est pas là le sens que le professeur Malthus lui a donné. Cet écrivain pense qu'il n'y a de produits véritablement utiles à la progression de la richesse et de la population des peuples industrieux que ceux de l'agriculture. Cette opinion ne se rattache à aucun système, les ébranle tous, et tend à en introduire un nouveau non moins étrange dans son principe, que dangereux dans ses résultats.

Est il vrai, comme le prétend cet écrivain, qu'il n'y a de produits véritablement utiles aux progrès de la richesse, que ceux de l'agriculture?

La première difficulté que présente cette opinion n'a pas été dissimulée par le professeur Malthus; il a bien senti que si les subsistances sont le mobile et le régulateur de la population, il reste à connaître la cause, le motif qui déterminent le cultivateur à multiplier les subsistances au-delà des besoins de sa famille, et voici comment il a résolu

Cette opinion impose l'obligation de remonter aux causes de l'accroissement des subsistances au-delà des besoins du cultivateur.

cette question préliminaire de tout système d'économie politique.

Dans un passage de son ouvrage (1), il dit littéralement que, sans l'accroissement de la population au-delà des subsistances, la terre n'aurait jamais été cultivée; d'où il conclut que l'accroissement de la population est le principe de l'accroissement des subsistances.

Contradiction du professeur Malthus sur ces causes.

Mais, dans un autre passage (2), il soutient que l'agriculture peut, avec plus de propriété, être appelée la cause efficiente de la population, que la population de l'agriculture; de sorte que c'est l'agriculture qui est la cause, et non l'effet de la progression de la population.

De ces deux propositions évidemment contradictoires, dérivent toutes les erreurs du professeur Malthus, sur les subsistances, la population et la richesse.

Quel est donc, me demanderont les hommes peu versés dans la science de l'économie politique, le principe qui détermine les cultivateurs d'un pays à multiplier les subsistances au-delà des besoins de la population actuelle? Est-ce la tendance de cette

---

(1) Liv. 1.er, chap. 6.

(2) Liv. 3, chap 11.

population à s'accroître indéfiniment? Non, les cultivateurs ne multiplient leurs produits que parce qu'ils espèrent des équivalens en échange de la portion qui excède leur consommation; et ils ne sont pas disposés à regarder l'accroissement indéfini de la population, comme un équivalent dont ils doivent se contenter. C'est l'équivalent qui seul porte toutes les classes laborieuses à multiplier leurs produits, pour ainsi dire indéfiniment, et le désir de cet équivalent a sa source, comme l'a fort bien observé Adam Smith, dans le penchant de tous les hommes au troc et à l'échange de ce qu'ils ont, contre ce qu'ils n'ont pas, et ce qu'ils désirent avoir. De ce penchant de l'homme à multiplier ses jouissances, plutôt que de son penchant à multiplier son espèce, est résultée, dans tous les temps et dans tous les pays, la progression des produits de l'industrie humaine; comme de cette insatiable passion dérive le principe de la richesse, de l'ambition, de la puissance, de tout ce que l'homme a fait de bien et de mal sur la terre. C'est là qu'il faut remonter, lorsqu'on veut arriver à une réfutation solide et satisfaisante de toutes ces questions tant rebattues de la génération des subsistances par la population, ou de la population par les subsistances, de l'industrie et du commerce par l'agriculture, ou de l'agriculture par l'industrie et le commerce. Sans doute les hommes n'ont pu se livrer à leur

Quelles sont ces causes.

penchant pour le troc et l'échange, sans avoir des objets à donner en échange de ceux qu'ils désiraient; mais les premiers objets d'échange sont venus de l'industrie plutôt que de l'agriculture; et de toutes les industries, l'agriculture a dû être la moins avancée, parce qu'elle exige de grands capitaux, de vastes marchés, et d'immenses progrès dans la civilisation. L'industrie et le commerce ont dû la devancer de beaucoup, et c'est à leurs progrès qu'elle a dû sa naissance, ses progrès et sa prospérité.

Erreur du professeur Malthus sur la nature et les effets des produits agricoles.

Après s'être égaré dans la recherche du principe de l'accroissement des subsistances, le professeur Malthus ne me semble pas avoir été plus heureux dans ses recherches sur la nature et les effets des subsistances.

Opinion de cet écrivain sur la nécessité de proportionner les produits de l'industrie et du commerce à ceux de l'agriculture nationale.

Les économistes, dit cet écrivain, font consister la richesse dans le produit net de l'agriculture, Adam Smith, dans les produits du travail général, et moi, je ne connais de richesse effective et durable, que celle qui est basée sur l'égalité des produits de l'industrie et du commerce, et des produits de l'agriculture nationale. Lorsque cet équilibre est rompu, lorsque les produits de l'industrie et du commerce d'un peuple dépassent les produits de son agriculture, l'excédant, qui ne peut pas être réalisé en subsistances nationales, n'augmente point la richesse, et n'opère qu'une augmentation fictive.

Un peuple industrieux peut, par les progrès de son industrie, par le perfectionnement de ses matières, par l'accumulation de ses capitaux, augmenter considérablement la quantité annuelle de son produit manufacturé; mais il n'en sera pas plus riche, s'il n'augmente pas en même-temps le fonds des subsistances nationales, qui seul peut favoriser les progrès de la population et du travail. Le terme de la progression de la richesse, parmi les peuples industrieux, est dans le terme de la progression des subsistances nationales: un effet approchant de celui-là a lieu, quand la marche du commerce et des manufactures est plus rapide que celle de l'agriculture (*).

Réfutation de cette opinion.

Cette nouvelle doctrine du professeur Malthus, en opposition à celle d'Adam Smith, ne peut être bien appréciée, qu'en la rapprochant des principes élémentaires de la science économique.

L'agriculture donne deux sortes de produits; des subsistances et des matières premières.

L'industrie donne aussi des subsistances et des matières premières, et, de plus, elle approprie aux besoins et au goût des consommateurs, soit ses matières premières, soit celles qu'elle tire de l'agriculture et du commerce avec l'étranger.

(*) Liv. 3, chap. 7.

Le commerce donne aussi des subsistances et des matières premières qu'il importe de l'étranger, et par le transport des produits de l'agriculture et de l'industrie du lieu où leur abondance les rend inutiles, ou de peu de valeur, dans les lieux où leur rareté les rend utiles et souvent nécessaires, il augmente leur valeur et leur quantité dans des termes presqu'indéfinis.

Ces trois genres de travaux donnent donc divers genres de produits, et l'on ne conçoit pas comment l'augmentation des produits de l'industrie et du commerce serait sans profit pour un pays, si la même augmentation n'avait pas lieu dans les produits de l'agriculture nationale. Ce qu'il y a de certain, c'est que les faits ne servent ni à l'expliquer, ni à la justifier.

En 1789, les subsistances produites par l'agriculture française s'élevaient à la somme d'environ. 3,500,000,000

Et les produits de l'industrie et du commerce pouvaient être évalués à environ. 1,800,000,000

Total (*). 5,300,000,000

(*) Il faut ajouter à cette somme les 500 millions de matières premières, produites par l'agriculture.

Si, dans l'hypothèse du professeur Malthus, l'agriculture nationale n'avait point augmenté ses produits et qu'ils fussent restés à. .	3,500,000,000[1]
Et que l'industrie et le commerce eussent doublé les leurs, ce qui les aurait portés à. . . .	3,600,000,000
Total.	7,100,000,000

Est-ce que cette augmentation de 1,800 millions en produits de l'industrie et du commerce, n'aurait pas augmenté la richesse nationale? Est-ce que la répartition de cet accroissement de produits entre toutes les classes, entre tous les rangs, entre tous les ordres de l'État, n'aurait pas soulagé leur misère, augmenté leur aisance, favorisé leur bien-être et multiplié leurs jouissances? Ce doute paraît d'autant plus paradoxal, que cet accroissement de richesse eût consisté en produits réels et matériels, utiles, commodes et agréables; on aurait eu plus de poisson de mer et d'eau douce; plus de vêtemens, de linge et de chaussures; plus de maisons, de meubles, de vaisselle, d'outils et d'instrumens de mercerie et de quincaillerie; plus de savon, d'amidon et de parfums; plus de papier, de livres, de tableaux et de gravures; plus de statues, de vases et d'autres objets précieux; plus de bijoux, de montres et d'argent comptant, et cette abondance des choses

utiles ou agréables eût certainement rendu la condition des individus moins malheureuse et plus fortunée. Sans doute les hommes et les peuples doivent désirer l'abondance des subsistances; mais ils ne sont pas moins intéressés à multiplier les objets qui servent aux autres besoins de la vie, qui en font mieux sentir le prix ou en rendent la durée moins pénible. On reconnaît et l'on marque les degrés de la civilisation et de la richesse de chaque pays, plutôt par l'accumulation des richesses de l'industrie et du commerce, que par l'abondance des subsistances. Il y a même ceci de particulier et d'extrêmement remarquable, que, parmi les peuples riches, les subsistances ne forment qu'une faible partie du fonds accumulé, tandis que l'accumulation des produits de l'industrie et du commerce n'a presque point de bornes. En 1789, le fonds accumulé des subsistances ne s'élevait point en France au-delà de 4 à 5 milliards, tandis que l'accumulation des produits de l'industrie et du commerce pouvait être d'environ 24 milliards.

Il est donc démontré par les faits que la richesse des peuples peut s'accroître par la seule progression des produits de l'industrie et du commerce, et sans le concours de la progression proportionnelle des subsistances nationales.

M'objectera-t-on que l'industrie et le commerce

ne peuvent pas augmenter leurs produits sans augmenter la population des classes industrieuses et commerçantes, et que cet accroissement de population exige l'augmentation des subsistances nationales ou importées de l'étranger; que dans le premier cas, la richesse des peuples industrieux est évidemment limitée par les progrès de l'agriculture nationale; et que dans le second, l'accroissement de cette richesse est précaire et illusoire, soit à cause de la difficulté de s'en procurer la quantité dont on a besoin, soit à cause du haut prix qu'il faut y mettre; de sorte que, dans les deux cas, la richesse des peuples industrieux et commerçans ne peut réellement s'accroître au-delà des subsistances nationales?

Objection du professeur Malthus.

Cette objection n'est pas extraite littéralement de l'ouvrage du professeur Malthus, mais elle en est le résultat fidèle; et l'avoir réfutée, ce sera avoir renversé la doctrine de cet écrivain, sur cette branche importante de l'économie politique.

Sa réfutation.

Et, d'abord, il est essentiel de remarquer qu'il n'est rien moins que certain que les peuples industrieux et commerçans ne puissent pas augmenter leurs produits sans augmenter leur population; il n'est pas même facile de dire quand l'accroissement des produits de l'industrie exige l'accroissement de la population industrieuse, et peut-être serait-on

L'accroissement des richesses industrièles n'exige pas toujours l'accroisse-

ment de la population industrieuse.

fondé à soutenir que les progrès de l'industrie, loin de nécessiter un plus grand nombre de bras, le diminuent; du-moins l'expérience d'un demi-siècle pourrait autoriser et justifier cette opinion.

La population industrieuse ne se multiplie point dans la porportion des progrès de sa richesse.

Ce qu'il y a encore de certain, c'est que les classes industrieuses ne forment qu'une petite partie de la population de chaque pays. Adam Smith l'évalue au 50.me ou au 100.me de toute la population (*), et l'on voit dans le tableau de la population de la France, en 1789, qu'elles en formaient les trois treizièmes, tandis que les classes agricoles en comprenaient les neuf treizièmes, de sorte que, si l'augmentation de la richesse devait nécessiter l'augmentation des classes laborieuses, cette augmentation serait immense dans les pays agricoles, et à-peine sensible dans les pays industrieux. Suivons cet accroissement de la population et de la richesse, dans les pays agricoles et dans les pays industrieux, et voyons quels en seraient les résultats.

Il en est autrement de la population agricole et des richesses de l'agriculture.

En 1789, la classe agricole de la France, composée d'environ 18 millions d'individus, était à la population totale, évaluée à 26 millions, comme 9 sont à 13; tandis que les classes industrieuses et commerçantes, calculées à 6,416,928 in-

(*) Liv. 4, chap. 9.

dividus, n'en formaient que les trois treizièmes.

Si donc, l'augmentation des produits de l'industrie et du commerce, et de ceux de l'agriculture, eût nécessité l'accroissement de leur population respective, celui des classes industrieuses eût été dans le rapport de 3 à 13, tandis que celui des classes agricoles eût été de 9 à 13; d'où il suit évidemment que la progression de la richesse agricole multiplie la population agricole trois fois plus vite que la progression de la richesse industrièle n'augmente la population industrieuse; et cependant, si l'on juge de l'utilité que l'État retire de l'accroissement de ces deux sortes de population, par l'accroissement de la richesse disponible que chacune d'elles produit par ses travaux, il y a tout lieu de croire, comme nous le verrons dans un instant, que l'accroissement de la population agricole n'augmente la population disponible pour l'État que de 3 $\frac{1}{4}$ pour 100, tandis que l'accroissement de la population industrieuse l'augmente de 25 pour 100; tellement que de deux peuples égaux en territoire, en population et en capitaux, dont l'un suivrait fidèlement le système agricole, et l'autre le système commercial, le premier aurait atteint le terme de sa population, huit fois plus vite que le second, quoique sa force disponible

fût huit fois moins grande que celle du premier.

Cette disparité dans la marche des deux peuples, sous le rapport de leur population et de leur force numérique, est encore plus remarquable sous le rapport des progrès de leur richesse respective.

En 1789, le produit brut de l'agriculture française était de. . . . . 3,917,930,362 l.

Les frais se montaient à. . . . 2,623,108,333

Et par conséquent le produit net ou le bénéfice des capitaux fixes, était de. 1,294,822,029

Les capitaux fixes étant d'environ 40 milliards, il s'ensuit que leur bénéfice n'était que d'environ 3 ¼ pour 100.

A la même époque, les produits bruts de l'industrie et du commerce, étaient d'environ. . . . . 1,853,288,236 l.

Les frais se montaient à. . . . 1,083,430,052

Par conséquent le produit net était de. 769,858,184

Les capitaux réels et effectifs employés dans l'industrie et le commerce, s'élevaient à environ 3 milliards, leur bénéfice était donc d'environ 25 pour 100.

En comparant le produit net de l'agriculture

avec celui de l'industrie et du commerce, on voit donc que ce dernier était près de huit fois plus considérable que le premier; ce qui donnait une plus grande aisance à la classe industrieuse, et à l'Etat, une plus grande richesse disponible.

De sorte que la progression de la richesse agricole, moindre que celle de la richesse industrièle, augmente la population agricole beaucoup plus rapidement que la progression de la richesse industrièle n'augmente la population industrieuse, et cependant l'accroissement de la population, par la richesse agricole, est moins utile à la force publique que celle qui résulte de la richesse industrièle.

Ce résultat des deux sortes de richesses, de leur influence réciproque sur la population et la force publique des états, reçoit encore un nouveau degré de force et d'évidence par l'exemple de la Chine, que le professeur Malthus a cependant invoqué en faveur de son système.

Application de ces deux différences à la situation économique à la Chine.

Pourquoi la Chine, malgré les infatigables efforts de sa population agricole, et la prodigieuse fécondité de son sol, ne peut-elle fournir des subsistances à toute sa population, et se voit-elle réduite à la déplorable condition de ne pouvoir soulager la misère des classes laborieuses; et, ce qui est encore plus fâcheux, pourquoi est-elle

forcée de tolérer l'exposition et le meurtre des enfans que les pères et mères ne peuvent pas nourrir, et qui ne trouvent point de secours dans la charité publique ou privée? Il n'en faut pas chercher la cause ailleurs que dans les vices de son système économique.

De tout temps la Chine a donné une préférence presque exclusive aux travaux de l'agriculture, ou du-moins c'est dans ce genre d'industrie qu'elle a placé la source de ses richesses. Qu'en est-il résulté?

A chaque pas que l'agriculture nationale a fait, à chaque progression de la richesse agricole, la classe agricole a augmenté sa population dans la proportion de 9 à 13; de sorte que, par cette progression rapide de la population agricole par la progression des subsistances, progression qui ne s'est arrêtée que par la culture de la totalité du sol, et par le perfectionnement absolu de son agriculture, on est arrivé au terme où la génération de la population agricole, formant près des trois quarts de toute la population, ne peut se procurer d'autre subsistance que dans la portion que laissent disponible les morts de la classe agricole. Tous ceux qui n'ont point de part à cette portion, doivent nécessairement périr, et l'humanité même veut qu'on les sacrifie à la conservation de la popula-

tion existante; tel est le terme nécessaire et inévitable de tout système agricole.

Si, au-lieu de s'attacher à ce système, le peuple chinois lui eût préféré le système commercial, la progression de sa richesse, par l'industrie et le commerce, n'aurait accru la population que dans la progression extrêmement lente de 3 à 13, et par conséquent elle n'eût peut-être jamais atteint au terme des subsistances nationales.

Et à la situation politique des peuples modernes.

Les peuples industrieux et commerçans ne travaillent pas, comme les peuples agricoles, pour nourrir des familles nombreuses dont l'accroissement augmente leurs moyens d'industrie et de richesse. Ils ne cherchent pas, dans l'augmentation de leur richesse, l'accroissement de leur population, et, dans l'accroissement de leur population, l'augmentation de leurs richesses; progression rapide qui épuise les sources de la richesse, multiplie les individus au-delà des moyens de subsistance, les réduit à un état de misère habituelle, et par conséquent oppose un obstacle insurmontable à la puissance publique, à la grandeur des nations, et à la splendeur des empires.

Ils travaillent pour donner de l'aisance aux classes laborieuses, pour varier les jouissances des classes riches, et pour assurer le bien-être de tous; ils multiplient les objets d'utilité, d'agrément ou

de fantaisie, qui exigent plus d'art que de bras, dont l'accumulation est lente, et ne laisse que bien peu de place à l'accroissement de la population générale et particulière; ils demandent à l'agriculture plus de matières premières que de subsistances, et ils sont plus occupés des progrès de la richesse que des progrès de la population. Le luxe des palais, des hôtels, des maisons et des habitations; des meubles, des statues, des tableaux et des vases; des vêtemens, des parures et des pierreries; des équipages et des chevaux; la somptuosité des édifices et des monumens publics; la grandeur des forteresses, des ports, des arsenaux, des routes et des canaux; la puissance, l'éclat et la majesté de l'établissement public, qui tous sont plus particulièrement l'ouvrage de l'industrie et du commerce, loin de favoriser les progrès de la population, en modèrent la progression, et la rendent pour ainsi dire imperceptible. Il est reconnu que, parmi les peuples industrieux et commerçans de l'ancien monde, la population ne double que dans l'espace de 500 ans, tandis que, parmi les peuples agricoles de l'ancien et du nouveau monde, la population double en 20 ou 25 ans.

Est-il besoin, après cela, d'accumuler d'autres preuves de l'influence funeste du système écono-

mique de la Chine, sur sa population et sa richesse? n'aperçoit-on pas, dans la préférence aveugle qu'elle a donnée à l'agriculture, la cause nécessaire et invariable de ses calamités? et n'est-il pas évident que le même sort est réservé à tous les peuples qui, adoptant la doctrine du professeur Malthus, feraient dépendre leurs richesses de l'accroissement des subsistances nationales, ou même de l'accroissement proportionnel des produits de l'agriculture nationale et des produits de l'industrie et du commerce? On doit surtout être frappé de voir que le professeur Malthus, qui s'est proposé d'éclairer les peuples modernes sur les dangers de la progression trop rapide de la population, quand elle ne correspond pas à la progression des subsistances, ait donné la préférence au système agricole qui multiplie ces dangers et les rend pour ainsi dire imminens et inévitables.

D'où provient l'erreur du professeur Malthus.

Ce qui paraît avoir induit en erreur cet écrivain, c'est qu'il a cru qu'un peuple industrieux et commerçant est plus exposé à manquer de subsistance, qu'un peuple agricole à être privé des produits de l'industrie et du commerce; que la privation des unes est plus fâcheuse que celle des autres, et a des résultats infiniment funestes à la sécurité des individus et à la puissance des peuples.

Dans le cours ordinaire des choses, dit cet écri-

De la crainte que la population des peuples industrieux ne s'accroisse au-delà de l'accroissement des moyens de subsistance.

vain, un pays dans lequel la richesse commerciale prédomine, abonde de ces articles qui forment la principale consommation du riche; mais il est exposé à manquer des subsistances qui sont d'une nécessité absolue pour tous, et qui absorbent la plus grande partie du revenu des classes industrieuses. Il n'en est pas de même lorsque la richesse agricole l'emporte dans un pays ; il ne possède pas en abondance, comme la nation commerçante, les objets de luxe et de fantaisie ; mais il n'est pas exposé à manquer des subsistances qui sont essentielles au bien-être de tout l'Etat, et le mettent à l'abri du besoin (1).

Toutes ces hypothèses, toutes ces craintes sont chimériques, et disparaissent à la lueur des principes élémentaires de l'économie politique.

Ces craintes sont illusoires.

Le produit de toutes les sortes d'industrie est toujours plus ou moins proportionné aux besoins communs de la consommation, en sorte que la provision et la demande répondent ordinairement l'une à l'autre (2). Il n'y a donc jamais, chez les peuples agricoles, plus de subsistances, ni chez les peuples industrieux plus de produits de l'industrie

---

(1) Liv. 3, chap. 9.

(2) *Richesse des Nations*, liv. 1.er, chap. 11.

qu'il n'en faut à la consommation ; et ce qu'il y a de particulier, c'est que les peuples agricoles ne peuvent pas plus se réserver une portion des subsistances plus grande que celle qu'ils peuvent consommer et payer, que les peuples industrieux ne peuvent consommer des produits de l'industrie au-delà de ceux qu'ils peuvent payer. Cet ordre est invariable et hors de l'atteinte des combinaisons et de la puissance des hommes ; il dérive de la nature même des choses ; tellement que, si le peuple agricole voulait se réserver plus de subsistances qu'il n'en peut payer, ces subsistances ne seraient pas consommées, seraient sans profit pour les agriculteurs, pour les autres classes de la population et pour l'Etat, et par conséquent ne seraient pas reproduites ; leur non-reproduction rendrait inutile la partie de la population agricole qui les aurait produites, et elle serait forcée d'aller chercher ailleurs des moyens d'existence, ou de périr de misère et de faim. Le sort de la classe industrieuse serait absolument le même, si les peuples industrieux croyaient pouvoir fabriquer au-delà des besoins de la consommation et des moyens des consommateurs, et surtout s'ils croyaient pouvoir réserver, à leur usage, une plus grande quantité des produits de l'industrie qu'ils n'en peuvent consommer et payer. Cette égalité de condition des peu-

La production des subsistances se proportionne toujours à la demande et aux moyens de les payer.

ples industrieux et agricoles, dans la production, la distribution et la consommation de leurs produits réciproques, doit démontrer, aux esprits les plus incrédules ou les plus prévenus, que les productions de toutes sortes obéissent à une loi générale qui veille aux besoins et aux intérêts de tous les consommateurs, et les met également hors de l'atteinte de toutes les passions humaines.

Objection du professeur Malthus.

Le professeur Malthus dit que l'on n'est pas si sûr des approvisionnemens qu'on tire de l'étranger, que de ceux qu'on trouve sur son propre fonds, et que c'est une politique avantageuse pour une nation dont le territoire le lui permet, de s'assurer d'un surplus de cette denrée dont le déficit attaquerait son bonheur et sa prospérité (*).

Mais c'est une erreur qu'il est facile de réfuter, et qu'on doit d'autant moins négliger qu'elle attaque les relations commerciales de tous les peuples, et tend à les ramener à un isolement funeste à leur prospérité commune.

Sa réfutation.

L'intempérie des saisons, qui seule compromet réellement la subsistance des peuples, est bien plus dangereuse pour un peuple, qui ne veut la devoir qu'à son agriculture, que pour un peuple qui en

(*) Liv. 3, chap. 9.

tire une partie plus ou moins grande de plusieurs peuples agricoles. La médiocrité des récoltes du peuple agriculteur le laisse sans ressources, soit parce qu'il n'a point d'équivalent à offrir en échange, soit parce que les autres peuples agricoles, ne comptant point sur sa consommation, ne peuvent y pourvoir. Il n'en est pas de même du peuple industrieux, qui est accoutumé à se pourvoir au marché général de tous les peuples agricoles. Ce marché est toujours le mieux approvisionné, et se ressent le moins des accidens qui menacent les récoltes particulières. L'abondance des unes compense la médiocrité des autres; en se généralisant, la chance n'expose à aucun risque et n'excite pas d'inquiétude; et l'on aperçoit encore ici les avantages de la communication des peuples, avantages non moins grands pour eux que ceux que les hommes trouvent dans la société civile la moins perfectionnée.

Il n'est pas même possible, comme le suppose le professeur Malthus, qu'un peuple industrieux qui tire ses subsistances de l'étranger, en soit privé tout-à-coup par les calculs et les combinaisons politiques de ses ennemis (*).

(*) Liv. 3, chap. 9.

Cet événement si redoutable, quand on le considère hypothétiquement, n'a rien d'alarmant en réalité ; il n'y a point d'exemple, dans l'histoire des nations, qu'un peuple ait éprouvé les horreurs de la famine, ou même ait souffert une grande détresse par les combinaisons de ses ennemis ; ce malheur n'est jamais arrivé, ou n'a pu arriver que par l'inconstance des saisons, les mauvaises lois ou les fausses mesures des gouvernemens peu éclairés. Quand les subsistances existent, le peuple qui en a besoin et qui a les moyens de les payer, est certain de se les procurer malgré l'oppostion de ses ennemis; il peut compter sur le génie, sur l'audace et l'intérêt du commerce. Ce n'était point par une vaine jactance qu'un négociant hollandais, accusé par le stathouder d'avoir vendu des munitions aux ennemis de son pays, s'en justifiait, en disant que s'il y avait du profit à faire, il irait naviguer aux enfers, au risque d'y brûler ses voiles; c'était l'aveu fidèle de l'esprit et du caractère du commerce, c'était la révélation de sa puissance, et ses dispositions invariables contre les mesures rarement nécessaires d'une politique peu éclairée; dispositions qui ne sont pas toujours conformes aux devoirs d'un bon citoyen, et que je suis bien éloigné d'approuver, mais qui apprennent aux gouvernemens qu'il n'est ni sage, ni prudent de mettre

Le commerce triomphe de tous les obstacles que lui opposent les intérêts ou les combinaisons de la politique.

l'intérêt des citoyens en opposition avec l'intérêt de l'Etat, et d'imposer des vertus comme des obligations civiles.

Le professeur Malthus insiste, et prétend que si l'on consulte l'histoire du monde, on voit que les nations qui ont été redevables de leurs richesses au commerce et aux manufactures, n'ont eu qu'une existence éphémère, relativement à celle des peuples dont la richesse a été basée sur l'agriculture (*).

Le professeur Malthus prétend que les nations qui ont été redevables de leurs richesses à l'industrie, n'ont eu qu'une existence éphémère.

Je ne crois pas que l'histoire soit d'un grand poids en économie politique, les peuples ont rarement délibéré sur le meilleur systême économique, et ont encore moins conformé leur conduite à leur délibération. Leur situation politique a presque toujours décidé de leur systême économique, et ils ont plus souvent fondé leurs richesses sur le pillage, la conquête et l'asservissement de l'espèce humaine, que sur les travaux de l'industrie agricole, manufacturière et commerçante; mais enfin, si la prééminence des divers systêmes économiques devait dépendre des témoignages de l'histoire, il me semble que les prodiges de l'industrie et du commerce, à Tyr, à Carthage, à Athènes, à Rhodes,

Réfutation de l'opinion du professeur Malthus sur l'existence éphémère des peuples industrieux et commerçans.

(*) Liv. 3, chap. 8.

à Corinthe, à Constantinople, à Venise, à Florence, à Gênes, dans la Flandre, en Hollande et en Angleterre, balanceraient au-moins tous ceux qu'on attribue à l'agriculture de la Chine, de l'Inde et de l'Egypte. Si la richesse est le signe le moins équivoque de la puissance, peut-on mettre en parallèle la puissance politique des peuples industrieux et commerçans avec celle des peuples agricoles; et peut-on se dissimuler que si les premiers ont brillé de la plus grande gloire dans les siècles de prospérité, ils ont, dans les siècles d'adversité, long-temps résisté aux coups de la fortune, et ont honoré leur chute par la longanimité de toutes les vertus sociales? Que la destinée des peuples agricoles a été bien différente! Si, dans les jours de la paix, ils rivalisèrent les peuples industrieux et commerçans, dans les jours de la guerre ils font peu d'honneur à l'humanité et semblent n'avoir eu aucune teinte des vertus sociales.

Supériorité de ces peuples sur les peuples agricoles.

Autant Tyr, Carthage, Athènes, Rhodes, Constantinople, Venise, Florence, Gênes, la Flandre et la Hollande se sont immortalisées par leur bravoure, leur dévouement et leur grandeur héroïque, autant la Chine, l'Inde et l'Égypte sont-elles remarquables par leur pusillanimité, leur indolence, ou plutôt par leur indifférence pour la patrie : leur facilité à passer sous le joug des conquérans

les a avilies sans répandre aucun lustre sur leurs vainqueurs. D'où vient cette extrême disparate dans l'histoire politique des peuples agricoles et industrieux, si ce n'est de la nature de leur richesse particulière? Les peuples agricoles n'ayant que peu de richesse disponible, n'ont qu'une force extrêmement limitée, et qui s'épuise rapidement; les peuples industrieux, au contraire, peuvent mettre une très-grande richesse à la disposition de l'Etat; les nombreuses accumulations dont elle se compose fournissent d'immenses ressources avant de s'épuiser, et la puissance qu'elles alimentent est d'autant plus redoutable qu'on connaît rarement le terme de leur épuisement.

Quelle en est la raison.

Ainsi, les principes de l'économie politique expliquent les faits historiques et en reçoivent une nouvelle force, et les uns et les autres démontrent également la prééminence du système commercial sur le système agricole.

Mais, dit le professeur Malthus (*), il n'y a point dans l'histoire, d'exemple d'une grande nation qui, sans perdre de sa puissance, ait pu entretenir 4 ou 5 millions d'individus avec du blé importé, et sans doute l'avenir n'offrira jamais un pareil exemple.

Réfutation de l'opinion du professeur Malthus, qu'il n'y a point dans l'histoire d'exemple d'une grande na-

Quand cet écrivain a hasardé une pareille asser-

(*) Liv. 3, chap. 10, note dernière.

tion qui, sans perdre de sa puissance, ait pu entretenir 4 à 5 millions d'individus avec du blé importé.

tion, il avait sans doute oublié que Rome, qui, sous Auguste et ses successeurs, avait plus de 4 millions d'habitans, tirait ses blés de l'Egypte et de l'Afrique. Chacune de ses provinces lui en fournissait annuellement vingt millions de muids (*), et l'on sait que ce n'est pas le manque de subsistances qui entraîna la chute de l'empire romain, ou qui influa sur sa décadence. Si Rome, qui n'avait d'autre moyen que la force, pour imposer sur l'Egypte et l'Afrique le tribut de sa subsistance, ne vit point dépérir sa population faute de subsistances, qu'auraient donc à craindre les peuples industrieux, qui, en échange des subsistances qu'ils demandent, offrent des équivalens non moins désirés des peuples agricoles?

L'exemple de Rome, sous Auguste, détruit cette assertion.

Mais ce qui semble devoir dissiper toutes les craintes que pourraient inspirer les dangers auxquels sont exposés les peuples qui tirent leurs subsistances de l'étranger, c'est que leur population ne s'élève et ne s'accroît que dans la proportion des subsistances que peuvent lui fournir les peuples agricoles. Elle suit et ne devance pas les subsistances, et par conséquent elle ne peut en manquer qu'autant que les peuples agricoles aimeraient mieux les détruire ou les vendre, que les donner, que d'en recevoir un équivalent. Supposition inadmissible, et

La population des peuples industrieux suit et ne devance pas l'accroissement des

(*) Tacite, *Annales*, liv. 12.

que repoussent également les penchans et les passions de l'espèce humaine, les besoins et les intérêts des peuples, le sentiment de leurs forces, de leur puissance, et même de leur conservation. On ne doit pas oublier que le dépérissement des subsistances dont on priverait les peuples industrieux, empêcherait leur reproduction, d'où résulterait la diminution du travail agricole, et la réduction proportionnelle de la classe des cultivateurs. Les peuples industrieux ne doivent donc pas plus craindre de manquer de subsistances, quand elles existent, et qu'ils ont de quoi les payer, que les peuples agricoles ne doivent craindre de ne pas trouver le débit de leurs productions, quand elles sont nécessaires à des peuples qui ont de quoi les payer. Le besoin de vendre est égal à celui d'acheter, et le vendeur et l'acheteur peuvent s'en reposer avec confiance sur ce garant inviolable et incorruptible de leurs intérêts réciproques. Il a été, et il est encore le principe et le mobile de la richesse des peuples modernes, il la fait circuler des peuples industrieux aux peuples agricoles, et des peuples agricoles aux peuples industrieux; il a créé l'industrie des villes et des campagnes, et proportionné leur population à leur industrie, et, par son développement progressif, il doit étendre ses bienfaits sur tous les points du globe susceptibles d'industrie et de

subsistances.

Le besoin de vendre est égal au besoin d'acheter.

culture, peupler le monde entier, et assurer à tous les peuples une prospérité relative à leur industrie.

Une foule de petites passions fomentées ou entretenues par l'esprit de localité, de rivalité, d'ambition et de conquête, ont à-la-vérité retardé son impulsion, et peuvent encore ralentir son activité; mais on ne doit pas craindre qu'elles arrêtent ou paralysent son mouvement. Il dérive de la nature des choses et de la constitution de l'homme; sa compression locale ou temporaire ne peut que lui donner plus de force et d'élasticité. Les sectes ont pu se diviser sur le point de savoir s'il est plus avantageux à chaque peuple de diriger l'échange des produits de l'agriculture et de l'industrie, entre les classes agricoles et industrieuses du même pays, que de le rendre libre entre tous les peuples sans distinction d'étrangers et de nationaux; ce problême était d'une haute importance, et je l'examinerai dans la suite: mais on n'a jamais méconnu les avantages que tous les peuples industrieux ou agricoles retirent de l'échange des produits de l'industrie, contre ceux de l'agriculture, et surtout on n'a jamais manifesté la crainte que les peuples agricoles pussent se refuser à l'échange de leurs produits, contre ceux de l'industrie; jamais on n'a donné plus d'importance aux subsistances, qu'aux autres produits du travail général, et jamais on ne les a dis-

tingués des autres élémens de la richesse générale.

Je reconnais que le professeur Malthus a démontré mathématiquement que la faculté pro-créatrice est dans l'espèce humaine plus puissante et plus active que la faculté productive dans la terre; que les subsistances manquent plutôt à l'homme, que l'homme aux subsistances ; qu'on a eu tort de croire qu'on peut réparer les pertes, ou accélérer les progrès de la population, par des encouragemens, sans augmenter la masse des subsistances; que l'augmentation des subsistances est la condition nécessaire de la progression de la population, et que la population s'arrête avec les subsistances. Cette partie du travail du professeur Malthus porte avec elle la conviction, et doit être d'une grande utilité pour la science économique.

Le principe fondamental de la doctrine du professeur Malthus, vrai par rapport à la progression de la population.

Mais que les subsistances limitent la richesse comme la population, que chaque peuple ne puisse être riche qu'en proportion des subsistances que produit son sol; que sa richesse ne puisse pas trouver un point d'appui dans les produits de l'agriculture étrangère, et que le salaire du travail soit rigoureusement limité par la quotité des subsistances nationales, ce sont des paradoxes qui ne peuvent soutenir l'épreuve des faits, de l'expérience et de la raison.

La richesse des peuples ne dépend pas nécessai-

Sans application à la progression de la richesse.

rement de l'abondance des subsistances nationales, elle peut augmenter indéfiniment sans leur progression; un peuple qui abonde en subsistances nationales peut être très-pauvre, et un peuple qui ne tire de son sol qu'une partie de ses subsistances peut être très-riche. L'abondance des produits du travail qui ont une valeur, et par conséquent un débit certain, sont les seuls élémens de la richesse, les seuls qui procurent tout ce dont on a besoin, soit en subsistances, soit en produits de l'industrie. Il y a même cette différence extrême entre les subsistances et les produits de l'industrie, que ces derniers peuvent provoquer partout la production des subsistances, tandis que les subsistances ne suffisent pas toujours pour faire naître l'industrie ou stimuler ses progrès. Enfin, les peuples riches en produits de l'industrie, peuvent les transporter partout où ils en ont besoin, et exercer, là où ils veulent, la puissance ou l'influence que donne la richesse; mais les peuples qui ne sont riches qu'en subsistances, ne peuvent les transporter au loin sans de grandes difficultés, et le transport qu'elles en font n'ajoute rien à leur force et à leur puissance.

Je pourrais encore prolonger cette énumération des caractères qui distinguent les subsistances des autres élémens de la richesse, et qui les placent

à un rang bien inférieur à celui que le professeur Malthus leur assigne; mais c'en est assez pour réfuter les erreurs de cet écrivain estimable, et pour prévenir les atteintes dangereuses qu'elles portent aux principes fondamentaux de l'économie politique.

Si donc les subsistances ne sont, comme les autres produits du travail général, que les élémens de la richesse, si elles ne sont que des équivalens de la même nature que tous les autres équivalens, si elles ne jouent dans l'échange d'autre rôle que celui d'équivalent, et si, pour être assuré d'obtenir toutes celles qui existent au-delà des besoins des cultivateurs, sur quelque partie du globe qu'elles existent, il ne faut que des équivalens, il me semble que la richesse des peuples, de quelque nature qu'elle soit, peut alimenter leur travail, et doit, comme l'enseigne Adam Smith, élever, maintenir ou diminuer le taux du salaire, selon qu'elle est progressive, stationnaire ou rétrograde. La doctrine de cet illustre écrivain sur cette partie de la science, me paraît rigoureusement exacte, et à l'abri de la critique du professeur Malthus.

Résumé du livre.

En résumant toutes les difficultés sur la fécondité ou la stérilité du travail, sur la classification de ses diverses branches, à raison de leur fécondité respective, sur l'indépendance ou l'esclavage de l'ouvrier, sur la liberté ou l'asservissement de l'ouvrage,

et sur le salaire du travail, il me semble, d'après les faits et l'expérience de plusieurs siècles, que tout travail est productif de sa valeur d'échange, ou, ce qui est la même chose, qu'il est productif de tout ce qu'il reçoit en échange de sa valeur; que les travaux les plus productifs sont ceux pour lesquels on donne le plus d'équivalens, et que les moins productifs sont ceux qui pèsent le moins dans la balance d'échange.

Que dans tous les pays où l'homme a des besoins tellement impérieux, qu'il ne peut se soustraire au travail, le travail est d'autant plus productif, que l'ouvrier jouit de la liberté de sa personne, est le maître de choisir le genre d'ouvrage qui lui convient le mieux, et n'est assujetti qu'à des lois de police et de surveillance qui le garantissent de ses propres passions, et mettent les consommateurs de ses productions à l'abri de sa cupidité.

Qu'il en est autrement dans les pays où l'homme a peu de besoins, trouve facilement les moyens de les satisfaire, et doit redouter les fatigues excessives du travail; que là il peut être utile et même nécessaire de le soumettre à des lois co-actives, et que les moins vicieuses sont celles qui portent le moins d'atteintes à la liberté civile de l'ouvrier, et respectent davantage les nobles caractères de l'humanité.

Enfin que le salaire du travail est nécessairement régularisé par l'état progressif, stationnaire ou rétrograde de la richesse particulière de chaque peuple.

Ces résultats de l'application des faits aux questions agitées sur cette partie importante de l'économie politique, me semblent d'autant plus certains, qu'ils sont parfaitement d'accord avec les véritables intérêts de la richesse, de la puissance et de l'humanité; avec tout ce qu'il y a de bon, d'utile et de noble dans les relations économiques de chaque société civile, et dans les rapports de la grande famille du genre humain. L'alliance de tant d'intérêts divers n'offre-t-elle pas la plus forte garantie de la vérité de la doctrine qu'elle établit?

FIN DU PREMIER VOLUME.

d'un grand nombre d'observations. Formation des équations de condition. En les disposant de manière que dans chacune d'elles, le coefficient de la correction de l'élément ait le même signe, et les ajoutant, on forme une équation finale qui donne une correction moyenne. Expression de la probabilité que l'erreur de cette correction moyenne est comprise dans des limites données. La manière la plus générale de former l'équation finale, est de multiplier chaque équation de condition, par un facteur indéterminé, et d'ajouter tous ces produits. Expression de la probabilité que l'erreur de la correction donnée par cette équation finale, est comprise dans des limites données. Expression de l'erreur moyenne que l'on peut craindre en plus ou en moins. Détermination du système de facteurs, qui rend cette erreur un *minimum.* On est conduit alors au résultat que donne la méthode des moindres carrés des erreurs des observations. Erreur moyenne de son résultat. Son expression dépend de la